

Conseil du Contentieux des Etrangers

**Sélection d'arrêts**  
de 01/07/2024 à 31/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Zambie**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Refus de séjour - Art 40 ter (descendante d'un belge) - AA: pas la preuve du lien de filiation ; "Dès lors que la personne concernée n'établit pas qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'apporter un acte de naissance afin de prouver son lien de filiation, le test ADN déposé dans le dossier ne peut être pris en compte" - CCE: 1) la motivation de l'AA n'est pas valablement contestée: le courrier accompagnant la demande de séjour ne comportait aucune allusion à l'impossibilité de produire l'acte de naissance de la requérante + la PR ne démontre pas *in concreto* que la requérante se trouverait dans la même situation que sa sœur qui aurait obtenu un titre de séjour en Belgique sur base du dépôt d'un test ADN - 2) l'art 44 AR n'impose pas à la partie défenderesse de tenir compte d'autres preuves valables si aucun document officiel ne peut être présenté pour prouver le lien de filiation, mais prévoit à cet égard une simple faculté - 3) l'invocation de l'arrêt C-635/17 de la CJUE est dépourvue de pertinence : la directive 2003/86/CE n'est pas applicable à la situation de la requérante + la situation du requérant dans l'affaire C-635/17 n'est pas comparable à celle de la PR (MF de bénéficiaire de la PS) - Rejet**

"3.2.2. En l'espèce, le Conseil observe que si la requérante a produit, à l'appui de sa demande de carte de séjour introduite le 26 juin 2023, divers documents en vue d'établir qu'elle remplissait les conditions requises pour en bénéficier, elle est néanmoins restée en défaut de produire un document officiel attestant de son lien de filiation avec le regroupant. A cet égard, elle s'est en effet limitée à fournir un test ADN.

En l'occurrence, la décision attaquée est fondée sur le motif selon lequel « la personne concernée n'a pas prouvé son lien de filiation avec la personne rejointe », dès lors que, conformément à l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, « la preuve du lien de filiation doit être prouvé en priorité par un document officiel, en l'occurrence par un acte de naissance conforme à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, avant de tenir compte d'autres preuves », et que « en espèce, la filiation administrative prime sur la filiation biologique ». La partie défenderesse conclut que « Dès lors que la personne concernée n'établit pas qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'apporter un acte de naissance afin de prouver son lien de filiation, le test ADN déposé dans le dossier ne peut être pris en compte ».

Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante.

3.2.3. Ainsi, le Conseil observe tout d'abord que la partie requérante reste en défaut de contester valablement la motivation de la partie défenderesse selon laquelle la requérante « n'établit pas qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'apporter un acte de naissance afin de prouver son lien de filiation ».

En effet, la partie requérante se borne à cet égard à soutenir que « dès lors que la partie requérante a déposé un test ADN afin de démontrer son lien de filiation, il est évident qu'elle n'était pas en mesure de déposer son acte de naissance, auquel cas on ne s'explique pas pourquoi elle aurait engagé des frais supplémentaires auprès d'un hôpital pour démontrer son lien de filiation ». Cette allégation, qui n'est ni étayée ni un tant soit peu circonstanciée, ne peut dès lors être suivie, et est, en outre, formulée pour la première fois en termes de recours. Le Conseil ne peut en effet que constater, à la lecture du dossier administratif, que le courrier accompagnant la demande visée au point 1.2. ne comportait pas la moindre allusion à l'impossibilité de produire l'acte de naissance de la requérante. Il rappelle, à ce sujet, qu'il ne peut, dans le cadre de son contrôle de légalité, avoir égard qu'aux éléments portés à la connaissance de l'autorité avant que celle-ci ne prenne sa décision. La jurisprudence administrative constante considère en effet que les éléments qui n'avaient pas été portés par le requérant à la connaissance de l'autorité en temps utile, c'est-à-dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle de « [...] se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris [...] » (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002). L'allégation portant que « la partie défenderesse ne pouvait ignorer cet état de fait puisque la sœur de la requérante a introduit une procédure identique sur base de documents identiques des années auparavant et obtenu un titre de séjour de cinq ans » n'appelle pas d'autre analyse.

Par ailleurs, s'agissant de l'argumentation tendant à établir une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, le

Conseil rappelle que la règle de l'égalité devant la loi et celle de la non-discrimination impliquent que tous ceux qui se trouvent dans la même situation soient traités de la même manière mais n'excluent pas qu'une distinction soit faite entre différentes catégories de personnes pour autant que le critère de distinction soit susceptible de justification objective et raisonnable. En l'espèce, le Conseil observe que la partie requérante est restée en défaut de démontrer in concreto que la requérante se trouverait dans la même situation que sa sœur. La partie requérante n'a en effet pas jugé opportun de produire, par exemple, la demande sur base de laquelle celle-ci a obtenu son titre de séjour, plaçant de ce fait le Conseil dans l'impossibilité de comparer leurs situations. Le Conseil rappelle, pour le surplus, que c'est à l'étranger qui prétend satisfaire aux conditions justifiant l'introduction d'une demande de séjour à en apporter lui-même la preuve, ceci en vertu de l'enseignement de la jurisprudence administrative constante dont il résulte que « Certes, s'il incombe le cas échéant à l'administration de permettre à l'administré de compléter son dossier, cette obligation doit s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie » (voir, notamment, C.E., n°109.684 du 7 août 2002 et C.C.E., n° 10.156 du 18 avril 2008).

Partant, le Conseil ne peut faire droit à l'argumentation susmentionnée.

3.2.4. Ensuite, en ce que la partie requérante se prévaut de l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité, qui prévoit que si aucun document officiel ne peut être présenté pour prouver le lien de filiation, la partie défenderesse peut tenir compte d'autres preuves valables produites à cet égard, le Conseil constate qu'il ressort des développements précédents que la requérante est restée en défaut de démontrer qu'elle se trouvait dans l'impossibilité d'« apporter la preuve du lien de parenté [...] invoqué par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière » comme le prévoit cette même disposition. Dès lors, la partie défenderesse a pu valablement constater que la preuve du lien de filiation n'était pas apportée par le biais d'un document officiel, et il ne saurait lui être reproché de ne pas avoir pris en considération d'autres moyens de preuve – en l'espèce, le test ADN produit par la requérante (le Conseil souligne).

Partant, le Conseil n'aperçoit pas l'intérêt de la partie requérante à soutenir que « l'article 44, tel qu'il est libellé, ne prévoit pas d'obligation pour la partie requérante de démontrer une impossibilité de déposer un acte officiel », dès lors que c'est précisément la preuve d'une telle impossibilité qui permet à la partie défenderesse d'éventuellement tenir compte d'autres preuves valables, au nombre desquelles un test ADN tel que celui produit par la requérante à l'appui de sa demande. L'allégation selon laquelle « le système de preuve en cascade ne crée d'obligation que dans le chef de l'Office des étrangers, en lui imposant d'analyser d'autres documents, d'autres éléments de preuve permettant de démontrer le lien de filiation » et l'invocation de l'arrêt n° 295 633 du Conseil de céans n'appellent pas d'autre analyse. En outre, le Conseil considère que l'article 44, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, selon lequel « Lorsqu'il est constaté que le membre de la famille ne peut apporter la preuve du lien de parenté ou d'alliance ou du partenariat invoqué par des documents officiels [...], le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien », n'impose nullement à la partie défenderesse de tenir compte d'autres preuves valables, mais prévoit à cet égard une simple faculté.

S'agissant de l'arrêt n° 235 512 du Conseil de céans, force est de constater que cet arrêt a été cassé par l'arrêt n° 252.041 du 4 novembre 2021 du Conseil d'Etat, dont il ressort notamment que, dans le cadre de l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, « la partie défenderesse » ne peut tenir compte d'autres preuves pour établir le lien de parenté, d'alliance ou de partenariat avec la personne rejointe que « Lorsqu'il est constaté que le membre de la famille ne peut apporter la preuve du lien de parenté ou d'alliance ou du partenariat invoqué par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière ». Un tel texte clair ne doit pas être interprété ». Partant, l'invocation de l'enseignement de l'arrêt précité du Conseil de céans est inopérante.

Il en va de même de l'arrêt n° 290 583 du Conseil de céans. En effet, force est de relever que l'extrait reproduit par la partie requérante dans sa requête est en réalité un extrait du point 2.2. dudit arrêt, qui figure sous le titre « exposé du moyen d'annulation » et qu'il reprend dès lors les arguments développés par la partie requérante dans la première branche de son moyen. Dès lors, cet extrait ne reflète en aucun cas la position du Conseil de céans quant à l'éventuelle valeur probante d'un test ADN.

3.2.5. Par ailleurs, le Conseil constate que l'argumentation de la partie requérante invoquant l'arrêt C-635/17 de la CJUE est dépourvue de pertinence.

En effet, dans cette affaire, la CJUE s'est prononcée sur l'interprétation de l'article 11 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial (ci-après : la directive 2003/86/CE).

A cet égard, le Conseil ne peut que constater que l'article 3, alinéa 3, de la directive 2003/86/CE dispose que « La présente directive ne s'applique pas aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union ». Or, en l'occurrence, la requérante a précisément sollicité le regroupement familial avec son père de nationalité belge, lequel n'est pas un

regroupant ressortissant de pays tiers. Dès lors, la directive 2003/86/CE n'est pas applicable à la situation de la requérante ni, partant, l'enseignement de l'arrêt C-635/17, susmentionné.

En toute hypothèse, le Conseil observe que l'arrêt C-635/17 précité concernait une demande de regroupement familial introduite par une regroupante érythréenne bénéficiant de la protection subsidiaire, au profit de son neveu mineur, également érythréen, lequel résidait en tant que réfugié et sans attache familiale au Soudan. A cet égard, le Conseil ne peut que rappeler que c'est à la partie requérante qu'il incombe d'établir la comparabilité de l'enseignement de la jurisprudence invoquée avec son propre cas d'espèce. Tel n'est pas le cas en l'espèce, dès lors que le regroupant est un ressortissant belge, et que la requérante est majeure et réside en Belgique. Partant, l'invocation de l'arrêt précité est, en tout état de cause, dépourvue de pertinence.

3.2.6. Au vu de ce qui précède, le Conseil considère que, par son argumentation, la partie requérante se limite à prendre le contre-pied de la décision attaquée, et tente ainsi d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, -ce qui ne saurait être admis-, sans toutefois démontrer l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de cette dernière. Le Conseil rappelle qu'il exerce, sur l'acte attaqué, un contrôle de légalité et non d'opportunité. A toutes fins utiles, le Conseil observe qu'il est loisible à la partie requérante d'introduire une nouvelle demande de carte de séjour, en faisant valoir, le cas échéant, les motifs pour lesquels elle se trouve dans l'impossibilité de produire l'acte de naissance de la requérante."

procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Palestine**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**Prorogation délai transfert Dublin**  
composition du siège  
**1 juge**  
pays Dublin  
**Suède**

**Décision de prorogation du délai de transfert Dublin - Procédure - Question de la recevabilité *ratione temporis* de la requête - La PD a notifié l'AA par courrier AR le 17 mai 2023 à l'adresse du requérant ; ce courrier a été retourné par les services postaux à la PD le 22 mai 2023 avec la mention « ne reçoit pas/plus le courrier à l'adresse indiquée » ; il ne ressort pas du DA que la PD a tenté de contacter le requérant d'une autre manière + le requérant avait fait élection de domicile au cabinet de son avocat pour la procédure de recours contre l'annexe 26quater - le conseil du requérant n'a été informé de la prise de l'AA qu'à l'occasion d'un échange d'emails avec la PD le 14 septembre 2023, et cette dernière ne lui a communiqué le DA (contenant ledit acte) que le 7 novembre 2023 => la notification de l'AA a eu lieu le 7 novembre 2023 et le recours, introduit le 30 novembre 2023, est recevable *ratione temporis***

"2. Recevabilité *ratione temporis*.

2.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante fait valoir ce qui suit : « La décision attaquée date du 18.04.2023. Un courrier recommandé a été envoyé au domicile du requérant. Cependant, celui-ci n'est jamais arrivé à destination puisque le courrier recommandé est revenu à l'Office des étrangers comme en atteste le dossier administratif de la partie adverse. Dès lors, le requérant n'a pu prendre connaissance de la décision de prorogation du délai que le 07.11.2023, date à laquelle son dossier administratif lui a été communiqué par le biais de son conseil. [...] En l'occurrence, l'Office des étrangers a tenté de notifier la décision querellée par pli recommandé au domicile élu [du requérant]. Cependant, comme il le prouve sur base du dossier administratif de l'Office des étrangers, la notification n'a jamais été effective puisque le courrier a été retourné à l'Office des étrangers. Dès lors, il faut constater que la notification n'a pas valablement eu lieu et que le requérant est dans un cas de force majeure qui l'a empêchée de prendre connaissance de la décision querellée. [...] En l'occurrence, aucun avis ne fut laissé dans la boîte aux lettres [du requérant] et celui-ci n'a donc – à aucun moment – pu être informé du fait qu'une décision avait été adoptée à son encontre et que l'Office des étrangers avait tenté de la lui notifier. Le délai prévu à l'article 39/57, § 1er, deuxième alinéa, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 est d'ordre public et il ne peut y être dérogé que si une situation de force majeure peut être justifiée. En l'espèce, le requérant invoque des motifs suffisants pour justifier que la décision attaquée ne lui a pas été valablement notifiée et qu'il ait été dans l'impossibilité d'en prendre connaissance. Le recours étant déposé dans les 30 jours de la prise de connaissance effective de la décision, le recours est recevable *ratione temporis* ». La partie requérante joint également à son recours la copie d'une enveloppe portant un cachet « recommandé 22-05-2023 » ainsi que la mention « ne reçoit pas/plus le courrier à l'adresse indiquée ».

Le Conseil relève que la partie défenderesse n'ayant pas déposé de note d'observations, aucune exception d'irrecevabilité du recours n'a été soulevée à cet égard.

2.2. A l'audience, la Présidente relève que la recevabilité du recours doit être discutée, dès lors que la décision attaquée a été envoyée par recommandé, à l'adresse du requérant, le 17 mai 2023 – alors que le domicile élu pour la procédure de recours contre l'annexe 26quater introduite avant la notification de la prorogation de délai était celui de son conseil – et que ce courrier a été retourné à la partie défenderesse.

La partie requérante se réfère aux écrits quant à la recevabilité du présent recours. Elle précise que le requérant rencontre des problèmes avec les services postaux car le bâtiment dans lequel il vit est insalubre et semble « abandonné ».

La partie défenderesse déclare qu'elle est tributaire des services postaux, et se réfère à la sagesse du Conseil dans la mesure où elle n'a pas déposé de note d'observations.

2.3. En l'espèce, il ressort du dossier administratif que la partie défenderesse a notifié l'acte attaqué par courrier recommandé du 17 mai 2023, envoyé à l'adresse suivante : Van Kerckhovenstraat, n° [...] à 2060 Anvers, laquelle constitue la dernière adresse connue du requérant.

Ce courrier a cependant été retourné par les services postaux à la partie défenderesse en date du 22 mai 2023, avec la mention « ne reçoit pas/plus le courrier à l'adresse indiquée ».

Il ne ressort nullement du dossier administratif que la partie défenderesse aurait tenté de contacter le requérant d'une quelconque autre manière afin d'obtenir des informations quant à son adresse. Le Conseil observe par ailleurs que la partie défenderesse avait connaissance du fait que, dans le cadre de la procédure visée au point 1.3., le requérant avait fait élection de domicile au cabinet de son avocat, en telle sorte que l'acte attaqué aurait pu également être notifié audit cabinet. Le Conseil s'interroge, dès lors, sur les raisons pour lesquelles la partie défenderesse ne s'est pas, à tout le moins, renseignée auprès de l'avocat du requérant quant à l'adresse effective de ce dernier. Plus largement, le Conseil s'étonne du manque de diligence de la partie défenderesse à cet égard.

Force est, dès lors, de constater que l'acte attaqué n'a pas été valablement notifié au requérant par le biais du courrier recommandé du 17 mai 2023.

Par ailleurs, il ressort du dossier administratif que le conseil du requérant n'a été informé de la prise de l'acte attaqué qu'à l'occasion d'un échange d'emails avec la partie défenderesse le 14 septembre 2023, mais que cette dernière ne lui a communiqué le dossier administratif du requérant – contenant ledit acte – que le 7 novembre 2023.

Ces constats ne sont nullement critiqués par la partie défenderesse à l'audience, dans la mesure où celle-ci se réfère à cet égard à la sagesse du Conseil.

Partant, compte tenu des circonstances exposées en termes de plaidoirie et de requête, le Conseil considère que la notification de l'acte attaqué a eu lieu le 7 novembre 2023, en telle sorte que le présent recours, introduit le 30 novembre 2023, est recevable *ratione temporis*."



procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Cameroun**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 21**

composition du siège

**1 juge**

**Bijlage 21 zonder bevel om het grondgebied te verlaten – verwerping – gezinshereniging ifv Nederlandse echtgenoot - referentiepersoon overleden – beëindiging verblijf – uitzonderingsgrond art. 42quater, §3 Vw.: “ten minste één jaar in het Rijk verbleven” – uitgangspunten voor het berekenen van de termijn van één jaar = (1) start: aanvang van het verblijf, en (2) einde: de datum van het overlijden, en niet de datum van de bestreden beslissing - verzoeksters betoog over de datum van de goedkeuring van haar visumaanvraag is niet relevant, aangezien de wet duidelijk verwijst naar de periode van daadwerkelijk verblijf in België**

EINDDATUM TERMIJN ÉÉN JAAR (= DATUM OVERLIJDEN)

Artikel 42quater van de Vreemdelingenwet luidt als volgt:

*“§ 1. In de volgende gevallen kan er door de minister of zijn gemachtigde binnen vijf jaar na de erkenning van hun recht op verblijf een einde gesteld worden aan het verblijfsrecht van de familieleden van een burger van de Unie die zelf geen burger van de Unie zijn en die verblijven in de hoedanigheid van familielid van de burger van de Unie :*

*[...]*

*3° de burger van de Unie die zij begeleid of vervoegd hebben, overlijdt;*

*[...]*

*§ 3. Het in § 1, eerste lid, 3°, bedoelde geval is niet van toepassing op de familieleden die ten minste één jaar in het Rijk verbleven hebben in de hoedanigheid van een familielid van de burger van de Unie, en voor zover betrokkenen aantonen werknemer of zelfstandige te zijn in België, of voor zichzelf en hun familieleden te beschikken over voldoende bestaansmiddelen zoals bedoeld in artikel 40, § 4, tweede lid, om te voorkomen dat zij tijdens hun verblijf ten laste vallen van het sociale bijstandstelsel van het Rijk en te beschikken over een ziektekostenverzekering die alle risico's in België dekt, of lid te zijn van een in het Rijk gevormde familie van een persoon die aan deze voorwaarden voldoet. [...]*”

De verzoekster leest in de bestreden beslissing dat de verweerder vaststelt dat zij niet één jaar in het Rijk heeft verbleven op het moment van het overlijden van haar echtgenoot en dus niet onder de uitzonderingsgrond van art. 42quater, § 3 Vw. valt. Zij verwijst naar art. 42quater, § 1, eerste lid, 3° en § 3 Vw., en stelt dat geen van deze bepalingen verwijst naar het moment van het overlijden. De verzoekster benadrukt dat moet worden gekeken naar de datum waarop de thans bestreden beslissing werd genomen, dit is 20 oktober 2023. De verzoekster voert aan dat zij op 20 oktober 2023 reeds meer dan één jaar in het Rijk verbleef en laat gelden dat de verweerder als beginpunt voor haar verblijf in het Rijk 10 oktober 2022 neemt.

*[...]*

Uit een samenlezing van [art. 42quater, §1, eerste lid, 3° en art. 42quater, §3 Vw.] blijkt dat de datum van het overlijden van de referentiepersoon wel degelijk het relevante uitgangspunt vormt om vast te stellen of een familielid-derdelander al dan niet onder de uitzonderingsgrond van art. 42quater, § 3 Vw. valt. Dit geldt des te meer nu art. 42quater Vw. een omzetting vormt van art. 12 van de Burgerschapsrichtlijn en art. 12.2. van de Burgerschapsrichtlijn uitdrukkelijk het volgende bepaalt:

*“2. Onverminderd het bepaalde in de tweede alinea, leidt het overlijden van een burger van de Unie niet tot verlies van het verblijfsrecht voor zijn familieleden die niet de nationaliteit van een lidstaat bezitten, indien zij vóór dit overlijden gedurende ten minste één jaar in het gastland hebben verbleven. [...].” [...]*

Aldus blijkt dat de datum van het overlijden van de referentiepersoon wel degelijk als ijkpunt moet worden genomen voor de termijn van één jaar, bedoeld in art. 42quater, § 3 Vw.. De verzoekster kan niet worden gevolgd waar zij voorhoudt dat de datum waarop de bestreden beslissing werd genomen bepalend is. In tegenstelling tot wat de verzoekster voorhoudt, heeft de gemachtigde geen voorwaarde toegevoegd aan art. 42quater Vw. door de datum van overlijden van de referentiepersoon als ijkpunt te nemen en niet de datum waarop de bestreden beslissing is genomen.

STARTDATUM TERMIJN ÉÉN JAAR (DATUM GOEDKEURING VISUMAANVRAAG IRRELEVANT)

In een tweede onderdeel van het middel benadrukt de verzoekster dat zij een familielid is van een Unieburger, die geen Belg is en zij dan ook valt onder de procedure, voorzien in art. 41, § 2, van de Vreemdelingenwet. Zij citeert art. 45 van het Vreemdelingenbesluit, dat luidt als volgt:

*"Het inreisvisum bedoeld in artikel 41, § 2, van de wet, wordt kosteloos en binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de dag waarop de aanvrager bewijst dat richtlijn 2004/38/EG op hem van toepassing is, afgegeven. In uitzonderlijke en naar behoren gemotiveerde gevallen, kan de in het eerste lid bedoelde termijn echter verlengd worden."* (de Raad onderlijnt)

De verzoekster verwijst naar haar visumaanvraag en benadrukt dat haar visum ten laatste op 3 juni 2022 diende te worden afgeleverd en dat er dan ook van moet worden uitgegaan dat zij haar recht op lang verblijf verkregen heeft vanaf 3 juni 2022. Zij had in dat geval al op het Belgische grondgebied kunnen verblijven vanaf 3 juni 2022, dit is meer dan één jaar voor het overlijden van haar echtgenoot op 7 juni 2022. De verzoekster benadrukt dat het niet haar verantwoordelijkheid is dat de beslissing inzake haar visumaanvraag niet eerder werd genomen en ter kennis gebracht.

De verzoekster maakt echter op geen enkele wijze concreet aannemelijk dat de verweerder bij de beslissing van 21 september 2022 tot afgifte van het op 19 mei 2022 aangevraagde visum, de termijn van artikel 45 van het Vreemdelingenbesluit niet zou hebben gerespecteerd. Met name toont de verzoekster niet aan en blijkt uit de stukken van het administratief dossier niet dat de verzoekster op het moment van haar visumaanvraag (*ab initio*) reeds het bewijs zou hebben voorgelegd dat de bepalingen van de Burgerschapsrichtlijn op haar van toepassing zijn.

Verzoeksters kritiek is dan ook niet ter zake dienend. Bovendien doet deze kritiek hoe dan ook geen afbreuk aan de duidelijke bepalingen van art. 42quater, § 3 Vw.. Immers is de desbetreffende uitzonderingssituatie slechts van toepassing op *"de familieleden die ten minste één jaar in het Rijk verbleven hebben in de hoedanigheid van een familielid van de burger van de Unie."* Dit is in lijn met art. 12 van de Burgerschapsrichtlijn dat slechts voorziet in een uitzondering *"indien (de niet-EU familieleden) vóór dit overlijden gedurende tenminste één jaar in het gastland hebben verbleven."*

Het gegeven dat de verzoekster sneller naar België zou zijn gekomen indien haar visumaanvraag eerder zou zijn goedgekeurd, is derhalve niet enkel hypothetisch maar ook niet relevant. Overeenkomstig art. 42quater, § 3 Vw. dient immers enkel de periode van verblijf in België (in de hoedanigheid van familielid van een Unieburger) in rekening te worden genomen.



procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Afghanistan**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**REFUS DE VISA**

composition du siège

**1 juge**

## **Weigering visum – vernietiging – aanvraag humanitair visum – Afghanistan – onzorgvuldige beoordeling van de specifieke situatie van verzoekers en de bijgebrachte overtuigingsstukken – tweede verzoekster was in Afghanistan werkzaam als politica en als vrouwenrechtenactiviste**

De verzoekers betogen dat de verweerder hun visumaanvragen niet op zorgvuldige wijze heeft onderzocht daar waar hij eenvoudig verwijst naar rapporten aangaande de algemene veiligheidssituatie in Afghanistan en dit terwijl de verzoekers duidelijk in hun aanvraag hebben aangegeven dat zij zich in een specifieke situatie bevinden. De verzoekers benadrukken dat zij in het kader van hun visumaanvragen gewezen hadden op hun specifiek profiel. Zo was de tweede verzoekster in Afghanistan politiek actief, werd zij verkozen als lid van de provincieraad van de provincie Sar-e Pul (Afghanistan) waar zij zich onder meer inzette voor de rechten van kinderen en vrouwen in Afghanistan, behoren zij tot de Afghaanse religieuze minderheidsgroep Shia en tot de etnische minderheidsgroep Hazara. De verzoekers betogen dat de verweerder geenszins kan stellen dat zij geen persoonlijk bewijs hebben aangeleverd; de verzoekers benadrukken dat de verzoekster in haar "*statements*" met bijlagen - waarin wordt verwezen naar haar persoonlijke, politieke activiteiten, naar facebookcommentaren, naar mensenrechtenrapporten en naar persartikelen waarin zijzelf wordt geciteerd - wel degelijk bewijzen heeft aangebracht waaruit blijkt dat haar leven en vrijheid en dat van haar gezin in gevaar is.

[...]

Uit een lezing van de 1e, 2e en 4e bestreden beslissing blijkt dat de gemachtigde eerst parafraseert wat de verzoekers in het kader van hun visumaanvragen naar voor hebben gebracht om vervolgens hierover het volgende te oordelen: "*We mogen hier duidelijk stellen dat zij verwachten dat België zal instaan voor hun accommodatie, financiële ondersteuning, alsook hun internationale bescherming zullen bieden, wat toch vooral wijst op moeilijke economische omstandigheden. Het is niet onredelijk om van betrokkenen te eisen dat zij op zijn minst een begin van persoonlijk bewijs dienen te leveren. Deze loutere beweringen en verklaringen in de aanvraag volstaan immers niet om over te gaan tot de aflevering van een humanitair visum.*" Vervolgens wijst de gemachtigde erop dat de veiligheidssituatie in Afghanistan sinds augustus 2021 sterk gewijzigd is en het willekeurig geweld er significant gedaald is.

Uit een lezing van de 2e bestreden beslissing blijkt dat de gemachtigde al wat de verzoekers in hun aanvraag naar voor hebben geschoven beschouwt als loutere beweringen en verklaringen. De gemachtigde benadrukt dat het niet onredelijk is om van de betrokkenen te eisen dat zij op zijn minst een begin van persoonlijk bewijs dienen te leveren. In het licht van de door de verzoekers bij hun aanvraag naar voor gebrachte stukken (in de tweede bestreden akte worden deze opgesomd als volgt: "*artikelen van nytimes.com, hrw.org, facebook.com, googlemaps.bbc.conl, alsook links naar video's, 8am.af, tolonews.com, da.azadiradio.com, isna.fr, daikondi.blog.fr, jomhornews.com, en verschillende facebookcommentaren na een aanslag*"), waaronder onder meer een persartikel van de *New York Times* waarin de tweede verzoekster wordt geciteerd en waarbij er wordt op gewezen dat zij een lid is van de provinciale raad, geeft de verweerder blijk van een ondeugdelijk onderzoek van de feitelijke aspecten van het hem voorgelegde visumdossier waar hij alle verklaringen en stukken tezamen afdoet als zijnde "*deze loutere beweringen en verklaringen*" en waar hij zonder enig concreet onderzoek van de hierboven geciteerde stukken vaststelt dat de verzoekers nagelaten hebben om een begin van persoonlijk bewijs te leveren.

De verzoekers viseren verder ook het volgende motief uit de 1e, 2e en de 4e bestreden beslissing:

"[...] *De referentiepersoon verblijft bovendien al sedert 2015 in België, het is dan ook onduidelijk waarom er dermate lang gewacht werd om een visum aan te vragen.* [...]"

De verzoekers voeren aan dat deze motivering te kort door de bocht is. Zij lichten toe dat zij zich pas na de poging tot de dodelijke aanslag op de tweede verzoekster op 23 juli 2020 genoodzaakt voelden om Afghanistan te verlaten. De verzoekers benadrukken dat hun raadsman dit duidelijk te kennen heeft gegeven aan de verweerder. [...] De verzoekers verwijten de verweerder bij het nemen van de bestreden beslissingen geen rekening te hebben gehouden met alle elementen van hun visumdossier.

Uit de stukken die de verzoekers thans bij hun verzoekschrift voegen, blijkt dat de toenmalige raadvrouw van de verzoekers op 13 december 2021 een schrijven richt aan de Belgische ambassade te Teheran waarin zij kenbaar maakt dat de verzoekers een visumaanvraag om humanitaire redenen wensen in te dienen. In deze e-mail wordt onder meer het volgende vermeld:

*"Via vfglobal is het voor mijn cliënten niet mogelijk een humanitair visum in te dienen (deze mogelijkheid wordt bij de opties "lang verblijf" niet voorzien). Kunt u mij mededelen of mijn cliënten zich bij Uw ambassade kunnen aanmelden teneinde zo vlug mogelijk een humanitair visum voor België in te dienen?"*

Los van de vraag naar 'het hoe' en 'het waarom' het zo lang heeft geduurd alvorens de verzoekers een visumaanvraag om humanitaire redenen in Teheran (Iran) hebben kunnen indienen, blijkt wel dat de verzoekers al in december 2021 kenbaar hebben gemaakt dat zij een visumaanvraag om humanitaire redenen wensen in te dienen. Dit relateert enigszins dat *"er dermate lang gewacht werd om een visum aan te vragen"*. Minstens blijkt niet dat de verweerder in rekening bracht dat de verzoekers al in december 2021 hebben getracht om een humanitaire visumaanvraag in te dienen.

Daarnaast kunnen de verzoekers worden gevolgd in hun betoog dat zij aan de verweerder hebben toegelicht dat zij pas de noodzaak hebben gevoeld om Afghanistan te verlaten na een mislukte poging tot dodelijke aanslag op de tweede verzoekster op 23 juli 2020.

[De Raad licht toe op welke wijze dit blijkt uit de stukken van het administratief dossier.]

Uit de bestreden beslissingen blijkt dat de verweerder dit ook zo heeft begrepen, hij parafraseert in de eerste, tweede en vierde bestreden beslissing het statement van de verzoekster. In de tweede bestreden beslissing luidt dit als volgt: *"[Tweede verzoekster] verwijst in de uiteenzetting naar de precaire situatie in Afghanistan door de machtsovername van de Taliban en ISIS. Zij was werkzaam als politica alsook als kind en vrouwenrechtenactiviste, wat in Afghanistan toch wat risico's met zich meebracht. In 2009 werd zij verkozen tot lid van de provinciale raad van de provincie Sar-e-pul/Afghanistan. In 2015 werd zij herverkozen voor hetzelfde mandaat en bekleedde deze functie tot augustus 2021. Nadat zij was ontsnapt aan een aanslag, besloten zij, haar echtgenoot en kinderen Afghanistan te ontvluchten."*

Het getuigt, gelet op de bij de aanvraag gevoegde elementen, dan ook van een onzorgvuldig handelen om te oordelen dat het onduidelijk is waarom de verzoekers dermate lang hebben gewacht alvorens een visumaanvraag in te dienen terwijl de broer van de verzoeker reeds sedert 2015 in België verblijft. Hierbij wordt niet ingegaan op en voorbij gegaan aan de specifieke elementen die de verzoekers in het kader van hun visumaanvraag naar voor hadden geschoven als redenen waarom zij hun visumaanvraag pas jaren na de komst van hun familielid naar België hebben ingediend. De gemachtigde gaat in zijn besluitvorming voorbij aan de door de verzoekers overgemaakte toelichtingen.

# CCE arrêt 310607 du 31/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Palestine**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**REFUS DE VISA**

composition du siège

**1 juge**

**Refus de visa - Art 10 - AA: "la personne à rejoindre étant actuellement incarcéré, la condition de cohabitation effective requise ne pourra être rencontrée" - CCE: la PD ne peut se limiter à apprécier la condition de cohabitation effective au moment de la prise de l'AA lorsque le regroupant est privé de liberté à ce moment; dans une telle hypothèse, la PD doit s'enquérir de la date de libération du regroupant afin de vérifier qu'une cohabitation effective avec les requérants est possible à brève échéance + à titre surabondant, le Conseil constate à l'audience que le regroupant a été libéré dans l'intervalle + les décisions de refus de visa postérieures à l'AA ne se fondent plus sur la condition de cohabitation mais sur l'absence de moyens - Motivation insuffisante - Annulation**

"2.2.2. En l'espèce, le Conseil observe que les décisions attaquées sont fondées, en substance, sur le motif que, le regroupant étant incarcéré au moment de l'adoption desdites décisions, la condition de cohabitation effective exigée par l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 « ne pourra être rencontrée ».

Or, s'agissant de la condition de cohabitation effective, le Conseil considère que la partie défenderesse ne peut raisonnablement se limiter à apprécier cette condition au moment de la prise de l'acte attaqué lorsque, comme en l'espèce, le regroupant est privé de liberté à ce moment. En effet, dans une telle hypothèse, le Conseil estime que la partie défenderesse doit, à tout le moins, s'enquérir de la date de libération du regroupant afin de vérifier qu'une cohabitation effective avec les requérants est possible à brève échéance.

Tel n'est pas le cas en l'espèce, dès lors que, dans sa motivation, la partie défenderesse se borne à affirmer que le regroupant est incarcéré au moment de la prise des décisions attaquées, en telle sorte que la condition de cohabitation effective avec les requérants ne sera pas remplie. Il ne ressort nullement de cette motivation que la partie défenderesse aurait envisagé à un quelconque moment la possibilité que l'incarcération du regroupant soit temporaire, et qu'il pourrait être libéré à plus ou moins court terme, et en particulier avant même que les requérants ne se voient délivrer leur visa. La partie défenderesse ne prétend en effet nullement que le requérant aurait été condamné à une peine de prison de longue durée. Le Conseil observe également que la partie défenderesse n'a pas jugé utile de préciser la date à laquelle a débuté l'incarcération du regroupant, ni indiqué les conditions dans lesquelles cette incarcération a été ordonnée (détention préventive, condamnation à une peine de prison,...), ni les motifs de celle-ci.

Partant, le Conseil considère que la motivation de l'acte attaqué est, à tout le moins, insuffisante à cet égard, et qu'elle ne permet dès lors pas de comprendre le raisonnement de la partie défenderesse concluant de manière lapidaire que « la condition de cohabitation effective [...] ne pourra être rencontrée » en raison de l'incarcération du regroupant au moment de la prise des actes attaqués.

A titre surabondant, le Conseil relève qu'à l'audience, la partie requérante a déclaré que le regroupant a été libéré en juin 2023. Cette information est confirmée par un document présent au dossier administratif, dont il ressort que le regroupant a été arrêté et écroué le 19 janvier 2023 du chef de traite des êtres humains, et qu'il a été libéré sous conditions par la Chambre des mises en accusation le 12 juin 2023. Le document précité porte au demeurant la mention que « la situation n'est pas définitive ». Par ailleurs, il ressort également des décisions de refus de visa visées au point 1.3. que la partie défenderesse n'a plus fondé ses refus sur la condition de cohabitation effective et l'incarcération du regroupant, mais sur l'absence de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants dans le chef de ce dernier.

2.3. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse développe l'argumentation suivante : « En l'espèce, l'acte attaqué est fondé sur la constatation que « la personne à rejoindre, [...] [...] /1996, étant actuellement incarcéré à la prison de Saint- Gilles. Dès lors, la condition de cohabitation effective requise au dit article ne pourra être rencontrée. ». Cette motivation n'est pas utilement contestée en termes de requête. Les parties requérantes se bornent en effet à soutenir que l'impossibilité de cohabitation effective n'est que temporaire et n'empêche pas de mener une vie familiale via des visites en prison ou des sorties autorisées. Ce faisant, elles ne contestent pas qu'au moment où la décision est prise, rien ne permet d'établir l'existence d'une cohabitation réelle et durable entre les conjoints et les enfants lorsqu'ils viendront sur le territoire. La partie défenderesse rappelle à cet égard que les conditions du regroupement familial sont

analysées au moment où la décision est prise ».

Ces développements ne sont cependant pas de nature à renverser les constats qui précèdent."

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Cameroun**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 42**

composition du siège

**1 juge**

**Annexe 42 (irrecevabilité 9bis, redevance non payée) – motifs AA (repris dans une annexe à l'annexe 42) : Le bureau d'assistance judiciaire du Tpi du Hainaut a accordé l'assistance judiciaire à l'intéressée pour introduire une demande 9bis – l'art. 665 du Code judiciaire prévoit la possibilité de bénéficier de l'assistance judiciaire « 6° à toutes les procédures extrajudiciaires imposées par la loi ou le juge » + réf. à un arrêt de la Cour d'appel de Gand de 2016 : ce 6° vise une procédure se référant à un litige ce qui n'est pas le cas de l'introduction d'une demande 9bis => pas couverte par l'art 665 du CJ – art 668, d) CJ ne le permet pas plus – CCE : l'ordonnance du TPi ne laisse aucun doute quant à son interprétation : l'assistance judiciaire est accordée pour introduire sa demande 9bis => conforme à un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 8 septembre 2022 : « Il apparaît de la lecture combinée des articles 664 et 665 du Code judiciaire que l'assistance judiciaire s'applique aux frais administratifs demandés pour introduire la procédure visée à l'article 9bis » – motivation inadéquate – annulation.**

« 3.1. Sur l'ensemble du moyen unique, le Conseil observe que la partie défenderesse explique dans l'annexe à la décision que si

« Le bureau d'assistance judiciaire du Tribunal de première instance du Hainaut, division Mons, a accordé l'assistance judiciaire à l'intéressée par ordonnance du 05.07.2022 pour «introduire une procédure de régularisation de séjour sur base de l'article 9bis de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers auprès du bourgmestre de la Ville de Mons» »,

elle estime cependant que la requérante ne peut pas avoir droit à l'assistance judiciaire dans le cadre de l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 : elle reproduit, pour asseoir sa décision, les articles 664 et 665 du Code judiciaire et considère que la requérante ne peut se prévaloir de l'article 668 du Code judiciaire à la lecture d'un extrait d'une décision du bureau d'assistance judiciaire de la Cour d'Appel de Gand, du 29 novembre 2016, traduite et reproduite en extraits.

3.2. En l'espèce, outre que l'utilisation de deux *instrumentum* distincts pour obtenir une motivation complète ne facilite ni la lecture ni la clarté et la compréhension de l'ensemble, le Conseil ne peut rejoindre la partie défenderesse. En effet, à l'instar de la partie requérante, et bien que l'ordonnance du Tribunal de première instance ne figure pas au dossier administratif, la reproduction qu'en fait la partie défenderesse, ne laisse aucun doute quant à l'interprétation à donner à ladite ordonnance, laquelle accorde l'assistance judiciaire à la requérante pour introduire sa demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Cette décision apparaît conforme à la substance des enseignements de l'arrêt interlocutoire de la Cour d'appel de Bruxelles du 8 septembre 2022, et auxquels se rallie le Conseil, selon lesquels

« Il apparaît de la lecture combinée des articles 664 et 665 du Code judiciaire que l'assistance judiciaire s'applique aux frais administratifs demandés pour introduire la procédure visée à l'article 9bis du 15 décembre 1980 ». (Le Conseil souligne)

Il résulte de ce qui précède que la motivation de « l'annexe » de la décision ne permet pas à la partie requérante de comprendre les raisons pour lesquelles elle ne peut bénéficier de l'assistance judiciaire dans le cadre de l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, au regard de la jurisprudence la plus actuelle en la matière et surtout au regard de l'ordonnance du Tribunal de première instance du Hainaut, division Mons, dont elle a bénéficié.

3.3. Le Conseil observe que les arguments de la partie défenderesse en termes de note d'observations ne sont pas de nature à énerver le constat qui précède, celle-ci réitérant les développements des actes attaqués.

3.4. Partant, au vu du caractère particulièrement imbriqué des deux actes entrepris, le premier constatant l'absence de paiement de la redevance, l'autre les raisons pour lesquelles l'assistance judiciaire ne devait, quod non, pas être prise en compte, il y a lieu de les annuler, ceux-ci violant l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs. »



# CCE arrêt 310623 du 31/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**France**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**REFUS SEJOUR SUITE 13 sexies**

composition du siège

**1 juge**

**Refus de prise en considération d'une demande de séjour d'un citoyen européen en raison d'une IE – AA : PR doit d'abord obtenir la suspension ou la levée de l'IE (art 44decies §2), une demande de séjour ne peut être assimilée à une telle demande – illégitimité de l'intérêt au recours soulevée par la PD - CCE : les motifs de l'AA sont adéquats - à titre surabondant, la délivrance d'une attestation d'enregistrement ne peut avoir pour effet la disparition de cette interdiction d'entrée + caractère déclaratif et non constitutif de la délivrance d'un titre de séjour => pas d'intérêt légitime, le requérant tente d'échapper à l'IE toujours en vigueur, sans démontrer avoir entrepris des démarches pour obtenir la suspension ou la levée de cet acte – recours irrecevable.**

“Dans sa note d'observations, la partie défenderesse excipe de l'irrecevabilité du recours. Elle fait valoir que « la partie requérante ne jouit pas d'un intérêt légitime actuel à obtenir l'annulation de la décision attaquée étant donné qu'il ressort du dossier administratif qu'elle a fait l'objet d'une interdiction d'entrée définitive et ne peut donc séjourner sur le territoire ni a fortiori s'y voir reconnaître un droit de séjour en tant que demandeur d'emploi et qu'elle devait le savoir puisque le recours qu'elle avait introduit à son encontre a été rejeté par [le] Conseil ». La partie requérante met en exergue lors des plaidoiries la circonstance que la famille et les parents du requérant résident sur le territoire belge.

Le caractère légitime ou non de l'intérêt doit se déduire des circonstances de l'espèce qui, lorsqu'elles paraissent répréhensibles, que ce soit sur le plan pénal ou moral, doivent conduire le juge à déclarer le recours irrecevable (voir C.E., arrêt n°218.403 du 9 mars 2012).

En l'occurrence, le 17 août 2021, la partie défenderesse a pris une interdiction d'entrée d'une durée de huit ans, à l'égard du requérant. Dans la motivation de l'acte attaqué, la partie défenderesse rappelle celle-ci, la jurisprudence de la Haute juridiction administrative sur ce point, et précise que “le recours introduit contre l'interdiction d'entrée a été rejeté par le Conseil [...] en date du [21 janvier 2022] par son arrêt n°266 984”. Elle ajoute encore

« qu'avant de pouvoir séjourner légalement en Belgique, il vous appartient donc de demander la suspension ou la levée de cette interdiction d'entrée sur base des modifications intervenues dans votre situation postérieurement à cette décision ;

Considérant que, conformément à l'article 44 decies, §2 de la loi du 15/12/1980 précitée, la demande de suspension ou de levée de l'interdiction d'entrée doit être introduite auprès du ministre ou de son délégué à partir du pays d'origine ou de résidence du citoyen de l'Union et qu'à défaut d'introduire cette demande conformément au paragraphe 2 de l'article précité, le Ministre ou son délégué refuse de prendre cette demande en considération (article 44 decies, §3 de la même loi)

Considérant qu'une demande de séjour ne peut être assimilée à une demande de levée ou de rapport (Mutatis Mutandis CCE n° 110.502 du 24 septembre 2013) ».

Le Conseil ne peut que constater que ces constats sont adéquats et se vérifient au dossier administratif. La partie requérante n'indique pas que cette interdiction d'entrée a été suspendue, ou levée, ou que son délai serait échu, le requérant ne prétendant d'ailleurs pas plus avoir quitté le territoire.

A titre surabondant, la circonstance selon laquelle le requérant s'est vu délivrer une attestation d'enregistrement, n'est pas de nature à énerver le constat de l'illégitimité du recours, dans la mesure où il n'ignorait nullement, au moment de sa demande d'attestation d'enregistrement, être sous le coup de l'interdiction d'entrée susmentionnée, et où la délivrance de cette attestation ne peut avoir pour effet la disparition de cette interdiction d'entrée. En effet, la CJUE a estimé que

« S'agissant, tout d'abord, du retrait de l'attestation d'enregistrement, il a été jugé par la Cour que le droit des ressortissants d'un État membre d'entrer sur le territoire d'un autre État membre et d'y séjourner, aux fins voulues par le traité CE, constitue un droit directement conféré par celui-ci ou, selon le cas, par les dispositions prises pour la mise en œuvre dudit traité. Ainsi, la délivrance d'un titre de séjour à un ressortissant d'un État membre doit être considérée non comme un acte constitutif de droits, mais comme un acte destiné à constater, de la part d'un État membre, la situation individuelle d'un ressortissant d'un autre État membre au regard des dispositions du droit de l'Union. Par conséquent,

de même que ce caractère déclaratif empêche de qualifier d’illégal, au sens du droit de l’Union, le séjour d’un citoyen en considération de la seule circonstance qu’il ne dispose pas d’une carte de séjour, il fait obstacle à ce que soit considéré comme légal, au sens du droit de l’Union, le séjour d’un citoyen de celle-ci en raison du seul fait qu’une telle carte lui a été valablement délivrée. Un tel caractère déclaratif s’attache dès lors, également, à l’attestation d’enregistrement prévue à l’article 8, paragraphe 2, de la directive 2004/38, de sorte que la délivrance de ce document ne saurait, en soi, fonder la confiance légitime de l’intéressé dans son droit à séjourner sur le territoire de l’État membre concerné » (CJUE, arrêt C-184/16 du 14 septembre 2017, Ovidiu-Mihaiȧ Petrea contre Ypourgou Esoterikon kai Dioikitikis Anasygrotisis, §§32, 33 et 35) (le Conseil souligne).

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que la partie requérante n’a pas un intérêt légitime au présent recours. En effet, par la demande de séjour, le requérant tente d’échapper à l’interdiction d’entrée, toujours en vigueur, dont il fait l’objet, sans démontrer avoir entrepris des démarches pour obtenir la suspension ou la levée de cet acte, ou que celle-ci serait échue, *quod non*.

S’agissant des éléments relatifs à la violation alléguée de l’article 8 de la CEDH, il appartiendra à la partie requérante de les faire valoir dans le cadre d’une demande de suspension ou de levée de l’interdiction d’entrée.

Il résulte de ce qui précède que le recours est irrecevable.”

## CCE arrêt 310579 du 30/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Irak**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

"En conséquence, au vu des circonstances particulières de la cause, s’il subsiste des zones d’ombres dans le récit de la partie requérante, le Conseil estime que celle-ci a été en mesure de livrer un récit suffisamment cohérent, plausible et étayé, qui autorise à tenir pour établie la relation qu’il a eue avec R. et, partant, son orientation sexuelle, le cas échéant après que le bénéfice du doute lui soit octroyé.

Le Conseil prend note du contenu de l’article d’Amnesty international communiqué par la partie requérante par la voie de sa note complémentaire du 31 mai 2024 intitulé « Irak: nieuwe wet maakt seksuele relaties tussen mensen van hetzelfde geslacht strafbaar met celstraf tot 15 jaar » daté du 30 avril 2024. Cet article met non seulement en évidence l’adoption d’une nouvelle législation répressive à l’égard des homosexuels mais également l’organisation de chasses à l’homme par des bandes armées opérant en toute impunité. Il est ainsi clair que tant le cadre officiel que l’atmosphère générale en Irak est caractérisé par une homophobie ambiante très prégnante dans la société irakienne. Il estime en conséquence que dès lors que l’orientation sexuelle du requérant est établie, ce dernier, en cas de retour en Irak, puisse craindre des persécutions et verrait sa vie devenir insupportable et intolérable."

**CCE arrêt 310573** du 30/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Congo (RDC)**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

" A titre préliminaire, [le requérant] critique l'application à sa demande de la procédure prioritaire prévue par l'article 57/6, § 2 de la loi du 15 décembre 1980. Il soutient que la partie défenderesse n'explique pas valablement pour quelles raisons elle fait application de cette procédure en l'espèce, critique les conditions d'accueil dont il a bénéficié et fait valoir que la rapidité avec laquelle le bienfondé de sa demande a été examinée cumulée aux mauvaises conditions d'accueil qui lui ont été réservées ont nui à la qualité de cet examen. Il souligne en particulier qu'il n'a pas eu le temps de réunir et de produire devant la partie défenderesse les documents de preuves qu'il joint à son recours.  
(...)  
S'agissant de l'application à sa demande de la procédure prioritaire prévue par l'article 57/6, § 2 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate que le requérant ne précise pas quelle sanction la loi prévoit pour le manquement qu'il invoque et il n'aperçoit pas non plus quelle disposition légale interdirait à la partie défenderesse de prendre l'acte attaqué dans le délai dans lequel il a été pris, soit le délai compris entre le 29 janvier 2024 et le 9 avril 2024."

# CCE arrêt 310571 du 29/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Congo (RDC)**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"En l'espèce, à l'appui de sa demande de protection internationale, le requérant soutient, en substance, être originaire d'Uvira et avoir été arrêté, détenu et torturé en 2013 raison des activités politiques de ses proches (...). Le requérant fait également valoir qu'il est considéré comme un espion rwandais parce qu'il parle des langues d'origine rwandaise et qu'il a épousé une femme d'origine ethnique banyamulenge. Il indique enfin avoir obtenu le statut de réfugié au Malawi en 2018, tout comme sa femme et leurs deux enfants, qui continuent de résider là-bas.

Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse considère en substance qu'il n'y a pas lieu d'accorder un statut de protection internationale au requérant au motif qu'il est raisonnable d'attendre de sa part qu'il aille s'installer à Kinshasa en cas de retour dans son pays d'origine afin d'échapper aux persécutions et aux atteintes graves qu'il dit redouter en cas de retour dans ce pays dans sa région d'origine, au Sud-Kivu.

A la suite du requérant dans son recours, le Conseil constate tout d'abord que la partie défenderesse ne remet pas en cause la réalité des problèmes que le requérant soutient avoir vécus dans sa région d'origine (...) ainsi qu'au Burundi. Elle confirme même explicitement, en examinant une éventuelle application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, qu'elle tient pour établi que le requérant a été arrêté et détenu par les services de l'ANR en 2013.

(...) la partie défenderesse ne remet pas en cause le fait que le requérant nourrit une crainte fondée de persécution envers ses autorités nationales en cas de retour dans sa région d'origine du Sud-Kivu – pas plus d'ailleurs qu'elle ne remet en cause le fait que le requérant, en raison des conditions de sécurité prévalant dans cette région, encourt un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 en cas de retour à Uvira, (...) il convient dès lors de se prononcer sur l'existence d'une possibilité raisonnable pour le requérant de s'installer ailleurs en République Démocratique du Congo que dans sa région d'origine, afin d'échapper aux persécutions redoutées en cas de retour dans sa région d'origine.

Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse estime que le requérant dispose « d'une possibilité de fuite interne sûre et raisonnable dans la ville de Kinshasa ».

(...) le Conseil estime, à la lecture du dossier administratif et des écrits de procédure, que la question de savoir si le requérant « peut voyager en toute sécurité et légalité vers cette partie du pays » n'a pas été suffisamment investiguée. En effet, il ressort des informations de la partie défenderesse, dont une copie intégrale est communiquée par la partie défenderesse par le biais de sa note complémentaire du 1er février 2024, mais qui sont déjà visées dans la requête, que la DGM (« direction générale de migration ») reçoit les personnes rapatriées à l'aéroport de Kinshasa (...). S'il ressort de ces mêmes informations que les services de l'ANR ne sont plus présents à l'aéroport et qu'il n'y a plus de contrôle systématique comme par le passé, sous la présidence de Monsieur Kabila, et s'il apparaît qu'aucune des sources interrogées n'a, en 2022, identifié de problèmes particuliers ciblant les personnes déboutées du droit d'asile et rapatriées en République Démocratique du Congo, la requête souligne avec pertinence le fait que la DGM est habilitée pour la « surveillance des personnes cibles ». Le Conseil note de même que la Direction centrale de la police des frontières à la police nationale est également habilitée à œuvrer aux frontières congolaises. Or, il n'est pas contesté à ce stade que le requérant est un résident de l'Est du Congo, qu'il n'est plus présent sur le territoire congolais depuis 2013, qu'il a voyagé et séjourné au Burundi à de nombreuses reprises, qu'il a fui le territoire congolais en s'évadant d'une détention par les services de l'ANR, et qu'il est le neveu de E. T. T. R. U., ancien membre éminent de l'ALEC et du M23. Il apparaît dès lors raisonnable de considérer, au vu de ce profil particulier, que le requérant pourrait constituer une « personne cible ». La circonstance que son frère F. – dont les agissements avaient motivé en 2013 l'arrestation et la détention du requérant – ait très récemment fui Kinshasa pour solliciter une protection internationale en Belgique – quand bien même les motifs de cette demande de protection internationale, qui sont résumés dans la note complémentaire du 24 janvier 2024 comme étant le fait que ce dernier « est poursuivi par les services de Renseignement Militaire et Civil », n'ont pas encore été examinés – vient encore renforcer les doutes quant à la possibilité pour le requérant de voyager « en toute sécurité » vers la capitale congolaise, la partie défenderesse n'exposant, à l'audience, aucune considération relative à une telle argumentation. Dès lors, il est permis d'émettre de sérieux doutes quant à la question – nullement investiguée par la partie défenderesse – de savoir si le requérant pourra

voyager en toute sécurité vers l'aéroport de Kinshasa.

D'autre part, et en tout état de cause, le Conseil estime que la partie défenderesse n'établit pas qu'il serait raisonnable pour le requérant de s'installer à Kinshasa afin d'éviter les craintes de persécution alléguées en cas de retour à Uvira.

(...) concernant la situation personnelle du requérant, le Conseil considère, à la suite de la requête, que l'instruction de la partie défenderesse s'avère fort succincte, en ce qu'elle s'attache principalement à mettre en avant le profil débrouillard et éduqué du requérant ainsi que ses liens de famille avec des personnes résidant à Kinshasa, sans investiguer concrètement les possibilités d'installation à Kinshasa au regard de l'ensemble des éléments de son profil. Le Conseil constate ainsi qu'il ressort du dossier administratif que le requérant n'a jamais vécu à Kinshasa et qu'il ne parle aucunement le lingala (...), ce qui, comme tend à le démontrer le document de l'UNHCR repris ci-dessous, constitue un sérieux obstacle pour s'installer et s'intégrer professionnellement et socialement à Kinshasa. A cet égard, le fait que le requérant ait été scolarisé, diplômé à plusieurs reprises, ait été en mesure de voyager internationalement et ait pu trouver des opportunités d'emploi sur ses divers lieux de résidences, ne justifie pas le caractère raisonnable de l'alternative de réinstallation interne envisagée au regard de l'incapacité du requérant à parler le lingala.

(...) le Conseil observe que le requérant ne possède actuellement à Kinshasa aucun logement, aucune ressource matérielle ni aucun soutien familial, professionnel ou social suffisant. Il n'est donc pas raisonnable d'attendre du lui qu'il se réinstalle à Kinshasa où il n'a aucun repère ni le moindre appui matériel ou humain. Les éléments développés dans la décision attaquée manquent de pertinence et ne permettent pas de démontrer que le requérant pourrait effectivement se réinstaller à Kinshasa et y vivre dans des conditions de dignité acceptables, tant sur le plan économique que social, en l'absence du moindre repère ou soutien sur place. Dans ces conditions, la partie défenderesse, à qui revient la charge de la preuve lorsqu'il s'agit d'envisager l'alternative de réinstallation interne, reste en défaut de démontrer que les besoins essentiels du requérant seront garantis, tels que la nourriture, le logement ou l'hygiène. En outre, elle ne démontre pas concrètement que la possibilité sera offerte au requérant d'assurer sa subsistance, notamment par l'accès à un emploi ainsi qu'aux soins de santé de base.

A cet égard, le Conseil observe qu'il ressort des informations fournies par la partie défenderesse elle-même que le conflit sévissant dans l'est du pays engendre des déplacements de population en grand nombre, notamment dans plusieurs communes de Kinshasa (...).

(...) Par ailleurs, en ce qui concerne les conditions générales prévalant à Kinshasa, le Conseil observe que la partie défenderesse a produit au dossier administratif des informations relatives à la situation des banyamulenges et des personnes rwandophones à Kinshasa.

(...) De telles sources doivent dès lors inciter à une grande prudence dans l'examen du caractère raisonnable de l'alternative de réinstallation interne mise en avant par la partie défenderesse face à des demandeurs de protection internationale présentant le profil du requérant. Cette conclusion est d'autant plus vraie au vu de la relative ancienneté des sources produites et de la poursuite du conflit impliquant le M23 comme il ressort d'autres informations plus récentes déposées par les parties. Le contexte actuel est ainsi marqué par la montée en puissance de discours anti-tutsi ou anti-rwandophone prononcés par des responsables politiques congolais (voir notamment les sources citées dans la note complémentaire du 24 janvier 2024 du requérant). Les informations de la partie défenderesse confirment d'ailleurs expressément cet état de fait (...).

Or, si les inquiétudes formulées par le requérant à l'égard du fait qu'il est marié à une femme d'origine banyamulenge manquent de consistance, dans la mesure où il ne parvient pas à établir de manière convaincante que cet élément serait connu en cas de renvoi à Kinshasa, il ne peut toutefois être remis en doute que le requérant est rwandophone, qu'il est originaire et a vécu toute sa jeunesse à Uvira et qu'il est le neveu d'un ancien membre éminent de l'ALEC et du M23.

Le Conseil estime dès lors que la partie défenderesse reste en défaut de démontrer qu'il existe, pour le requérant, une alternative raisonnable d'installation à Kinshasa ; ainsi, elle n'a pas suffisamment tenu compte de la situation personnelle du requérant et des conditions générales prévalant à Kinshasa, de sorte que l'article 48/5, § 3 de la loi du 15 décembre 1980 ne pouvait trouver à s'appliquer au cas d'espèce."



# CCE arrêt 310563 du 29/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Indéfini**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

"Dans le cadre de la première demande de protection internationale du requérant, la partie défenderesse avait fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 pour déclarer la demande irrecevable au motif que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne et qu'il n'a pas démontré que la protection qui lui a été accordée dans ce pays ne serait plus effective ou qu'il serait exposé, en cas de retour dans ce pays, à des conditions de vie pouvant être considérées comme inhumaines et dégradantes au sens de l'article 3 de la CEDH.

La particularité de la présente affaire réside, dès lors, dans le fait que la partie défenderesse a fait le choix de déclarer la cinquième demande de protection internationale du requérant irrecevable après avoir constaté l'absence « de nouveaux éléments ou faits [...] qui augmentent de manière significative la probabilité que [le requérant] puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 » alors que sa première demande de protection internationale avait été déclarée irrecevable sur la base d'un autre motif, en l'occurrence, le fait que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne.

C'est également sur cette base juridique que des décisions d'irrecevabilité ont été prises dans le cadre des deuxième et troisième demandes de protection internationale introduites par le requérant.

Dans ce cas de figure bien particulier, le Practical Guide on Subsequent Applications de l'agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA, anciennement EASO) indique :

(...) traduction libre : Si la demande précédente a été rejetée parce qu'un autre État membre a accordé une protection internationale (en vertu de l'article 33, paragraphe 2, point a), de la directive), l'évaluation de la nouvelle demande se fonde sur la question de savoir si le demandeur présente de nouveaux éléments qui augmentent sensiblement la probabilité que l'irrecevabilité de la demande précédente ne s'applique pas à la nouvelle demande. Les nouveaux éléments doivent être liés à la situation du demandeur dans l'État membre qui lui a déjà accordé une protection internationale. Par exemple, cet État membre a retiré la protection internationale, y a mis fin ou a refusé de la renouveler par une décision définitive, ou le demandeur se trouve dans une situation personnelle difficile en raison de sa vulnérabilité particulière et/ou de conditions de vie inadéquates pour les bénéficiaires d'une protection internationale, ce qui équivaut à un traitement inhumain ou dégradant (78). Si la nouvelle demande est jugée recevable en raison de changements importants dans la situation en matière de protection de l'État membre qui a accordé la protection en premier lieu, tous les éléments liés au pays d'origine du demandeur doivent être examinés sur le fond, étant donné que le risque de persécution et d'atteintes graves dans le pays d'origine n'a pas été évalué précédemment par l'autorité responsable de la détermination (...).

Autrement dit, lorsqu'une demande de protection internationale antérieure a été rejetée en Belgique parce qu'un autre État membre de l'Union européenne a déjà accordé le statut de protection internationale au demandeur, les nouveaux éléments ou faits invoqués dans le cadre d'une demande ultérieure doivent se rapporter à la situation du demandeur dans cet État membre qui a déjà accordé la protection internationale ; dans ce cas, la question en débat consiste à examiner si de nouveaux éléments ou faits augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de la demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 parce que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Grèce, peut être levée.

Parmi ces nouveaux éléments, il peut par exemple se trouver des situations où l'État membre a retiré la protection internationale, y a mis fin ou a refusé de la renouveler par une décision définitive, ou encore des situations où le demandeur est confronté à des circonstances personnelles difficiles en raison de sa vulnérabilité particulière et/ou en raison de conditions de vie inadéquates pour les bénéficiaires d'une protection internationale qui s'apparentent à un traitement inhumain ou dégradant.

**L'examen de la recevabilité de la demande ultérieure au regard de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980.**



(...) il convient de relever que le requérant a, notamment, fait valoir que son titre de séjour en Grèce a expiré, ainsi que l'incertitude qu'il bénéficie encore d'un titre de séjour en Grèce en raison de sa très longue absence de ce pays, et de son séjour sur le territoire gazaoui en 2023, à l'occasion duquel il s'est marié, et a invoqué une vulnérabilité particulière.

De surcroît, les deux parties ont déposé des informations sur la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce.

(...)

Le Conseil observe (...) que le requérant a, uniquement, été entendu dans le cadre de sa première demande de protection internationale. Or, à la date de prise de l'acte attaqué, la partie défenderesse ne pouvait avoir connaissance de l'expiration du titre de séjour grec du requérant, de son séjour en territoire gazaoui du 16 avril au 18 juin 2023, de son état psychologique et de sa vulnérabilité, ainsi que de la guerre qui sévit dans la bande de Gaza depuis le mois d'octobre 2023.

Pour le surplus, force est de relever que la partie défenderesse ne s'est pas prononcée dans le cadre de la première demande de protection internationale du requérant, sur les conséquences dans son chef, de l'absence de titre de séjour valable en Grèce.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'à l'appui de sa cinquième demande de protection internationale, le requérant fait valoir des éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa première demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée.

#### **L'examen de la recevabilité de la demande du requérant au regard de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980.**

En l'occurrence, le requérant a obtenu, le 19 juillet 2019, un statut de protection internationale en Grèce (dossier administratif, farde « 5ème demande », pièce 11, document 1), et son titre de séjour en Grèce a manifestement expiré au cours de l'année 2022 au plus tard. Ces informations ne sont pas contestées par la partie défenderesse.

De surcroît, comme mentionné *supra*, le requérant n'a pas été entendu dans le cadre de sa cinquième demande de protection internationale.

En ce qui concerne la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce, le Conseil constate que les informations les plus récentes produites par le biais des notes complémentaires ne modifient pas les conclusion auxquelles il parvenait, dans son arrêt n° 299 299 rendu en Chambres réunies le 21 décembre 2023, et se réfère, dès lors, à celles-ci (...).

En ce qui concerne la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale dont le titre de séjour a expiré, il ressort des informations transmises par les parties (...), que le renouvellement et/ou la prolongation des permis de séjour des bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui reviennent en Grèce en provenance d'un autre État membre sont extrêmement difficiles et peuvent prendre plusieurs mois, voire plus d'un an.

(...) En outre, ces informations montrent que les bénéficiaires d'un statut de protection internationale, après leur retour d'un autre État membre de l'Union européenne, courent un risque élevé de se retrouver sans abri pendant une longue période.

(...) L'absence d'un titre de séjour valide pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale retournant en Grèce peut constituer un obstacle important à l'exercice de leurs droits en tant que personnes bénéficiant d'une protection internationale dans ce pays et doit donc être prise en compte dans une évaluation prospective des conditions de vie prévisibles du demandeur en tant que bénéficiaire d'un statut de protection internationale lors de son retour en Grèce.

Il ressort des informations figurant au dossier qu'outre un certain degré d'autonomie et l'absence de vulnérabilité particulière, il est également nécessaire pour un bénéficiaire d'un statut de protection internationale de disposer de ressources, d'un réseau ou d'un autre soutien afin de pouvoir, dans l'attente du renouvellement de ses documents de séjour grecs, qui peut prendre un temps certain, faire face aux difficultés auxquelles il peut être confronté durant cette période d'attente, après son renvoi en Grèce, en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, au marché du travail, à l'aide sociale et au logement.

(...) le Conseil estime que la situation générale dans l'État membre qui a accordé le statut de protection internationale

est un élément important de la situation personnelle du demandeur de protection internationale qui bénéficie déjà d'une telle protection dans cet État membre. Ainsi, au plus la situation des bénéficiaires d'une protection internationale dans ledit État membre est jugée problématique au terme d'une analyse réalisée sur la base de sources objectives, fiables, précises et dûment mises à jour, au moins il pourra être exigé du demandeur qu'il présente des éléments spécifiques démontrant, dans son chef, une « vulnérabilité particulière » au sens de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

En l'occurrence, le requérant a démontré d'une part, que son titre de séjour en Grèce a expiré au cours de l'année 2022 et qu'il présente une vulnérabilité particulière.

(...)

De surcroît, comme déjà relevé, le requérant n'a pas été entendu, par la partie défenderesse, dans le cadre de sa cinquième demande de protection internationale. Or, la CJUE a insisté, dans l'arrêt Addis du 16 juillet 2020 (affaire C-517/17, Milkiyas Addis contre Bundesrepublik Deutschland, points 52 à 54), sur l'importance de l'entretien personnel portant sur la recevabilité d'une demande de protection internationale afin de permettre à un demandeur de faire valoir tous les éléments, notamment d'ordre personnel, susceptibles de confirmer l'existence d'un risque de traitements contraires à l'article 4 de la Charte en cas de renvoi dans l'État membre où il bénéficie déjà d'une protection internationale, les autorités d'un État membre, lorsque de tels éléments sont produits, étant tenues d'évaluer ce risque sur la base d'informations pertinentes.

Dès lors, au vu de la situation personnelle du requérant et du contexte prévalant actuellement en Grèce pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, il se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CJUE, 16 juillet 2020, C-517/17, Addis, pt. 52, en référence à CJUE, 19 mars 2019, Jawo, C-163/17, EU:C:2019:218, point 95).

Tenant ainsi compte de « l'ensemble des faits de l'espèce » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Grèce.

Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant (...).

#### **L'examen sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980**

En l'occurrence, il n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'UNRWA. (...).

Interrogé, à cet égard, à l'audience du 16 juillet 2024, le requérant a confirmé avoir bénéficié de l'assistance de l'UNRWA et la partie défenderesse n'a pas contesté cette information.

Il convient, dès lors, de vérifier si la clause d'exclusion prévue par l'article 1er, section D, de la Convention de Genève peut être appliqué au requérant

(...) Il n'est pas soutenu, en l'espèce, que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est, dès lors, de déterminer, conformément aux enseignements susmentionnés de la CJUE, si un évènement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

En l'occurrence, il est notoire que, du fait de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza, l'UNRWA, qui

connaissait déjà d'importants problèmes financiers, est placée dans l'impossibilité d'accomplir sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance dans cette région.

Interrogée, à cet égard, lors de l'audience du 16 juillet 2024, la partie requérante a soutenu que la situation est catastrophique, et la partie défenderesse n'a pas contesté que la guerre qui sévit, actuellement, dans la bande de Gaza empêche l'UNRWA d'accomplir sa mission d'assistance dans cette région.

Au vu de la situation prévalant actuellement dans la bande de Gaza, il est établi à suffisance que le requérant se trouverait, en cas de retour dans cette région, dans « un état personnel d'insécurité grave » et qu'il ne pourrait pas bénéficier de l'assistance de l'UNRWA. En effet, les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (...) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza, elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

Il résulte de ce qui précède, que le requérant a cessé de bénéficier de la protection et de l'assistance de l'UNRWA « pour une raison échappant à son propre contrôle et indépendante de sa volonté », de sorte qu'il ne peut retourner dans la bande de Gaza.

(...)

Il convient, dès lors, de réformer l'acte attaqué et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1er, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève."

# CCE arrêt 310568 du 29/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Afghanistan**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

Verzoeker voert aan dat hij Afghanistan verliet omwille van een vrees voor vervolging door de taliban wegens de vroegere werkzaamheden van zijn broer H. als soldaat voor het leger. De Raad oordeelt, in navolging van de commissaris-generaal, dat geen geloof kan worden gehecht voorgehouden problemen met de taliban.

Wat betreft het aangevoerde risico op vervolging wegens vermeende verwestering, merkt de Raad op als volgt.

- Verzoeker was 14 jaar toen hij Afghanistan in september 2021 verliet; hoewel verzoeker zich bijna 2 jaar in België bevindt kan worden aangenomen dat hij **minstens een deel van zijn vormende jaren** in Afghanistan heeft doorgebracht,
- Verzoeker geeft blijkt dat hij zich aanpast aan de omstandigheden van zijn verblijf alhier, hetgeen niet kan volstaan om aan te tonen dat hij dermate verwesterd is dat hij zich bij een terugkeer niet langer kan of wil conformeren met de in Afghanistan geldende regels, waarden en normen:
  - verzoeker heeft OKAN-onderwijs gevolgd,
  - verzoeker spreekt Nederlands,
  - verzoeker denkt actief na over de rol van de vrouw in Afghanistan van vandaag,
  - verzoeker neemt deel aan activiteiten.

De Raad weigert verzoeker de vluchtelingenstatus en de subsidiaire beschermingsstatus.

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Indéfini**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 13**

composition du siège

**1 juge**

**OQT ress UE – art 44ter et 7, al. 1<sup>er</sup>, 3° de la Loi (menace OP) – le fait de qualifier le sursis octroyé de mesure de « faveur » doit être compris comme ne résultant pas de l'application automatique de la loi, mais certainement pas comme révélateur d'une responsabilité pénale moindre ou d'une quelconque minimisation de la gravité - le fait que le vol ait été commis de nuit et au préjudice d'une société, ne change rien, ce type de vol constitue à tout le moins une perturbation de l'ordre public et des personnes qui gèrent et/ou travaillent dans ladite société (= > pas requis qu'il y ait une atteinte directe à « l'intégrité physique d'autrui ») - la faculté prévue par l'article 45, §2 de la loi de se renseigner sur la menace auprès des autres E-M ne concerne que l'examen des demandes de séjour et non la prise d'OQT UE – absence de délai pour quitter le territoire (44ter, §2 de la loi) : l'urgence transparait implicitement mais sûrement de l'acte attaqué vu la menace pour l'OP constatée ; en tout état de cause : plus d'intérêt à ce grief puisque le délai de base d'un mois est écoulé – rejet.**

« 3.4. Sur la **deuxième branche**, la partie requérante prend argument de l'octroi d'un sursis pour ce qui excède la détention déjà subie pour contester l'appréciation, par la partie défenderesse, de la menace qu'elle représente pour l'ordre public. Cela ne remet toutefois pas en cause l'appréciation de la partie défenderesse en l'espèce. S'il est vrai que le Tribunal correctionnel a indiqué que la partie requérante rentre dans les conditions légales pour bénéficier du sursis, dans les limites fixées au dispositif, et que cette mesure est de nature à favoriser son amendement, cela ne remet toutefois pas en cause les éléments que le Tribunal a pris en considération dans l'appréciation de la nature et du taux de la peine à appliquer, à savoir, la gravité des faits, le trouble causé à l'ordre public, le manque de respect de la propriété d'autrui, la détention préventive subie par la partie requérante et ses antécédents judiciaires (3 condamnations dont 2 pour vols avec effraction). De même, le fait de qualifier le sursis octroyé de mesure de « faveur » doit être compris par la partie requérante comme ne résultant pas de l'application automatique de la loi, mais certainement pas comme révélateur d'une responsabilité pénale moindre ou d'une quelconque minimisation de la gravité de ses actes. La partie défenderesse a dès lors pu, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, conclure à l'existence, dans le chef de la partie requérante, d'une menace grave, réelle et actuelle pour l'ordre public.

Par ailleurs, le fait de relever, en termes de recours, que les faits pour lesquels la partie requérante a été condamnée, ont été commis de nuit et au préjudice d'une société, et donc sans préjudice pour l'intégrité physique d'autrui, n'est pas de nature à modifier le constat opéré par la partie défenderesse quant au fait que le comportement de la partie requérante « *représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société, il s'est rendu coupable de vol avec effraction, escalade ou fausses clefs* ». Le fait que ce soit une société qui ait été préjudiciée n'annihile nullement ce constat : ce type de vol constitue à tout le moins également une perturbation de l'ordre public et des personnes qui gèrent et/ou travaillent dans ladite société. Il n'est pas requis qu'il y ait une atteinte directe à « *l'intégrité physique d'autrui* ». Il en est de même concernant le fait que la partie requérante a déjà purgé cinq mois de détention préventive, l'absence de conditions probatoires au sursis prononcé et l'absence d'appel de ce jugement. En argumentant sur ces éléments, la partie défenderesse tente en réalité d'amener le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis.

Le Conseil relève encore que le fait que la partie requérante soit surveillée pendant trois années par la Maison de Justice compétente n'est pas de nature à établir que la partie défenderesse a commis une erreur manifeste d'appréciation en estimant que le comportement de la partie requérante représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société.

[...]

3.5.2. La partie requérante reproche encore à la partie défenderesse de ne pas avoir usé de la faculté explicitement prévue par l'article 45, §2 de la loi du 15 décembre 1980 afin d'obtenir tout renseignement utile auprès des autorités de l'Etat membre d'origine. La disposition précitée prévoit que « *Aux fins d'établir si le citoyen de l'Union ou le membre de sa famille représente un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale, le ministre ou son délégué peut, lors de la délivrance de l'attestation d'enregistrement ou de la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union et s'il le juge indispensable, demander à l'Etat membre d'origine et, éventuellement, à d'autres Etats membres des renseignements sur les antécédents judiciaires de la personne concernée. Cette consultation ne peut avoir un caractère*

systematique ». Or, la partie requérante ne se trouve pas dans l'une des hypothèses visées par la disposition précitée, à savoir, « la délivrance de l'attestation d'enregistrement ou de la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ». Le Conseil ne voit dès lors pas l'intérêt pour la partie requérante d'invoquer la faculté prévue à l'article 45, §2 de la loi du 15 décembre 1980.

[...]

3.7. Sur la **cinquième branche**, il convient de relever que l'absence de délai pour quitter le territoire repose sur l'article 44ter, §2 de la loi du 15 décembre 1980, lequel dispose que : « *L'ordre de quitter le territoire délivré à un citoyen de l'Union ou à un membre de sa famille indique le délai endéans lequel il doit quitter le territoire du Royaume. Sauf en cas d'urgence dûment justifié, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la notification de la décision* ». En l'espèce, s'agissant du grief relatif à l'absence de délai accordé à la partie requérante pour quitter le territoire, le Conseil estime que l'existence d'un cas d'urgence requise par l'article 44ter de la loi du 15 décembre 1980 transparait implicitement mais sûrement de l'acte attaqué, la partie défenderesse indiquant à cet égard que l'absence de délai accordé à la partie requérante pour quitter le territoire est justifiée car son comportement peut compromettre l'ordre public et constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société étant donné qu'elle s'est rendue coupable de « *vol avec effraction, escalade ou fausses clefs* ».

En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit pas en quoi l'absence de délai pour l'exécution de l'ordre de quitter territoire contesté ferait *in casu* encore grief à la partie requérante. En effet, l'ordre de quitter le territoire querellé ayant été notifié le 23 février 2024, un délai de plus d'un mois s'est écoulé depuis lors. Or, l'article 44ter, § 2 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit un délai de base d'un mois à l'étranger pour exécuter volontairement l'ordre de quitter le territoire."



# CCE arrêt 310466 du 24/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Indéfini**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

"[I]l n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'UNRWA.

(...)

Il convient, dès lors, de vérifier si la clause d'exclusion prévue par l'article 1<sup>er</sup>, section D, de la Convention de Genève peut être appliqué au requérant.

À cet égard, selon l'enseignement de la CJUE (arrêt du 19 décembre 2012, *El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, devenu l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2011/95, « L'article 1<sup>er</sup>, section D, premier alinéa, de la convention de Genève dispose que celle-ci n'est pas applicable aux personnes qui « bénéficient actuellement » d'une protection ou d'une assistance « de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le [HCR] ». Cette cause d'exclusion du champ d'application de ladite convention doit faire l'objet d'une interprétation stricte [...] » (§ 47), « il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...] » (§ 55), « c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission » (§ 56), « c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer [...] » (§ 57), « [...] les termes [...] [de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission » (§ 58), « [...] il appartient aux autorités et aux juridictions nationales compétentes de vérifier si le départ de la personne concernée est justifié par des motifs échappant à son contrôle et étant indépendants de sa volonté qui la contraignent à quitter cette zone, l'empêchant ainsi de bénéficier de l'assistance accordée par l'UNRWA [...] » (§ 61), « [...] un réfugié palestinien doit être considéré comme contraint de quitter la zone d'opération de l'UNRWA lorsqu'il se trouve dans un état personnel d'insécurité grave et que cet organisme est dans l'impossibilité de lui assurer, dans cette zone, des conditions de vie conformes à la mission dont ce dernier est chargé [...] » (§ 63), « [...] lorsque les autorités compétentes de l'État membre dans lequel la demande d'asile a été introduite cherchent à déterminer si, pour des raisons échappant à son contrôle et indépendantes de sa volonté, une personne n'avait, en fait, plus la possibilité de bénéficier de l'assistance qui lui était octroyée avant qu'elle ne quitte la zone d'opération de l'UNRWA, ces autorités doivent procéder à une évaluation individuelle de tous les éléments pertinents, dans le cadre de laquelle l'article 4, paragraphe 3, de la directive 2004/83 peut trouver à s'appliquer par analogie » (§ 64), et « [...] la cessation de la protection ou de l'assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le HCR « pour quelque raison que ce soit » vise également la situation d'une personne qui, après avoir eu effectivement recours à cette protection ou à cette assistance, cesse d'en bénéficier pour une raison échappant à son propre contrôle et indépendante de sa volonté. Il appartient aux autorités nationales compétentes de l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile présentée par une telle personne de vérifier, sur la base d'une évaluation individuelle de la demande, que cette personne a été contrainte de quitter la zone d'opération de cet organisme ou de cette institution, ce qui est le cas lorsqu'elle se trouvait dans un état personnel d'insécurité grave et que l'organisme ou l'institution concerné était dans l'impossibilité de lui assurer, dans cette zone, des conditions de vie conformes à la mission incombant audit organisme ou à ladite institution » (§ 65).

La CJUE a, également, précisé dans l'arrêt susmentionné que « l'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2004/83 doit être interprété en ce sens que, lorsque les autorités compétentes de l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile ont établi que la condition relative à la cessation de la protection ou de l'assistance de l'UNRWA est remplie en ce qui concerne le demandeur, le fait de pouvoir ipso facto « se prévaloir de [cette] directive » implique la reconnaissance, par cet État membre, de la qualité de réfugié au sens de l'article 2, sous c), de ladite directive et l'octroi de plein droit du statut de réfugié à ce demandeur, pour autant toutefois que ce dernier ne relève pas des paragraphes 1, sous b), ou 2 et 3, de cet article 12 » (§ 81).

La CJUE a rappelé, dans un arrêt du 13 juin 2024 (*SN, LN, contre Zamestnik-predsdatel na Darzhavna agentsia za bezhantsite*, affaire C 563/22), que « [...] l'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2011/95 doit

*être interprété en ce sens que la protection ou l'assistance de l'UNRWA, dont bénéficie un demandeur de protection internationale, apatride d'origine palestinienne, doit être considérée comme ayant cessé, au sens de cette disposition, lorsque, d'une part, cet organisme se trouve dans l'incapacité, pour quelque raison que ce soit, y compris en raison de la situation générale dans le secteur de la zone d'opération dudit organisme dans lequel cet apatride avait sa résidence habituelle, d'assurer audit apatride, au regard, le cas échéant, de son état de vulnérabilité, des conditions de vie dignes, conformes à sa mission, sans que celui-ci soit tenu de démontrer qu'il est spécifiquement visé par cette situation générale en raison d'éléments propres à sa situation personnelle, et, d'autre part, ce même apatride se trouve, en cas de retour dans ce secteur, dans un état d'insécurité grave, compte tenu, le cas échéant, de son état de vulnérabilité, les autorités administratives et juridictionnelles étant tenues de mener une appréciation individuelle de chaque demande de protection internationale fondée sur cette disposition, dans le cadre de laquelle l'âge de la personne concernée peut être pertinent. L'assistance ou la protection de l'UNRWA doit notamment être considérée comme ayant cessé à l'égard du demandeur lorsque, pour quelque raison que ce soit, cet organisme ne peut plus assurer à aucun apatride d'origine palestinienne, séjournant dans le secteur de la zone d'opération de cet organisme où ce demandeur avait sa résidence habituelle, des conditions de vie dignes ou des conditions minimales de sécurité. Le point de savoir si la protection ou l'assistance de l'UNRWA doit être regardée comme ayant cessé doit être apprécié au moment où ledit apatride a quitté le secteur de la zone d'opération de l'UNRWA dans lequel il avait sa résidence habituelle, à celui où les autorités administratives compétentes statuent sur sa demande de protection internationale ou encore à celui où la juridiction compétente statue sur tout recours dirigé contre la décision rejetant cette demande ».*

Il n'est pas soutenu, en l'espèce, que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est, dès lors, de déterminer, conformément aux enseignements susmentionnés de la CJUE, si un événement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

En l'occurrence, il est notoire que du fait de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza, l'UNRWA qui connaissait déjà d'importants problèmes financiers, est placée dans l'impossibilité d'accomplir sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance dans cette région.

(...)

Au vu de la situation prévalant actuellement dans la bande de Gaza, il est établi à suffisance que le requérant se trouverait, en cas de retour dans cette région, dans « *un état personnel d'insécurité grave* » et qu'il ne pourrait pas bénéficier de l'assistance de l'UNRWA. En effet, les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (...) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza, elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

Il résulte de ce qui précède, que le requérant a cessé de bénéficier de la protection et de l'assistance de l'UNRWA « *pour une raison échappant à son propre contrôle et indépendante de sa volonté* », de sorte qu'il ne peut pas retourner dans la bande de Gaza.

(...)

Il convient, dès lors, de réformer l'acte attaqué et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1<sup>er</sup>, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève."

# CCE arrêt 310465 du 24/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Indéfini**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Demande ultérieure**  
composition du siège  
**1 juge**

" [I]l n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'UNRWA. (...).  
(...)  
Il convient, dès lors, de vérifier si la clause d'exclusion prévue par l'article 1<sup>er</sup>, section D, de la Convention de Genève peut être appliqué au requérant.

À cet égard, selon l'enseignement de la CJUE (arrêt du 19 décembre 2012, *El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, devenu l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2011/95, « L'article 1<sup>er</sup>, section D, premier alinéa, de la convention de Genève dispose que celle-ci n'est pas applicable aux personnes qui « bénéficient actuellement » d'une protection ou d'une assistance « de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le [HCR] ». Cette cause d'exclusion du champ d'application de ladite convention doit faire l'objet d'une interprétation stricte [...] » (§ 47), « il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...] » (§ 55), « c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission » (§ 56), « c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer [...] » (§ 57), « [...] les termes [...] [de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission » (§ 58), « [...] il appartient aux autorités et aux juridictions nationales compétentes de vérifier si le départ de la personne concernée est justifié par des motifs échappant à son contrôle et étant indépendants de sa volonté qui la contraignent à quitter cette zone, l'empêchant ainsi de bénéficier de l'assistance accordée par l'UNRWA [...] » (§ 61), « [...] un réfugié palestinien doit être considéré comme contraint de quitter la zone d'opération de l'UNRWA lorsqu'il se trouve dans un état personnel d'insécurité grave et que cet organisme est dans l'impossibilité de lui assurer, dans cette zone, des conditions de vie conformes à la mission dont ce dernier est chargé [...] » (§ 63), « [...] lorsque les autorités compétentes de l'État membre dans lequel la demande d'asile a été introduite cherchent à déterminer si, pour des raisons échappant à son contrôle et indépendantes de sa volonté, une personne n'avait, en fait, plus la possibilité de bénéficier de l'assistance qui lui était octroyée avant qu'elle ne quitte la zone d'opération de l'UNRWA, ces autorités doivent procéder à une évaluation individuelle de tous les éléments pertinents, dans le cadre de laquelle l'article 4, paragraphe 3, de la directive 2004/83 peut trouver à s'appliquer par analogie » (§ 64), et « [...] la cessation de la protection ou de l'assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le HCR « pour quelque raison que ce soit » vise également la situation d'une personne qui, après avoir eu effectivement recours à cette protection ou à cette assistance, cesse d'en bénéficier pour une raison échappant à son propre contrôle et indépendante de sa volonté. Il appartient aux autorités nationales compétentes de l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile présentée par une telle personne de vérifier, sur la base d'une évaluation individuelle de la demande, que cette personne a été contrainte de quitter la zone d'opération de cet organisme ou de cette institution, ce qui est le cas lorsqu'elle se trouvait dans un état personnel d'insécurité grave et que l'organisme ou l'institution concerné était dans l'impossibilité de lui assurer, dans cette zone, des conditions de vie conformes à la mission incombant audit organisme ou à ladite institution » (§ 65).

La CJUE a, également, précisé dans l'arrêt susmentionné que « l'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2004/83 doit être interprété en ce sens que, lorsque les autorités compétentes de l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile ont établi que la condition relative à la cessation de la protection ou de l'assistance de l'UNRWA est remplie en ce qui concerne le demandeur, le fait de pouvoir ipso facto « se prévaloir de [cette] directive » implique la reconnaissance, par cet État membre, de la qualité de réfugié au sens de l'article 2, sous c), de ladite directive et l'octroi de plein droit du statut de réfugié à ce demandeur, pour autant toutefois que ce dernier ne relève pas des paragraphes 1, sous b), ou 2 et 3, de cet article 12 » (§ 81).

La CJUE a rappelé, dans un arrêt du 13 juin 2024 (*SN, LN, contre Zamestnik-predsdatel na Darzhavna agentsia za bezhantsite*, affaire C 563/22), que « [...] l'article 12, paragraphe 1, sous a), seconde phrase, de la directive 2011/95 doit



être interprété en ce sens que la protection ou l'assistance de l'UNRWA, dont bénéficie un demandeur de protection internationale, apatride d'origine palestinienne, doit être considérée comme ayant cessé, au sens de cette disposition, lorsque, d'une part, cet organisme se trouve dans l'incapacité, pour quelque raison que ce soit, y compris en raison de la situation générale dans le secteur de la zone d'opération dudit organisme dans lequel cet apatride avait sa résidence habituelle, d'assurer audit apatride, au regard, le cas échéant, de son état de vulnérabilité, des conditions de vie dignes, conformes à sa mission, sans que celui-ci soit tenu de démontrer qu'il est spécifiquement visé par cette situation générale en raison d'éléments propres à sa situation personnelle, et, d'autre part, ce même apatride se trouve, en cas de retour dans ce secteur, dans un état d'insécurité grave, compte tenu, le cas échéant, de son état de vulnérabilité, les autorités administratives et juridictionnelles étant tenues de mener une appréciation individuelle de chaque demande de protection internationale fondée sur cette disposition, dans le cadre de laquelle l'âge de la personne concernée peut être pertinent. L'assistance ou la protection de l'UNRWA doit notamment être considérée comme ayant cessé à l'égard du demandeur lorsque, pour quelque raison que ce soit, cet organisme ne peut plus assurer à aucun apatride d'origine palestinienne, séjournant dans le secteur de la zone d'opération de cet organisme où ce demandeur avait sa résidence habituelle, des conditions de vie dignes ou des conditions minimales de sécurité. Le point de savoir si la protection ou l'assistance de l'UNRWA doit être regardée comme ayant cessé doit être apprécié au moment où ledit apatride a quitté le secteur de la zone d'opération de l'UNRWA dans lequel il avait sa résidence habituelle, à celui où les autorités administratives compétentes statuent sur sa demande de protection internationale ou encore à celui où la juridiction compétente statue sur tout recours dirigé contre la décision rejetant cette demande ».

Il n'est pas soutenu, en l'espèce, que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est, dès lors, de déterminer, conformément aux enseignements susmentionnés de la CJUE, si un évènement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

En l'occurrence, il est notoire que du fait de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza, l'UNRWA qui connaissait déjà d'importants problèmes financiers, est placée dans l'impossibilité d'accomplir sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance dans cette région.

Interrogées, à cet égard, lors de l'audience du 18 juin 2024, la partie requérante a soutenu que la situation est catastrophique, et la partie défenderesse n'a pas contesté que la guerre qui sévit, actuellement, dans la bande de Gaza, empêche l'UNRWA d'accomplir sa mission d'assistance dans cette région.

Au vu de la situation prévalant actuellement dans la bande de Gaza, il est établi à suffisance que le requérant se trouverait, en cas de retour dans cette région, dans « *un état personnel d'insécurité grave* » et qu'il ne pourrait pas bénéficier de l'assistance de l'UNRWA. En effet, les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (...) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza, elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

Il résulte de ce qui précède, que le requérant a cessé de bénéficier de la protection et de l'assistance de l'UNRWA « *pour une raison échappant à son propre contrôle et indépendante de sa volonté* », de sorte qu'il ne peut pas retourner dans la bande de Gaza.

(...)

Il convient, dès lors, de réformer l'acte attaqué et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1<sup>er</sup>, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève."

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Irak**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Bijlage 20 zonder bevel om het grondgebied te verlaten – verwerping – gezinshereniging met Belgische echtgenote – bewijs van identiteit – vereiste van geldig paspoort met (in voorkomend geval) geldig inreisvisum – mogelijkheid om identiteit en nationaliteit aan te tonen met enig ander bewijs – artikel 47 Vreemdelingenbesluit niet toepasselijk**

De verzoekende partij licht haar enig middel als volgt toe:

*“Verzoeker legde in het kader van zijn aanvraag tot gezinshereniging de volgende identiteitsdocumenten voor:*

- *Verlopen reisdocument vluchtelingen Nederland*
- *Vreemdelingen Identiteitsbewijs Nederland*
- *Bewijs uit het register te Irak (geboorteakte) met legalisatie en vertaling [...]*

*Verwerende partij verwijst hiervoor naar art. 52, §2 KB. Dit artikel verwijst op zijn beurt naar art. 41 §2 eerste lid Vw. Dit artikel krijgt verdere uitvoering door art. 47 KB. Dit artikel voorziet dat de identiteit met enig ander bewijs van de identiteit en nationaliteit van de betrokkene kan worden aangetoond.*

*In de veronderstelling dat de voornoemde artikelen van toepassing zijn op onderhavig dossier, dient de identiteit te worden aangetoond met enig ander bewijs – waarbij een Nederlandse W-kaart (die vergezeld is van de geboorteakte in dit geval) zeker als afdoende dient te worden beschouwd.[...]*

*Verder zij het opgemerkt dat verwerende partij het Nederlandse W-document bestempeld als verblijfsvergunning terwijl dit expliciet niet het geval is. Dit document is expliciet een identiteitsbewijs (dit staat ook zo aangeduid op de kaart) [...]*”

De Raad:

Er kan worden aangenomen dat in art. 40bis, § 4 Vw. wordt verwezen naar de actuele § 2 van huidig artikel 41 van de Vreemdelingenwet. Uit de samenlezing van art. 40bis en art. 41, § 2 Vw. volgt dat de vvp slechts een recht op verblijf van meer dan drie maanden kan doen gelden indien zij beschikt over een geldig paspoort, desgevallend voorzien van een geldig inreisvisum, ofwel op andere wijze kan bewijzen dat zij het recht op vrij verkeer en verblijf geniet.

[...]

Artikel 41, § 2, vierde lid van de Vreemdelingenwet bepaalt dat wanneer het familielid niet over de vereiste documenten beschikt, alvorens tot teruggrijping over te gaan, de overheid hem of haar in de gelegenheid moet stellen om binnen redelijke grenzen de vereiste documenten te verkrijgen, deze zich binnen een redelijke termijn te laten bezorgen, of op andere wijze te laten vaststellen of te bewijzen dat hij of zij het recht op vrij verkeer en verblijf geniet. In casu is niet betwist dat de vvp geen paspoort voorlegde, maar enkel een vervallen Nederlands reisdocument voor vluchtelingen en een Nederlandse W-kaart die geldig was tot 15 juli 2023.

De vvp heeft dan ook terecht besloten dat de vvp niet overeenkomstig art. 52, § 2 van het KB van 8 oktober 1981 het bewijs van haar identiteit overeenkomstig art. 41, tweede lid Vw. heeft voorgelegd. De Raad kan enkel vaststellen dat vvp inderdaad geen geldig paspoort heeft voorgelegd, zoals art. 41, § 2 Vw. vereist.

Waar de vvp betoogt dat haar Nederlandse W-kaart een identiteitsdocument is, merkt de Raad op dat dit de vvp niet vrijstelt van de wettelijke vereiste om een geldig paspoort voor te leggen. De kritiek van de vvp dienaangaande is niet dienstig.

Uit de stukken van het administratief dossier (bijlage 19ter) blijkt dat de vvp drie maanden de tijd kreeg om de noodzakelijke documenten voor te leggen. Er kan derhalve niet worden gesteld dat aan de vvp niet de mogelijkheid zou zijn geboden om binnen redelijke grenzen de vereiste documenten te verkrijgen dan wel zich deze binnen een redelijke termijn te laten bezorgen.

De bestreden beslissing steunt op afdoende wijze op de vaststelling dat niet is voldaan aan de documentaire voorwaarde bepaald in art. 41, § 2 Vw. Dit motief is draagkrachtig en volstaat om de aanvraag te weigeren.

De vzp beweert dat art. 47 van het Vreemdelingenbesluit haar zou toelaten om 'een vervallen nationaal paspoort of een vervallen identiteitskaart' of 'enig ander bewijs van de identiteit en de nationaliteit van de betrokkene' te gebruiken. Hierbij gaat zij er evenwel aan voorbij dat art. 47 van het Vreemdelingenbesluit enkel betrekking heeft op situaties aan de grens en dus de binnenkomst op het grondgebied van burgers van de Unie, terwijl de vzp een derdelander is die zich reeds op het Belgische grondgebied bevindt. De toegang tot het grondgebied en het verblijf zijn onderscheiden aspecten waarop verschillende regelgevingen van toepassing zijn. De vzp kan zich derhalve onmogelijk op de uitzonderingsbepaling van art. 47 van het Vreemdelingenbesluit beroepen.

Verzoeker toont niet aan dat werd uitgegaan van onjuiste feitelijk gegevens of juridische grondslagen of dat bepaalde elementen niet of onvoldoende zouden zijn onderzocht, noch dat de gemachtigde van de Staatssecretaris op kennelijk onredelijke wijze tot zijn besluit zou zijn gekomen. Er blijkt geen schending van het zorgvuldigheids-, redelijkheids- en/of evenredigheidsbeginsel, noch van de motiveringsplicht.



procédure CCE  
**Annulation**  
acte attaqué  
**AUTRE**  
composition du siège  
**1 juge**  
pays Dublin  
**Croatie**

acte attaqué  
**ANNEXE 26quater**  
nationalité  
**Burundi**  
dictum arrêt  
**Rejet**

**Annexe 26quater Croatie – Faits : rapatrié vers la Croatie où la demande de PI a été rejetée – retour en Belgique où la PR introduit une nouvelle DPI – 1. Pas d’objet pour l’OQT - 2. intérêt au recours pour la décision de refus de séjour : réf à l’arrêt Aziz Hasan de la Cour de justice: une nouvelle annexe 26quater devra être prise par la PD si elle souhaite une reprise en charge par la Croatie, la PR ne peut être transférée vers ce pays sur la base des actes attaqués – plus d’intérêt.**

« 2.2.1. Il ressort des informations transmises par la partie défenderesse au Conseil en vertu de l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980 que la partie requérante a été transférée vers la Croatie sous escorte le 12 décembre 2023. A l’audience, le conseil de la partie requérante par le biais de sa note d’audience et de sa plaidoirie, a précisé que la demande de protection internationale de son client a été traitée et rejetée par les autorités croates le 1<sup>er</sup> mars 2024 . Elle précise également que son client est depuis revenu en Belgique et l’a récemment contactée.

Il ressort également des informations transmises au Conseil que la partie requérante a introduit une nouvelle demande de protection internationale en Belgique le 3 mai 2024

2.2.2. Le Conseil rappelle d’une part qu’un ordre de quitter le territoire n’est exécutable qu’une seule fois et disparaît de l’ordonnancement juridique lorsqu’il est effectivement exécuté (en ce sens, C.E., 10 octobre 2013, n°225.056). Le Conseil estime donc le recours irrecevable à défaut d’objet pour ce qui est de l’ordre de quitter le territoire.

D’autre part, le Conseil rappelle également que le simple transfert de la partie requérante vers la Croatie n'affecte pas en soi son intérêt à contester la décision de refus de séjour dès lors que l’article 29.3 du Règlement Dublin III précité, dispose que : « *En cas de transfert exécuté par erreur ou d’annulation, sur recours ou demande de révision, de la décision de transfert après l’exécution du transfert, l’État membre ayant procédé au transfert reprend en charge sans tarder la personne concernée* ».

L’article 30, paragraphe 2, du Règlement Dublin III prévoit également que : « *Lorsque la personne concernée doit être renvoyée vers un État membre à la suite d’un transfert exécuté par erreur ou de l’annulation, sur recours ou demande de révision, de la décision de transfert après l’exécution du transfert, l’État membre ayant initialement procédé au transfert supporte les coûts liés au renvoi de la personne concernée sur son territoire.* »

La seule référence éventuelle, par la partie requérante, à l’appréciation du Conseil sur la question de la persistance de son intérêt au recours n’équivaut nullement à la renonciation à un droit. Par conséquent, le seul transfert ne donne pas lieu en soi à une perte d’intérêt (CE, 7 juin 2016, n° 234.968).

2.2.3. Le conseil de la partie requérante a déposé une note d’audience, qu’il a plaidé, en faisant notamment valoir que son client est revenu en Belgique suite au refus de sa demande de protection internationale en Croatie.

Les parties sont, dès lors, interpellées quant au maintien de l’intérêt au recours. En ce qui concerne l’ordre de quitter le territoire, la partie requérante s’en réfère à l’appréciation du Conseil. Quant à la décision de refus de séjour, elle déclare maintenir un intérêt au recours estimant que l’annulation de l’acte attaqué pourrait avoir un impact sur une éventuelle décision ultérieure de refus de séjour au regard de la prise en considération d’éléments relatifs à l’article 3 de la Convention européenne des Droits de l’Homme.

La partie défenderesse conteste quant à elle le maintien de l’intérêt au recours en ce qu’il vise les deux actes attaqués.

2.2.4. Le Conseil observe qu’il ressort des circonstances de la cause que la partie requérante est revenue de sa propre initiative et de manière illégale en Belgique où elle a introduit une nouvelle demande de protection internationale. Ainsi, en raison du retour illégal et de l’introduction de cette nouvelle demande de protection internationale, la partie défenderesse se verra contrainte, avant de pouvoir procéder à un éventuel nouveau transfert de la partie requérante vers la Croatie, d’adopter une nouvelle décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire sur la base des

dispositions légales pertinentes et des éléments avancés par la partie requérante à l'appui de cette nouvelle demande de protection internationale et des raisons pour lesquelles elle s'opposerait à un nouveau transfert vers ce pays au regard de l'article 3 de la CEDH notamment.

C'est ce qui ressort *mutatis mutandis* de l'enseignement de la Cour de justice dans son arrêt du 25 janvier 2018, *Bundesrepublik Deutschland c. Aziz Hasan*, C-360/16. En effet, la Cour a déclaré ce qui suit :

« L'article 24 du règlement n° 604/2013 doit être interprété en ce sens que, dans une situation telle que celle en cause au principal, dans laquelle un ressortissant d'un pays tiers, ayant demandé une protection internationale dans un premier État membre, a été transféré vers cet État membre à la suite du rejet d'une nouvelle demande introduite dans un deuxième État membre et est ensuite retourné sur le territoire de ce deuxième État membre sans titre de séjour, une procédure de réadmission peut être menée à l'encontre de ce ressortissant et qu'il ne peut pas être transféré à nouveau vers le premier État membre sans qu'une telle procédure ne soit mise en œuvre. (le Conseil souligne)»

2.2.5. Il s'ensuit que la partie requérante ne peut être transférée vers la Croatie sur la base des actes attaqués actuellement contestés.

L'absence d'intérêt actuel est établie. »

# CCE arrêt 310408 du 23/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Turquie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**AUTRE**

composition du siège

**1 juge**

**Décision d'annulation de visa délivrée en même temps qu'une décision de refoulement (annexe 11) – compétence de l'auteur de l'acte – la décision ne porte que le cachet difficilement lisible de la police – art. 3 al. 3 de la Loi : compétence du ministre ou de son délégué – Arg. NO : la décision de refoulement est valablement prise par l'OE et à la fin de cette décision est indiqué « visa à annuler » => AA également pris par l'OE, compétence OK – CCE : malgré cette indication dans l'annexe 11, l'OE n'est pas l'auteur de l'AA qui n'est pas signé, son auteur n'est identifié ni par un cachet lisible ni par son nom et sa fonction + contradiction car l'AA indique comme seule autorité compétente, sous « *autre autorité compétence* »: « *L'Office des Etrangers* », alors que figure sous la mention « *Date et cachet de l'ambassade/du consulat général/du consulat/du service chargé du contrôle des personnes/des autres autorités compétentes (le Conseil souligne)* » un seul cachet à moitié illisible, mais où apparaît toutefois le terme « *police...* » (et non pas « *office ...* ») – annulation.**

« 2.2.2. En l'espèce, il ressort des pièces jointes à la requête, ainsi que des pièces versées au dossier administratif, que l'acte attaqué n'est pas signé, et ne porte mention ni du nom, ni de la qualité de leur auteur. Seul y apparaît un cachet difficilement lisible de la « Police.... » et ce qui semblerait être la signature de la partie requérante sous l'intitulé « signature de la personne concernée ».

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit : « « 2.Le requérant soutient, à tort, qu'il n'est pas possible de déterminer qui est l'auteur de l'acte et il remet en cause erronément la compétence de l'auteur de la décision querellée.

3.La décision querellée est une décision d'annulation de visa, laquelle est prise sur pied de l'article 3, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 qui prévoit que :

« *Lorsqu'il est envisagé de refuser l'entrée à un étranger qui est porteur d'un visa valable, l'autorité compétente décide également s'il y a lieu de l'annuler ou de l'abroger.* »

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de cette même disposition indiquent que : « *Sauf dérogations prévues par un traité international ou par la loi, l'entrée peut être refusée à l'étranger qui se trouve dans l'un des cas suivants : [...] La décision est prise par le ministre ou, sauf dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, par son délégué. Les autorités chargées du contrôle aux frontières peuvent prendre la décision elles-mêmes dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°.* »

C'est donc au Ministre ou à son délégué qu'il appartient de prendre une décision d'annulation de visa.

4.L'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ministériel du 18 mars 2009 portant délégation de certains pouvoirs du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences et abrogeant l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers, prévoit que, pour les décisions visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, alinéas 1 à 3, délégation de compétence est donnée aux membres du personnel de l'Office des étrangers qui exercent au minimum un fonction d'attaché ou qui appartient à la classe A1 :

« § 1<sup>er</sup>. Délégation de pouvoir est donnée aux membres du personnel de l'Office des étrangers qui exercent, au minimum, une fonction d'attaché ou appartenant à la classe A1, pour l'application des dispositions suivantes de la loi du 15 décembre 1980 : [...] ; l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 10°, à l'exception du 6°, et alinéas 2 et 3 ; [...] »

5.Il ressort du dossier administratif que l'Office des étrangers a donné explicitement, dans la motivation de la décision de refoulement, comme instructions à la police des frontières : « Remarques : Visa n° [...] délivré sur l'article 3 de la loi du 15.12.1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers à annuler. »

Il ressort donc du dossier administratif que c'est bien le délégué du ministre, en la personne de Madame M. qui exerce la fonction d'attaché qui est l'auteur de la décision querellée et que celle-ci dispose de la compétence pour adopter pareille décision ».

Si le Conseil constate à l'instar de la partie défenderesse que l'acte attaqué a été pris en application de l'article 3, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 et que c'est donc au Ministre ou à son délégué qu'il appartient de prendre une décision d'annulation de visa, il constate qu'en l'espèce malgré le raisonnement développé dans la note d'observations tendant à faire valoir que dès lors que l'auteur de la décision de refoulement (annexe 11) a indiqué à la fin de cette décision « *Remarques : Visa n° [...] délivré sur l'article 3 de la loi du 15.12.1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers à annuler* », il serait donc également l'auteur de l'acte attaqué, celui-ci ne peut être suivi. En effet, outre que l'acte attaqué n'est pas signé et son auteur n'est identifié ni par un cachet lisible ni par son nom et sa fonction, il ressort en outre du corps de l'acte attaqué une contradiction entre l'« *[Autre autorité compétente]* » désignée pour prendre cette décision à savoir : « *L'Office des Etrangers* », alors que figure sous la mention « *Date et cachet de l'ambassade/du consulat général/du consulat/du service chargé du contrôle des personnes/des autres autorités compétentes* » (le Conseil souligne) » un seul cachet à moitié illisible, mais où apparaît toutefois le terme « *police...* » (et non pas « *office ...* »).

2.3. Le Conseil observe qu'il est placé dans l'impossibilité de vérifier si l'acte attaqué a été pris par une personne légalement habilitée pour ce faire (dans le même sens : CCE, arrêt n° 5 374 du 21 décembre 2007).

Les premier et deuxième moyens, pris de l'impossibilité de vérifier la compétence de l'auteur de cet acte, sont donc fondés."

procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Maroc**  
composition du siège  
**1 juge**

acte attaqué  
**ANNEXE 38**  
nationalité  
**Belgique**  
dictum arrêt  
**Annulation**

**Ordre de reconduire d’une mineure – Annexe 38 - AA : PD considère que la solution durable proposée par la tutrice de la PR (= séjourner en Belgique chez sa grande sœur) ne peut être retenue et estime que cette solution durable est plutôt « un retour dans le PO avec des garanties d’accueil et de prise en charge adéquates par les parents, rencontrés en personne au PO par nos partenaires » - Conseil rappelle que PD doit s’assurer, conformément à l’art. 74/16, §2 de la Loi, que « la situation familiale est de nature à permettre d’accueillir à nouveau le mineur et qu’un retour chez un parent ou un membre de la famille est souhaitable et opportun en fonction de la capacité de la famille à assister, à éduquer et à protéger l’enfant » - Conseil constate que PD ne fait qu’une lecture partielle des éléments présents au DA et que ces éléments mettent en doute la volonté des parents d’accueillir leur fille : tutrice relève que les deux sœurs décrivent des parents absents, la PR décrit peu de contacts avec son père et compliqué avec sa mère, le rapport des enquêteurs expose que la mère déclare ne pas pouvoir prendre en charge sa fille et qu’elle devra aller chez son père, et que ce dernier déclare ne pas travailler, vivre dans une chambre collective et ne pas souhaiter que sa fille lui « apporte ses problèmes » etc – Conseil => ces éléments sont interpellants, la PD ne démontre pas avoir pris en compte tous les éléments de la cause et ne juge pas opportun de déterminer chez lequel des deux parents la PR devra retourner – Or, l’art. 74/16 §2, alinéa 3 de la loi implique que « Le mineur étranger non accompagné et son tuteur en Belgique sont informés du nom de la personne ou de la structure d’accueil à qui l’enfant est confié ainsi que du rôle de cette personne par rapport au mineur » - Motivation insuffisante, inadéquate et stéréotypée + Violation de l’art. 74/16, §2 de la Loi – Annulation.**

« 2.2.2. En l’espèce, dans la décision attaquée, la partie défenderesse estime que la solution durable proposée par la tutrice de la requérante - consistant en une autorisation de séjourner en Belgique chez sa sœur - ne peut être retenue. La partie défenderesse considère en effet que « la solution durable constitue en un retour dans le pays d’origine avec des garanties d’accueil et de prise en charge adéquates - en fonction des besoins déterminés par son âge et son degré d’autonomie – par les parents, rencontrés en personne au Maroc par nos partenaires ».

Or, la partie défenderesse, lorsqu’elle considère que la solution durable adéquate est le retour de l’enfant mineure dans son pays d’origine, est tenue de s’assurer, en application de l’article 74/16, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, que « ce mineur, qui est éloigné du territoire, puisse bénéficier dans son pays d’origine ou dans le pays où il est autorisé ou admis à séjourner de garanties d’accueil et de prise en charge en fonction des besoins déterminés par son âge et son degré d’autonomie, soit par ses parents ou par un autre membre de sa famille ou par son tuteur qui s’occupe de lui, soit par des instances gouvernementales ou non gouvernementales », et notamment que « la situation familiale est de nature à permettre d’accueillir à nouveau le mineur et qu’un retour chez un parent ou un membre de la famille est souhaitable et opportun en fonction de la capacité de la famille à assister, à éduquer et à protéger l’enfant ».

La partie défenderesse a, à ce sujet, estimé, dans la motivation de l’acte attaqué, que « l’accueil et la prise en charge au retour sont suffisants et que la situation familiale est telle que l’intéressée peut y être réadmise. Ainsi, de l’entretien avec les parents mené par l’officier de Liaison de l’Office des étrangers, il ressort que l’intéressée est issue d’une famille de la classe moyenne, la mère et le père habitent distinctement dans des logements appartenant à la famille, le père possède au minimum une propriété et en a vendu une autre. Les parents voyagent régulièrement pour le tourisme. Notons que les résultats de la base de données des visas montrent également que la famille a la possibilité de se rendre régulièrement en Europe ». Elle a également relevé que, bien que « L’enquête réalisée au Maroc fait état de tensions entre la jeune et ses parents, également entre les parents entre eux » et que « Même si la jeune présente ses parents comme « séparés » », « aucun acte de divorce n’a été présenté ». La partie défenderesse a ajouté que « quoi qu’il en soit, concernant les conflits intrafamiliaux au pays d’origine, qu’il ne s’agit pas d’un motif de délivrance d’un titre de séjour en Belgique. De telles tensions – qui surviennent dans de nombreuses familles – ne justifient pas en soi un projet migratoire en Europe et un déracinement de la jeune avec l’endroit dans lequel elle a toujours vécu. Il est loisible à la famille de se faire au besoin aider par des professionnels en la matière ». La partie défenderesse cite ensuite des extraits du Code marocain de la famille. Après avoir relevé « la présence des parents au pays d’origine; [le fait] qu’aucune autorité compétente n’a décidé qu’il était nécessaire de séparer l’intéressée de ceux-ci et, ce, dans son intérêt ; [...] les responsabilités à assumer dans le chef des parents vis-à-vis de leur fille conformément au code marocain de la famille ;



[...] la possibilité de poursuivre sa scolarité au Maroc », la partie défenderesse en a conclu que « les garanties d'accueil existent pour [I.A.] auprès de ses parents » et que « la place de l'intéressée est auprès de ses parents et qu'il est de son intérêt de les rejoindre ».

Cette motivation ne peut suffire à démontrer que la partie défenderesse s'est adéquatement assurée, au vu de la situation personnelle de I.A., que sa situation familiale au Maroc permet de l'accueillir et qu'un retour chez ses parents soit « souhaitable et opportun » en fonction de leur capacité à assister, à éduquer et à protéger leur fille.

En effet, à l'instar de ce que relève la partie requérante, plusieurs éléments, présents au dossier administratif (et, au demeurant, relevés dans la motivation de l'acte attaqué lui-même) mettent en doute la volonté des parents d'accueillir I.A.

Ainsi :

- Dans la demande 20 décembre 2022, visée au point 1.2., la tutrice de I.A. indiquait notamment que « Bien qu'elles aient de l'affection pour eux, les deux jeunes femmes parlent de parents instables qui ne se sont jamais beaucoup souciés de l'éducation [de I.A.]. C'est en fait sa sœur aînée, [J.], qui s'est toujours occupée d'elle et qui a toujours été la référente maternelle, affective et le repère dans la vie [de I.A.]. Les deux parents mis en présence l'un de l'autre se déchirent sans cesse. Ils se disputent, crient, sont en conflit, la mineure explique que la vie était insupportable avec ses parents sans sa sœur [J.]. Sa maman était tout le temps absente du temps où les parents vivaient ensemble, elle se réfugiait sans cesse dans sa propre famille laissant [I.A.] seule avec son père et ce dernier ne gérait rien du quotidien, ne s'occupait pas d'elle, elle devait se gérer seule. [...] Ils se soucient peu de son bien-être et de son éducation mais ils réclament chacun sa garde pour exaspérer l'autre. Quand [I.A.] vit avec l'un d'eux, elle est laissée à elle-même, elle doit prendre son quotidien en charge. Elle est souvent laissée seule car ils voyagent beaucoup. [...] Elle ne parle pas de ses parents comme manquant d'amour mais elle les décrit défaillants par rapport à son éducation et sa vie quotidienne. C'est un soulagement pour elle de pouvoir vivre avec sa sœur » ;

- Lors de son entretien à l'Office des Etrangers le 1er février 2023, I.A. a notamment déclaré « n'avoir que peu de contacts avec son père et que ceux-ci sont du fait de son initiative ». Elle a également « décrit la relation avec sa mère comme étant compliquée ; celle-ci ne l'a jamais considérée comme sa mère étant donné que c'est sa sœur [J.] (qui vit en Belgique) qui s'est toujours occupée d'elle » et précisé que « Depuis son départ il y a 5 ans (elle devait avoir 10-11 ans) la jeune s'est occupée seule d'elle-même » et que « Le numéro de la maman ne répond pas et les contacts ne sont pas réguliers » ;

- Selon le rapport des enquêteurs de la partie défenderesse, transmis à la tutrice de I.A. le 21 septembre 2023, s'agissant de la mère de celle-ci, elle « travaille en tant que femme de ménage à Azrou, et apporte de l'aide à la mère âgée de son amie qui vit à Azrou. [...] elle n'a pas de revenus mensuels, ni de contrat [et] vit dans un appartement entre Casablanca et Azrou. L'appartement appartient à sa belle-mère. Le logement est correct et propre, il est composé de chambre , d'une cuisine, et de toilette. [...] Concernant la scolarité [de I.A.], la mère a déclaré que cela se passait bien quand [J.], sa sœur, étant encore au Maroc, celle-ci révisait avec elle. Le niveau de scolarité [de I.A.] a changé après son départ. [...] la mère déclare qu'elle est toujours en contact [avec I.A.] mais que la relation avec sa fille est mauvaise. Elle avance qu'en cas de retour de celle-ci au Maroc, elle ne pourra pas la prendre en charge, elle devra partir chez son père. Selon elle, personne d'autre de la famille ne pourrait la prendre en charge ». S'agissant du père de I.A., il a été relevé qu'« il ne travaille pas. Concernant ses revenus, il explique que c'est son père à lui qui lui donne chaque mois entre 1000 MAD et 1200 MAD. Il explique qu'il loge dans une chambre collective. Il dit que la maison où se trouve cette chambre appartient à son père et qu'il ne paie pas le loyer. La chambre est « peu correcte » incluant un espace pour cuisiner. [...] le père déclare qu'il ne pourra pas la prendre en charge, en raison de sa relation avec [I.A.], car [I.A.] est difficile (à l'âge de 14 ans, elle allait s'enfuir). Selon lui, personne d'autre de la famille ne pourrait la prendre en charge. À la question de savoir quel est son désir quant à l'avenir de sa fille, le père souhaite qu'elle ne lui apporte pas ses problèmes, il ne veut pas. Il ajoute que sa fille voudra vivre une vie libérale, ce qu'il ne souhaite pas. Il voudrait qu'elle se prenne en charge ». Enfin, il ressort des déclarations d'une amie de I.A. au Maroc que « [I.A.] lui racontait que sa mère ne se comportait pas bien avec elle et qu'elle ne prenait pas soin d'elle. Selon [H.], la relation [de I.A.] avec sa mère était mauvaise. Concernant son père, [I.A.] ne lui parlait pas de lui. elle dit qu'il ne vivait pas avec eux à Ifrane » ;

- Il ressort d'un courrier du 13 octobre 2023 que la tutrice de I.A., réagissant au rapport susvisé, a déclaré que « [I.A.] ne nie pas avoir dit qu'elle partirait si la situation ne changeait pas. Si ses parents avaient été plus présents et plus attentifs à elle, elle n'aurait pas songé à les quitter. Quand ils disent que c'était la liberté qu'elle voulait, ils se trompent. Puisqu'elle était toujours laissée à elle-même, elle avait toute la liberté de faire ce qu'elle voulait. Sa sœur témoigne combien [I.A.] est une jeune fille sérieuse qui prend du plaisir à vivre avec elle et sa fille. Elle trouve auprès de sa sœur et de sa nièce une vie de famille qu'elle n'avait pas du tout au Maroc et qu'elle n'aura certainement pas si elle y retourne » ;

- Dans la demande de prorogation du 6 janvier 2024, visée au point 1.3., la tutrice de I.A. indique que « Depuis la dernière demande, [I.A.] n'a eu aucun contact avec ses parents. Aucun des deux n'est venu lui rendre visite, aucun des deux n'a eu un échange téléphonique avec elle, aucun des deux ne s'est soucié d'elle ; Je crois vraiment que la meilleure



décision pour [I.A.] est de continuer à vivre chez sa sœur. Au Maroc, personne ne souhaite vivre avec elle. En Belgique, [I.A.] est entourée de personnes qui l'aiment et la soutiennent dans la vie de tous les jours » (le Conseil souligne).

Ces éléments interpellent, à tout le moins, quant au fait que « la situation familiale est de nature à permettre d'accueillir à nouveau le mineur et qu'un retour chez un parent ou un membre de la famille est souhaitable et opportun en fonction de la capacité de la famille à assister, à éduquer et à protéger l'enfant », tel que prévu par l'article 74/16, §2, alinéa 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

Dès lors, en se limitant à constater « la présence des parents au pays d'origine; [le fait] qu'aucune autorité compétente n'a décidé qu'il était nécessaire de séparer l'intéressée de ceux-ci et, ce, dans son intérêt ; [...] les responsabilités à assumer dans le chef des parents vis-à-vis de leur fille conformément au code marocain de la famille ; [...] la possibilité de poursuivre sa scolarité au Maroc » pour en conclure que « les garanties d'accueil existent pour [I.A.] auprès de ses parents », la partie défenderesse ne démontre pas avoir tenu compte des éléments détaillés supra – dont elle avait connaissance – afin de s'assurer que les garanties d'accueil et de prise en charge, en fonction de l'âge et du degré d'autonomie de la mineure, étaient remplies en cas de retour chez ses parents.

En particulier, le Conseil observe que la partie défenderesse ne conteste pas que les parents vivent séparés de fait, mais qu'elle ne juge cependant pas opportun de déterminer chez lequel de ses deux parents la mineure devrait retourner, et ce alors qu'il apparaît clairement de ce qui précède qu'aucun des deux (ni, au demeurant, aucune autre personne au Maroc) ne souhaite la prendre en charge. Ce faisant, la partie défenderesse viole l'article 74/16, §2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, voire commet une erreur manifeste d'appréciation. La disposition précitée dispose en effet que « Le mineur étranger non accompagné et son tuteur en Belgique sont informés du nom de la personne ou de la structure d'accueil à qui l'enfant est confié ainsi que du rôle de cette personne par rapport au mineur », quod non en l'espèce, dès lors que la partie défenderesse se borne à conclure de manière superficielle, dans la motivation de l'acte attaqué, que « la place de l'intéressée est auprès de ses parents et qu'il est de son intérêt de les rejoindre ». Elle semble de la sorte considérer que les parents de I.A. vivent encore ensemble, alors qu'il ressort manifestement de ce qui précède que tel n'est plus le cas depuis plusieurs années. Le Conseil rappelle, à toutes fins utiles, qu'il a été relevé que le père de I.A. vit dans une chambre collective « peu correcte », qu'il n'est pas précisé de combien de chambres dispose l'appartement dans lequel vit sa mère, et qu'en outre, aucun des deux ne dispose d'un revenu professionnel régulier et officiel.

Par ailleurs, il ressort des déclarations, constantes et convergentes, de I.A., de sa sœur et de leurs parents, que des tensions existaient au Maroc entre I.A. et ses parents, que ceux-ci laissaient I.A. livrée à elle-même et ne semblaient guère se soucier de leur fille, et que c'est sa sœur qui s'est toujours occupée d'elle, au Maroc puis en Belgique.

Dès lors, au vu de ces négligences passées, tant matérielles qu'affectives, dans le chef des parents de I.A., et de leur absence manifeste de volonté de prendre I.A. en charge en cas de retour de celle-ci au Maroc, le Conseil reste sans comprendre les motifs qui permettent à la partie défenderesse d'affirmer que « l'accueil et la prise en charge au retour sont suffisants et que la situation familiale est telle que l'intéressée peut y être réadmise ». A cet égard, les allégations, dans la motivation de l'acte attaqué, selon lesquelles « De telles tensions – qui surviennent dans de nombreuses familles – ne justifient pas en soi un projet migratoire en Europe et un déracinement de la jeune avec l'endroit dans lequel elle a toujours vécu. Il est loisible à la famille de se faire au besoin aider par des professionnels en la matière », sont générales et subjectives, et ne permettent pas d'établir que la partie défenderesse aurait eu le moindre égard pour la situation concrète dans laquelle se trouverait I.A. si elle devait retourner au Maroc.

Les considérations de la partie défenderesse relatives à la législation marocaine n'appellent pas d'autre analyse, dès lors qu'elles apparaissent purement théoriques et ne sauraient, en toute hypothèse, suffire à démontrer in concreto que « la situation familiale est de nature à permettre d'accueillir à nouveau le mineur », tel qu'exigé par l'article 74/16 de la loi du 15 décembre 1980.

Enfin, le Conseil reste sans comprendre pourquoi la partie défenderesse a fait procéder à une enquête – « minutieuse » selon ses propres termes – pour, in fine, ne pas tenir compte des conclusions claires et univoques de celle-ci, à savoir, en substance, que chacun des parents de I.A. a déclaré qu'il ne souhaitait pas l'accueillir en cas de retour de celle-ci au Maroc.

En conséquence, le Conseil considère que la partie défenderesse n'a pas suffisamment et adéquatement motivé sa décision quant à l'existence de garanties d'accueil et de prise en charge, violant ainsi l'article 74/16, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, et l'obligation de motivation qui s'impose à elle ».

procédure CCE

Plein contentieux

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

acte attaqué

CG Demande manifestement infondée

nationalité

Serbie

dictum arrêt

Rejet

**"Observations liminaires au sujet des délais dans lesquels les décisions attaquées ont été prises**

Dans leurs recours, les requérants reprochent essentiellement à la partie défenderesse de ne pas avoir pris les actes attaqués dans les délais prescrits, à savoir, en ce qui concerne le requérant, le délai de 10 jours ouvrables prévu par l’article 57/6, §3, 5° de la loi du 15 décembre 1980, et en ce qui concerne la requérante, le délai de 15 jours ouvrables prévu par l’article 57/6/1, §1 de cette même loi. Le Conseil s’interroge dès lors sur les conséquences du non-respect, par la partie défenderesse, des délais que la loi lui impose pour prendre les différentes décisions qui relèvent de la compétence de la partie défenderesse en application de l’article 57/6 de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil constate en effet que cette loi, en particulier ses articles 57/6, § 1, 57/6, §3 et 57/6/1 imposent différents délais de prise de décision à la partie défenderesse. Il s’agit notamment du délai ordinaire de 6 mois (article 57/6, §1, la possibilité d’une prolongation de ce délai étant prévue sous certaines conditions) et des délais raccourcis de 15 jours (article 57/6, §3, alinéa 1, 3° et 6° combiné à l’alinéa 3 ; article 57/6/1, alinéa 3) ainsi que 10 jours (article 57/6, §3, alinéa 1, 5° combiné à l’alinéa 4) en fonction du type de procédure considérée. Il observe par ailleurs que l’article 860 du code judiciaire prévoit ce qui suit :

Art. 860. *Quelle que soit la formalité omise ou irrégulièrement accomplie, aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul, aucune violation d'un délai prescrit à peine de nullité ne peut être sanctionnée, si la sanction n'est pas formellement prononcée par la loi. Les délais prévus pour former un recours sont prescrits à peine de déchéance. Les autres délais ne sont établis à peine de déchéance que si la loi le prévoit.*

S’agissant des délais de prise de décision imposés à la partie défenderesse, le Conseil constate que les délais énumérés ci-dessus ne sont pas « des délais prévus pour former recours » et que la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit pas de sanction en cas de non-respect de ceux-ci. Il déduit de ce qui précède que ces délais sont des délais d’ordre et que seule l’application de principes généraux du droit peut les sanctionner, notamment le principe de loyauté procédurale, le principe du contradictoire ou encore le principe du délai raisonnable.

Cette analyse est par ailleurs confirmée par l’exposé des motifs concernant la disposition imposant un délai ordinaire de 6 mois, lequel prévoit expressément ce qui suit :

« [...]

*Les délais de traitement sont des délais d'ordre, dont le dépassement n'entraîne pas de sanctions. Ces délais peuvent néanmoins être considérés comme un objectif à atteindre pour le CGRA, auquel le gouvernement doit accorder les moyens nécessaires. » (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers [...], 2548/001, p. 103.)*

Le Conseil observe ensuite que des délais plus courts sont prévus pour les demandes introduites par des personnes au sujet desquelles le législateur estime permis de présumer qu’elles n’auront pas besoin d’une protection internationale, notamment celles émanant de ressortissants de pays considérés comme sûrs et celles qui succèdent à une ou plusieurs demandes précédentes introduites en vain devant les instances belges. S’agissant de la raison d’être du raccourcissement de ces délais, des enseignements utiles peuvent à cet égard également être trouvés dans l’exposé des motifs précité, même si certaines adaptations de procédure ont encore été décidées ultérieurement :

« [...] *Étant donné qu'en cas de décision d'irrecevabilité prise par le Commissaire général, le demandeur est présumé ne pas avoir besoin de protection internationale soit qu'il jouit déjà d'une protection dans un État membre de l'UE, soit qu'il est originaire d'un État membre de l'UE ou d'un État partie à un Traité d'adhésion à l'UE, soit qu'il puisse obtenir une protection dans un pays tiers sûr avec lequel il a un lien, le délai imparti pour la prise d'une décision est ramené à quinze jours ouvrables pour les demandes jugées irrecevables. [...]* » (op. cit., 2548/001, p.109).

Lorsqu’il envisage l’application de principes justifiant néanmoins de sanctionner le non-respect des délais de prise de décision, le Conseil tient compte de l’économie générale de la loi et de l’objectif poursuivi par le législateur. Il prend également en considération la jurisprudence de la Cour de Justice de l’Union Européenne (en particulier les enseignements de la Cour de Justice de l’Union européenne au sujet du délai raisonnable, notamment dans l’arrêt C-

756/21 X. contre International Protection Appeals Tribunal (Irlande) , Minister for Justice and Equality, Attorney General, du 29/06/2023, points 73 et suivants).

En l'espèce, si les requérants invoquent de manière générale une violation « du principe du délai raisonnable » ou encore une violation du principe « de confiance et de sécurité juridique », ils ne fournissent aucun élément concret et individuel de nature à démontrer que le non-respect des délais d'ordre prévus impliqueraient, en ce qui les concerne, une violation de ces principes. Ils n'expliquent pas davantage ce qui imposerait à l'administration d'expliquer pour quelles raisons elle n'a pas pris les décisions attaquées dans les délais de 15 ou 10 jours requis. A cet égard, le Conseil n'aperçoit pas en quoi la « lutte contre l'arbitraire administratif » et/ou l'obligation de motiver « en droit et en fait » imposerait à l'administration de fournir de telles explications.

De manière générale, bien que ce terme ne soit pas expressément utilisé, la lecture du recours semble révéler une interrogation des requérants au sujet du maintien de la compétence de la partie défenderesse à prendre les actes attaqués, au-delà des délais de 10 et 15 jours requis. Le Conseil ne peut pas se rallier à l'argumentation des requérants à cet égard.

En effet, la loi prévoit expressément que la partie défenderesse est compétente pour déclarer irrecevable les demandes ultérieures de protection internationale qui lui sont soumises (article 57/6, §3 de la loi du 15 décembre 1980) et qu'elle est également compétente pour prendre des décisions dites « demande manifestement infondée » à l'égard des ressortissants de pays considérés comme sûrs (article 57/6, §1 et 57/6/1, § 1, b. et § 2 de la loi du 15 décembre 1980). Le Conseil n'aperçoit en revanche pas en quoi le non-respect des délais d'ordre prévus pour procéder à l'examen de ces demandes la priverait en l'espèce de telles compétences.

S'agissant de la décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure prise à l'égard du requérant, seul le non-respect du délai imparti à la partie défenderesse pour prendre cette décision est invoqué. Le requérant ne fait valoir aucun autre élément pour démontrer que la partie défenderesse serait sortie de sa compétence. Il n'est en revanche pas contesté que la partie défenderesse était saisie d'une deuxième demande de protection internationale. Il n'est pas davantage plaidé que la partie défenderesse aurait en réalité procédé à un examen au fond de cette deuxième demande et le Conseil n'aperçoit pas d'élément indiquant que tel serait le cas.

Quant à la décision prise à l'égard de la requérante, il s'agit d'une décision intitulée « demande manifestement infondée » prise en application de l'article 57/6/1, §1, b.) parce que cette dernière est de nationalité serbe. Or ni la nationalité serbe de la requérante, ni la circonstance que la Serbie est un pays sûr au sens de l'arrêté royal du 7 avril 2023 ne sont contestés.

Il s'ensuit que le Conseil ne peut pas se rallier à l'argumentation développée dans les recours au sujet du non-respect des délais imposés à la partie défenderesse pour prendre des décisions en application des articles 57/6/1, §1, b) et 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Afghanistan**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

**VRM - Afghanistan - vernietiging - hoogopgeleide verzoeker die onderwijs gaf aan meisjes - (toegeschreven) verwestering - indicatie van progressieve standpunten aangaande meisjesonderwijs in Afghanistan - verzoeker was reeds 26 jaar toen hij Afghanistan verliet - verstrengde regels na machtsovername taliban - onderdompeling in Belgische samenleving - niet concreet ondervraagd geweest over mogelijke (toegeschreven) verwestering - verder onderzoek vereist**

4.4.5. Het wordt niet betwist dat verzoeker afkomstig is uit het district Surobi in de provincie Kaboel en dat hij twee jaar management studeerde aan de universiteit (gehoorverslag CGVS, p. 4). Evenmin wordt betwist dat hij van augustus 2016, tot zijn vertrek uit Afghanistan op 16 augustus 2021, werkte voor de Afghaanse onafhankelijke organisatie COAR, een organisatie die onder meer – met financiële steun van Unicef – onderwijs biedt aan leerlingen in dorpen waar geen onderwijs voorhanden is. Hij gaf aan dat hij bij hem thuis les gaf aan ongeveer 25 tot 30 meisjes en dat hij basisonderwijs gaf, waaronder Pashtou, Dari, wiskunde, tekenen, islamitische studies en goed leren schrijven (gehoorverslag CGVS, p. 6-9). Verzoekers werk voor COAR wordt, naast zijn verklaringen, ook voldoende onderbouwd door verschillende bewijsstukken. Zo legt hij volgende (originele) stukken voor: zijn taskara, een onderwijsdiploma- en certificaat, verschillende badges van zijn werk en een appreciatiecertificaat van zijn werk bij COAR. Verder legt hij kopieën voor van volgende documenten: arbeidscontracten van 2017-2021, foto's van meisjes in een klas, zijn internationale paspoort, een schoolrapport en een aanbevelingsbrief van zijn manager bij COAR. Dit profiel wordt alleszins door verweerder ook niet betwist. Verzoeker was verder 26 jaar oud toen hij het land verliet en verblijft sinds 4 november 2021 in België.

4.4.6. Uit de EUAA "Country Guidance Afghanistan" van januari 2023 blijkt dat onderwijzend personeel tot een risicoprofiel behoort. Weliswaar wordt gepreciseerd dat niet alle individuen met dit profiel te maken krijgen met het risiconiveau dat is vereist om een gegronde vrees voor vervolging vast te stellen en dat hierbij rekening moet worden gehouden met de omstandigheden die van invloed kunnen zijn op het risico, zoals gender, de afkomst uit een gebied waar ISKP operationele capaciteit heeft, het niet volgen van de richtlijnen of het curriculum van de taliban en het zich uitspreken tegen de taliban.

[...]

Verzoekers verklaringen op het CGVS inzake zijn eerdere werk en onderwijskansen voor meisjes vormen een indicatie van het gegeven dat hij zich een mening heeft gevormd die haaks staat op één van de kernelementen van het gedachtegoed en het beleid van de taliban, de de facto-overheid in Afghanistan. Zo wordt gewezen op, onder meer, volgende verklaringen van verzoeker: *"Ik vertelde hen: verspil je tijd niet, kom naar de les van 8-12 maar in overige tijd, probeer iets bij te leren ook. Ik moedigde hen aan om te leren omdat als ze als dokters en ingenieurs willen werken, moeten ze hard werken. Ik praatte alleen over dingen die hen aanmoedigden om meer onderwijs te krijgen."* Verzoeker gaf aan algemeen basisonderwijs te geven, waarbij hij naast islamitische studies, onder meer ook leerde schrijven en taallessen, lessen wiskunde en tekenen gaf. Hij gaf onder meer ook les aan zijn eigen jongere zus (gehoorverslag CGVS, p. 9). Nu verzoeker aangaf in zijn dorp jarenlang les te hebben gegeven aan meisjes, is het ook aannemelijk dat zijn standpunten ter zake zijn gekend bij zijn ruimere omgeving in het land van herkomst, wat de kans vergroot dat deze ook gekend zullen zijn bij de taliban.

De omstandigheden van de terechtzitting laten de Raad niet toe zich een volledig beeld te vormen van de sterkte van verzoekers overtuiging en ook niet om de mate waarin hij daardoor de negatieve aandacht van de taliban zou kunnen trekken op afdoende wijze in te schatten.

[...]

Niettegenstaande verzoeker reeds 26 jaar was bij zijn vertrek uit Afghanistan, en zodoende vertrouwd is met de Afghaanse normen en waarden, lijkt te moeten worden aangenomen dat hij weinig tot geen ervaring heeft met het leven onder talibanbewind. Hij verliet het land immers, volgens zijn verklaringen, de derde dag na de val van de



voormalige regering. Aldus dringt de vraag zich ook op in welke mate verzoeker, die opgroeide zonder in contact te komen met de taliban, zich zal kunnen conformeren aan of gedragen naar de heersende en strikte sociaal-religieuze regels en normen binnen de huidige Afghaanse samenleving, zoals opgelegd door de taliban, en deze zal kunnen naleven, nu hij daar niet mee vertrouwd is.

Uit de beschikbare landeninformatie in het rechtsplegingsdossier blijkt ook dat de heersende sociaal-religieuze regels en normen binnen de huidige Afghaanse samenleving, zoals vormgegeven door de taliban na hun machtsovername in augustus 2021, niet volledig de Afghaanse (plaatselijke) gebruiken, waarden en normen weerspiegelen waarin verzoeker is opgegroeid. Deze zijn door de taliban, de huidige de-facto-overheid, over het gehele Afghaanse grondgebied aanzienlijk verstrengd, inclusief in de gebieden die reeds voor de machtsovername onder hun controle stonden. Bovendien is het beleid van de taliban inzake normen en voorschriften sterk geëvolueerd sinds de machtsovername en nog restrictiever geworden.

[...]

Uit het geheel van deze elementen blijkt dat verzoeker zich heeft ondergedompeld in de Belgische samenleving en er ook actief in participeert waarbij hij onvermijdelijk in contact is gekomen met normen, waarden, gedragingen en opvattingen die – in feite – de uitdrukking zijn van fundamentele rechten en vrijheden die door internationale en Europese mensenrechtenverdragen worden erkend en beschermd, zoals de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, het recht op vrije meningsuiting en godsdienstvrijheid, en die strijdig (kunnen) zijn met deze die heden gelden in de Afghaanse samenleving, omdat ze haaks staan op het gedachtegoed van de taliban of als afwijkend worden beschouwd in de Afghaanse samenleving.

4.4.11. Tijdens zijn gehoor op het CGVS werden verzoeker uitgebreid vragen gesteld over zijn dagelijks leven in Afghanistan en vluchtrelaas. Verzoeker is op geen enkel moment gevraagd of er voor hem risicobepalende omstandigheden aanwezig zijn, die erop zouden kunnen wijzen dat hij met vervolging zou kunnen worden geconfronteerd omwille van zijn verblijf in het buitenland of zijn (gepercipieerde) verwestering bij terugkeer naar Afghanistan. Er werd op geen enkel moment tijdens het persoonlijk onderhoud enige vraag in die richting gesteld. [...] In voorliggende zaak getuigt het niet van een zorgvuldige besluitvorming waar verzoeker tijdens het persoonlijk onderhoud niet nader werd bevraagd over hoe hij het leven onder de taliban ziet, maar verweerder niettemin alsnog overgaat tot een beoordeling.

4.4.12. De Raad stelt vast dat, op basis van de elementen die door verzoeker werden aangereikt, voor hem een aantal risicobepalende factoren lijken te bestaan, waarvan moet worden nagegaan of zij, cumulatief beschouwd, voldoende zijn om te besluiten dat voor hem in geval van terugkeer naar Afghanistan een gegronde vrees voor vervolging kan worden aangenomen onder meer omwille van (toegeschreven) verwestering of religieuze, morele of sociale normoverschrijding. Daargelaten de eventuele ongeloofwaardigheid van het oorspronkelijke vluchtrelaas, dringt zich dus een verder onderzoek op naar verzoekers profiel en de mogelijke risico's voor verzoeker bij terugkeer naar Afghanistan omwille van de bovenstaande elementen eigen aan zijn zaak, dit in het kader van een (toegeschreven) verwestering of normoverschrijding met inachtneming van actuele en objectieve landeninformatie. Het gebrek hieraan verhindert de Raad om zulke beoordeling alsnog zelf grondig te kunnen maken. In de huidige fase van de procedure heeft de Raad aldus onvoldoende elementen om het risico dat verzoeker loopt bij een terugkeer naar Afghanistan te beoordelen. Daarbij moet rekening worden gehouden met het repressieve beleid van de taliban, dat is gestoeld op een extreme versie van de sharia maar ook is beïnvloed door lokale tradities en tribale codes waarbij het rechtskader onduidelijk blijft en met de zeer uitgebreide, gedetailleerde en gedocumenteerde informatie die door beide partijen wordt bijgebracht en die reeds hoger werd besproken en waaruit eveneens blijkt dat de perceptie leeft dat terugkeerders waarden en uiterlijkheden hebben aangenomen die worden geassocieerd met Westerse landen.

4.4.13. Op basis van de elementen in het rechtsplegingsdossier kan de Raad, met inachtneming van de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting en gelet op het ontbreken van verdere onderzoeksbevoegdheid, in deze stand van zaken het verzoek om internationale bescherming niet op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep. Het ontbreekt de Raad aldus aan essentiële elementen om te komen tot de in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 1° van de Vreemdelingenwet bedoelde bevestiging of hervorming zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen te moeten bevelen.

4.4.14. Bijgevolg moet de bestreden beslissing worden vernietigd overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° van de Vreemdelingenwet. Voorgaande vaststellingen volstaan om de in het verzoekschrift aangevoerde middelen en grieven niet verder te onderzoeken.



# CCE arrêt 310400 du 22/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Moldavie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"Le Conseil observe, à la lecture des informations déposées, que si des sources fiables citées par les deux parties (...), font état d'une situation générale qui reste difficile, voire préoccupante, pour la minorité rom en Moldavie dont de nombreux membres sont victimes de discriminations ou de conditions d'existence précaires, il ne ressort ni des arguments développés par la partie requérante, ni des éléments aux dossiers administratifs et de la procédure, que cette situation générale est telle que tout membre de cette minorité peut valablement se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de cette appartenance ethnique.

Ainsi, dans la mesure où il n'existe pas, en Moldavie, de persécutions systématiques qui seraient dirigées contre les membres de la communauté rom en raison de leur origine ethnique, il appartient à la requérante d'individualiser sa crainte et les risques qu'elle invoque. Autrement dit, cette crainte de persécution et ce risque réel de subir des atteintes graves doivent être démontrés en pratique, en raison d'éléments personnels.

Or, en l'espèce, le Conseil constate qu'il n'est pas contesté que la requérante est veuve, qu'elle est accompagnée sur le territoire belge par sa fille mineure, et qu'elle est analphabète. De même, il apparaît des déclarations de la requérante, qui ne sont pas davantage remises en cause au stade actuel de la procédure, que celle-ci a de nombreuses fois voyagé en dehors de son pays d'origine, notamment, en France et en Allemagne, où elle a introduit des demandes de protection internationale, qu'elle a voyagé vers l'Ouzbékistan afin de visiter sa fille, que son mari est décédé en 2020 et qu'elle a par la suite habité chez sa belle-mère, avec sa fille mineure, jusqu'au moment où, en raison d'inimitiés, elle soit contrainte de quitter le domicile de sa belle-mère.

Si la partie défenderesse souligne que, sur la base des informations en sa possession, il est possible de porter plainte auprès de la police et qu'il existe « *d'autres canaux susceptibles d'offrir une assistance aux Roms qui veulent faire appel à la protection des autorités [...]* », force est toutefois de constater que la partie défenderesse ne semble, nullement, prendre en compte une partie des informations reprises dans le document intitulé « COI Focus. MOLDAVIE. De Romaminderheid » du 4 mars 2022.

En effet, il ressort du point 3.5. de ce document (page 14), relatif aux femmes Roms, que selon les informations à disposition, les femmes Roms courent un risque accru, par rapport aux hommes, d'être exposées à l'exclusion sociale et à la pauvreté. Il est question de « double discrimination », en tant que femme d'une part et en tant que Rom d'autre part. Il ressort ainsi d'une étude de 2019 du « Roma Woman Network » que les plus gros problèmes auxquels sont exposées les femmes Roms sont l'accès limité à l'éducation, au marché du travail, aux soins de santé et à l'information en termes de santé et d'hygiène. Cette étude traduit également le fait que seulement 36,6 % des femmes interrogées ont eu accès à une forme d'enseignement, 84,7 % indiquant être sans emploi, de nombreuses femmes ajoutant avoir subi des discriminations dans leur recherche d'un emploi. Il apparaît également, à la lecture d'autres informations, que les femmes d'origine ethnique rom sont considérées avec peu de valeur par les hommes Roms, qu'elles subissent de la discriminations à l'intérieur même de leur communauté et qu'elles sont souvent victimes de violences conjugales. Il y est précisé que « Les mères célibataires endurent, selon l'ONG [National Roma Center], des conditions de vie encore plus pénibles » (traduction libre). Selon cette association, la majorité des femmes Roms n'ont pas d'emploi, surtout dans la campagne, et elles doivent souvent vivre avec moins de 80 euros par mois.

Au vu de telles informations, le Conseil estime que le profil particulier de la requérante n'a pas été examiné à suffisance et qu'il ne dispose pas de suffisamment d'informations générales et individuelles pour apprécier, en toute connaissance de cause, la situation de la requérante en cas de retour en Moldavie en tant que mère veuve d'origine ethnique rom, avec une fille mineure.

Ainsi, le Conseil considère qu'il ne dispose pas d'informations suffisamment actuelles, précises et spécifiques à la région d'origine de la requérante quant à la situation des femmes Roms présentant le profil particulier de la requérante, accompagnée de sa fille mineure.

En outre, le Conseil considère que l'instruction de la partie défenderesse s'avère lacunaire. En effet, les documents

produits par la requérante n'ont pas fait l'objet d'une traduction, alors que de tels documents sont susceptibles de contenir des données quant au profil particulier de la requérante.

(...)

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler l'acte attaqué et de renvoyer l'affaire à la Commissaire générale"

# CCE arrêt 310371 du 22/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Congo (RDC)**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

" (...) le Conseil estime, après un examen attentif de l'ensemble du dossier administratif et du dossier de procédure, mais aussi après avoir entendu la requérante à l'audience du 17 mai 2024, conformément à l'article 14, alinéa 3, de l'arrêt royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers, qu'il ne peut se rallier à la motivation de la décision entreprise, motivation qui ne résiste pas à l'analyse. En effet, les motifs de l'acte attaqué apparaissent soit insuffisants, soit trouvent une explication plausible dans la requête, soit sont relatifs à des éléments périphériques du récit

(...)

Concernant la qualité de réfugiée qui lui a été reconnue par les autorités grecques, le Conseil estime que, si la partie défenderesse n'a pas fait application de l'article 57/6, §3, 3° de la loi du 15 décembre 1980 selon lequel « Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale lorsque :

(...) 3° le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne », elle ne pouvait toutefois pas complètement faire fi du fait que la requérante a été reconnue réfugiée en tant que congolaise (RDC) en Grèce. En effet, dès lors que la Commissaire générale est tenue de procéder à l'examen d'une demande de protection internationale au regard du pays d'origine du demandeur, il convient qu'elle le fasse en tenant compte de toutes les informations pertinentes. À cet égard, le fait que la requérante s'est déjà vue reconnaître la qualité de réfugié constitue un élément à prendre en considération, quod non en l'espèce.

En effet, d'un simple point de vue pratique, il n'est pas indifférent pour l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale que la crainte du demandeur de subir des persécutions ait déjà été estimée fondée par une instance compétente. Cela vaudra d'autant plus s'il apparaît, comme en l'espèce, que cette instance disposait par rapport aux autorités belges de l'avantage de la proximité dans le temps des faits ayant entraîné sa fuite.

Or, le Conseil observe que la partie défenderesse n'expose pas, dans l'acte attaqué, les motifs l'ayant menée à s'écarter de la décision des autorités grecques d'octroyer la protection internationale à la requérante.

Au vu de ce qui précède, l'examen auquel a procédé la partie défenderesse dans le cas d'espèce apparaît trop superficiel et sévère au vu, d'une part, du profil particulier et de la vulnérabilité de la requérante."

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Guinée**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

" Le Conseil observe qu'en l'espèce, la partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant après avoir considéré, en substance, qu'il n'est pas parvenu à établir que sa crainte de persécution, fondée sur des faits survenus en 2009, est toujours actuelle.

(...)

Constatant ce défaut d'actualité, la partie défenderesse a examiné l'existence éventuelle de raisons impérieuses qui pourraient raisonnablement empêcher le requérant de rentrer dans son pays d'origine en dépit du fait que la persécution subie initialement ne risque pas de se reproduire. (...)

(...)

Ainsi, le Conseil rappelle que, pour l'examen des raisons impérieuses rendant inenvisageable le retour dans le pays d'origine, il y a lieu de raisonner par analogie avec l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 dont il ressort qu'un étranger cesse d'être réfugié lorsque les circonstances qui ont justifié l'octroi de cette protection cessent d'exister ou ont évolué dans une mesure telle que cette protection n'est plus nécessaire, à moins qu'il puisse invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures. Ces raisons impérieuses, auxquelles il est également fait référence à l'article 1<sup>er</sup>, section C, § 5, de la Convention de Genève, ne sont toutefois pas explicitées dans ladite Convention, pas plus qu'elles n'ont été abordées par la Cour de justice, ainsi que le mentionne l'Agence européenne de l'asile (ci-après dénommée EUAA) dans son rapport intitulé « Analyse juridique – Fin de la protection internationale » en sorte qu'il revient au Conseil d'interpréter ces concepts de manière autonome.

Il appartient au Conseil d'examiner si les persécutions subies dans le passé s'avèrent avoir été d'une gravité telle que l'on ne saurait raisonnablement s'attendre à ce que la personne retourne dans son pays, malgré le fait qu'en principe la crainte de persécutions n'existe pas ou plus, soit parce que les persécutions ne risquent pas de se reproduire, soit parce qu'elle peut obtenir la protection de ses autorités soit encore parce qu'elle peut s'installer ailleurs dans son pays.

A cet égard, le Conseil rappelle qu'il faut réserver les cas dans lesquels, en raison du caractère particulièrement atroce de la persécution subie – eu égard à sa nature intrinsèque, aux circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée, et à l'importance des conséquences psychologiques et physiques engendrées –, la partie requérante peut se prévaloir de raisons impérieuses, tenant à des persécutions antérieures, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité et qui font obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d'origine. L'existence de telles raisons impérieuses devra être appréciée au cas par cas, en accordant une attention particulière à certains aspects individuels tels que l'âge, le sexe, le milieu culturel et les expériences sociales ou personnelles vécues par l'intéressé, et en tenant compte de sa structure psychologique individuelle, de l'étendue des conséquences physiques et psychiques constatées, et de toutes les autres circonstances pertinentes de l'espèce.

Les raisons du refus de se réclamer de la protection du pays d'origine doivent être tellement fortes qu'il est absolument déraisonnable d'exiger le retour du demandeur. Le caractère déraisonnable de cette demande doit être établi de manière objective, en tenant compte de l'état d'esprit subjectif de la personne. La gravité peut être déduite de l'acte lui-même, de la durée du traitement et du contexte dans lequel il s'est déroulé. Dans certains cas, une expertise médicale et des rapports médico-légaux peuvent être très précieux pour l'évaluation.

(...)

(...) [E]n tenant compte du caractère particulièrement traumatisant des faits vécus par le requérant, de son très jeune âge au moment où ils se sont déroulés, de la perte subséquente de toute sécurité matérielle ou affective dans son pays d'origine, de ses longues années d'errance ponctuées de nouveaux traumatismes dont la perte de son seul repère affectif dans des circonstances tragiques, de la persistance de séquelles physiques et psychologiques importantes et de la perte de tout lien avec son pays d'origine depuis de nombreuses années, le Conseil estime pouvoir considérer que le requérant peut se prévaloir de raisons impérieuses, telles qu'elles sont prévues par l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980, tenant à des persécutions antérieures, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité et qui font obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d'origine.

Il suit de l'analyse qui précède que la partie requérante entre dans les conditions d'application de la protection prévue par la Convention de Genève, telle que visée par l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

# CCE arrêt 310406 du 22/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Congo (RDC)**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"Le Conseil relève que la partie défenderesse ne semble pas remettre en cause certains éléments essentiels du récit du requérant, à savoir la réalité de la dispute avec son beau-père, l'origine de l'inimitié entre la famille de ce dernier et le requérant, ainsi que son vécu en qualité d'enfant des rues. Le Conseil tient donc ces éléments pour établis. Cependant, à l'instar de la partie défenderesse, le Conseil considère que le requérant est resté en défaut de démontrer l'actualité de ses craintes.

Ainsi, le Conseil constate que la partie défenderesse a pu valablement considérer que les maltraitances que le requérant a pu endurer par le passé dans le contexte « d'enfant des rues » et dans le contexte familial, ne se reproduiront pas à l'avenir, au vu du temps écoulé et du profil actuel du requérant.

Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse met en avant divers éléments qui lui permettent de conclure au manque d'actualité de la crainte du requérant. Ainsi, sont soulignés l'ancienneté du dernier problème rencontré par le requérant avec la famille de son beau-père, le long laps de temps qu'il a passé en RDC sans y rencontrer de problèmes, alors que la famille de son beau-père n'ignorait pas son lieu de résidence et de travail, l'absence de preuve et de déclarations circonstanciées relatives à l'actualité de la crainte vis-à-vis de la famille de son beau-père, les changements intervenus dans la situation du requérant – désormais « majeur et en état de se débrouiller par lui-même » – qui lui permettent maintenant de se tenir éloigné de la famille de son beau-père sans risquer de revivre les événements malheureux qu'il a rencontrés à la rue, durant son adolescence. Le Conseil se rallie à cet argumentaire.

Le Conseil constate, dès lors, que les mauvais traitements que le requérant invoque à l'appui de sa demande de protection internationale présentent tous un caractère ancien et ils remontent à plus de neuf ans. A cet égard, il convient de relever que le requérant est aujourd'hui majeur et a, dès lors, la possibilité de vivre éloigné de la famille de son beau-père et des enfants de celui-ci.

L'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que « [l]e fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé [...] ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution [...] est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté [...], sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution [...] ne se reproduir[a] pas ».

Cette disposition instaure une présomption de crainte fondée en faveur du demandeur qui démontre qu'il a déjà subi une persécution, une atteinte grave ou une menace directe de celles-ci, au sens des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, à charge pour la partie défenderesse de la renverser en établissant qu'il y a de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas.

L'utilisation spécifique des termes « cette persécution » et « ces atteintes graves » implique que cette présomption ne vaut que pour autant que la persécution ou les atteintes graves redoutées pour le futur présentent, quand bien même elles se présenteraient sous une autre forme, un rapport certain avec la persécution ou les atteintes graves subies par le passé.

Au vu de ce qui précède, il ressort à suffisance de l'acte attaqué et des déclarations du requérant qu'il existe "de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas", en l'espèce. A cet égard, l'argumentation relative au bénéfice du doute, à la charge de la preuve et à l'absence de protection des autorités n'est pas pertinente, dès lors, que le requérant est resté en défaut de démontrer l'actualité de sa crainte en cas de retour au pays d'origine.

En outre, compte-tenu de son profil actuel, il y a également de bonnes raisons de penser que le requérant ne risquerait plus d'être « un enfant des rues »."





procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Arménie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Bijlage 20 zonder bevel om het grondgebied te verlaten – vernietiging – gezinshereniging met Belgische wettelijke samenwonende partner – bewijs van identiteit – vereiste van geldig paspoort met (in voorkomend geval) geldig inreisvisum – mogelijkheid om identiteit en nationaliteit aan te tonen met enig ander bewijs**

Verzoeker beoogt met zijn aanvraag de gezinshereniging met zijn Belgische wettelijk samenwonende partner overeenkomstig art. 40ter, § 2, eerste lid, 1° juncto art. 40bis, § 2, eerste lid, 2° Vw.

[...]

Artikel 52, § 2, 1° van het Vreemdelingenbesluit waarnaar ook wordt verwezen in de bestreden beslissing luidt als volgt:

*"Bij de aanvraag of ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag dient het familielid bovendien de volgende documenten over te maken:*

*1° het bewijs van zijn identiteit overeenkomstig artikel 41, tweede lid, van de wet;"*

Artikel 41 van de Vreemdelingenwet, waarnaar in voormelde artikelen wordt verwezen, stelt actueel als volgt:

*"[...] § 2. Het recht op binnenkomst wordt erkend aan de familieleden van een burgers van de Unie bedoeld in artikel 40bis, § 2, die geen burger van de Unie zijn, op voorlegging van een geldig paspoort dat, in voorkomend geval, voorzien is van een geldig inreisvisum overeenkomstig de Verordening (EU) 2018/1806 [...].*

[...]

*Als het familielid van een burger van de Unie niet over de vereiste documenten beschikt, stelt de minister of zijn gemachtigde hem alvorens tot zijn terudrijving over te gaan, in de gelegenheid binnen redelijke grenzen de vereiste documenten te verkrijgen dan wel zich deze binnen een redelijke termijn te laten bezorgen, dan wel op andere wijze te laten vaststellen of te bewijzen dat hij het recht op vrij verkeer en verblijf geniet. [...]"*

De vwp stelt, met verwijzing naar art. 52, § 2 Vb. en art. 41, § 2, eerste lid Vw., dat het bewijs van identiteit/nationaliteit van verzoeker niet op een geldige wijze is geleverd, aangezien (i) in casu geen geldig paspoort binnen de 3 maanden werd voorgelegd en (ii) het voorgelegde oude paspoort, dat geldig was tot 16 april 2014 en dus al bijna tien jaar verstreken is, te ver in de tijd teruggaat om uitzonderlijk te kunnen aanvaarden als bewijs van nationaliteit/identiteit. Zij voegt er aan toe dat **geen van de andere voorgelegde documenten ter staving van de aanvraag afbreuk doet aan dit gebrek.**

[...]

Verzoeker stelt verder dat hij bij zijn aanvraag zijn vervallen internationaal Armeens Paspoort, zijn geboorteakte met beëdigde vertaling en apostille, een attest van de Armeense Ambassade [...], zijn medische kaart en zijn administratief dossier en dat van zijn ouders had voorgelegd. Hij stelt dat zijn identiteitsgegevens op de verschillende documenten met elkaar en het administratief dossier overeenstemmen. Hij wijst erop dat zijn paspoort ten tijde van zijn binnenkomst in het Rijk op het moment van de eerste aanvraag met zijn ouders nog steeds geldig was en de vwp initieel aan de identiteit van verzoeker en zijn ouders niet heeft getwijfeld. Hij stelt dat hij sedert zijn eerste aanvraag zich gevestigd heeft in België met zijn Belgische partner en in afwachting is van hun gemeenschappelijk kind en aldus niet meer terug is gekeerd naar Armenië. Ook stelt de Ambassade expliciet dat zij het vervallen paspoort van verzoeker niet kunnen verlengen om reden dat hij zijn militaire dienstplicht in Armenië niet heeft uitgevoerd, aldus verzoeker.

Uit het betoog van verzoeker blijkt dat hij van oordeel is dat **door de samenlezing van deze stukken het bewijs van zijn identiteit**, zoals vereist krachtens art. 52, § 2, 1° Vb., **voorligt** en dat de **vwp zich niet mocht beperken tot de vaststelling dat geen geldig paspoort werd bijgebracht.**

Het weze herhaald dat art. 52, § 2, 1° Vb. het bewijs van identiteit vereist *“overeenkomstig artikel 41, tweede lid, van de wet”*. Zoals hiervoor reeds is gebleken is art. 41 Vw. thans opgebouwd uit vier paragrafen, zodat de verwijzing naar artikel 41, tweede lid van de wet, door een onzorgvuldigheid van de regelgever, niet langer accuraat is. Ter zake moet het volgende worden vastgesteld:

[OVERZICHT WETSWIJZIGINGEN] [...]

Artikel 40bis, § 4 van de Vreemdelingenwet werd niet aangepast aan deze wetswijziging en bleef verwijzen naar artikel 41, tweede lid van de Vreemdelingenwet, waardoor moet worden aangenomen dat wordt verwezen naar de gehele § 2 van artikel 41 van de Vreemdelingenwet.

[OVERZICHT WETSWIJZIGINGEN] [...]

Artikel 47 van het Vreemdelingenbesluit, waarvan verzoeker eveneens de schending aanvoert, bepaalt als volgt:

*“§ 1. De met grenscontrole belaste overheden verlenen overeenkomstig artikel 41, tweede lid, van de wet, toegang tot het grondgebied aan het familielid van een burger van de Unie dat geen burger van de Unie is, en dat geen houder is van de documenten die krachtens artikel 2 van de wet vereist zijn, op overmaking van een van de volgende documenten :*

*1° een, al dan niet geldig, nationaal paspoort of identiteitskaart, of*

*[...]*

*4° enig ander bewijs van de identiteit en nationaliteit van de betrokkene. [...]*”

Naar analogie met wat hierboven werd uiteengezet over de verwijzing in art. 40bis, § 4 Vw. naar *“de in artikel 41, tweede lid, bedoelde voorwaarde”* moet worden aangenomen dat de verwijzing in art. 52, § 2 van het Vreemdelingenbesluit naar *“het bewijs van zijn identiteit overeenkomstig artikel 41, tweede lid van de wet”* slaat op de gehele § 2 van het huidige art. 41 Vw. Hetzelfde geldt voor art. 47, § 1 van het Vreemdelingenbesluit. **Het moet dus in beginsel gaan om een geldig paspoort dat, in voorkomend geval, is voorzien van een geldig inreisvisum, maar bij ontbreken van deze documenten kan het ook gaan om enig ander bewijs van de identiteit en nationaliteit van de betrokkene.**

De Raad stelt vast dat de vwp niet betwist dat verzoeker bij zijn aanvraag meerdere documenten had bijgebracht om zijn identiteit aan te tonen. Gelet op een samenlezing van de hierboven aangehaalde bepalingen, **kan de Raad verzoeker volgen waar hij betoogt dat het standpunt van de verwerende partij dat hij het bewijs van zijn identiteit conform zoals opgelegd door artikel 52, § 2, 1° van het Vreemdelingenbesluit enkel zou kunnen leveren aan de hand van een geldig paspoort niet deugdelijk is.** [...]

Het tweede middelonderdeel is gegrond en leidt tot de vernietiging van de bestreden beslissing.

# CCE arrêt 310337 du 19/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Syrie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

Verzoeker heeft **internationale bescherming in Bulgarije**, maar voert in het kader van zijn **huidig derde verzoek** aan dat hij er geen adequate medische en psychologische bijstand zal krijgen, dat haar fysieke en psychologische problemen er zullen verergeren en dat hij niet uit een depressie zal geraken.

De Raad analyseert de neergelegde **psychologische attesten** en meent dat de documenten die verzoekende partij in aanvullende nota neergelegd een aanvulling vormen. Verzoekende partij voegt namelijk een psychiatrisch attest toe van 26 mei 2023 waarin opnieuw bevestigd wordt dat zij lijdt aan PTSS, depressie en dat zij reeds voorgaande zelfmoordpogingen ondernomen heeft. Het onderbreken van de behandeling zou schadelijke gevolgen hebben. Er dient ook rekening gehouden te worden met het feit dat verzoekende partij reeds de leeftijd van 70 jaar bereikt heeft en aldus dient terug te vallen op de sociale bijstand.

[analyse landeninformatie, onder meer "**Country Report: Bulgaria. Update 2022**" van AIDA van 21 april 2023]

Hoe problematischer de situatie van begunstigden van internationale bescherming in de genoemde lidstaat na een analyse op basis van objectieve, betrouwbare, nauwkeurige en naar behoren bijgewerkte gegevens blijkt te zijn, des te minder zal van de verzoeker kunnen worden geëist dat hij specifieke elementen aanbrengt die in zijn hoofde een "bijzondere kwetsbaarheid" aantonen in de zin van de rechtspraak van het Hof van Justitie. Wat haar individuele situatie betreft, blijkt dat verzoekende partij lijdt aan verschillende **psychologische problemen** waarvoor zij in behandeling is bij een psychiater. Dit in combinatie met haar hoge leeftijd, zij is reeds **70 jaar oud**, zorgt ervoor dat verzoekende partij in de precaire omstandigheden waarin begunstigden van internationale bescherming in Bulgarije zich kunnen bevinden, mogelijks niet zal kunnen voorzien in haar elementaire behoeften. Zij zijn volledig afhankelijk van de sociale bijstand en de medische zorgen die in Bulgarije geboden kunnen worden aangezien zij de pensioengerechtigd leeftijd reeds bereikt heeft alsook met psychologische problemen kampt.

Gelet op het geheel van de voorliggende elementen – met name (i) de actuele en nieuwe landeninformatie waaruit onder meer blijkt dat de situatie voor statushouders in en bij terugkeer naar Bulgarije erg precair kan zijn, waardoor zij kunnen terechtkomen in moeilijke en schrijnende levensomstandigheden met belemmeringen inzake de toegang tot onder andere socio-economische en medische hulp, (ii) de bijkomende medische attesten die verzoekende partij neerlegt, waaruit blijkt dat zij zowel met fysieke als psychologische problemen kampt en (iii) het gegeven dat verzoekende partij reeds de leeftijd van 70 jaar bereikt heeft – acht de Raad een verder en gedegen onderzoek naar de door haar aangevoerde elementen in het licht van een mogelijke bijzondere kwetsbaarheid die haar desgevallend zou (kunnen) verhinderen haar rechten te doen gelden, verbonden aan haar beschermingsstatus toegekend in Bulgarije, en/of waardoor zij wordt blootgesteld aan een risico op een behandeling die strijdig is met artikel 4 van het Handvest.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

**CCE arrêt 310309** du 19/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Afghanistan**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Demande ultérieure**  
composition du siège  
**1 juge**

**Tweede verzoek** om internationale bescherming.

Verzoeker is 5 à 6 jaar in België.  
Invulling van verzoekers verblijf in België/Europa uit zich als volgt:

- hij spreekt Nederlands,
- hij stelt zich open voor de cultuur,
- hij volgt onderwijs,
- hij heeft een breed sociaal netwerk,
- hij sport,
- hij **leidt protesten en is actief op sociale media**, waarbij hij **openlijk kritiek** uit tegen de **taliban** => Gelet op het aantal bekijkers van de door verzoeker gedeelde kritische video's op zijn sociale media-accounts, waarop ook hijzelf te zien is, is niet onredelijk aan te nemen dat verzoeker bij terugkeer naar Afghanistan omwille hiervan in de (negatieve) aandacht van aanhangers van de taliban zal komen te staan.

De Raad kent verzoeker de **vluchtelingenstatus** toe.

# CCE arrêt 310302 du 19/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Burundi**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**REFUS DE VISA**

composition du siège

**1 juge**

**Décision de refus de visa court séjour médical - Faits: 1er refus le 22 février 2023, annulé par le Conseil le 12 septembre 2023 - Nouvelle décision de refus (AA) le 16 octobre 2023, au motif que la durée de validité de l'attestation médicale autorisant le requérant à se rendre à l'étranger est dépassée (fin de la validité le 24 février 2023; or le requérant souhaitait voyager du 13 au 25 mars 2023) - CCE: le Conseil avait déjà relevé, dans son arrêt du 12 septembre 2023, que la PR avait produit un document attestant de la convenue d'un nouveau rendez-vous médical, en septembre 2023; or la motivation de l'AA n'en fait pas état, alors que la PD en avait connaissance + la PD pouvait (cf. obligations de collaboration procédurale) solliciter des documents actualisés auprès de la PR (laquelle ne pouvait raisonnablement anticiper le fait que la PD fonderait sa nouvelle décision sur un document largement caduc, au mépris manifeste de son devoir de diligence et de soin) + il n'est pas contestable que la durée de la procédure n'est pas imputable à la PR => **Violation de l'obligation de motivation => Annulation****

"3.2.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle, s'agissant des obligations relatives à la motivation de leurs décisions qui pèsent sur les autorités administratives en vertu de diverses dispositions légales, qu'il est de jurisprudence administrative constante (voir, notamment : C.E., arrêts n° 97.866 du 13 juillet 2001 et 101.283 du 29 novembre 2001) que, si elles ne comportent nullement le devoir de réfuter de manière détaillée chacun des arguments avancés par la partie requérante, elles comportent, néanmoins, l'obligation d'informer celle-ci des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué et ce, aux termes d'une motivation qui réponde, fut ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé. Cette même jurisprudence enseigne également que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles celle-ci se fonde, en faisant apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur, afin de permettre à la personne concernée, le cas échéant, de pouvoir la contester dans le cadre d'un recours et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2.2. En l'espèce, le Conseil observe que la décision attaquée est, en substance, fondée sur le constat que la date du séjour envisagé est postérieure à la date d'expiration de l'attestation médicale produite à l'appui de la demande de visa.

Force est toutefois de relever que la décision attaquée fait suite à l'arrêt d'annulation du Conseil de céans n° 294 042 du 12 septembre 2023 (cf. point 1.1.), lequel a autorité de chose jugée, et dont il ressort notamment que : « 2. Question préalable. 2.1. Lors de l'audience du 9 août 2023, la Présidente a rappelé que la partie défenderesse a soulevé, dans sa note d'observations, une exception d'irrecevabilité du recours en raison du défaut d'intérêt actuel à celui-ci, la demande de visa ayant pour objet de se rendre à un rendez-vous médical à une date désormais échue. Elle précise cependant que la partie requérante a, entre-temps, fait parvenir au Conseil un document attestant de la convenue d'un nouveau rendez-vous médical, en septembre 2023. Dans cette mesure, elle estime que la partie requérante justifie l'actualité de l'intérêt au présent recours, et invite la partie défenderesse à s'exprimer sur cet élément. La partie défenderesse ne fait pas d'observations à cet égard. 2.2. Il en résulte que l'exception d'irrecevabilité soulevée, en termes de recours, doit être rejetée » (le Conseil souligne).

En l'espèce, il ne ressort cependant nullement de la motivation de la décision attaquée que la partie défenderesse a pris en considération cet élément relatif à un rendez-vous médical en septembre 2023, susvisé, dont elle avait pourtant connaissance, lors du nouvel examen de la demande de visa du requérant ayant donné lieu à l'adoption de l'acte entrepris dans le cadre du présent recours.

Le Conseil, à la suite de la partie requérante, reste sans comprendre comment la partie défenderesse pourrait prétendre ne pas avoir eu connaissance des documents relatifs au rendez-vous médical de septembre 2023, dès lors que, d'une part, ceux-ci lui ont explicitement été opposés dans le cadre du premier recours et qu'elle n'a émis aucune observation à cet égard et que, d'autre part, ils figurent au dossier administratif relatif au présent recours. Par conséquent, le Conseil ne comprend pas pour quelles raisons la partie défenderesse n'a tenu aucun compte de cet élément dans la motivation de sa nouvelle décision, mais s'est bornée à se référer à une attestation médicale produite initialement à l'appui de la demande de visa. En outre, et en tout état de cause, force est de constater que la partie défenderesse, au moment de



prendre l'acte attaqué, ne pouvait ignorer que la validité dans le temps des documents produits initialement à l'appui de la demande de visa avait expiré. Partant, le Conseil considère que rien n'empêchait la partie défenderesse (dans le respect de ses obligations de collaboration procédurale) de solliciter des documents actualisés auprès de la partie requérante (laquelle ne pouvait, en l'espèce, raisonnablement anticiper le fait que la partie défenderesse fonderait sa nouvelle décision sur un document largement caduc, au mépris manifeste de son devoir de diligence et de soin). Il en va d'autant plus ainsi qu'en l'occurrence il n'est pas contestable que la durée de la procédure n'est pas imputable à la partie requérante.

Dès lors, et sans examiner plus avant le bien-fondé de l'élément invoqué par la partie requérante, le Conseil constate qu'en refusant le visa sollicité sur la base des seuls constats que « L'attestation médicale n° [...] autorisant le requérant à se rendre à l'étranger pour des soins spécialisés non réalisables sur place a une validité ne dépassant pas six mois. Cette attestation est datée du 24 août 2022 (fin de la validité le 24 février 2023) or, le requérant souhaitait voyager pour raisons médicales du 13 au 25 mars 2023, dépassant de fait le délai de six mois », la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation, rappelée supra au point 3.2.2. du présent arrêt.

3.3. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse développe l'argumentation suivante : « [...] la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas l'avoir avertie qu'elle envisageait de prendre sa décision. D'une part, la partie défenderesse fait remarquer que le dossier administratif ne contient pas de courrier adressé par le conseil de la partie requérante. Cette dernière n'en produit d'ailleurs pas une copie de ce prétend courrier à l'appui de son recours. Quoi qu'il en soit, aucune disposition légale n'impose à la partie défenderesse d'avertir le demandeur qu'elle envisage de prendre une décision dans le cadre de la demande introduite par ce dernier. Une telle obligation ne découle pas du principe de loyauté procédure. Partant, aucune faute ne peut être reprochée à la partie défenderesse à cet égard. En outre, la partie requérante produit un document médical pour actualiser sa demande. Or, les éléments invoqués par la partie requérante en termes de requête n'ayant jamais été portés à la connaissance de la partie défenderesse, celle-ci n'a donc pu en tenir compte. Il est en effet de jurisprudence constante que la légalité d'une décision administrative s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité administrative a connaissance au moment où elle statue. La partie requérante soutient également que le motif avancé par la partie adverse existait déjà lorsqu'elle a pris la première décision de sorte que la partie défenderesse aurait dû avancer ce motif en ce moment-là. Or, à nouveau, la partie requérante n'avance aucune disposition ou principe à l'appui de son argumentation. Au contraire, l'annulation de la décision a pour effet que celle-ci est censée n'avoir jamais existé. Partant, la partie défenderesse doit procéder à une nouvelle analyse et dans ce cadre, elle peut baser sa décisions sur des nouveaux motifs, même s'ils existaient avant que la décision annulée ait été prise. [...] 4. En réalité, en termes de requête, la requérante ne conteste pas utilement les motifs de la décision attaquée dès lors qu'elle se contente de rappeler les documents déposés à l'appui de sa demande de visa et de réitérer péremptoirement qu'elle remplit bel et bien les conditions pour l'obtention de celle-ci. Ce faisant, en se limitant à une telle réitération, sans pour autant démontrer l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse, la requérante invite en réalité Votre Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, Votre Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et qu'à ce titre, il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions que relèvent du pouvoir discrétionnaire du Secrétaire d'Etat compétent ni de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration.

5. Enfin, la partie défenderesse ne peut que rappeler l'enseignement de la jurisprudence administrative constante, dont il résulte que c'est au demandeur qu'il incombe d'aviser l'autorité compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'examen ou l'issue de sa demande, tandis que les obligations de l'administration en la matière doivent, pour leur part, s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de placer cette dernière dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie. Il s'ensuit que la partie défenderesse n'était, contrairement à ce que soutient la partie requérante, nullement tenue de procéder à la moindre investigation en la matière et qu'il incombait, au contraire, à la partie requérante de faire connaître à la partie défenderesse les éléments dont elle estimait éventuellement pouvoir faire valoir à l'appui de sa demande en temps utile, c'est-à-dire avant que celle-ci ne prenne une décision, quod non in specie ».

Ces développements ne sont cependant pas de nature à renverser les constats qui précèdent"

# CCE arrêt 310286 du 18/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Afghanistan**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"En l'espèce, le requérant invoque en substance une crainte d'être persécuté en raison de son occidentalisation.

Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse estime en substance que les déclarations du requérant, de même que les documents qu'il verse au dossier à l'appui de sa demande, ne permettent pas d'établir le bien-fondé de la crainte qu'il invoque.

(...) Il ressort en effet de ces informations que depuis leur prise du pouvoir le 15 août 2021, les Talibans ont suspendu la Constitution de l'ancienne République islamique d'Afghanistan et ont annoncé une révision des lois afghanes existantes en fonction de la charia. La vision de la charia des talibans est basée sur l'école de jurisprudence sunnite Hanafi, mais elle est également influencée par les traditions locales et les codes tribaux (EUAA, "Afghanistan Country Focus", décembre 2023, p. 18). Les talibans ont déclaré qu'ils agiraient conformément à leurs principes, à leur religion et à leur culture, soulignant l'importance de l'Islam et affirmant que rien ne peut aller à l'encontre des valeurs islamiques. Le gouvernement de facto se considère comme une instance dirigeante dont l'objectif fondamental est de faire vivre la population afghane selon la charia. Le chef suprême conservateur Haibatullah Akhundzada tient les rênes avec de plus en plus d'insistance et son autorité est devenue de plus en plus coercitive. En novembre 2022, il a ordonné la mise en œuvre intégrale de la version talibane de la charia (EUAA, "Afghanistan Country Focus", décembre 2023, p. 26).

La situation des droits de l'homme en Afghanistan s'est progressivement détériorée après la prise du pouvoir et plusieurs sources font état d'une tendance de l'administration de facto à se transformer en un État policier théocratique régnant dans une atmosphère de peur et d'abus (EUAA, "Afghanistan Country Focus", décembre 2023, p. 21). Pour faire respecter les préceptes des talibans, qui interprètent très strictement la charia, le gouvernement de facto a rétabli le « Ministry for Promotion of Virtue and Prevention of Vice » (« Dawat wa Ershad Amr bil-Maruf wa Nahi al-Munkar » - traduction libre : « Ministère de la promotion de la vertu et de la prévention du vice », ci-après dénommé « MPVPV ») et utilise également la "Direction générale du renseignement taliban" (GDI) et un certain nombre d'institutions étatiques à cette fin (EUAA, "Afghanistan Country Focus", décembre 2023, p. 24).

Les talibans, qui adhèrent à l'islam deobandi, une branche puritaine et conservatrice de l'islam sunnite, cherchent à purifier la société afghane en interdisant toute influence étrangère. À cette fin, le gouvernement de facto a investi massivement dans la construction de mosquées et de madrassas dans tout le pays. Dans cette optique, le système d'éducation laïque occidental a également été attaqué et les efforts visant à interdire l'éducation laïque occidentale ont augmenté en faveur de l'expansion de l'éducation religieuse (EUAA, « Afghanistan Country Focus », décembre 2023, pp. 94, 101).

(...)

Au vu des informations en sa possession au stade actuel de la procédure, le Conseil est d'avis que si de telles informations doivent pousser les instances d'asile à apprécier avec une grande prudence l'analyse des craintes invoquées par un ressortissant afghan de retour d'Occident, notamment dans la mesure où des imprécisions subsistent quant à la perception et au traitement potentiel réservé aux personnes qui ont quitté l'Afghanistan, il ne peut toutefois pas être affirmé de manière générale qu'une crainte fondée de persécution peut être présumée pour chaque Afghan revenant d'Europe uniquement en raison de son séjour dans cette région.

Toutefois, les profils à risque suivants peuvent être identifiés :

(i) les personnes "qui ont transgressé les normes religieuses, morales et/ou sociales", ou qui sont perçues comme telles, que ces actes ou comportements aient eu lieu en Afghanistan ou à l'étranger ; et

(ii) les personnes "occidentalisées" ou perçues comme telles en raison, par exemple, de leurs activités, de leur comportement, de leur apparence et des opinions qu'elles expriment, qui peuvent être perçues comme non afghanes ou non musulmanes, ce qui s'applique également aux personnes qui rentrent en Afghanistan après avoir séjourné dans des pays occidentaux.

Tous les Afghans qui reviennent d'Europe ne se seront pas nécessairement approprié les valeurs et les normes occidentales ou ne seront pas considérés comme « occidentalisés » à leur retour en Afghanistan. Il doit exister des caractéristiques ou des convictions si fondamentales pour l'identité ou l'intégrité morale d'un demandeur qu'on ne saurait lui demander d'y renoncer (CJUE 5 septembre 2012, dans les affaires jointes C-71/11 et C-99/11, République fédérale d'Allemagne c. Y et Z, paragraphes 70-71), ou le demandeur doit démontrer qu'il témoigne de caractéristiques personnelles ou de comportements qu'il est extrêmement difficile ou pratiquement impossible de modifier ou de dissimuler. Il incombe au demandeur d'établir concrètement qu'il est réellement occidentalisé ou qu'il sera considéré comme tel.

Les deux profils de risque peuvent également se chevaucher dans une certaine mesure.

Dans le cadre d'une analyse de risque de la probabilité raisonnable pour un demandeur d'être exposé à la persécution lors de son retour en Afghanistan, une évaluation individuelle oblige à prendre en compte des facteurs de risque tels que, entre autres, le sexe, l'âge, la région d'origine et l'environnement conservateur, la durée du séjour en Occident, la nature de l'emploi du demandeur, le comportement du demandeur, la visibilité de celui-ci et la visibilité des violations de normes (y compris pour les violations de normes à l'étranger).

En ce qui concerne les personnes accusées de "zina", on peut toutefois supposer qu'elles peuvent généralement faire valoir une crainte fondée de persécution.

Les "Country Guidance" de l'EUAA indiquent que la persécution des personnes présentant ce profil peut avoir lieu en Afghanistan en raison d'une croyance politique ou religieuse attribuée ou de l'appartenance à un groupe social spécifique. Le Conseil peut donc se rallier aux orientations de l'EUAA auxquelles la partie défenderesse fait référence dans sa note complémentaire (EUAA "Country guidance : Afghanistan", janvier 2023, pp. 21 et 72-79).

En l'espèce, au cours de son entretien personnel, le requérant indique avec consistance que son mode de vie actuel n'est pas du tout en accord avec les normes de conduite édictées actuellement par les talibans en Afghanistan, que ce soit sur la pratique de la foi ou sur la place de la femme dans la société.

(...) le requérant a déclaré, au cours de son entretien personnel du 16 janvier 2023, qu'il a pris de la distance dans sa pratique de la religion musulmane par rapport aux règles imposées en Afghanistan ; qu'il est présent sur les réseaux sociaux tels qu'Instagram et Snapchat ; qu'il était mineur lorsqu'il est arrivé en Europe ; qu'il s'y trouvait au moment de cet entretien depuis près de treize ans ; que les talibans sont très présents dans sa région et que tous les habitants de son village savent qu'il est parti depuis très longtemps ; qu'il ne porte plus ses habits traditionnels ; qu'il se tient à l'écart de la communauté afghane au centre ; qu'il utilise des mots en français lorsqu'il parle pashtou ; qu'il avait une petite amie en France ; et qu'il a été amené à être en contact avec de la viande de porc durant ses études pour devenir cuisinier.

Dans la requête, le requérant ajoute ne pas porter de longue barbe, aimer écouter de la musique, avoir une relation totalement naturelle avec les femmes - des femmes occupant les positions les plus importantes dans sa vie en Belgique, notamment son avocate et son assistante sociale -, et être ostracisé et moqué par la communauté afghane en Belgique. Il précise également, d'une part, qu'il serait soupçonné d'apostasie en cas de retour en Afghanistan, vu que les comportements qu'il a adoptés sont contraires aux valeurs afghanes selon les talibans, et, d'autre part, qu'il n'est pas familier avec les règles et comportements socialement acceptables imposés par les talibans puisqu'il a quitté le pays il y a plus de douze ans. Concernant ce dernier point, il ajoute que ce sont justement ces décalages dans son comportement qui créent des tensions et des moqueries de la part de ses compatriotes en Belgique.

(...) le Conseil estime qu'il peut être tenu pour établi que le requérant est exclu de la communauté afghane du centre en raison de son comportement décalé par rapport aux normes afghanes.

(...) En définitive, le Conseil estime qu'il peut être tenu pour établi que le requérant se trouve depuis treize ans en Europe (...) et qu'il a quitté l'Afghanistan alors qu'il était encore adolescent. Or, le Conseil relève que ces dernières années d'adolescence constituent une phase importante et particulière du passage à l'âge adulte, où l'individualité, la conscience de soi et les relations personnelles jouent un rôle majeur. Compte tenu de son exposition à la société européenne durant cette période, le requérant a adopté (consciemment ou non) des valeurs et des comportements "occidentaux".

Le Conseil relève également que le requérant fait état de son activité professionnelle, produisant des fiches de paie et des témoignages de deux femmes avec qui il a travaillé. A cet égard, le Conseil relève aussi que le requérant, grâce à sa maîtrise du français, se rend utile en aidant différents services de son centre pour tout besoin de traduction.

Le Conseil relève encore qu'il n'est pas contesté par les parties que le requérant entretient des relations avec des filles,

en dehors des liens du mariage.

Par ailleurs, le Conseil considère que le requérant établit qu'il s'est éloigné de la pratique rigoureuse de l'Islam et qu'il est exclu de la communauté afghane en raison de son mode de pensée.

Il apparaît ainsi des éléments du dossier en sa possession que le requérant s'est intégré au mode de vie occidental.

Le Conseil relève encore que le requérant provient de la région de Baghlan, comme établi par la production de son certificat de naissance (...). Or, cette région est un des derniers bastions anti talibans et une des provinces où, en mai 2022, la résistance contre les talibans continuait de prendre de l'ampleur (EUAA « Country guidance : Afghanistan » janvier 2023, p. 127).

Dès lors, le Conseil estime que le requérant présente un profil à risque, en ce sens qu'il est de nationalité afghane et qu'il est originaire d'une province instable - bastion des anti talibans. Ces données doivent inciter les instances d'asile à la prudence dans l'appréciation du bien-fondé de la crainte du requérant.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que le risque personnel pour le requérant d'être considéré comme occidentalisé est rendu plausible en termes concrets. Le Conseil estime que dans les circonstances particulières de la cause, au vu de l'ensemble de ces facteurs cumulés - la durée du séjour en Europe, son arrivée en Europe lorsqu'il était mineur, son intégration dans ce pays, son éloignement de la religion, son exclusion par la communauté afghane de son centre en raison de son décalage par rapport aux normes afghanes, sa province d'origine et ses relations avec les femmes en France et en Belgique -, il ne peut être exclu que le requérant, de par son mode de vie occidentalisé, subisse des persécutions en cas de retour en Afghanistan.

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que le requérant nourrit avec raison une crainte d'être persécuté en cas de retour en Afghanistan. Il ressort de ces développements que les exactions qu'il dit craindre en cas de retour sont la conséquence du fait que les talibans estiment que le requérant contrevient aux normes sociétales mises en place par ces derniers de par son comportement. Sa crainte peut, dès lors, être analysée comme une crainte d'être persécuté du fait de ses opinions politiques et religieuses (à tout le moins imputées) au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."



# CCE arrêt 310232 du 18/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Somalie**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

De Raad wijst erop dat verzoekster ter ondersteuning van haar vluchtrelaas een medisch attest heeft overgemaakt, waaruit blijkt dat zij **vrouwelijke genitale verminking (hierna: VGV) type III** – zijnde een infibulatie – heeft ondergaan. In dit medisch attest wordt aangegeven dat de voorgestelde behandeling, een desinfibulatie, met verzoekster werd besproken.

*In casu* kan de VGV, waarvan verzoekster het slachtoffer is, als vervolging worden gekwalificeerd.

De Raad wijst op artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet.

Aangezien verzoekster aldus reeds het slachtoffer was van, wat kan worden gekwalificeerd als een daad van vervolging, dient te worden aangenomen dat deze omstandigheid een duidelijke aanwijzing vormt dat de vrees voor vervolging gegrond is, tenzij er goede redenen zijn om aan te nemen dat die vervolging zich niet opnieuw zal voordoen. In deze past het dan ook om de beschikbare landeninformatie, aangaande infibulatie en het risico op herinfibulatie, van naderbij te bestuderen.

De Raad baseert zich op de EUAA Country Guidance: Somalia van augustus 2023 en analyseert de landeninformatie. In het kader van een risico-analyse van de redelijke mate van waarschijnlijkheid voor een verzoekster om bij terugkeer naar Somalië opnieuw te worden blootgesteld aan vervolging, dringt zich een individueel onderzoek op, waarbij onder meer rekening moet worden gehouden met risicobepalende factoren, zoals de leeftijd, de familiale status, het type van de reeds ondergane VGV, de familiale houding ten overstaan van VGV, enzovoort (EUAA “Country guidance: Somalië”, augustus 2023, p. 124). Vervolging van personen die onder dit profiel vallen kan plaatsvinden omwille van het behoren tot een specifieke sociale groep, dan wel om omwille van religieuze redenen.

Er staat *in casu* niet ter betwisting dat verzoekster een infibulatie (VGV type III) heeft ondergaan. Evenmin staat ter betwisting dat verzoekster op heden nog een desinfibulatie heeft ondergaan. Ter terechtzitting werd hieromtrent bevraagd, waarbij zij aangeeft dat zij graag een desinfibulatie wenst te ondergaan en dat zij op de wachtlijst is geplaatst. Zij kan evenwel geen bewijsstuk voorleggen van de omstandigheid dat zij op een wachtlijst staat. **Verzoekster herhaalt**, zoals zij tevens reeds in haar persoonlijk onderhoud en in haar verzoekschrift heeft opgeworpen, **dat zij de eigenlijke desinfibulatie echter slechts wil laten verrichten, indien zij zekerheid heeft dat zij niet terug dient te keren naar Somalië**. Zij geeft aan dat, indien zij een desinfibulatie laat uitvoeren en vervolgens terugkeert naar Somalië, zal worden blootgesteld aan stigmatisering en zichzelf bloot zal stellen aan een reëel risico om opnieuw een re-infibulatie te moeten ondergaan. De aanwezige raadvrouw stelt hierbij dat assistenten van opvangcentra en behandelende dokter om deze reden ook vaak adviseren om te wachten met een desinfibulatie. Aldus dient de Raad vast te stellen dat verzoeksters verklaringen blijken geven van een **uitdrukkelijke wens om een desinfibulatie** te ondergaan, maar dat verzoekster zich op heden **laat tegenhouden wegens een vrees om bij een terugkeer naar Somalië een re-infibulatie te moeten ondergaan**. Rekening houdend met de hierboven besproken landeninformatie, acht de Raad deze **vrees aannemelijk** en betreft dit *in casu* een aannemelijke reden waarom verzoekster nog niet gedesinfibuleerd is. De Raad wijst er in deze op dat de **commissaris-generaal ook de mogelijkheid heeft om, na de erkenning van de vluchtelingenstatus, verzoeksters dossier op te volgen en eventueel kan nagaan of verzoeksters toekomstige gedragingen in lijn liggen met de vrees voor vervolging**. De Raad slaagt verder acht op verzoeksters leeftijd, wat inhoudt dat zij bij een terugkeer nog geschikt kan worden geacht om te huwen en kinderen te krijgen. Zoals uit de landeninformatie blijkt, houden dergelijke omstandigheden een risico in om te worden gedesinfibuleerd en vervolgens opnieuw te worden onderworpen aan een re-infibulatie.

In het licht van de beschikbare landeninformatie, tezamen bekeken met de objectieve medische gegevens die in huidige zaak voorliggen, evenals de persoonlijke omstandigheden van verzoeksters zaak, oordeelt de Raad dat er *in casu* geen goede redenen zijn om aan te nemen dat verzoekster niet opnieuw zal worden onderworpen aan de reeds ondergane daad van vervolging. Er is derhalve voldoende reden om toepassing te maken van artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet. De overwegingen in de bestreden beslissing en de verweernota staan niet toe hier anders over te oordelen. In het licht van de landeninformatie, acht de Raad verzoekers vrees niet louter hypothetisch. Het gegeven dat de commissaris-generaal geen geloof hecht aan verzoeksters familiale en persoonlijke omstandigheden, evenals aan



haar vluchtrelaas, volstaat evenmin. Hoewel dit volgens de EUAA een relevante risicobepalende omstandigheid kan uitmaken, blijkt uit de Country Guidance – dat slechts een exemplatieve opsomming van elementen verschaft – geenszins dat het onontbeerlijk is om hierover duidelijkheid te hebben. De Raad herhaalt dat uit de beschikbare landeninformatie blijkt dat VGV in Somalië een universeel en wijdverspreid gegeven is, waarbij noch de geografie, noch de sociaaleconomische omstandigheden, noch de clanaffiliatie een doorslaggevende invloed heeft. Uit de beschikbare landeninformatie blijkt verder dat een verzoekster zich niet kan beroepen op de Somalische overheid, de religieuze leiders, de clanauthoriteiten of ngo's voor bescherming.

De Raad kent verzoekster de vluchtelingenstatus toe.

# CCE arrêt 310264 du 18/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Afghanistan**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

*In casu* blijkt dat verzoeker bij het verlaten van Afghanistan ongeveer **vijftien jaar** was en bij het indienen van zijn beschermingsverzoek op 13 oktober 2022 16 oud was. Verzoeker is intussen 18 jaar oud. Verzoeker verblijft sinds oktober 2022 in België, dit is ondertussen al bijna twee jaar. Gelet op zijn jonge leeftijd bij aankomst in België heeft verzoeker een groot deel van zijn puberteit, een belangrijke en bijzondere fase in de ontwikkeling van een jongere, in België doorgebracht. Deze vormende jaren zijn essentieel in het vormen van een wereldbeeld en het aannemen van waarden en normen, waardoor hij zich, gelet op de blootstelling aan de Belgische samenleving, onbewust “westerse” gedragingen en kenmerken eigen kan hebben gemaakt.

Uit de stukken neergelegd bij het CGVS, het verzoekschrift en de aanvullende nota, evenals de verklaringen ter terechtzitting, blijkt dat verzoeker OKAN onderwijs volgt, de Nederlandse taal beheerst, studentenjobs uitoefent, vrijwilligerswerk heeft gedaan in een speelpleinwerking, twijfelt over zijn geloof, zich geen vragen stelde bij begeleiding door vrouwen en verzoeker een verhoogde kwetsbaarheid vertoont vanwege een psychologische problematiek (paniekaanvallen).

De Raad stelt *in casu* vast dat, niettegenstaande **verweerder** in de bestreden beslissing tevens verzoekers levensomstandigheden en netwerk in Afghanistan mee in rekening heeft gebracht, bij de beoordeling van verzoekers (vermeende) verwestering **voornamelijk** de **nadruk** wordt gelegd op de **bevindingen uit het verslag van 10 november 2023 van de New Media Unit** van het CGVS inzake een onderzoek naar de sociale media van verzoeker teneinde te concluderen dat verzoeker geen risico op vervolging vanwege een (gepercipieerde) verwestering aannemelijk maakt. In de bestreden beslissing kan dienaangaande als volgt worden gelezen: *“Het CGVS wijst er voorts op dat u zichzelf omschrijft als een soennitisch moslim van pathaanse origine (CGVS, p. 5) en dat u de pasjtouse taal beheerst. En hoewel u beweert dat u op sociale media enkel kijkt en zelf niets post alsook dat u er nooit contacten op hebt (CGVS, p. 22), blijkt uit onderzoek van uw sociale media uitgevoerd tussen 8 november 2023 en 10 november 2023 (zie NMU2023-196 Check sociale media – 22/26054) wel degelijk dat u er verschillende profielen op nahoudt en dat u hierop regelmatig te zien bent in traditionele Afghaanse kledij, dat u er meestal in het Pasjtoe communiceert en dat uw netwerk grotendeels bestaat uit andere Afghaanse personen. Deze vaststelling ondermijnt uw algemene geloofwaardigheid en aldus evenzeer de geloofwaardigheid van uw motieven. Daarnaast vertoont u op verschillende foto's en in video's kenmerken die eigen zijn aan de subcultuur van Afghaanse bendes. Zo poseert u samen met andere Afghanen in traditionele kledij, draagt u een pakol en/ of een vissersjasje, maakt u handgebaren zoals het opsteken van de wijsvinger of het maken van een vuist en gebruikt u emoji's en cijfers die binnen deze subcultuur gangbaar zijn. De personen waarmee u interageert op TikTok, alsook personen uit uw breder onlinenetwerk vertonen veelal dezelfde kenmerken. Met enkele van deze personen blijkt u ook in het echte leven contact te hebben. Uit informatie waarover het CGVS beschikt (zie de **COI Focus België- Afghaanse bendes en sociale media van 11 september 2023**), blijkt dat er in België diverse Afghaanse criminele bendes actief zijn, dewelke betrokken zijn bij mensensmokkel, drugshandel en seksueel misbruik. Deze bendes gebruiken verschillende sociale mediakanalen om het bendeleven en betrokkenheid bij bendes te verheerlijken, te tonen hoeveel macht een bende heeft en (meer) bekendheid te verwerven door dreigingen te uiten of beelden te delen van deelname aan criminele feiten. Daarnaast delen bendes ook online informatie met elkaar of zetten zij sociale media in bij het plegen van criminele feiten. Sociale media worden niet enkel gebruikt om te communiceren, maar ook om zich te profileren. Naast het vermelden van specifieke cijfers en termen in hun profielnamen en bij video's, vertonen personen die zichzelf associëren met een groep of bende een aantal gemeenschappelijke kenmerken. Deze kenmerken hebben onder meer betrekking op de vormgeving van de profielen, het gedrag en de inhoud die de verzoekers en hun netwerk delen op sociale mediaprofielen. Opvallend hierbij zijn de verwijzingen naar Afghanistan en de Afghaanse cultuur, dit in de vorm van het dragen van traditionele kledij, het voorkomen van Afghaanse gewoontes en gedragingen en het verwijzen naar de Afghaanse veiligheidsdiensten en locaties in Afghanistan. De subcultuur van de bendeleden lijkt op die manier sterk verweven te zijn met de cultuur van hun herkomstland. Uit de beschikbare informatie blijkt verder dat lidmaatschap van een Afghaanse bende verschillende vormen kan aannemen, gaande van sympathieën voor of verheerlijking van deze bendes tot een leidinggevende rol in deze bendes. Verschillende leden van Afghaanse bendes verwijzen naar een specifieke bende en/of hun rol daarbinnen in hun gebruikersnaam, profielnaam of in het bijschrift op hun onlineprofiel op TikTok (en soms ook op Instagram of Facebook). Personen met een vooraanstaande rol in een Afghaanse bende vallen in bepaalde situaties ook op door hun gebruikersnaam die hun leidinggevende positie bevestigt. Ook de manier waarop bepaalde*

*figuren in beeld worden gebracht, al dan niet in combinatie met het gebruik van symbolen, kan duidelijkheid scheppen over iemands positie in een Afghaanse bende. Leiders worden regelmatig in beeld gebracht in typerende fotocollages op de TikTok-profielen van andere bendeleden. Daarnaast zijn er ook personen die omwille van hun interacties en netwerk in verband kunnen worden gebracht met Afghaanse bendes, maar vermoedelijk geen deel uitmaken van een specifieke groep. Zij reageren op berichten van bendeleden of delen beeldmateriaal waarin zij, net zoals vooraanstaande figuren, zichtbare kenmerken tonen die eigen zijn aan de subcultuur van Afghaanse bendes. Het kan gaan over beelden in militaire of traditionele -Afghaanse kledij, beelden van gevechtsbewegingen of beelden met emoji's die macht of geweld uitstralen. Hun netwerk is in de meeste gevallen echter kleiner, ze poseren veelal alleen of op afgelegen plaatsen en komen niet voor in bovengenoemde collages. Het gegeven dat er op uw sociale media verschillende foto's en video's zijn terug te vinden waarin u kenmerken vertoont die eigen zijn aan de subcultuur van Afghaanse bendes, volstaat dan ook niet om te besluiten dat u lid bent van een Afghaanse criminele bende. Echter, uit de beschikbare informatie blijkt dat de Afghaanse bendes sterk verweven zijn met de traditionele Afghaanse cultuur. Uw activiteiten op sociale media bevestigen dan ook dat er niet kan worden aangenomen dat u, na een verblijf van een jaar en enkele maanden in België, totaal vervreemd zou zijn van de Afghaanse waarden en normen waarin u bent opgegroeid en zich deze niet meer eigen zou kunnen maken bij terugkeer, integendeel."*

De Raad merkt op dat deze overwegingen in de bestreden beslissing niet kunnen overtuigen. Daargelaten de vraag waarom de commissaris-generaal meent te kunnen verwijzen naar een link tussen de Afghaanse bendes – die zich blijkens de gevoegde landeninformatie bezighouden met zeer ernstige criminele feiten, zoals druggerelateerd geweld, kindermisbruik, foltering, e.d. – en de traditionele Afghaanse cultuur, wijst de Raad op het volgende. Er kan **niet worden ingezien waarom een zekere link met de traditionele Afghaanse cultuur** – die ook niet gelijkloopt met de Afghaanse cultuur, onder talibanbewind – **ipso facto uitsluit dat verzoekers verblijf in België**, de eventueel ontwikkelde levensstijl en/of blootstelling aan de alhier geldende normen en waarden, ertoe zouden kunnen leiden dat hij bij **terugkeer** naar Afghanistan met een redelijke mate van waarschijnlijkheid door de traditionele Afghaanse maatschappij en de taliban zal worden **gepercipieerd als verwesterd** én zal worden gevisieerd/vervolgd. Dat verzoeker nog een **verbondenheid** voelt met het land waar hij is opgegroeid en dat hij op minderjarige leeftijd diende te verlaten, **sluit niet uit** dat hij, gelet op zijn traject in België tot nu toe en de blootstelling aan de Belgische samenleving via onder meer zijn opleiding en zijn verblijf, (onbewust) gedragingen en kenmerken eigen heeft gemaakt, die hem in de negatieve aandacht van de taliban kunnen brengen. De conclusie dat "*Uw activiteiten op sociale media bevestigen dan ook dat er niet kan worden aangenomen dat u, na een verblijf van een jaar en enkele maanden in België, totaal vervreemd zou zijn van de Afghaanse waarden en normen waarin u bent opgegroeid en zich deze niet meer eigen zou kunnen maken bij terugkeer, integendeel*" gaat dan ook **voorbij** aan de **overige concrete elementen** in verzoekers zaak, zoals weergegeven in de voorgaande punten, zo ook onder meer de door de voormalige voogd en het opvangcentrum opgeworpen **twijfels van verzoeker omtrent zijn religie**. Al de elementen die verzoekers zaak kenmerken dienen zorgvuldig te worden afgewogen in een **globale beoordeling**. Minstens treedt de Raad verzoeker bij, waar hij het **onzorgvuldig** acht dat de commissaris-generaal hem niet de mogelijkheid heeft gegeven om hieromtrent zijn standpunt kenbaar te maken. De Raad dient vast te stellen dat het verslag van de New Media Unit van het CGVS dateert van 10 november 2023, aldus van na het persoonlijk onderhoud. Verzoeker werd naar aanleiding van voormeld verslag **niet opnieuw gehoord**, niettegenstaande dat hij op dat ogenblik ook nog minderjarig was. Alvorens conclusies te trekken omtrent activiteiten van een tiener/jongvolwassene – verzoeker was nog minderjarig gedurende de gehele onderzoeksperiode van de New Media Unit – op sociale media, is het aangewezen om verzoeker te horen over deze bevindingen, teneinde een context en globaal beeld te kunnen verkrijgen. Dit geldt **te meer**, aangezien in het verslag wordt aangegeven – en dit wordt ook in de bestreden beslissing meegenomen – dat er **een evolutie merkbaar is sinds 2022**, daar waar verzoeker zich initieel beperkte tot het posten van gewone foto's en video's, hij steeds meer gebruik maakte van filters, muziek, hashtags, emoji's en cijfers, die gelinkt worden aan de Afghaanse bendes. De Raad benadrukt dat de commissaris-generaal ook niet aanwezig was ter terechtzitting, zodat zij ook niet meer duiding kon verschaffen omtrent de gedane bevindingen.

De Raad meent dat er *in casu* sprake is van persoonlijke omstandigheden die een impact kunnen hebben op de beoordeling van de beschermingsnood van verzoeker, doch dat de in de huidige fase van de procedure voorliggende elementen de Raad onvoldoende toelaten om een compleet en correct beeld te krijgen deze omstandigheden, zodat het ook niet mogelijk is om een beoordeling te maken van het risico bij een terugkeer.

De Raad vernietigt de bestreden beslissing.

# CCE arrêt 310238 du 18/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Somalie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

Verzoekende partijen verklaren hun herkomstland, samen met hun grootmoeder R.D.H., te hebben verlaten, vanwege bedreigingen door Al-Shabaab. Verzoekende partijen verklaren dat zij eerst met hun ouders in het dorp Jambaluul hebben gewoond, waarbij zij – nadat hun moeder naar Mogadishu vertrok en hun vader overleed in een explosie – vervolgens in hetzelfde dorp hebben gewoond met hun grootmoeder.

In de bestreden beslissingen wordt gesteld dat geen geloof wordt gehecht aan de recente herkomst van de verzoekende partijen uit het dorp Jambaluul.

De Raad benadrukt vooreerst dat inzake verzoekende partijen, als niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, bij de beoordeling van hun verzoek om internationale bescherming ook rekening dient te worden gehouden met het principe van het hoger belang van het kind.

*In casu* blijkt dat eerste, tweede en derde verzoekende partij bij het verlaten van Somalië en bij het indienen van hun beschermingsverzoeken respectievelijk ongeveer 13, 12 en 8 jaar oud waren en bij het indienen van hun beschermingsverzoeken Verzoekende partijen hebben heden respectievelijk de leeftijd van 15, 14 en 10 jaar.

De Raad merkt op dat uit de bestreden beslissingen blijkt dat de **grootmoeder** van verzoekende partijen de **vluchtelingenstatus** werd toegekend. Dit blijkt ook uit de door verzoekende partijen neergelegde aanvullende nota, waarin zowel de erkenningsbeslissing van de grootmoeder wordt gevoegd, als de erkenningsbeslissing van wie verzoekende partijen stellen dat dit hun tante is. Over de erkenningsbeslissing van de tante wordt in de bestreden beslissingen niet gesproken. (...)

De Raad dient vast te stellen dat er zich in het rechtsplegingsdossier **geen enkele informatie** bevindt omtrent het **verzoek** om internationale bescherming van de **grootmoeder** van verzoekende partijen, zodat de Raad ook geen kennis kan nemen van de door haar afgelegde verklaringen. Uit de verklaringen van eerste verzoekende partij blijkt alleszins dat zij steeds heeft verklaard dat zij, nadat haar moeder naar Mogadishu vertrok en haar vader overleed, in Jambaluul heeft gewoond met haar grootmoeder (zie notities persoonlijk onderhoud 1e VzP I, NPO I, p. 11). Zij verklaarde dat zij niet meer precies weet wanneer zij bij haar grootmoeder is gaan wonen, maar dat zij op dat moment nog een jonge leeftijd had en dat zij vele jaren met bij haar grootmoeder heeft gewoond (zie NPO 1e VzP II, p. 3 en 13). Ook tweede verzoekende partij verklaarde dat zij in Jambaluul heeft gewoond met haar grootmoeder (zie NPO 2e VzP, p. 9). Ook derde verzoekende partij verklaarde dat zij steeds bij haar grootmoeder in Jambaluul heeft gewoond en dat zij haar moeder nooit heeft gezien (zie NPO 3e VzP, p. 4). De ter terechtzitting aanwezige voogd van verzoekende partijen verduidelijkt dat de grootmoeder van de kinderen gedurende haar verzoek om internationale bescherming ook steeds heeft verklaard dat zij met haar kleinkinderen samenwoonde in Jambaluul. Zoals reeds gesteld, bevinden de stukken van het verzoek om internationale bescherming van de grootmoeder zich niet in het rechtsplegingsdossier, zodat de Raad dit niet kan verifiëren. De commissaris-generaal was ter terechtzitting ook niet aanwezig, zodat er ook geen verduidelijking kon worden verschaft dienaangaande.

In de omstandigheid dat (i) de commissaris-generaal **niet twijfelt aan de verwantschap** tussen verzoekende partijen en hun grootmoeder, (ii) zowel de verzoekende partijen, als hun grootmoeder, **consequent** hebben **verklaard** dat zij **jarenlang** hebben **samengewoond** in Jambaluul, (iii) de verzoekende partijen en hun grootmoeder **tezamen zijn aangekomen** in België en verzoeken om internationale bescherming hebben ingediend en (iv) de commissaris-generaal in hoofde van de **grootmoeder** van verzoekende partij is overgaan tot een **erkenningsbeslissing**, is de Raad niet overtuigd van de overwegingen in de *in casu* bestreden beslissing, op grond waarvan de commissaris-generaal stelt dat de verzoekende partijen niet aannemelijk maken dat zij afkomstig zijn van Jambaluul. De Raad brengt hierbij in herinnering dat de verzoekende partijen **nog zeer jong** waren bij hun vertrek uit Somalië, waarbij van een minderjarige verzoeker **niet eenzelfde graad van medewerking** worden verwacht als van een meerderjarige verzoeker, waarbij er ook rekening moet worden gehouden met het gegeven dat een minderjarige verzoeker minder in staat kan zijn om gedetailleerde verklaringen af te leggen of te begrijpen wat precies van hem wordt verwacht. Dit komt ook naar voor in de notities van het persoonlijk onderhoud van tweede verzoekende partij, die meermaals heeft aangegeven dat hij een bepaalde vraag niet begreep (zie bv. NPO 2e VzP, p. 7, 11, 14). Uit de notities van het persoonlijk onderhoud van eerste



verzoekende partij kan dan weer worden afgeleid dat zij zich **niet geheel op haar gemak voelde**, waarbij zij telkens zeer stil praatte en meermaals moest worden aangemaand om luider te spreken (zie NPO 1e VzP II, p. 4, 7, 11). Ook bij haar persoonlijk onderhoud diende meermaals te worden verduidelijkt wat er precies gevraagd werd (zie NPO 1e VzP I, p. 6, 7, 9 en NPO II, p. 4, 6, 12). Wat betreft de derde verzoekende partij, stelt de commissaris-generaal zelf in zijn beslissing dat wordt verwezen naar de verklaringen van haar broer en zus. Bovendien verklaarde tweede verzoekende partij dat hun grootmoeder hen voornamelijk thuis hield, zodat zij niet veel buiten kwamen. Zij stelde dat dit kwam omdat de kinderen van hun grootmoeder werden afgenomen, waardoor zij angstig was (zie NPO 2e VzP, p. 8). De commissaris-generaal stelt in zijn beslissing dat het in de Somalische context enigszins in twijfel kan worden getrokken dat tweede verzoekende partij niet vaak buiten kwam. Er **blijkt** hierbij evenwel **niet dat de commissaris-generaal bij deze beoordeling rekening heeft gehouden met de beslissing tot de erkenning van de vluchtelingenstatus in hoofde van de grootmoeder**. Ter terechtzitting stelt de aanwezige voogd dat het vluchtrelaas van de grootmoeder daadwerkelijk is gestoeld op het feit dat haar kinderen werden weggenomen. Er liggen aldus indicaties voor dat de uitleg van tweede verzoekende partij aannemelijk kan zijn. De Raad herhaalt andermaal dat hij niet beschikt over de gegevens van het verzoek om internationale bescherming van de grootmoeder, zodat één en het ander niet kan worden geverifieerd.

De Raad merkt anderzijds op dat de commissaris-generaal in zijn beslissingen de verwantschap tussen verzoekende partijen en hun grootmoeder niet in vraag stelt, doch dat evenmin wordt verduidelijkt op grond waarvan de commissaris-generaal deze verwantschap wel aannemelijk acht. De Raad herhaalt dat hij niet beschikt over de informatie van het verzoek om internationale bescherming van de grootmoeder, zodat hij ook niet kan achterhalen of er zich in dit dossier aanwijzingen of verklaringen bevinden om deze verwantschap aan te nemen. De Raad stelt vast dat verzoekende partijen geen documenten hebben overmaakt, waaruit een verwantschap blijkt. Alleszins wanneer zowel de grootmoeder als de kleinkinderen volhouden dat zij tezamen hebben geleefd in Somalië, doch dit blijkens de bestreden beslissingen door de commissaris-generaal niet wordt geloofd, valt noodzakelijkerwijze het verhaal van de levensomstandigheden en het familiaal netwerk van de kinderen in elkaar. De kinderen moeten dan zijn opgegroeid met iemand anders dan hun grootmoeder en op een andere plaats. **In deze omstandigheden dringt er zich een bijkomend onderzoek op naar wat dan wel de precieze levensomstandigheden van deze kinderen zijn.** Mogelijks dringt er zich **tevens een bijkomend onderzoek** op naar de vraag **of deze vaststellingen gevolgen hebben op de geloofwaardigheid van de verwantschap tussen verzoekende partijen en hun grootmoeder**. Waar hierbij van een volwassen verzoeker om internationale bescherming kan worden verwacht dat hij de volle verantwoordelijkheid draagt voor zijn verklaringen, kan van de thans nog zeer jonge minderjarige kinderen niet éénzelfde verantwoordelijkheid worden verwacht. Indien de commissaris-generaal van oordeel is dat de verklaringen van de jonge minderjarige kinderen niet in overeenstemming zijn met de werkelijkheid, dient er te worden verzekerd dat verzoekende partijen voldoende begrijpen dat hun verzoek om internationale bescherming **vertrouwelijk** wordt behandeld en dat zij zich vrij kunnen voelen om alle elementen aan te dragen, **los van enige druk** van wat derden hen eventueel hebben opgedragen te verklaren, **ook desgevallend van de alhier aanwezige familieleden**. De Raad stelt vast dat de *protection officer* tijdens het eerste persoonlijk onderhoud van eerste verzoekende partij weliswaar heeft aangegeven dat *"ik moet eerlijk zeggen dat ik tot nu toe niet overtuigd ben dat je komt van waar je zegt dat je komt. Ik wil herhalen dat het belangrijk is dat je de waarheid spreekt, wat anderen jou ook verteld hebben. Het is nooit te laat om de waarheid te vertellen, dat hoeft geen negatieve gevolgen te hebben"* (zie NPO 1e VzP I, p. 10). De aanwezige voogd voegde hieraan toe dat dit ook geen gevolgen hoeft te hebben voor haar broers. Ook bij aanvang van het tweede persoonlijk onderhoud van eerste verzoekende partij werd herhaald dat het belangrijk is dat zij de waarheid vertelt en dat dit niet wilt zeggen dat zij minder kans zou maken om hier te mogen blijven (zie NPO 1e VzP II, p. 3). Laatgenoemde vermelding werd tevens gemaakt in het persoonlijk onderhoud van tweede verzoekende partij (zie NPO 2e VzP, p. 5). Deze enkele verwijzing naar de mogelijkheid om alsnog de waarheid te spreken kan niet worden beschouwd als een afdoende poging om een voldoende veilige omgeving voor verzoekende partijen te creëren, waarin zij ervan overtuigd kunnen zijn dat zij in alle vrijheid hun verklaringen kunnen afleggen en desgevallend kunnen ingaan tegen instructies die zij van een andere volwassene hebben gekregen. De Raad kan, **gelet op de kwetsbaarheid van de jonge minderjarige kinderen, dan ook de beoordeling van de commissaris-generaal niet bijtreden dat verzoekende partijen duidelijk niet hebben voldaan aan de medewerkingsplicht en al helemaal niet** de beoordeling dat: *"Desondanks het feit dat het CGVS jou uitgebreid de kans heeft geboden hierover klaarheid te scheppen, blijf je ook na confrontatie met de bevindingen van het CGVS volharden in jouw verklaringen, dit in weerwil van de plicht tot medewerking die op jouw schouders rust. Door jouw gebrekkige medewerking op dit punt verkeert het Commissariaat-generaal in het ongewisse over waar je voor jouw aankomst in België in Somalië of elders leefde, onder welke omstandigheden, en om welke redenen je jouw werkelijke streek van herkomst verlaten hebt. Door bewust de ware toedracht op dit punt, dat de kern van jouw asielaanvraag raakt, te verzwijgen maak je bijgevolg niet aannemelijk dat je bij een terugkeer naar Somalië een reëel risico op ernstige schade loopt."*. Aangezien de *protection officer* onvoldoende oog heeft gehad voor het creëren van een vertrouwelijke en veilige omgeving, kan de Raad in deze stand van het geding niet vaststellen dat de minderjarige kinderen duidelijk niet hebben voldaan aan hun plicht tot medewerking.

De Raad meent dat de commissaris-generaal, gelet op het voorgaande, zijn onderzoeks- en samenwerkingsplicht *in casu* te beperkend heeft ingevuld.



De Raad vernietigt de bestreden beslissing.

# CCE arrêt 310243 du 18/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Palestine**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Demande ultérieure**  
composition du siège  
**1 juge**

" [A] la lecture des dossiers administratifs et de procédure, ainsi qu'après avoir entendu les parties à l'audience du 26 juin 2024, le Conseil constate qu'il n'est pas contesté que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (ci-après dénommé « UNRWA ») (...).

Selon l'enseignement de la CJUE (El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, 19 décembre 2012, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, devenu l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a, de la directive 2011/95 du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), «*il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...]* » (§ 55), «*c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission (§ 56), « c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer » (§ 57) et « les termes [...] [de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a, seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission » (§ 58).*

Il n'est pas soutenu en l'espèce que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est dès lors de déterminer, conformément aux enseignements précités de la CJUE, si un évènement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

Tout d'abord, il est de notoriété publique que l'UNRWA, qui se trouvait déjà dans une situation difficile avant l'attaque du Hamas contre Israël du 7 octobre 2023, est, en raison de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza, placé dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance dans cette région.

Ensuite, par référence à la note complémentaire du 26 juin 2024 (...), il ressort que l'UNRWA connaît d'importants problèmes financiers qui l'ont contraint à diminuer ou à revoir son assistance. Or l'impossibilité pour l'UNRWA d'accomplir sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance a déjà été établie par le Conseil avant le conflit qui a éclaté en octobre 2023 (...). Dans sa note complémentaire précitée, le requérant démontre que la situation a empiré depuis (...). Il cite à l'appui de son argumentation de nombreuses sources récentes, faisant notamment référence aux publications sur le site de cette institution (...).

A l'audience, la partie défenderesse indique avoir reçu la note complémentaire du requérant. Elle ne formule à cet égard aucune observation.

Le Conseil rappelle que la clause d'exclusion prévue à l'article 1<sup>er</sup>, section D, de la Convention de Genève doit, comme les autres clauses d'exclusion qu'elle énonce, être interprétée de façon stricte (voir l'arrêt El Kot et consorts, précité, § 47). Il ne peut dès lors pas être déduit de cette disposition que la cessation des activités de l'UNRWA devrait être définitive ou totale pour que le requérant puisse bénéficier de plein droit du régime de la Convention de Genève. Le seul constat qu'au jour où le Conseil statue, l'UNRWA, d'une manière générale, est placé dans l'impossibilité d'accomplir sa mission, suffit à conclure que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié, même si cette cessation n'a pas nécessairement un caractère définitif et total.

Par ailleurs, dès lors que l'article 1<sup>er</sup>, section D, de la Convention de Genève indique que cette cessation est susceptible d'intervenir « pour une raison quelconque », le Conseil estime qu'outre les problèmes financiers de l'UNRWA, tels

qu'étayés par la note complémentaire du requérant, les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (également étayées par la note complémentaire précitée) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza, elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

Au surplus, il ne ressort nullement des éléments du dossier que le requérant relèverait d'une autre clause d'exclusion que celle prévue à l'article 1er, section D, de la Convention de Genève.

Il convient dès lors de réformer la décision attaquée et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1er, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève."

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Afghanistan**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

**VRM - Afghanistan - vernietiging - nieuw element: psychologisch attest door psychotraumatoloog/ klinisch psycholoog, die verzoeker verschillende maanden heeft opgevolgd, met wekelijks psychologische sessies - verhoogd risicoprofiel - landeninformatie: “persons living with disabilities and persons with severe medical issues” - De Raad kon op zitting vaststellen dat verzoeker apart en opvallend gedrag vertoont, dat kadert in een mentale problematiek - mentale gezondheid dient ook meegenomen te worden in beoordeling van de geloofwaardigheid - verzoekers vader was een leerkracht Engels - vader is vermoord - problemen met daesh - Nangarhar: aanwezigheid van taliban en ISKP - gepercipieerde verwestering - nagaan of verweerders beoordeling aangaande verzoekers risicoprofiel, gezien zijn apart gedrag, zijn mentale problematiek, het verblijf in het Westen gedurende vier jaar, als zoon van een leerkracht in een publieke school en afkomstig uit Nangarhar nog staande kan blijven - bijkomend onderzoek nodig**

5.1. Ten eerste blijkt dat verzoeker nieuwe concrete elementen heeft voorgelegd, waaronder een psychologisch attest van 3 april 2024, dat werd opgesteld na onderzoek van verzoeker door een psychotraumatoloog/klinisch psycholoog die verzoeker verschillende maanden heeft opgevolgd, met wekelijkse psychologische sessies. Hierin wordt gewag gemaakt van angsten, herbelevingen, nachtmerries en een extreem wantrouwen ten aanzien van de ander. Ook aan de psycholoog heeft verzoeker verklaard dat zijn vader werd vermoord door de taliban. Vervolgens blijkt dat verzoeker diende opgenomen te worden in Carda op 5 februari 2024, een speciaal opvangcentrum voor verzoekers om internationale bescherming die mentaal lijden, zoals omschreven in het attest van de directrice van 22 maart 2024. Ook al kunnen de documenten geen zekere link aantonen tussen de problemen die verzoeker stelt te hebben ondergaan in Afghanistan en de symptomen beschreven door de klinisch psycholoog/ psychotraumatoloog, tonen ze zonder twijfel een vergrote kwetsbaarheid aan in hoofdte van verzoeker waarmee rekening moet worden gehouden. De Raad kan verzoekers raadsman in de aanvullende nota dan ook volgen waar hij stelt dat hiermee rekening moet worden gehouden als verhoogd risicoprofiel op zich en ook in het kader van de beoordeling van de geloofwaardigheid van de verklaringen van verzoeker in het licht van de gegrondheid van de vrees voor vervolging of het reëel risico op ernstige schade in geval van terugkeer naar Afghanistan.

Wat betreft het verhoogd risicoprofiel kan de Raad er immers geen abstractie van maken dat uit de Country Guidance: Afghanistan van januari 2023, waarnaar in de bestreden beslissing wordt verwezen, blijkt dat onder het hoofdstuk aangaande “refugee status” melding wordt gemaakt van “persons living with disabilities and persons with severe medical issues”. [...]

Uit het voorgaande blijkt dat personen met ernstige medische issues, inclusief mentale problemen, vaak worden gestigmatiseerd en dat hun toestand soms wordt beschouwd als het “gevolg van Gods wil”. Mishandeling van deze mensen is voorgekomen. Er wordt aangehaald dat terugkeerders met mentale problemen extra kwetsbaar zijn, zoals de raadsman van verzoeker in de aanvullende nota ook aanstipt. Hierbij stelt het rapport dat bij de individuele beoordeling of er sprake is van een redelijke graad van waarschijnlijkheid dat de betrokkene vervolging zal ondergaan risico-bepalende omstandigheden moeten in rekening worden gebracht, zoals de aard en zichtbaarheid van de aandoening, de negatieve perceptie door de familie, etc.

[...]

De Raad is evenwel geconfronteerd met de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting om dienaangaande een grondige beoordeling te kunnen maken. De Raad kon op zitting wel vaststellen dat verzoeker apart en opvallend gedrag vertoont, dat kadert in een mentale problematiek.

De Raad overweegt bijgevolg dat het aan verweerder toekomt, die overigens niet aanwezig was ter zitting, om een onderzoek te doen naar de gegrondheid van de vrees in geval van terugkeer naar Afghanistan omwille van de staat van zijn mentale gezondheid en het risicoprofiel dat eruit voortvloeit, rekening houdend met de landeninformatie die werd neergelegd door verweerder en met het specifiek profiel van verzoeker, waaronder de ernst van zijn symptomen zoals beschreven door de klinisch psycholoog/ psychotraumatoloog en zijn gedrag sedert zijn aankomst in België. Anderzijds

kan de Raad verzoekers raadsman in de aanvullende nota verder ook volgen dat de mentale situatie, die thans gedocumenteerd is, mee moet betrokken worden in de beoordeling van de geloofwaardigheid van verzoekers verklaringen, nu het attest gewag maakt van herbelevingen, nachtmerries, angsten en hij ook bij de psychotraumatoloog/klinisch psycholoog over de moord op zijn vader heeft gesproken [...].

In die context stelt de Raad vast dat uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt dat verweerder uitdrukkelijk niet betwist dat verzoeker zijn vader een lerarenopleiding volgde en langdurig als leerkracht werkte onder de vorige overheid. [...] Hieruit blijkt dat verzoeker zijn vader dus als leerkracht werkte voor de publieke overheid voor de machtsovername. Verzoeker verklaarde eveneens dat zijn vader onder meer Engels onderwees. [...] Ook al scheppen de verschillende bronnen geen eenduidig beeld aangaande de mate waarin familieleden van vroeger overheidspersoneel ook gevisieerd worden, blijkt wel dat volgens UNAMA het evident is dat ook familie van vroeger overheidspersoneel wordt gevisieerd (EUAA Afghanistan, targeting of individuals, augustus 2022, p. 81) Uit de voorgaande EUAA Country Guidance blijkt onder meer dat Engels wordt beschouwd als de taal van de afvalligen en dat de taliban daarvoor agressief optreedt. Leerkrachten werden geïntimideerd en kregen doodsb bedreigingen, of doken onder. Verschillende bomaanslagen waren ook gericht tegen scholen, waaronder in Nangarhar, waar verzoeker van afkomstig is en in Kaboel. Ook ISKP was voor verschillende aanvallen verantwoordelijk. Bijkomend stelt de Raad vast dat verweerder de vervolgingsfeiten over zijn vader, die verzoeker heeft aangehaald in 2015 niet in twijfel trekt, met name dat zijn vader samen met andere leerkrachten meegenomen werd door Daesh en dat ze met zijn vader en andere leerkrachten langs verschillende dorpen gingen om aan inwoners te tonen dat leerkrachten door hen bestraft werden. Verzoeker verklaarde dat zijn vader die dag nog door tussenkomst van dorpsouderen werd vrijgelaten en hij vervolgens gedurende 3 à 4 maanden thuis bleef omdat de scholen na de komst van Daesh gesloten waren. Hij verklaarde eveneens dat toen de overheid de controle herwon en checkpoints werden geopend in zijn streek, zijn vader opnieuw begon met lesgeven. Verzoeker verklaarde dat zijn vader dan in april 2020 opnieuw werd opgepakt en hij werd vermoord. Uit de bestreden beslissing blijkt dat verweerder niet begrijpt waarom Daesh of de taliban pas na 4 of 5 jaar opnieuw zou overgaan tot een ontvoering van de vader, terwijl verzoeker verklaart dat zijn vader in de tussentijd geen bedreigingen meer ontving en hij als leerkracht opnieuw werkte. Verweerder acht het niet coherent en ongeloofwaardig dat zijn vader jarenlang met rust werd gelaten door Daesh om dan opnieuw ontvoerd te worden. [...]

5.3. Wat wel blijkt uit de EUAA Country Guidance Afghanistan van januari 2023 is dat thans in Nangarhar de terroristische organisatie in verhoogde mate aanwezig is. ISKP is een transnationale salafistisch-jihadistische organisatie die door de Verenigde Naties als terroristische organisatie is aangemerkt. [...]

Uit de objectieve landeninformatie, die verweerder heeft gevoegd, blijkt heden niet dat in het algemeen kan worden gesteld dat voor elke Afghaan die terugkeert uit Europa louter omwille van zijn verblijf aldaar een gegronde vrees voor vervolging kan worden aangenomen. Wel kunnen volgende risicoprofielen worden aangeduid:

- (1) personen "die de religieuze, morele en/of sociale normen hebben overschreden", dan wel hiervan worden beticht, ongeacht of deze handelingen of gedragingen plaatsvonden in Afghanistan, dan wel in het buitenland en;
- (2) personen die "verwesterd" zijn, of als dusdanig worden gepercipieerd omwille van, bijvoorbeeld, hun activiteiten, gedrag, uiterlijk en geuite meningen, dewelke kunnen worden gezien als niet-Afghaans of niet-islamitisch, waarbij dit tevens doelt op personen die terugkeren naar Afghanistan, na een verblijf in westerse landen.

Niet elke Afghaan die terugkeert uit Europa zal worden toegedicht dat hij de religieuze of sociale normen heeft overschreden. Het komt aan verzoeker toe concreet aan te tonen dat hij zal worden beschouwd als een persoon die de religieuze, morele of sociale normen heeft overschreden. Beide risicoprofielen kunnen in een zekere mate met elkaar overlappen. [...]

Waar verweerder in de bestreden beslissing motiveert dat er uit verzoeker zijn verklaringen en uit de beoordeling ervan niet blijkt dat verzoeker voor de komst naar België in de specifieke negatieve aandacht stond van de taliban kan de Raad dit niet zonder meer bevestigen zonder dat de geloofwaardigheid van de verklaringen van verzoeker wordt onderzocht rekening houdend met de nieuwe elementen die wijzen op zijn mentale problematiek en met objectieve informatie die momenteel niet voorligt. Waar verweerder ook motiveert dat niet blijkt dat verzoeker een specifiek profiel heeft dat het risico loopt door de taliban te worden vervolgd, kan de Raad dit ook niet zonder bijkomend onderzoek volgen en lijkt het nodig na te gaan of die beoordeling gezien zijn apart gedrag, zijn mentale problematiek, het verblijf in het Westen gedurende vier jaar, als zoon van een leerkracht in een publieke school en afkomstig uit Nangarhar nog staande kan blijven. Het komt aan verweerder toe om een globaal gepersonaliseerd onderzoek van het geheel van de elementen te verrichten, rekening houdend met al het voorgaande.

Concluderend stelt de Raad dat gezien de limieten van een bevraging ter zitting en de nood aan een globaal onderzoek van de risicobepalende elementen, zoals in het onderhavige arrest is benadrukt, hij niet beschikt over alle noodzakelijke elementen om met kennis van zaken te oordelen over de eventuele nood aan internationale bescherming omwille van een negatieve perceptie door de taliban, die in bepaalde gevallen de graad bereikt van vervolging zoals bepaald in de Vluchtelingenconventie of van ernstige schade zoals bepaald in de definitie van subsidiaire bescherming. Ook om de geloofwaardigheid van het grondconflict te kunnen beoordelen, ontbreekt het de Raad aan voldoende landeninformatie.



Gelet op wat voorafgaat en gelet op het gegeven dat hij niet de nodige onderzoeksbevoegdheid heeft, ontbreekt het de Raad heden aan essentiële elementen om te komen tot de in artikel 39/2, § 1, tweede lid, 1° van de Vreemdelingenwet bedoelde bevestiging of hervorming zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen te moeten bevelen. Bijgevolg dient de bestreden beslissing te worden vernietigd overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° van de Vreemdelingenwet.

# CCE arrêt 310248 du 18/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Palestine**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**  
composition du siège  
**1 juge**

"[A] la lecture des dossiers administratif et de procédure, ainsi qu'après avoir entendu les parties à l'audience du 26 juin 2024, le Conseil constate qu'il n'est pas contesté par la partie défenderesse que le requérant est un apatride palestinien originaire de la bande de Gaza qui bénéficiait de l'assistance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (ci-après dénommé « UNRWA ») (...).

Selon l'enseignement de la CJUE (El Kott et autres c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, 19 décembre 2012, affaire C-364/11) relatif à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004, devenu l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2011/95 du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), *«il est [...] nécessaire de préciser dans quelles conditions l'assistance fournie par l'UNRWA pourrait être considérée comme ayant cessé [...]»* (§ 55), *«c'est non seulement la suppression même [...] [de l'UNRWA] qui implique la cessation de la protection ou de l'assistance fournie par cet [...] [office] mais également l'impossibilité pour cet organisme ou cette institution d'accomplir sa mission (§ 56), «c'est avant tout l'assistance effective fournie par l'UNRWA et non l'existence de celui-ci qui doit cesser pour que la cause d'exclusion du statut de réfugié ne trouve plus à s'appliquer» (§ 57) et «les termes [...] [de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, a, seconde phrase,] peuvent être lus comme [...] visant [...] des événements qui concernent l'UNRWA directement, tels que la suppression de cet organisme ou un événement le plaçant, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir sa mission» (§ 58).*

Il n'est pas soutenu en l'espèce que l'UNRWA aurait cessé d'exister. La question est dès lors de déterminer, conformément aux enseignements précités de la CJUE, si un évènement concernant l'UNRWA directement le place, d'une manière générale, dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance.

Tout d'abord, il est de notoriété publique que l'UNRWA, qui se trouvait déjà dans une situation difficile avant l'attaque du Hamas contre Israël du 7 octobre 2023, est, en raison de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza, placé dans l'impossibilité d'accomplir actuellement sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance dans cette région.

Ensuite, par référence à la documentation annexée à la note complémentaire du 26 juin 2024 (...), il ressort que l'UNRWA connaît d'importants problèmes financiers qui l'ont contraint à diminuer ou à revoir son assistance. Or l'impossibilité pour l'UNRWA d'accomplir sa mission à l'égard des réfugiés palestiniens placés sous son assistance a déjà été établie par le Conseil avant le conflit qui a éclaté en octobre 2023 (...). Dans sa note complémentaire précitée, le requérant démontre que la situation a empiré depuis (...). Il cite à l'appui de son argumentation de nombreuses sources récentes, faisant notamment référence aux publications sur le site de cette institution (...).

Le Conseil rappelle que la clause d'exclusion prévue à l'article 1<sup>er</sup>, section D, de la Convention de Genève doit, comme les autres clauses d'exclusion qu'elle énonce, être interprétée de façon stricte (voir l'arrêt El Kot et consorts, précité, § 47). Il ne peut dès lors pas être déduit de cette disposition que la cessation des activités de l'UNRWA devrait être définitive ou totale pour que le requérant puisse bénéficier de plein droit du régime de la Convention de Genève. Le seul constat qu'au jour où le Conseil statue, l'UNRWA, d'une manière générale, est placé dans l'impossibilité d'accomplir sa mission, suffit à conclure que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié, même si cette cessation n'a pas nécessairement un caractère définitif et total.

Par ailleurs, dès lors que l'article 1<sup>er</sup>, section D, de la Convention de Genève indique que cette cessation est susceptible d'intervenir *«pour une raison quelconque»*, le Conseil estime qu'outre les problèmes financiers de l'UNRWA, tels qu'étayés par la note complémentaire du requérant, les conséquences de la guerre qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza (...) permettent de considérer que la dégradation des conditions de fonctionnement de l'UNRWA dans la bande de Gaza a atteint un niveau tel que, même si cette agence n'a, formellement, pas cessé toute présence à Gaza,

elle se trouve, en pratique, confrontée à des difficultés de fonctionnement à ce point graves que les réfugiés palestiniens ne peuvent, de manière générale, plus compter sur sa protection ou son assistance dans cette zone d'activité.

(...)

Il convient dès lors de réformer la décision attaquée et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant en application de l'article 1<sup>er</sup>, section D, deuxième alinéa, de la Convention de Genève."

# CCE arrêt 310234 du 18/07/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter non fondé

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Arrêt interlocutoire

**Procédure - recevabilité ratione temporis - CCE constate OK => recours envoyé le dernier jour, le 4 août à 23h58 MAIS dans le courrier du greffe à l'OE, était indiqué le 5 août – dans sa NO, la PD développe uniquement une exception d'irrecevabilité ratione temporis et demande la réouverture des débats au cas où la date renseignée sur le courrier du greffe serait inexacte – droits de la défense et principe du contradictoire : la PD doit avoir la possibilité de faire valoir ses observations - réouverture des débats.**

« 2.2.2. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir que « Si par l'impossible Votre Conseil devait estimer que le recours est recevable, la partie défenderesse sollicite la réouverture des débats. De la même manière et s'il devait être constaté que la date renseignée dans le courrier du greffe adressé à la partie défenderesse est erronée, la partie défenderesse sollicite que le recours lui soit à nouveau notifié dans le respect des droits de la défense et afin qu'elle réponde au recours qui aurait été introduit dans le délai légal, quod non in specie, mais lui notifié inadéquatement ».

2.2.3. Le Conseil rappelle que le respect des droits de la défense et du principe du contradictoire implique que les parties aient la possibilité de faire valoir leurs observations de toute question essentielle pour l'issue de la procédure.

Le Conseil estime dès lors, utile de procéder à la réouverture des débats et le renvoi de la présente cause au rôle, afin que la partie défenderesse puisse transmettre ses observations, et ce afin de garantir la contradiction des débats. »

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Côte d'Ivoire**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Bijlage 20 zonder bevel om het grondgebied te verlaten – vernietiging – gezinshereniging met minderjarig Belgisch kind – inreisverbod – K.A. afhankelijkheidstoets – weerlegbaar vermoeden van afhankelijkheid bij samenwoonst – in casu is niet betwist dat verzoeker samenwoont met zijn kind, zodat hij geen stukken diende voor te leggen om de afhankelijkheidsverhouding met het kind aan te tonen**

[Het is niet betwist] dat verzoeker sedert 9 januari 2023 gedomicilieerd staat op hetzelfde adres als zijn partner en zijn op (...) november 2022 geboren kind. Verder wordt ook nergens betwist dat verzoeker daadwerkelijk de vader is van het kind en evenmin dat hij de vaderrol heeft opgenomen.

In de bestreden beslissing wordt gesteld dat verzoeker geen enkel document heeft voorgelegd waaruit blijkt dat er sprake is van een afhankelijkheidsrelatie en dat niet wordt betwist dat het kind enige band heeft met de vader maar dat door haar jonge leeftijd het niet aannemelijk is dat er geen minstens even sterke of zelfs sterkere affectieve relatie zou zijn met de moeder. Dienaangaande moet er echter op worden gewezen dat uit het [C-451/19 en C-532/19 Subdelegación] arrest van het Hof van Justitie blijkt dat indien de ouder-derdelander duurzaam samenwoont met de andere ouder-Unieburger van deze minderjarige, een afhankelijkheidsverhouding in de zin van het KA-arrest op weerlegbare wijze wordt vermoed. In casu diende verzoeker van wie -het weze herhaald- niet wordt betwist dat hij de vader is van het kind en ermee samenwoont- dan ook geen stukken voor te leggen om de afhankelijkheidsverhouding met zijn kind aan te tonen.

De verwerende partij wijst er dan wel op dat uit niets blijkt dat verzoekers partner niet in staat zou zijn om de dagelijkse, emotionele en materiële zorg voor het kind en het toezicht, de opvoeding en de opleiding al dan niet tijdelijk alleen te dragen, maar in de motieven van de bestreden beslissing kan niet gelezen worden dat wordt betwist dat het gezag over het minderjarige kind en de wettelijke en financiële last dagelijks door beide ouders worden gedeeld. Wat de affectieve banden betreft, stelt de verwerende partij dat niet wordt betwist dat het kind enige band heeft met de vader, maar voegt zij daaraan toe dat het, door haar jonge leeftijd, niet aannemelijk is dat het geen minstens even sterke of sterkere affectieve relatie zou hebben met de moeder. Dit is een loutere veronderstelling die niet van aard is om het vermoeden van afhankelijkheid zoals geschetst in de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie in de gevoegde zaken C-451/19 en C-532/19 in de gegeven omstandigheden te weerleggen. De Raad stelt vast dat er geen tegenindicaties voorliggen die het vermoeden van de afhankelijkheidsverhouding tussen verzoeker en zijn kind kan weerleggen, minstens blijken deze niet uit de motieven van de bestreden beslissing.

[...]

Gelet op voorgaande stelt de Raad vast dat de bestreden beslissing niet steunt op motieven waarvan het feitelijk bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die beslissing in aanmerking kunnen worden genomen. Een schending van de materiële motiveringsplicht ligt voor.

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Pérou**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Bijlage 20 zonder bevel om het grondgebied te verlaten – vernietiging – gezinshereniging met NL echtgenoot – huwelijk in Denemarken – weigering erkenning huwelijksakte – “onwettig middel” art. 43 Vw. – onderscheid tussen het omzeilen van het toepasselijke recht (18 WIPR) en het omzeilen van de verblijfswetgeving – huwelijk niet als schijnhuwelijk aangemerkt – de loutere vaststelling dat betrokkenen in Denemarken huwden laat niet toe te oordelen dat een onwettig middel gebruikt werd of dat het huwelijk strijdig is met de Belgische openbare orde**

Verzoekster beoogt met haar aanvraag de gezinshereniging met haar Nederlandse echtgenoot die in België verblijft en legde daartoe een Deense huwelijksakte neer.

De bestreden beslissing steunt op artikel 43, § 1, 1° Vw. Deze bepaling luidt als volgt:

*“De minister of zijn gemachtigde kan de binnenkomst en het verblijf van de burgers van de Unie en hun familieleden weigeren :*

*1° wanneer zij valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten hebben gebruikt, of fraude hebben gepleegd of andere onwettige middelen hebben gebruikt, die hebben bijgedragen tot het verkrijgen van het verblijf;”*

Deze bepaling vormt een omzetting van art. 35 van de Burgerschapsrichtlijn [...]. Voor de toepassing van deze bepaling – en dus ook die van art. 43, § 1, 1° Vw. - dient de beslissing tot weigering van verblijf als familielid van een Unieburger gebaseerd te zijn op een individueel onderzoek van het concrete geval. (HvJ, McCarthy [...])

Uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt niet dat de vwp het huwelijk van verzoekster en de heer S.M. als een schijnhuwelijk heeft aangemerkt. De vwp heeft evenmin geoordeeld dat de voorgelegde huwelijksakte vals of vervalst zou zijn, noch werd er enige vorm van fraude vastgesteld. De vwp weigert wel de aanvraag van verzoekster nu zij gepoogd heeft, door gebruik van een onwettig middel, namelijk een huwelijksakte die werd afgesloten om de Belgische wet te ontduiken, het verblijfsrecht te verkrijgen. Wat betreft deze wetsontduiking verwijst de vwp naar art. 18 WIPR en stelt zij dat *“de vermeende echtgenoten de handeling hebben gesteld zich naar Denemarken te begeven om te huwen zonder dat één van beiden kennelijk een band heeft met Denemarken om op die manier de Belgische procedure van voorgenomen huwelijk met de huwelijksmelding, het daaropvolgende onderzoek en ten slotte de huwelijksluiting of weigering in België te omzeilen”*. De vwp weigert de voorgelegde Deense huwelijksakte dan ook te erkennen. Daarbij wijst zij ook op art. 21 WIPR en stelt zij dat het erkennen van het huwelijk dat werd afgesloten in Denemarken een inbreuk zou kunnen vormen op de openbare orde in België, aangezien het huwelijksinstituut een wezenlijk bestanddeel uitmaakt van de Belgische rechtsorde en een miskenning van dat instituut een schending kan uitmaken van de Belgische openbare orde.

Verzoekster betoogt dat de conclusie dat de Deense huwelijksakte wordt beschouwd als onwettig middel niet, in elk geval niet afdoende is gemotiveerd en niet gesteund is op zorgvuldige overwegingen. Zij hekelt dat de vwp uitgaat van een automatisme, met name dat het verblijfsrecht wordt geweigerd wanneer een Deense huwelijksakte wordt voorgelegd, en dat uit de motieven niet afdoende blijkt hoe de vwp na eigen onderzoek en beoordeling overeenkomstig het toepasselijke recht komt tot de conclusie dat de rechtsgeldigheid van de door verzoekende partij bijgebrachte Deense huwelijksakte met apostille is aangetast en een vorm van wetsontduiking is. Tevens betoogt zij dat dergelijk individueel onderzoek van verzoeksters concrete geval niet is gevoerd. Zij wijst erop dat zij op geen enkel moment bevraagd is over hun relatie, het waarom van het huwen in Denemarken, de Deense huwelijksakte met apostille en de totstandkoming hiervan waarvan nochtans documenten voorhanden zijn. Daarenboven betoogt zij dat zij de Belgische wet inzake de procedure van voorgenomen huwelijk niet kunnen hebben ontdoken, aangezien zij geen Belg zijn en op het moment van het sluiten van het huwelijk niet in België verbleven en art. 44 WIPR enkel toelaat dat het huwelijk in België wordt voltrokken indien een van de toekomstige echtgenoten bij de voltrekking Belg is, zijn woonplaats of sinds meer dan drie maanden zijn gewone verblijfplaats in België heeft. Tot slot stelt zij dat ook de verwijzing in de bestreden beslissing naar art. 21 WIPR als vermeende juridische basis niet gemotiveerd is en de



bestreden beslissing niet kan schragen. Uit de in de bestreden beslissing zelf gebruikte termen “zou” en “kan” blijkt immers dat de vwp zelf niet eens zeker is van de kennelijke onverenigbaarheid met de openbare orde, aldus verzoekster.

[TOELICHTING RECHTSMACHT RvV MBT ERKENNING BUITENLANDSE AKTE ] [...]

Dit sluit evenwel niet uit dat de Raad wel bevoegd is om na te gaan of de vwp bij het nemen van de in casu bestreden beslissing tot weigering van verblijf de hiertoe aangewende wetsbepalingen correct heeft toegepast [...] en of er geen schending is van wettelijke verplichtingen of van bepaalde beginselen van behoorlijk bestuur [...].

Uit de motieven van de bestreden beslissing komt naar voor dat de vwp de wetsontduiking, zoals bedoeld in art. 18 WIPR, beschouwt als het gebruik van een onwettig middel in de zin van art. 43, § 1, 1° Vw. Artikel 18 van het WIPR bepaalt:

*“Voor de bepaling van het toepasselijk recht in een aangelegenheid waarin partijen niet vrij over hun rechten kunnen beschikken, wordt geen rekening gehouden met feiten en handelingen gesteld met het enkele doel te ontsnappen aan de toepassing van het door deze wet aangewezen recht.”*

Art. 18 WIPR moet restrictief worden geïnterpreteerd. Er is slechts sprake van wetsontduiking wanneer uit de feitelijke omstandigheden blijkt dat partijen het buitenlands element uitsluitend hebben gebruikt om aan een bepaalde regel te ontsnappen. Hierbij dient een onderscheid te worden gemaakt tussen het omzeilen van de verblijfswetgeving en het omzeilen van de regels van het WIPR. Art. 18 WIPR viseert enkel de situaties waarbij het door dit wetboek aangewezen recht wordt omzeild en heeft niet tot doel op te treden tegen misbruiken of ontduiken van de verblijfswetgeving voor vreemdelingen [...].

De loutere vaststelling van wetsontduiking, zoals bedoeld in art. 18 WIPR, volstaat dan ook niet om het verblijf te weigeren. Art. 43, § 1, 1° Vw. vereist daartoe immers dat sprake is van valse of misleidende informatie, valse of vervalste documenten, fraude of andere onwettige middelen en bij deze beoordeling is, zoals hoger werd uiteengezet, een individueel onderzoek van het concrete geval vereist. In casu blijkt evenwel dat de vwp zich enkel heeft gebaseerd op de overweging dat geen van de vermeende echtgenoten kennelijk een band heeft met Denemarken en dat zij alsnog naar Denemarken zijn gegaan om te huwen om op die manier de Belgische procedure van voorgenomen huwelijk met de huwelijksmelding, het daaropvolgende onderzoek en ten slotte de huwelijksluiting of weigering in België te omzeilen. Uit niets blijkt dat de concrete en individuele omstandigheden van verzoekster en de heer S.M. hierbij in rekening werden genomen. Zo blijkt niet dat de vwp de oprechtheid van het afgesloten huwelijk heeft onderzocht, noch de redenen waarom het huwelijk in Denemarken werd gesloten. Dit klemmt des te meer nu verzoekster wijst op art. 44 WIPR en het feit dat zij op het moment van het sluiten van het huwelijk op 17 maart 2023 niet in België hadden kunnen huwen, gelet op hun nationaliteit en verblijf buiten België. Overeenkomstig art. 47 WIPR worden de vormvereisten voor de voltrekking van het huwelijk beheerst door het recht van de staat op wiens grondgebied het huwelijk voltrokken wordt. De vwp ontkent geenszins dat verzoekster en de referentiepersoon voldeden aan alle vereisten van de Deense wetgeving.

De vwp zet verder ook niet uiteen hoe uit het feit dat verzoekster in een ander land dan België huwde automatisch zou kunnen worden afgeleid dat er sprake zou zijn van een miskenning van het huwelijksinstituut en de erkenning van dit huwelijk een inbreuk zou kunnen vormen op de openbare orde in de zin van art. 21 WIPR. Het enkele feit dat verzoekster niet in België huwde en hierdoor andere rechtsregels van toepassing waren, volstaat niet om hiertoe te besluiten. Dit klemmt des te meer nu, zoals verzoekster terecht opmerkt, de vwp enkel spreekt in hypothesen.

Gelet op het bovenstaande moet worden besloten dat verzoekster terecht aanvoert dat de bestreden beslissing niet op zorgvuldige wijze tot stand is gekomen en niet afdoende is gemotiveerd op grond waarvan de vwp tot de vaststelling kwam dat verzoekster een onwettig middel gebruikte in de zin van art. 43, § 1, 1° Vw..

# CCE arrêt 310107 du 17/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Irak**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

Bestreden beslissingen: koppel 7de/6de VIB niet-ontvankelijk.

Artikel 57/1, § 1 van de Vreemdelingenwet: **vermoeden** dat VIB eveneens wordt ingediend namens de vergezellende **minderjarige** vreemdeling(en) over wie men het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent. Uit het administratief dossier blijkt dat verzoekers vier kinderen hebben, van wie er twee in Irak zijn geboren en twee in België. Ze hebben drie dochters en één zoon.

Ter terechtzitting verklaart verzoekster dat ze haar kinderen geen traditionele opvoeding geeft en ze hen niet wil laten opgroeien in een klimaat dat sinds hun vertrek alleen maar extremistischer is geworden. Verzoekster voegt daar ter terechtzitting aan toe dat ze niet wil dat haar dochters worden herleid tot meisjes met hoofddoek; ze wil niet daar haar kinderen bij terugkeer een hoofddoek zullen moeten dragen.

Hoewel de verwerende partij in de bestreden beslissing bevestigt dat verzoekster tijdens haar huidige zesde beschermingsverzoek aangeeft dat ze haar **dochters niet wil laten opgroeien in een verstikkende maatschappij waarbij zij verwijst naar een conflict dat zij met haar schoonmoeder en schoonzus zou hebben omtrent het dragen van een hoofddoek** door de kinderen, blijkt uit de bestreden beslissing **niet dat dit nieuwe element is onderzocht** in het licht van artikel 57/6/2, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet.

Verwijzing naar EUAA guidance note van juni 2022: Hieruit volgt dat vrouwen en meisjes die zich niet voegen naar de **strikte kledingvoorschriften en conservatieve normen inzake persoonlijke verschijning**, door bijvoorbeeld het dragen van een hijab te weigeren, het slachtoffer kunnen worden van geweld, onder meer van sjiitische militieën in Bagdad. Volgens de EUAA guidance note is de nood aan internationale bescherming afhankelijk van risico-bepalende omstandigheden, zoals de morele of sociale norm die wordt overschreden, het geslacht (waarbij het risico hoger is voor vrouwen), de conservatieve omgeving, de regio van herkomst, de perceptie van traditionele genderrollen door de familie en samenleving, enz (p. 113).

Verzoekers en hun kinderen zijn afkomstig uit Bagdad. Ze zijn een gemengd koppel, verzoeker is sjiïet en verzoekster is een soennitische moslima, oorspronkelijk geboren in Anbar. Er lijken aldus voor verzoekers en hun kinderen een aantal **risicobepalende factoren** te bestaan.

Alles in acht genomen wordt besloten dat in casu verzoekers een nieuw element hebben voorgelegd waarbij er ernstige aanwijzingen zijn dat dit element de kans aanzienlijk groter maakt dat zij en de hen vergezellende kinderen voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van diezelfde wet in aanmerking komen.

Verder en gedegen onderzoek nodig naar de mogelijke risico's bij terugkeer naar Irak.

Bijkomend merkt de Raad op dat verzoekers ter zitting een aanvullende nota hebben neergelegd die een klacht bevat, neergelegd door verzoekster bij de politie van Doornik, waarin zij verklaart problemen in het opvangcentrum te hebben gekend en te zijn lastiggevallen omdat ze wordt verweten 'een vrouw van lichte zeden' te zijn. Door dit incident werden verzoekers en hun kinderen naar een ander centrum overgeplaatst. Verzoeker ziet een direct verband tussen het incident in België en de problemen in Irak, aangezien verzoeksters ouders er nadien nog werden aangevallen. Ook dit element behoeft verder onderzoek

# CCE arrêt 310106 du 17/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Ouganda**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

Bestreden beslissing: volgend VIB niet-ontvankelijk.

In het kader van verzoekers eerste beschermingsverzoek heeft de verwerende partij overwogen dat geen geloof kon worden gehecht aan verzoekers beweerde **homoseksualiteit** noch aan de voorgehouden homoseksuele relatie met A. en de daaruit voortvloeiende vervolgingsfeiten. De Raad heeft dit in beroep bevestigd.

In het kader van zijn tweede beschermingsverzoek heeft verzoeker opnieuw aangevoerd dat hij homoseksueel is. Bij een volgend beschermingsverzoek gaat het om de vraag wat nieuw is over de (herhaalde) beweerde seksuele geaardheid ten opzichte van het vorige beschermingsverzoek.

Een volgend beschermingsverzoek waaraan opnieuw een beweerde seksuele geaardheid ten grondslag ligt, is niet bedoeld om daarbij alle eerder ongeloofwaardig geachte verklaringen opnieuw af te wegen. Het gaat dus niet om een volledig nieuwe beoordeling van de geloofwaardigheid van de seksuele geaardheid van verzoeker, maar wel om de vraag of hij **nieuwe elementen** heeft voorgelegd die de kans aanzienlijk groter maken dat hij voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van diezelfde wet in aanmerking komt. Met andere woorden: welke relevante actuele feiten en omstandigheden liggen er nu voor die verzoekers voorgehouden seksuele geaardheid aanvullend zouden kunnen onderbouwen? In het kader van huidig beroep gaat de Raad slechts na of de ongeloofwaardigheid van verzoekers homoseksuele geaardheid wordt bevestigd, rekening houdend met de nieuwe voorgelegde elementen, dan wel of deze een ander licht kunnen werpen op de reeds gedane beoordeling. Er wordt geen onderscheid gemaakt tussen een eerste en een volgend verzoek om internationale bescherming wat betreft de aard van de elementen of bevindingen die kunnen aantonen dat de verzoeker in aanmerking komt voor internationale bescherming.

De beoordeling van de feiten en omstandigheden ter staving van een volgend verzoek moet, zoals dat het geval is voor een eerste verzoek, gebeuren overeenkomstig artikel 48/6, § 5 van de Vreemdelingenwet en dus in **samenwerking** met de verzoeker (HvJ 11 juni 2024, C-646/21, K.L., pt. 81). (...)

Het weze herhaald dat elk document dat de verzoeker ter staving van zijn verzoek om internationale bescherming heeft overgelegd, moet worden beschouwd als een element van dat verzoek waarmee rekening moet worden gehouden overeenkomstig artikel 48/6, § 1 van de Vreemdelingenwet. Ook documenten waarvan de authenticiteit niet kan worden vastgesteld of waarvan de bron niet objectief verifieerbaar is, vormen elementen die ter staving van het verzoek zijn overgelegd waardoor de verwerende partij ertoe is gehouden deze documenten in samenwerking met de verzoeker te beoordelen, ongeacht of het een eerste of volgend beschermingsverzoek betreft (HvJ 10 juni 2021, LH t. Staatssecretaris voor Justitie en Veiligheid, C-921/19, pt. 44 en 61).

Voorts wordt eraan herinnerd dat in de context van een volgend beschermingsverzoek het niet noodzakelijk is dat de lidstaat ervan overtuigd is dat het nieuwe document het volgende verzoek afdoende staft opdat de overlegging van een dergelijk document ertoe kan leiden dat het beschermingsverzoek verder ten gronde wordt behandeld, maar **dat het volstaat dat dit document de kans aanzienlijk groter maakt** dat de verzoeker in aanmerking komt voor internationale bescherming (HvJ 10 juni 2021, LH t. Staatssecretaris voor Justitie en Veiligheid, C-921/19, pt. 62).

In het kader van zijn tweede beschermingsverzoek heeft verzoeker een aantal documenten neergelegd, waaronder een brief van zijn advocaat, een verslag van een familievergadering in Oeganda, brieven van de gemeenteraad en de politie in Oeganda, een e-mail van zijn vriend M.K., een overlijdensakte van zijn voorgehouden partner A., een brief van Rainbow House en een brief van zijn beweerde huidige partner.

Verzoeker kan worden bijgetreden in de vaststelling dat de voorgelegde documenten niet effectief werden onderzocht noch beoordeeld op hun inhoud. In de bestreden beslissing worden voornamelijk bemerkingen gemaakt over de voorgelegde documenten die vraagtekens plaatsen bij de authenticiteit en objectieve herkomst ervan en wordt benadrukt dat deze documenten niet gepaard gaan met geloofwaardige verklaringen omtrent verzoekers eigen homoseksuele geaardheid en de vervolgingsfeiten.

De Raad wijst erop dat een homoseksuele geaardheid niet moet worden bewezen maar dat het volstaat dat deze aannemelijk wordt geacht. Verder benadrukt de Raad dat de beoordeling van een seksuele geaardheid bij uitstek een **integrale geloofwaardigheidsbeoordeling** vereist, waarbij verklaringen én stukken worden meegewogen.

De Raad is er zich van bewust dat verzoekers geloofwaardigheid, gelet op de bevindingen bij zijn eerste beschermingsverzoek, sterk is aangetast. Dit alles maakt dat voorzichtig moet worden omgegaan met de nieuwe elementen die hij voorlegt en dat een zekere mate van gestrengheid gepast kan zijn. Evenwel mogen zulke voorzichtigheid en gestrengheid een volledig, nauwgezet en ex nunc onderzoek naar de gegrondheid van een

beweerde vrees niet in de weg staan, te meer wanneer deze vrees zou voortvloeien uit een beweerde seksuele geaardheid. Seksuele geaardheid is immers een complex en gevoelig gegeven, verbonden aan het privéleven, en daardoor niet steeds evident om aannemelijk te maken en te beoordelen.

Wanneer de **documenten** die verzoeker voorlegt in het kader van zijn huidig tweede beschermingsverzoek, waaronder het attest van Rainbow House waaraan een zeker gewicht kan worden gegeven, worden beoordeeld op hun inhoud samen met verzoekers **doorleefde verklaringen ter terechtzitting** omtrent de bewustwording van zijn geaardheid, het tijdsverloop sinds zijn eerste beschermingsverzoek, zijn verklaring dat hij *“nu, in tegenstelling tot vroeger, openlijk uitkomt voor zijn geaardheid, omdat hij recent meer aan zelfvertrouwen heeft gewonnen en zich meer open opstelt”* en de **aanwezigheid van een medewerker van deze organisatie ter terechtzitting**, meent de Raad dat, in dit specifieke geval, rekening houdend met de actuele individuele situatie en persoonlijke omstandigheden van verzoeker, de ongeloofwaardigheid van zijn beweerde homoseksuele geaardheid thans niet kan worden bevestigd noch hervormd zonder bijkomend onderzoek.

Gelet op verzoekers werkzaamheden als vrijwilliger bij Rainbow House als tolk, kan een **toegeschreven homoseksuele geaardheid** evenmin worden uitgesloten. Alles in acht genomen wordt besloten dat verzoeker nieuwe elementen heeft voorgelegd waarbij er ernstige aanwijzingen zijn dat deze een ander licht kunnen werpen op de reeds gedane beoordeling inzake zijn (toegeschreven) homoseksuele geaardheid. De Raad wijzigt om die reden zijn standpunt van de beschikking. Essentiële elementen ontbreken.

## CCE arrêt 310110 du 17/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Érythrée**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

Bestreden beslissing: volgend VIB niet-ontvankelijk.

Toekomstgerichte beoordeling > In deze zin wordt in de bestreden beslissing gesteld dat op grond van de beschikbare landeninformatie wordt vastgesteld dat er geen indicaties zijn dat verzoeker – als Eritrees burger van wie door het CGVS en de Raad in zijn eerste beschermingsverzoek werd vastgesteld dat hij Eritrea op legale wijze heeft verlaten met een uitreisvisum en reispaspoort dat hij verkreeg op basis van een rechtmatig verkregen medisch vrijstellingsattest – omwille van het uitbreken van de oorlog in het noorden van Ethiopië in november 2020, de deelname van het Eritrese leger in deze oorlog, en de intensieve mobilisatiecampagne in Eritrea in het najaar van 2022, op heden een **toekomstige vrees voor verplichte rekrutering in de Eritrese nationale dienstplicht** te koesteren zou hebben, indien hij zou terugkeren naar Eritrea.

[bespreking landeninformatie - COI Focus augustus 2023 e.a.]

Hieruit volgt dat de beschikbare **landeninformatie onvoldoende duidelijkheid** schept over het huidige beleid in Eritrea en het risico dat personen die in het verleden zouden zijn vrijgesteld van de nationale dienstplicht en het land legaal zouden hebben verlaten in geval van terugkeer lopen om alsnog gedwongen te worden gemobiliseerd of gerekruteerd. Daarbij dient ook terdege rekening te worden gehouden met het gegeven dat uit de beschikbare landeninformatie verder blijkt dat personen die (opnieuw) gedwongen nationale dienst dienen te verrichten of worden gemobiliseerd in Eritrea, kunnen worden onderworpen aan onmenselijke en vernederende behandelingen en foltering. De beschikbare landeninformatie laat de Raad niet toe, het risico voor verzoeker om aan vervolgingsdaden te worden onderworpen in geval van terugkeer naar Eritrea op voldoende nauwkeurige wijze in te schatten, wat maakt dat verder onderzoek noodzakelijk is.

Dit geldt te meer nu er in het rechtsplegingsdossier geen medische attesten voorhanden zijn die attesteren of verzoeker al dan niet daadwerkelijk hartproblemen kent.



# CCE arrêt 310069 du 16/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Viêt Nam**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 13septies**

composition du siège

**1 juge**

**OQT – Droit d’être entendu – Conseil estime que PR n’a pas été valablement entendu – Conseil constate qu’il ressort du rapport administratif de contrôle que la seule langue connue par la PR est le vietnamien + confirmé par le formulaire droit d’être entendu présent au DA – Conseil souligne que PR n’a pas été en mesure de remplir le questionnaire droit d’être entendu, pourtant rédigé en vietnamien, car il est analphabète et par conséquent, une personne vulnérable – Lors de l’entretien droit d’être entendu, les réponses aux questions ont été transcrites en néerlandais avec la PR via Google Translate NED – VIETNAMEES (l’inverse pour les réponses) – Conseil relève que aucune garantie suffisante d’une traduction correcte des questions et réponses car l’interrogateur n’est pas en mesure de vérifier la traduction de ses questions vers le vietnamien et la PR de ses réponses vers le néerlandais (rôle normalement du traducteur assermenté) + pas claire que le questionnaire présent au DA soit une retranscription – PR n’a pas été valablement entendu (= avoir été entendu en présence d’un interprète) – Conseil constate que si la présence d’un interprète n’est pas un principe immuable, PR pas entendue de manière utile et effective en l’espèce – Apporte élément ayant pu modifier l’issue de la procédure administrative (relatif au 3 CEDH) – Violation droit d’être entendu, principe de minutie et art. 3 CEDH. – Annulation.**

"En termes de requête, la partie requérante soutient que « le requérant n'a pas valablement été entendu avant la délivrance de l'ordre de quitter le territoire et de la reconduite à la frontière du 18 janvier 2024, pris en application de l'article 7, alinéas 1er et 2 de la loi du 15 décembre 1980, et ce à défaut d'avoir été assisté d'un interprète vietnamien », estimant que « l'audition du requérant au moyen de Google traduction n'offre aucune garantie ». Elle reproche à la partie défenderesse d'avoir « adopté l'acte attaqué sans investiguer préalablement de manière minutieuse, avec l'aide d'un interprète et ce afin de pouvoir statuer en pleine connaissance de cause » et de n'avoir pas « donné à la partie requérante la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l'adoption de l'ordre de quitter le territoire », violant ainsi le droit d’être entendu du requérant.

À cet égard, le Conseil observe que, quand bien même la décision querellée indique que « L’intéressé a été entendu par le centre fermé de Bruges le 17.01.2024 et ses déclarations ont été prises en compte dans cette décision », il n’apparaît pas, à la lecture du dossier administratif, que le requérant a valablement été entendu, avant la prise de l’ordre de quitter le territoire attaqué. En effet, le Conseil observe qu’il ressort du rapport administratif de contrôle d’un étranger dressé le 15 janvier 2024, et plus particulièrement de la rubrique « Demandeur », que la seule langue que le requérant maîtrise est le vietnamien (« Langue parlante : Vietnamien – Langue maternelle : Vietnamien »). Ceci est confirmé dans le formulaire d’audition daté du 17 janvier 2024 figurant au dossier administratif, lequel mentionne « Taal : Vietnamese ».

Le 17 janvier 2024, la partie défenderesse a transmis au requérant un questionnaire (vragenlijst), rédigé en vietnamien, ce dernier n’ayant pas été « en mesure de le remplir » (voir à ce propos l’échange de mails de la partie défenderesse du 17 janvier au dossier administratif) ; ce qui peut laisser supposer que le requérant serait analphabète et par voie de conséquence, une personne vulnérable. Interrogée sur cet aspect à l’audience du 26 janvier 2024 dans le cadre du recours en suspension d’extrême urgence, la partie défenderesse s’est référée à l’appréciation du Conseil. Il n’est donc pas clair que le requérant ait pu comprendre ledit questionnaire.

Le même jour, la partie défenderesse a procédé à un entretien « droit à être entendu » transcrit en néerlandais avec le requérant via « Google Translate- App (NED-VIETNAMEES) », duquel il ressort que ce dernier a effectivement répondu à certaines questions. Néanmoins, comme le soulève la partie requérante, ce procédé « n’offre aucune garantie » suffisante d’une traduction correcte des questions et des réponses, l’interrogateur n’étant pas en mesure de vérifier la traduction de ses questions vers le vietnamien et le requérant n’étant pas en mesure de vérifier la traduction de ses propos vers le néerlandais, ce qui est le rôle d’un traducteur assermenté. Il n’est pas plus clair que le questionnaire en vietnamien qui se trouve au dossier administratif soit la retranscription des questions qui ont été posées au requérant dans le cadre du « droit à être entendu » du même jour via Google translate. Dès lors, le fait qu’il ait répondu aux questions qui lui ont été posées ainsi que le fait qu’il ait affirmé avoir compris les questions ne modifient pas le constat selon lequel le requérant n’a pas valablement été entendu, à savoir entendu en présence d’un interprète.

Si la nécessité de la présence d’un interprète maîtrisant la langue natale de l’étranger ne peut être érigée en principe



immuable, il reste qu'en l'espèce il n'est pas possible, au vu de ce qui précède, de savoir si le requérant, concrètement, a pu faire valoir dans des conditions adéquates ses observations. Dès lors qu'il ne ressort nullement du dossier administratif que le requérant aurait été interrogé, dans une langue intelligible pour lui, il ne peut être considéré qu'il a eu l'opportunité de s'exprimer de manière utile et effective.

La partie requérante expose, en termes de requête, que s'il avait eu la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l'adoption de l'acte attaqué, le requérant aurait notamment fait valoir « ses craintes en cas de retour au Vietnam et sur son profil vulnérable au regard de la traite/trafic des êtres humains (travail en noir et en séjour illégal; voyage dans des conditions précaires, confiscation de son passeport par les passeurs et endettement pour se rendre en Belgique; état de santé précaire suite aux conditions de voyage et d'arrivée en Belgique (art. 3 de la CEDH) » et la circonstance selon laquelle « le requérant travaille en Belgique et y a naturellement développé des relations sociales (art. 8 de la CEDH) ».

Au vu de ces éléments, le Conseil estime, en application de la jurisprudence susmentionnée, qu'il ne peut être exclu que la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent si le requérant avait pu exercer son droit à être entendu avant la prise de la décision querellée et faire valoir les éléments susvisés. De plus, et en l'espèce, la violation du droit à être entendu du requérant a pour conséquence que la partie défenderesse ne s'est pas livrée à un examen minutieux de la cause, permettant d'exclure le risque de violation de l'article 3 de la CEDH, et qu'elle ne motive pas adéquatement sa décision à cet égard en se limitant à affirmer que ladite décision ne constitue pas une violation de cette dernière disposition.

En conséquence, sans se prononcer sur ces éléments, le Conseil ne peut que constater qu'en ne donnant pas au requérant la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, ses observations avant l'adoption de l'acte attaqué, qui constitue une décision susceptible d'affecter de manière défavorable les intérêts de ce dernier, la partie défenderesse n'a pas respecté le droit d'être entendu en tant que principe général de droit de l'Union européenne. Par conséquent, il doit être considéré qu'elle a adopté l'acte litigieux sans disposer de l'ensemble des renseignements nécessaires pour statuer en pleine connaissance de cause au sujet, notamment, de sa vulnérabilité particulière.

Partant, la partie défenderesse a violé le droit d'être entendu du requérant, le principe de minutie, et l'article 3 de la CEDH."

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Maroc**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

"S'agissant de l'appréciation de la crédibilité du récit produit à l'appui de la présente demande, la partie défenderesse ne met plus en cause ni l'identité du requérant ni la réalité de son parcours chaotique avant d'arriver en Belgique. Si elle ne se prononce pas clairement sur la réalité de l'athéisme du requérant, elle semble en revanche considérer qu'il s'apparente davantage à un simple désintérêt pour la religion. A la lecture du dossier administratif et compte tenu de ses déclarations lors de l'audience du 11 juillet 2024, le Conseil estime pour sa part que le requérant a fourni suffisamment d'éléments pour démontrer qu'il est athée, au sens d'une personne qui nie l'existence de Dieu.

(...)

Quant à l'appréciation de la crainte du requérant, la partie défenderesse considère que ce dernier n'établit pas qu'il nourrit une crainte actuelle et fondée de subir des persécutions au sens de la Convention de Genève en cas de retour au Maroc, pays dont il est ressortissant. Pour parvenir à cette conclusion, elle s'appuie essentiellement sur les informations recueillies par son service de documentation au sujet de la liberté religieuse au Maroc. Elle souligne également que la crainte qu'il lie aux maltraitances subies pendant son enfance est dépourvue d'actualité dès lors qu'il est devenu un adulte ayant fait preuve autonomie.

Dans le cadre du présent recours, le Conseil examine, dans un premier temps, la situation des ressortissants marocains présentant un profile similaire au requérant, à savoir une personne athée, née de père inconnu, abandonnée pendant son enfance et ayant vécu des traumatismes pendant celle-ci. En l'espèce, le Conseil n'aperçoit, ni dans les motifs de l'acte attaqué, ni dans le dossier administratif, d'éléments démontrant que la partie défenderesse a pris en considération le cumul de ces deux facteurs susceptibles d'avoir un impact sur la crainte du requérant.

Concernant la situation des athées au Maroc, le Conseil observe qu'il ressort des sources fiables citées par les deux parties que les athées sont très minoritaires dans ce pays et que leur situation est préoccupante. Certes, à l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime que cette situation générale n'est pas telle que tout athée marocain peut valablement se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de ses convictions religieuses. Il s'ensuit que le seul fait d'être athée au Maroc ne suffit pas actuellement pour justifier l'octroi d'une protection internationale. Toutefois, ces constatations ne font pas obstacle à ce qu'une personne marocaine se déclarant athée puisse établir qu'elle a des raisons personnelles de craindre d'être exposée à des persécutions au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève.

(...)

S'agissant de l'enfance chaotique du requérant, le Conseil peut rejoindre la partie défenderesse lorsqu'elle constate que ce dernier est aujourd'hui devenu majeur. Le requérant ne peut donc plus se prévaloir d'une crainte liée à son appartenance à un groupe constitué d'enfants ou d'enfant des rues. En revanche, le Conseil estime que les maltraitances subies par le requérant pendant son enfance sont de nature à augmenter sa vulnérabilité actuelle, laquelle doit être prise en considération lors de l'examen du bienfondé de sa crainte. Dans la mesure où la partie défenderesse ne conteste plus la réalité de ces maltraitances, il estime que le caractère par nature traumatisant de tels faits doit être pris en compte même en l'absence de certificat médical circonstancié. En outre, en l'espèce, le requérant établit à tout le moins qu'il a bénéficié en 2023 d'un suivi psychologique auprès du centre CARDA (...). A l'instar de ce qui est plaidé dans le recours, le Conseil considère le requérant comme un jeune homme vulnérable et non comme un adulte accompli, ainsi que le suggère la partie défenderesse dans l'acte attaqué.

Le Conseil examine ensuite les éléments individuels invoqués par le requérant pour démontrer qu'il craint avec raison d'être exposé à des mesures qui atteignent une gravité suffisante pour constituer une persécution au sens de la Convention de Genève.

(...)

(...) la crainte invoquée doit être considérée comme fondée si le requérant établit que la vie dans son pays de destination lui serait intolérable. Pour apprécier si le requérant répond à cette condition, il y a lieu de tenir compte de son profil particulier.

En l'espèce, si en dépit de leur gravité, les maltraitances subies par le requérant pendant son enfance ne peuvent conduire à justifier dans son chef une crainte fondée de persécution liée à son appartenance à un groupe social, il n'en demeure pas moins qu'en raison de ses souffrances psychiques, le requérant se trouve dans une situation de vulnérabilité particulière qui semble par ailleurs indissociable de son rejet de la religion.

Pour sa part, le Conseil estime que la vulnérabilité particulière du requérant cumulée à son athéisme l'exposera à des mesures qui lui seront à ce point intolérables qu'elles constitueront, pour lui, des persécutions au regard de la Convention de Genève.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que cette crainte ressortit au champ d'application de la Convention de Genève dès lors qu'elle peut s'analyser comme une crainte liée à sa religion, la notion de religion au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 recouvrant expressément le fait d'avoir des convictions athées (article 48/3, § 4, b. de la loi du 15 décembre 1980)."

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Syrie**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Demande ultérieure**  
composition du siège  
**1 juge**

**Les particularités de la présente procédure**

"Dans le cadre de la première demande de protection internationale du requérant, la partie défenderesse avait fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 pour déclarer la demande irrecevable au motif que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne et qu'il n'a pas démontré que la protection qui lui a été accordée dans ce pays ne serait plus effective ou qu'il serait exposé, en cas de retour dans ce pays, à des conditions de vie pouvant être considérées comme inhumaines et dégradantes au sens de l'article 3 de la CEDH. Cette décision a été confirmée par l'arrêt du Conseil n° 238 456 du 13 juillet 2020.

En l'espèce, le Conseil est saisi d'un recours qui vise à contester une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale prise par la partie défenderesse en application de l'article 57/6/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

La particularité de la présente affaire réside, dès lors, dans le fait que la partie défenderesse a fait le choix de déclarer la seconde demande de protection internationale du requérant irrecevable après avoir constaté l'absence « *de nouveaux éléments ou faits [...] qui augmentent de manière significative la probabilité que [le requérant] puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4* », alors que sa première demande de protection internationale avait été déclarée irrecevable sur la base d'un autre motif, en l'occurrence, le fait que requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne.

(...)

[Le Conseil se réfère à *Practical Guide on Subsequent Applications*, EASO Practical Guide Series, décembre 2021, p. 39, point 3.3.1] (...)

Autrement dit, lorsqu'une demande de protection internationale antérieure a été rejetée en Belgique parce qu'un autre État membre de l'Union européenne a déjà accordé le statut de protection internationale au demandeur, les nouveaux éléments ou faits invoqués dans la cadre d'une demande ultérieure doivent se rapporter à la situation du demandeur dans cet État membre qui a déjà accordé la protection internationale ; dans ce cas, la question en débat consiste à examiner si de nouveaux éléments ou faits augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de la demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 parce que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Grèce, peut être levée.

Parmi ces nouveaux éléments, il peut par exemple se trouver des situations où l'État membre a retiré la protection internationale, y a mis fin ou a refusé de la renouveler par une décision définitive, ou encore des situations où le demandeur est confronté à des circonstances personnelles difficiles en raison de sa vulnérabilité particulière et/ou en raison de conditions de vie inadéquates pour les bénéficiaires d'une protection internationale qui s'apparentent à un traitement inhumain ou dégradant."

**L'examen de la recevabilité de la demande ultérieure au regard de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980**

" Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'à l'appui de sa seconde demande de protection internationale, le requérant fait valoir des éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa première demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée."

**L'examen de la recevabilité de la demande du requérant au regard de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980**

"En ce qui concerne la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce, le Conseil constate que les informations les plus récentes produites par le biais des notes complémentaires sont identiques à celles dont il disposait lors de la prise de l'arrêt n°299 299 rendu en Chambres réunies le 21 décembre 2023, et se réfère, dès lors, aux

conclusions de cet arrêt (...)

En ce qui concerne la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale dont le titre de séjour a expiré, il ressort des informations transmises par les parties (dossier de la procédure, notes complémentaires du 3 juin 2024 et du 4 juin 2024, pièces 10, et 12), que le renouvellement et/ou la prolongation des permis de séjour des bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui reviennent en Grèce en provenance d'un autre État membre sont extrêmement difficiles et peuvent prendre plusieurs mois, voire plus d'un an.

Il ressort, notamment, du document intitulé « Country Report : Greece. Update 2022 » de juin 2023 (...) que les bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui n'ont plus de permis de séjour valide peuvent être confrontés à des délais d'attente très longs pour la réémission ou le renouvellement du permis de séjour et d'autres documents nécessaires à l'exercice effectif de leurs droits en tant que bénéficiaires d'une protection internationale. En outre, ces informations montrent que les bénéficiaires d'un statut de protection internationale, après leur retour d'un autre État membre de l'Union européenne, courent un risque élevé de se retrouver sans abri pendant une longue durée.

Le fait de disposer ou non d'un permis de séjour valide est, dès lors, un facteur important en ce qui concerne le risque pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce de se retrouver sans abri et, le cas échéant, de se retrouver dans une situation de dénuement matériel extrême. Tel est, également, le cas pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale qui reviennent d'un autre État membre de l'Union européenne. L'absence d'un titre de séjour valide pour les bénéficiaires d'un statut de protection internationale retournant en Grèce peut constituer un obstacle important à l'exercice de leurs droits en tant que personnes bénéficiant d'une protection internationale dans ce pays et doit donc être prise en compte dans une évaluation prospective des conditions de vie prévisibles du demandeur en tant que bénéficiaire d'un statut de protection internationale lors de son retour en Grèce.

Il ressort des informations figurant au dossier qu'outre un certain degré d'autonomie et l'absence de vulnérabilité particulière, il est également nécessaire pour un bénéficiaire d'un statut de protection internationale de disposer de ressources, d'un réseau ou d'un autre soutien afin de pouvoir, dans l'attente du renouvellement de ses documents de séjour grecs, qui peut prendre un temps certain, faire face aux difficultés auxquelles il peut être confronté durant cette période d'attente, après son renvoi en Grèce, en ce qui concerne l'accès aux soins de santé, au marché du travail, à l'aide sociale et au logement.

(...)

[Le Conseil se réfère à l'arrêt de la CJUE C-163/17 *Jawo contre Bundesrepublik Deutschland* du 19 mars 2019 ainsi qu'à l'article 20 de la directive 2011/95/UE]

(...)

Sur ce point, le Conseil estime que la situation générale dans l'État membre qui a accordé le statut de protection internationale est un élément important de la situation personnelle du demandeur de protection internationale qui bénéficie déjà d'une telle protection dans cet État membre. Ainsi, au plus la situation des bénéficiaires d'une protection internationale dans ledit État membre est jugée problématique au terme d'une analyse réalisée sur la base de sources objectives, fiables, précises et dûment mises à jour, au moins il pourra être exigé du demandeur qu'il présente des éléments spécifiques démontrant, dans son chef, une « *vulnérabilité particulière* » au sens de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

En l'occurrence, il ressort des éléments présents au dossier que le titre de séjour en Grèce du requérant a expiré depuis plusieurs années, et qu'il présente une vulnérabilité particulière.

(...)

Dès lors, au vu de la situation personnelle du requérant et de sa fille ainsi que du contexte prévalant actuellement en Grèce pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant et sa fille peuvent se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, ils se trouveraient, en raison de leur vulnérabilité particulière, indépendamment de la volonté et des choix personnels du requérant, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne leur permettrait pas de faire face à leurs besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à leur santé physique ou mentale ou les mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte (CJUE, 16 juillet 2020, *Addis*, C-517/17, point 52, en référence à CJUE, arrêt du 19 mars 2019, *Jawo*, C-163/17, point 95).

Tenant ainsi compte de « *l'ensemble des faits de l'espèce* » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, *Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland*, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en



application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Grèce.

Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays d'origine, en l'occurrence la Syrie, ainsi que des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980."

**L'examen sous l'angle des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980**

"En l'occurrence, la partie défenderesse a limité son examen au stade de la recevabilité de la demande de protection internationale du requérant, et n'a pas instruit ladite demande dans le cadre d'un examen au fond, en ayant égard aux craintes exprimées par le requérant par rapport à son pays d'origine, en l'occurrence la Syrie, ainsi qu'aux articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En l'état actuel du dossier, le Conseil ne dispose, dès lors, pas de tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

Or, en l'absence de pouvoir d'instruction, le Conseil n'est pas en mesure de procéder lui-même à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant, lequel incombe à la partie défenderesse qui, en sa qualité d'instance spécialisée, seule chargée de l'instruction des demandes de protection internationale, devra y procéder en tenant compte de toutes les informations pertinentes. À cet égard, le fait que le requérant se soit déjà vu reconnaître un statut de protection internationale par la Grèce constitue un élément à prendre en considération. En effet, d'un simple point de vue pratique, il n'est pas indifférent pour l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale que le risque pour un demandeur de subir des persécutions ou des atteintes graves ait déjà été estimé fondé par une instance compétente d'un État membre de l'Union européenne.

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler l'acte attaqué, afin que la partie défenderesse procède aux mesures d'instructions nécessaires afin d'examiner la demande de protection internationale du requérant au fond."

procédure CCE  
Annulation  
acte attaqué  
ANNEXE 13sexies  
composition du siège  
1 juge

acte attaqué  
ANNEXE 13septies  
nationalité  
Turquie  
dictum arrêt  
Rejet

**Annexes 13septies et 13sexies – objet du recours vu le rapatriement de la PR – 1) OQT : recours sans objet en ce qu'il porte sur l'OQT en lui-même – 2) Absence de délai pour quitter le territoire : pas une simple mesure d'exécution, le recours contre l'annexe 13septies conserve un objet en ce qu'il porte sur la seule absence de délai car elle est le seul fondement de l'IE accessoire de sorte que la PR a un intérêt à sa contestation.**

"2.1.1. Les parties ont confirmé à l'audience du 30 mai 2024 que la partie requérante a été rapatriée le 27 mars 2024.

Le Conseil rappelle qu'un ordre de quitter le territoire n'est exécutable qu'une seule fois et disparaît de l'ordonnancement juridique lorsqu'il est effectivement exécuté (en ce sens, C.E., 10 octobre 2013, n° 225.056).

Le recours est donc devenu sans objet en ce qu'il porte sur l'ordre de quitter le territoire en lui-même.

A l'audience du 30 mai 2024, la partie requérante a indiqué qu'elle conservait un intérêt à agir à l'encontre de la décision, figurant dans l'annexe 13septies du 13 mars 2024, de ne lui accorder aucun délai pour quitter le territoire.

2.1.2. Le Conseil observe qu'une simple mesure d'exécution est considérée comme un acte non attaquable parce que généralement elle n'ajoute rien à la décision - puisqu'elle ne produit pas d'effet juridique propre - et ne cause par conséquent pas grief à la partie requérante. Tel n'est cependant pas le cas en l'espèce.

En effet, le non octroi d'un délai de départ volontaire n'enlève certes rien au caractère irrégulier du séjour de la partie requérante, mais il induit des effets juridiques propres. D'une part, en vertu de l'article 74/15, §1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, cette absence de tout délai entraîne l'application immédiate de l'exécution matérielle forcée. D'autre part, en vertu de l'article 74/11, §1er, alinéa 2, de la même loi, cette absence de délai implique l'adoption concomitante d'une interdiction d'entrée (voir en ce sens, sur ce point, l'arrêt n° 295 506 du 16 octobre 2023 prononcé par le Conseil en chambres réunies et qui pose plusieurs questions préjudicielles à la CJUE).

Le non-octroi d'un délai pour quitter le territoire constitue donc une composante essentielle de l'ordre de quitter le territoire qui cause grief à la partie requérante. Les griefs portant sur cette absence de délai et les motifs qui la fondent sont donc recevables et doivent conduire, s'ils sont fondés, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire. Une annulation partielle semble difficilement conciliable avec le contrôle de légalité qui empêche le Conseil de substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse.

En l'espèce, la partie défenderesse a adopté le même jour que l'ordre de quitter le territoire une interdiction d'entrée de 2 ans (annexe 13sexies), qui constitue le second acte attaqué (cf. second moyen), lequel ne repose que sur la seule absence de délai donné pour quitter le territoire.

Il doit donc être considéré en l'espèce que le recours conserve un objet en ce qu'il porte sur la seule absence de délai donné pour quitter le territoire dans l'annexe 13septies du 13 mars 2024, en raison du fait qu'il s'agit du seul fondement de l'interdiction d'entrée prise concomitamment et que la partie requérante a, dans cette perspective, intérêt à sa contestation de cette absence de délai pour quitter le territoire."

# CCE arrêt 309956 du 16/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Maroc**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"Dans le cadre du présent recours, le Conseil examine, dans un premier temps, la situation des ressortissants marocains présentant un profil similaire au requérant, à savoir une personne athée, née de père inconnu, abandonnée pendant son enfance et ayant vécu des traumatismes pendant celle-ci. (...)

Concernant la situation des athées au Maroc, le Conseil observe qu'il ressort des sources fiables citées par les deux parties que les athées sont très minoritaires dans ce pays et que leur situation est préoccupante. Certes, à l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime que cette situation générale n'est pas telle que tout athée marocain peut valablement se prévaloir de raisons de craindre d'être persécuté du seul fait de ses convictions religieuses. Il s'ensuit que le seul fait d'être athée au Maroc ne suffit pas actuellement pour justifier l'octroi d'une protection internationale. Toutefois, ces constatations ne font pas obstacle à ce qu'une personne marocaine se déclarant athée puisse établir qu'elle a des raisons personnelles de craindre d'être exposée à des persécutions au sens de l'article 1<sup>er</sup>, section A, § 2, de la Convention de Genève.

[Le Conseil se réfère au « *COI Focus. Maroc. Liberté religieuse : situation de convertis au christianisme, des musulmans non-pratiquants et des athées* » du 23 août 2023.]

(...)

S'agissant de l'enfance chaotique du requérant, le Conseil peut rejoindre la partie défenderesse lorsqu'elle constate que ce dernier est aujourd'hui devenu majeur. Le requérant ne peut donc plus se prévaloir d'une crainte liée à son appartenance à un groupe constitué d'enfants ou d'enfant des rues. En revanche, le Conseil estime que les maltraitements subies par le requérant pendant son enfance sont de nature à augmenter sa vulnérabilité actuelle, laquelle doit être prise en considération lors de l'examen du bienfondé de sa crainte. Dans la mesure où la partie défenderesse ne conteste plus la réalité de ces maltraitements, il estime que le caractère par nature traumatisant de tels faits doit être pris en compte même en l'absence de certificat médical circonstancié. En outre, en l'espèce, le requérant établit à tout le moins qu'il a bénéficié en 2023 d'un suivi psychologique auprès du centre CARDA (...). A l'instar de ce qui est plaidé dans le recours, le Conseil considère le requérant comme un jeune homme vulnérable et non comme un adulte accompli, ainsi que le suggère la partie défenderesse dans l'acte attaqué.

Le Conseil examine ensuite les éléments individuels invoqués par le requérant pour démontrer qu'il craint avec raison d'être exposé à des mesures qui atteignent une gravité suffisante pour constituer une persécution au sens de la Convention de Genève.

A titre liminaire, le Conseil rappelle que le requérant a quitté le Maroc quand il était âgé de 15 ans et qu'il déclare être devenu athée en Belgique. Il ne peut dès lors pas être attendu de lui qu'il étaye sa crainte par le récit de faits de persécutions rencontrées dans le passé au Maroc en raison de son athéisme. S'agissant des persécutions liées à la religion invoquées par une personne qui, comme lui, a abandonné sa religion initiale après avoir quitté son pays, le Conseil estime utile de souligner l'interdiction d'exiger d'un demandeur qu'il dissimule sa foi, notamment consacrée par la Cour de justice de l'Union européenne dans l'arrêt suivant : (...) (CJUE, 5 septembre 2012, C-71/11 et C-99/11) [points 75 à 78].

Le Conseil rappelle également [le paragraphe 42 du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Genève, 1979, réédition, 2011, § 42)] (...)

Il s'ensuit que la crainte invoquée doit être considérée comme fondée si le requérant établit que la vie dans son pays de destination lui serait intolérable. Pour apprécier si le requérant répond à cette condition, il y a lieu de tenir compte de son profil particulier.

En l'espèce, si en dépit de leur gravité, les maltraitements subies par le requérant pendant son enfance ne peuvent conduire à justifier dans son chef une crainte fondée de persécution liée à son appartenance à un groupe social, il n'en demeure pas moins qu'en raison de ses souffrances psychiques, le requérant se trouve dans une situation de vulnérabilité particulière qui semble par ailleurs indissociable de son rejet de la religion.

Pour sa part, le Conseil estime que la vulnérabilité particulière du requérant cumulée à son athéisme l'exposera à des mesures qui lui seront à ce point intolérables qu'elles constitueront, pour lui, des persécutions au regard de la Convention de Genève.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que cette crainte ressortit au champ d'application de la Convention de Genève dès lors qu'elle peut s'analyser comme une crainte liée à sa religion, la notion de religion au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 recouvrant expressément le fait d'avoir des convictions athées (article 48/3, § 4, b. de la loi du 15 décembre 1980).

Par conséquent, il convient de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant la qualité de réfugié au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève."

# CCE arrêt 309845 du 15/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 13**

composition du siège

**1 juge**

acte attaqué

**AUTRE**

nationalité

**Maroc**

dictum arrêt

**Rejet**

**Verwerping van aanvraag om machtiging tot verblijf + bijlage 13 – verwerping – ‘zoekjaar’ voor afgestudeerde derdelands studenten – voorwaarden voor toelating tot zoekjaar – diploma van een Belgische instelling voor hoger onderwijs – verzoeker was toegelaten tot verblijf obv art. 9 en 13 Vw. voor studies aan een privé-onderwijsinstelling – diploma van een privé-instelling opent niet de toegang tot een ‘zoekjaar’ in de zin van art. 61/1/9 Vw. – geen schending vertrouwensbeginsel**

Verzoeker diende op 25/1/2015 een aanvraag in om machtiging tot verblijf als student aan een privé-onderwijsinstelling, op grond van artikel 9 Vw. Verzoeker werd in het bezit gesteld van een A-kaart op 16/3/2015. Verzoekers A-kaart werd uiteindelijk verlengd tot 30/9/2023.

Verzoeker diende op 19/9/2023 een aanvraag om machtiging tot verblijf in, op grond van artikel 61/1/9, §1, tweede lid Vw. De gemachtigde trof op 29/11/2023 een beslissing tot verwerping van een aanvraag om machtiging tot verblijf.

[...]

Artikel 61/1/9 van de vreemdelingenwet luidt als volgt:

*“§ 1. Na de voltooiing van zijn studie op het grondgebied van het Rijk kan de student een aanvraag indienen om gedurende een termijn van maximum 12 maanden op het grondgebied van het Rijk te verblijven teneinde er werk te zoeken of een onderneming op te richten met als doel het verkrijgen van een verblijfsvergunning met het oog op werk.*

[...]

*§ 2. Ter staving van zijn aanvraag overlegt de student de hiernavolgende documenten:*

[...]

*2° het bewijs van het behalen van een diploma aan een Belgische instelling voor hoger onderwijs of, indien de student gebruik maakt of heeft gemaakt van zijn recht op mobiliteit, het bewijs van het behalen van een diploma behaald aan een instelling voor hoger onderwijs gelegen in de eerste of tweede lidstaat, andere dan België; [...]*

Artikel 58 Vw., waarnaar ook verwezen wordt in de bestreden beslissing, definieert dan weer het begrip “instelling voor hoger onderwijs”, zoals bedoeld in artikel 61/1/9, §2, 2° Vw.: [...]

*“(...) 3° instelling voor hoger onderwijs: een door de bevoegde overheid erkende instelling die bevoegd is om hogere studies te organiseren en bevoegd is om de daarmee overeenstemmende titels, academische graden, diploma's en certificaten uit te reiken; (...)”*

In de eerste bestreden beslissing wordt in dit verband als volgt gemotiveerd:

*“Art. 61/1/13. De Minister of zijn gemachtigde kan een aanvraag tot machtiging voor een verblijf als bedoeld in artikel 61/1/9 weigeren indien de onderdaan van een derde land:*

*1° niet aan de in artikel 61/1/9 gestelde voorwaarden voldoet;*

*- Betrokkene levert geen bewijs van het behalen van een diploma aan een Belgische instelling voor hoger onderwijs*

*Overwegende dat betrokkene op 24.09.2009, naar België kwam in het bezit van een geldig nationaal paspoort met visum type-D in het kader van zijn studies aan een privé-onderwijsinstelling; [...]*

*Overwegende dat betrokkene volgende stukken aanbracht om zijn aanvraag te staven: [...]*

*- Een diploma behaald aan de privé-onderwijsinstelling Institut Européen des Hautes Etudes Economiques et de communication (IEHEEC) voor de opleiding gespecialiseerd in transport en logistiek [...]*



*Overwegende dat na grondig onderzoek van de aanvraag bleek dat betrokkene niet over een geschikt diploma beschikt, behaald aan een erkende Belgische onderwijsinstelling in de zin van artikel 58, 3° van de Vreemdelingenwet. Overwegende dat betrokkene aldus niet volledig aan de voorwaarden van artikel 61/1/9 voldoet, wordt de aanvraag geweigerd."*

Verzoeker betwist in zijn middel niet dat hij niet beschikt over een diploma, behaald aan een Belgische onderwijsinstelling in de zin van art. 58 Vw., zodat hij niet voldoet aan de wettelijke voorwaarden. De gemachtigde is dus in beginsel verplicht om verzoekers aanvraag om machtiging tot verblijf in de zin van artikel 61/1/9 Vw. te verwerpen.

Verzoeker is van mening dat de eerste bestreden beslissing niet naar behoren werd gemotiveerd omdat zijn aanvraag om machtiging tot verblijf niet werd onderzocht in het kader van de door hem geschonden geachte bepalingen, met name de art. 9 en 13 Vw. Dit zijn volgens hem immers de artikelen op basis waarvan hij een verblijfsvergunning verkreeg om te studeren in België aan een privé-instelling. Hij is van oordeel dat het geen rol speelt op welke basis hij hier mocht verblijven als student omdat het verblijfsstatuut van een student die gemachtigd werd om hier te studeren in een door de overheid erkende onderwijsinstelling op basis van art. 58 e.v. Vw. in alle opzichten vergelijkbaar is met het verblijfsstatuut dat hij verkreeg als student bij een privé-instelling op basis van de art. 9 en 13 Vw.

De Raad merkt echter op dat art. 61/1/9 Vw., dat betrekking heeft op het verblijf na studie teneinde werk te zoeken of een onderneming op te richten (het zogenaamde 'zoekjaar'), en dat werd ingevoerd door toedoen van de wet van 11 juli 2021, duidelijke voorwaarden stelt. Eén van de noodzakelijke voorwaarden is dat de aanvrager een bewijs moet leveren van het behalen van een diploma aan een Belgische, door de bevoegde overheid erkende instelling voor hoger onderwijs. Verzoeker weerlegt in zijn middel nergens de vaststelling dat hij een diploma voorlegde dat behaald werd aan een privé-instelling en niet aan een instelling voor hoger onderwijs in de zin van art. 58, 3° Vw.

De Raad ziet niet in hoe het feit dat verzoeker gemachtigd werd tot verblijf als 'student' op basis van de art. 9 en 13 Vw. hem zou vrijstellen van de wettelijke voorwaarden waaraan een afgestudeerde student aan een erkende instelling moet voldoen om gemachtigd te worden tot verblijf in het kader van een 'zoekjaar'. Geen enkele bepaling of beginsel vereist dat de gemachtigde van de staatssecretaris zou motiveren over de art. 9 en 13 Vw., terwijl deze geen uitstaans hebben met de bestreden beslissing. Uit het enkele gegeven dat het verblijfsstatuut van een derdelands-student, zoals bedoeld in art. 58 e.v. Vw., en van iemand die werd gemachtigd op grond van de art. 9 en 13 Vw. gelijklopend is, kan niet worden afgeleid dat deze categorieën kunnen worden gelijkgesteld wat de toegang tot een 'zoekjaar' betreft.

Waar verzoeker de schending aanvoert van het vertrouwensbeginsel, stelt de Raad vast dat hij er niet in slaagt aan te tonen dat de overheid een rechtmatig gewekte verwachting ten aanzien van hem niet is nagekomen. Integendeel, uit de gegevens van het administratief dossier blijkt dat de machtiging tot tijdelijk verblijf die verzoeker ontving op 10 juni 2022 in het kader van zijn studies aan de privé-instelling "IEHEEC" uitdrukkelijk het volgende vermeldt:

*"Deze onderwijsinstelling voldoet niet aan de voorwaarden voorzien bij art. 59 alinea 1 van de hierboven vermelde wet. U kan geen aanspraak maken op verblijf voorzien in hoofdstuk 3 titel II van deze wet."*

Art. 59, lid 1 Vw., waar in de machtiging tot verblijf naar verwezen wordt, bepaalt het volgende:

*"§1. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de onderdaan van een derde land die verzoekt te worden gemachtigd of die gemachtigd is om meer dan negentig dagen op het grondgebied van het Rijk te verblijven om er te studeren."*

Verzoeker diende dus te weten dat hij niet valt onder het toepassingsgebied van de bijzondere bepalingen in verband met 'studenten' uit "Titel II, Hoofdstuk III" van de vreemdelingenwet, maar onder de gemeenrechtelijke bepalingen uit "Titel I" van de vreemdelingenwet inzake het verblijf van meer dan drie maanden.

procédure CCE  
Plein contentieux

nationalité  
Palestine  
dictum arrêt  
Annulation

acte attaqué  
CG Exclusion Genève et exclusion protection  
subsidaire  
composition du siège  
3 juges

**3 rechters - vernietiging - bestreden beslissing: uitsluiting vluchtelingenstatus en uitsluiting subsidiaire beschermingsstatus - verzoeker maakte deel uit van inlichtingendienst van Fatah - HvJ C-753/22 - bestreden beslissing genomen zonder ten volle rekening te houden met de eerder toegekende vluchtelingenstatus door Hongarije - landeninformatie laat niet toe individuele verantwoordelijkheid van verzoeker behoorlijk te onderzoeken**

Verzoeker wordt in de bestreden beslissing uitgesloten van de vluchtelingenstatus en van de subsidiaire beschermingsstatus omdat er volgens de commissaris-generaal ernstige redenen zijn om te veronderstellen dat verzoeker, als majoor voor de inlichtingendienst Fatah, wetens en willens **medeplichtig is aan ernstige niet-politieke misdrijven** en dat hij zich schuldig heeft gemaakt aan **handelingen welke in strijd zijn met de doelstellingen en de beginselen van de Verenigde Naties**.

Doorwerking van het arrest HvJ C-753/22:

Uit de verklaringen en informatie blijkt dat verzoeker en zijn familieleden de **vluchtelingenstatus** werden toegekend **in Hongarije in 2003**.

In zijn arrest van 25 januari 2019 **vernietigde de Raad** de beslissing van de commissaris-generaal tot uitsluiting van de vluchtelingenstatus en van de subsidiaire beschermingsstatus. De Raad stelde vast dat het **administratief dossier geen informatie** bevatte waaruit zou blijken dat verzoekers jarenlange verblijf in België, en/of zijn verzoek om internationale bescherming in België tot gevolg heeft gehad dat de vluchtelingenstatus in Hongarije is ingetrokken of opgeheven. Er was geen informatie over de mogelijkheden voor verzoeker om terug te keren naar Hongarije, alsook ontbrak informatie over de situatie van personen met de vluchtelingenstatus in Hongarije. Bijgevolg was de Raad van oordeel dat het onmogelijk was om te oordelen of desgevallend toepassing kan worden gemaakt van artikel 57/6, § 3, 3° van de Vreemdelingenwet.

Uit het administratief dossier blijkt dat de commissaris-generaal thans **een kopie heeft opgevraagd aan de Hongaarse autoriteiten van het asiëldossier van verzoeker** in Hongarije. De Raad merkt op dat het antwoord van de Hongaarse autoriteiten **geen informatie bevat waaruit kan worden afgeleid dat verzoekers status in Hongarije zou zijn ingetrokken of opgeheven**. De commissaris-generaal zet in de bestreden beslissing uiteen dat bij gebrek aan actuele inhoudelijke elementen die uit dit antwoord kunnen worden afgeleid die een antwoord kunnen bieden op de grieven van de Raad, zij van oordeel is dat *in casu* geen toepassing gemaakt kan worden van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet en dat verzoekers geval "zich situeert onder het toepassingsgebied van de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet" en dat zijn verzoek dus vanuit die optiek moet worden onderzocht.

Zoals verzoeker terecht opmerkt werd hij destijds door de Hongaarse autoriteiten niet uitgesloten van de vluchtelingenstatus. Bij gebrek aan het asiëldossier op basis waarvan de Hongaarse autoriteiten in 2003 tot erkenning van verzoeker als vluchteling zijn overgegaan, kan niet worden nagegaan welke elementen door verzoeker aan de Hongaarse autoriteiten werden voorgelegd. Evenmin kan worden nagegaan op basis van welke elementen de Hongaarse autoriteiten verzoeker als vluchteling hebben erkend.

De Raad verwijst naar **HvJ 18 juni 2024, C-753/22, QY tegen Bundesrepublik Deutschland (GK)** en analyseert dit arrest.

De Raad merkt in deze onder meer op dat het Hof oordeelde "*dat een bevoegde autoriteit van een lidstaat, wanneer zij geen gebruik kan maken van de door laatstgenoemde bepaling geboden mogelijkheid om een verzoek om internationale bescherming van een verzoeker aan wie een andere lidstaat reeds een dergelijke bescherming heeft verleend, niet-ontvankelijk te verklaren omdat die verzoeker in die andere lidstaat een ernstig risico loopt dat hij wordt onderworpen aan een onmenselijke of vernederende behandeling in de zin van artikel 4 van het Handvest, dat verzoek **in het kader van een nieuwe procedure** voor internationale bescherming overeenkomstig de richtlijnen 2011/95 en 2013/32 **opnieuw individueel, volledig en naar de actuele stand van zaken moet onderzoeken**. In het kader van dat onderzoek moet deze autoriteit echter **ten volle rekening houden met de beslissing van de andere lidstaat** om de aanvrager*

*internationale bescherming te verlenen en met de elementen die deze beslissing ondersteunen".*

(...)

Het Hof geeft daarbij volgende duiding bij de verplichting van de autoriteit van de lidstaat die over het nieuwe verzoek moet beslissen om rekening te houden met de beslissing van een andere lidstaat om de verzoeker als vluchteling te erkennen: *"Gelet op het beginsel van **loyale samenwerking** neergelegd in artikel 4, lid 3, eerste alinea, VEU, volgens hetwelk de lidstaten elkaar respecteren en elkaar steunen bij de vervulling van de taken die uit de Verdragen voortvloeien (arrest van 6 september 2016, Petruhhin, C-182/15, EU:C:2016:630, punt 42), en dat concreet is uitgewerkt in artikel 36 van richtlijn 2011/95 en artikel 49 van richtlijn 2013/32, en om zoveel mogelijk de samenhang te waarborgen tussen beslissingen die door de bevoegde autoriteiten van twee lidstaten worden genomen over de behoefte aan internationale bescherming van dezelfde onderdaan van een derde land of staatloze, moet bovendien worden overwogen dat de bevoegde autoriteit van de lidstaat die over het nieuwe verzoek moet beslissen, zo spoedig mogelijk begint met het uitwisselen van informatie met de bevoegde autoriteit van de lidstaat die eerder aan dezelfde verzoeker de vluchtelingenstatus heeft toegekend. Het staat dus aan de eerste van deze autoriteiten om de tweede in kennis te stellen van het nieuwe verzoek, om zijn standpunt over het nieuwe verzoek mee te delen en om de tweede te verzoeken om binnen een redelijke termijn de informatie mee te delen waarover zij beschikt en die tot de toekenning van deze status heeft geleid"* (HvJ, C-753/22, pt. 78).

Hieruit volgt, volgens de Raad, dat wanneer de verzoeker om internationale bescherming reeds internationale bescherming heeft verkregen in een andere EU-lidstaat, *in casu* Hongarije en de commissaris-generaal heeft geoordeeld dat het verzoek niet niet-ontvankelijk kan verklaard worden en zij het verzoek ten gronde onderzoekt in het licht van de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet, de commissaris-generaal, om te kunnen voldoen aan haar verplichtingen op grond van de artikelen 4, lid 3 en 13 van de Kwalificatierichtlijn en artikel 10, leden 2 en 3 van de Asielprocedurerichtlijn, ertoe gehouden is **zo spoedig mogelijk informatie te beginnen uitwisselen** met de Hongaarse autoriteit die eerder verzoeker als vluchteling heeft erkend, deze laatste in kennis moet stellen van het nieuwe in België ingediende verzoek, aan deze Hongaarse autoriteit, haar standpunt over het nieuwe verzoek mee te delen en **om de Hongaarse autoriteit te verzoeken binnen een redelijke termijn de informatie mee te delen** waarover deze laatste beschikt en die tot de toekenning van deze status heeft geleid.

(...)

*In casu* nemen beide partijen het standpunt in dat **geen toepassing** kan worden gemaakt van artikel **57/6, § 3, eerste lid, 3°** van de Vreemdelingenwet, zij het om verschillende redenen, en dat het evenmin betwist is dat het beschermingsverzoek door de Belgische asielautoriteiten ten gronde moet worden onderzocht in het licht van de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet.

(...)

De elementen die aan de grondslag lagen van de beslissing van de autoriteit van de eerste lidstaat die eerder dezelfde verzoeker om internationale bescherming als vluchteling erkende, zijn een uitdrukking van het vertrouwensbeginsel én een **integraal onderdeel van de samenwerkings- en onderzoeksplicht** die op deze asielautoriteit rust. Bijgevolg vormen zij onderdeel van het geheel van elementen waarop het nieuwe beschermingsverzoek is gebaseerd en die door de commissaris-generaal op individuele, objectieve en onpartijdige wijze moeten worden onderzocht. De loutere omstandigheid dat de beslissing van de commissaris-generaal om het beschermingsverzoek ten gronde te onderzoeken **niet schijnt ingegeven te zijn door de overweging dat verzoeker in Hongarije een ernstig risico loopt** dat hij wordt onderworpen aan een onmenselijke of vernederende behandeling in de zin van artikel 4 van het Handvest, doet **hieraan geen afbreuk**.

Bijgevolg is *in casu* de commissaris-generaal ertoe gehouden om ten volle rekening te houden met de beslissing van de Hongaarse autoriteiten om verzoeker als vluchteling te erkennen en hem dus niet uit te sluiten van deze status en met de elementen die deze beslissing ondersteunen en daartoe de nodige stappen te zetten, waaronder het kenbaar maken van haar standpunt over het in België ingediende verzoek en het verzoek om binnen een redelijke termijn de informatie mee te delen waarover zij beschikt en die tot de toekenning van deze status heeft geleid.

In dit verband dient te worden opgemerkt dat de reeds aan de Hongaarse autoriteiten gestelde **vraag** om het integrale asioldossier over te maken werd gesteld **lang voor het geciteerde arrest** van het Hof van Justitie en **beperkt was tot de doelstelling** om *"bijkomende, verifieerbare elementen van de bevoegde Hongaarse instanties te verkrijgen met betrekking tot de actualiteit en geldigheid van de aan verzoeker verleende vluchtelingenstatus"*. De commissaris-generaal heeft geenszins aan de Hongaarse autoriteiten gepreciseerd dat het verzoek om bijkomende inlichtingen kaderde in haar verplichting om binnen een redelijke termijn de informatie te verkrijgen waarover de Hongaarse autoriteiten beschikken en die tot de toekenning van de vluchtelingenstatus heeft geleid. Uit het antwoord van de Hongaarse autoriteiten kan in de huidige stand van zaken verder niet afgeleid worden dat zij niet bereid zouden zijn om de elementen op basis waarvan aan verzoeker de vluchtelingenstatus werd toegekend en bijgevolg niet uitgesloten mee te delen of dat zij hiertoe niet langer in staat zouden zijn.

Bijgevolg werd de bestreden beslissing **genomen zonder ten volle rekening te rekening te houden met de eerdere beslissing** van de Hongaarse autoriteiten om aan verzoeker de vluchtelingenstatus toe te kennen en bijgevolg hem niet uit te sluiten en met de elementen die deze beslissing ondersteunen in strijd met haar verplichtingen onder artikel 4, lid 3 van de Kwalificatierichtlijn en artikel 10, leden 2 en 3 van de Asielprocedurerichtlijn, zoals geïnterpreteerd door het Hof van Justitie in het voormeld arrest.

Beschikbare landeninformatie: onvoldoende (objectief en zorgvuldig):

De Raad merkt bijkomend op dat de **beschikbare landeninformatie** in het rechtsplegingsdossier niet toelaat om de individuele verantwoordelijkheid van verzoeker voor de hem verweten uitsluitbare handelingen naar behoren te onderzoeken.

De Raad wijst hierbij in het bijzonder op het feit dat, met betrekking tot de **Wikipedia**-pagina's die zijn opgenomen in het rechtsplegingsdossier, kan worden opgemerkt dat Wikipedia door EUAA wordt bestempeld als een dubieuze bron die ter discussie staat en dat het van belang wordt geacht om een kruiscontrole uit te voeren over informatie afkomstig van sociale media, waaronder ook Wikipedia wordt gecatalogeerd. Het is geenszins duidelijk waarom de commissaris-generaal, die beschikt over een gespecialiseerde landendocumentatiedienst, zich met betrekking tot Fatah, een organisatie die sinds decennia een cruciale en prominente rol heeft gespeeld (en nog speelt) in de geopolitieke ontwikkelingen in het Midden-Oosten baseert op een discutabele bron als Wikipedia. Aangenomen kan worden dat er talrijke andere objectieve en betrouwbare bronnen voorhanden zijn die duiding geven over de doelstellingen, activiteiten en methodes van Fatah in het verleden.

Ook over andere bronnen rijst de vraag of zij als voldoende objectieve bronnen kunnen worden beschouwd.

Verder benadrukt de Raad dat de uitsluitingsclausules in het bijzonder met betrekking tot de vaststelling en de kwalificatie van de feiten met de grootste omzichtigheid en op beperkende wijze dienen te worden toegepast. Zij kunnen er immers toe leiden dat feiten worden vastgesteld en als misdrijven worden gekwalificeerd buiten de tussenkomst van de rechterlijke overheden en zonder nadere wetsbepaling (RvS 29 juli 1998, nr. 75.484).

*In casu* is de beschikbare landeninformatie in het rechtsplegingsdossier **te summier en te beperkt om de rol van verzoeker** binnen Fatah maar ook de activiteiten van Fatah en de **betrokkenheid van deze organisatie** bij handelingen die zouden kunnen worden gekwalificeerd als handelingen in strijd met de doelstellingen van de Verenigde Naties in de periode dat verzoeker actief was in Bagdad naar behoren te kunnen **inschatten**

De Raad meent dat het aan essentiële elementen ontbreekt en vernietigt de bestreden beslissing.



procédure CCE  
Plein contentieux

nationalité  
Érythrée  
dictum arrêt  
Rejet

acte attaqué  
CG Exclusion Genève et exclusion protection  
subsidaire  
composition du siège  
3 juges

3 rechters - uitsluiting vluchtelingenstatus en uitsluiting subsidiaire beschermingsstatus - begrip 'misdrijf tegen de menselijkheid' - Nationale Dienst in Eritrea - slavernij en foltering - individuele verantwoordelijkheid aangetoond

De bestreden beslissing werd genomen op grond van de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet en artikel 1, F van het Vluchtelingenverdrag. Dit omdat er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat hij individuele verantwoordelijkheid draagt voor misdaden tegen de menselijkheid omdat hij als soldaat in de onafhankelijkheidsoorlog vocht en nadien tewerkgesteld was in het Eritrese leger dat onderdeel is van de Nationale Dienst. Voor wat de uitsluiting van de subsidiaire beschermingsstatus betreft, wordt in de bestreden beslissing verwezen naar dezelfde redenen.

De Raad gaat uitvoerig in op het begrip "Misdrijf tegen de menselijkheid" (punt 4.2.). Hierbij wordt gerefereerd aan het Londen Charter, de Statuten van het ICTY, het ICTR en het ICC en het Statuut van Rome. De Raad vat als volgt samen.

Vooreerst moet het **bestaan van een aanval in de zin van artikel 7(2)(a) van het Rome Statuut** worden vastgesteld. Dit vereist een operatie of handelswijze waarbij (1) daden vermeld in artikel 7(1) van het Rome Statuut veelvuldig gepleegd worden, (2) deze operatie of handelswijze tegen een burgerbevolking is gericht en (3) aangetoond is dat de operatie of handelswijze plaatsvond in het kader van het beleid van een staat of organisatie. Dit veronderstelt dat een dergelijk beleid bewezen wordt en dat dit verband houdt met een staat of organisatie.

In een tweede stap moet vastgesteld worden of de aanval **systematisch of wijdverspreid** is, waarbij wijdverspreid doelt op het grootschalige en systematisch op het georganiseerde karakter van de gewelddaden.

In een derde en finale stap moet een *nexus* worden vastgesteld tussen de wijdverspreide of systematische aanval op de **burgerbevolking** en de handeling die binnen het toepassingsgebied van artikel 7 van het Statuut van Rome valt en moet vastgesteld worden dat de **dader kennis** heeft van deze **nexus** (EASO, Judicial Analysis. Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive, Second Edition, 2020, p. 76-77).

Vervolgens wordt uitvoerig ingegaan op de algemene context van de Nationale Dienst in Eritrea. De Raad erkent dat de beschikbare bronnen aangeven dat zij zich geconfronteerd zien met beperkingen bij het verzamelen van informatie over deze Nationale Dienst, maar stelt vast dat de bronnen alsnog een voldoende objectief en nauwkeurig beeld bieden. De Nationale Dienst wordt gezien als de *"school van de Natie"* en heeft zowel een civiele als militaire component en wordt in het EASO rapport omschreven als *"van gemengde civiele-militaire aard"* (EASO, 2019, p. 24).

Bij de eigenlijke beoordeling herhaalt de Raad dat een misdrijf tegen de menselijkheid een aanval in de zin van artikel 7(2)(a) van het Statuut van Rome veronderstelt, wat vereist dat daden vermeld in artikel 7(1) van het Statuut van Rome veelvuldig worden gepleegd in de context van een operatie; dat de operatie tegen de burgerbevolking is gericht en dat aangetoond is dat de operatie plaatsvond in het kader van een beleid van een staat of organisatie.

Dit is in het geval voor de **Nationale Dienst in Eritrea**. Uit de beschikbare landeninformatie komt immers duidelijk naar voor dat in de militaire component van de Nationale Dienst sprake is van **verregaande beperking** van de **bewegingsvrijheid** van de dienstplichtigen, **marteling** en **disproportionele bestraffing** van inbreuken op desertie of personen die de militaire dienst trachten te ontlopen en **willekeurige disciplinaire maatregelen**, dat dienstplichtigen onderworpen worden aan **dwangarbeid** in bouwprojecten in landbouw en als personeel worden ingezet in private ondernemingen of overheidsinstellingen ten behoeve van privépersonen of hogere officieren binnen de Nationale Dienst en dat de dienstplicht van **onbeperkte duur** is. Verder is zowel binnen de militaire als civiele component sprake van veelvuldig voorkomende **verkrachting en seksueel geweld** en **totale willekeur bij het toekennen van verlof**.

Er wordt aangenomen dat het systeem van verplichte Nationale Dienst in Eritrea als **slavernij** moet worden gekwalificeerd.



Wat betreft de aan de verzoeker verweten uitsluitbare handelingen stelt de Raad vast dat verzoeker volgens de commissaris-generaal een **verantwoordelijke functie** en een **coördinerende** rol in het opsporen van gedeserteerde soldaten, die na opsporing aan **foltering** werden onderworpen en had ook de bevoegdheid om **straffen** uit te delen waardoor hij **bijdroeg** aan het systeem van **verplichte** militaire **dienst** in Eritrea.

#### De individuele verantwoordelijkheid van verzoeker

(...) De commissaris-generaal komt tot de conclusie dat verzoeker een **wezenlijke bijdrage** heeft geleverd aan het systeem van slavernij waaraan dienstplichtigen werden onderworpen en hij door zijn handelen gedeserteerde soldaten heeft blootgesteld aan (minstens) een zeer reëel risico op buitensporige bestraffing en foltering.

Verzoeker legde geen stukken neer in het kader van zijn verzoek om internationale bescherming, ook niet met betrekking tot zijn carrière en activiteiten als soldaat in het Eritrese leger en in het militaire ziekenhuis waar hij na de onafhankelijkheidsoorlog ging werken. De Raad is dus, net zoals de commissaris-generaal, enkel aangewezen op verzoekers **verklaringen** hierover tijdens de twee persoonlijke onderhouds en de toelichting van verzoeker ter terechtzitting.

(...)

Er zijn dus ernstige redenen om aan te nemen dat verzoeker handelingen gesteld heeft waardoor soldaten een risico liepen te worden onderworpen aan buitensporige bestraffingen en foltering. Hierboven werd reeds vastgesteld dat de Nationale Dienst in Eritrea moet worden gekwalificeerd als een aanval tegen de burgerbevolking in de zin van het Statuut van Rome waarbij Eritrese functionarissen zich schuldig maken aan slavernij, opsluiting, gedwongen verdwijningen, marteling, andere onmenselijke handelingen, vervolging, verkrachting en moord sinds 2002. Bijgevolg heeft verzoeker een wezenlijke bijdrage geleverd aan misdrijven tegen de menselijkheid, waaronder slavernij, foltering, en gevangenneming of elke andere ernstige beroving van de lichamelijke vrijheid in strijd met de fundamentele regels van internationaal recht gepleegd binnen het systeem van de Nationale Dienst in Eritrea.

Uit het voorgaande is gebleken dat verzoeker een actieve rol speelde in de uitvoering van essentiële aspecten van de Nationale Dienst en daarbij moet vastgesteld worden dat hij **misdaden tegen de menselijkheid, met name, slavernij, foltering en gevangenneming minstens faciliteerde en zich bewust was van de gevolgen die dit zou hebben voor de dienstplichtigen in kwestie**. Gezien de specifieke rol die verzoeker daarbij speelde als leider van een ganta, kan de Raad niet anders dan vaststellen dat hij daarbij een **substantiële bijdrage** leverde. Bijgevolg moet worden **nagegaan of er specifieke verschoningsgronden** in hoofde van verzoeker kunnen worden aangenomen waardoor de individuele verantwoordelijkheid van verzoeker bij de gepleegde misdaden tegen de menselijkheid wordt opgeheven.

Volgens artikel 33 van het Statuut van Rome ontheft het feit dat een persoon een misdrijf heeft gepleegd in uitvoering van een bevel van een regering, of een (militaire of civiele) overste, deze persoon niet van strafrechtelijke verantwoordelijkheid tenzij drie cumulatieve voorwaarden vervuld zijn: (1) de persoon had een juridische verplichting om orders van een overste op te volgen; (2) de persoon wist niet dat het bevel onwettig was en (3) het bevel was niet manifest onwettig. Artikel 33 (2) van het Statuut van Rome bepaalt evenwel dat bevelen om genocide of misdaden tegen de menselijkheid te begaan manifest onwettig zijn. *In casu* werd vastgesteld en **niet betwist dat slavernij en foltering in het kader van de Nationale Dienst in Eritrea als een misdaad tegen de menselijkheid** moeten beschouwd worden, dat deze werden **uitgevoerd toen verzoeker leider van een ganta was en bijdroeg** aan de **instandhouding** van het systeem van Nationale Dienst in Eritrea. Bijgevolg kan verzoeker zich niet beroepen op het feit dat hij slechts orders van zijn oversten of de regering uitvoerde (zie EASO, Judicial Analysis, p. 114-115).

In geval van uitsluitbare handelingen is het bovendien **niet noodzakelijk** dat een medeplichtige de intenties van de **hoofdverantwoordelijke** deelt om medeplichtigheid vast te stellen. Er is bijgevolg aangetoond dat verzoeker handelde met de vereiste intentie en kennis van de uitsluitbare handelingen (*mens rea*) en zich bewust was van de gevolgen ervan voor de dienstplichtigen in kwestie.

Inzake de subsidiaire bescherming: dient te worden nagegaan of verzoeker valt onder de in artikel 55/4, § 1 van de Vreemdelingenwet vermelde uitsluitingsgronden.

(...) Zoals hoger uiteengezet wordt verzoeker uitgesloten van de vluchtelingenstatus wegens zijn betrokkenheid bij misdrijven tegen de menselijkheid. Omwille van dezelfde feiten dient verzoeker ook te worden uitgesloten van de subsidiaire beschermingsstatus op grond van artikel 55/4, § 1, a) van de Vreemdelingenwet.

Waar verzoeker nog wijst op het niet-terugleidingsadvies in de bestreden beslissing, het EASO rapport van 2019 citeert met betrekking tot de behandeling van terugkeerders en stelt dat verzoeker niet terug kan keren naar Eritrea aangezien dit een schending zou uitmaken van artikel 3 van het EVRM, kan de Raad volstaan met erop te wijzen dat door het niet-terugleidingsadvies de commissaris-generaal uitdrukking heeft gegeven aan haar mening dat verzoeker niet kan verwijderd worden naar zijn land van herkomst en dat de bestreden beslissing als dusdanig ook geen verwijderingsmaatregel is, zodat zijn betoog niet dienstig is.

Het gegeven dat verzoekers echtgenote en kinderen door de commissaris-generaal werden erkend door de

commissaris-generaal verplicht haar geenszins tot het uitvoeren van een proportionaliteitstoets met betrekking tot het privé-en gezinsleven van verzoeker wanneer zij de toepassing van de uitsluitingsclausules met betrekking tot verzoeker onderzoekt en daartoe besluit. Het gezins- en privéleven van verzoeker is niet relevant voor het onderzoek naar en de beoordeling van verzoekers verantwoordelijkheid voor uitsluitbare handelingen en kan dan ook niet tot een andere conclusie leiden.

Verzoeker wordt **uitgesloten** van de **vluchtelingenstatus** overeenkomstig artikel 1F van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951. Verzoeker wordt **uitgesloten** van de **subsidiare beschermingsstatus** overeenkomstig artikel 55/4 van de Vreemdelingenwet.

procédure CCE  
Plein contentieux  
nationalité  
Irak  
dictum arrêt  
Rejet

acte attaqué  
CG Retrait protection subsidiaire  
composition du siège  
3 juges

3 rechters - intrekking subsidiaire beschermingsstatus - artikel 55/5/1, § 2, 1° en § 3 van de Vreemdelingenwet - ernstig misdrijf - deelname activiteiten van daesh - voorbereiden van terroristische aanslag in België - verkoop en bezit van stimulerende middelen en medicijnen

Verzoekende partij kreeg op 20 januari 2016 de subsidiaire beschermingsstatus toegekend op basis van de toenmalige veiligheidssituatie in Mosul.

Op 5 maart 2019 vraagt de Dienst Vreemdelingenzaken aan de commissaris-generaal de intrekking van het statuut subsidiaire bescherming.

Er wordt geenszins betwist dat de verzoekende partij op 24 januari 2020 door de rechtbank van eerste aanleg te Luik enerzijds **veroordeeld** werd. Tegen dit vonnis werd er geen beroep aangetekend. Aldus heeft het vonnis kracht van gewijsde.

[analyse van het vonnis van de rechtbank te Luik over verzoekers betrokkenheid bij daesh]

Uit het geheel van al deze elementen blijkt dat de **verzoekende partij met kennis van zaken daesh heeft ondersteund, daar zij sinds 2014 en dit tot 2019 voor hen gewerkt heeft**. Op een moment dat er niet langer de minste twijfel bestond over het terroristische karakter van deze groepering. Bovendien achtte de rechtbank van eerste aanleg het bewezen dat de verzoekende partij **van plan** was om in België een **terroristische aanslag** te plegen in naam van daesh. In hetzelfde vonnis van de rechtbank van eerste aanleg werd de verzoekende partij verder ook schuldig bevonden aan **inbreuken** gelinkt aan **dopingmiddelen** en **medicijnen** in de periode van 20 juni 2018 tot 21 januari 2019, dit in de gerechtelijke arrondissementen van Luik en Brussel.

De correctionele rechtbank heeft bij de beoordeling van de **straftoemeting rekening** gehouden met de ernst en de aard van deze feiten, het gebrek aan besef omtrent de ernst van de feiten, het gevaar voor de Belgische en internationale gemeenschap die de deelname aan terroristische activiteiten inhoudt, de ernstige verstoring van de openbare orde en de lange duur van de inbreukperiode om aan de verzoekende partij **het voordeel van strafopschorting niet toe te kennen**. De verzoekende partij werd enerzijds veroordeeld tot een gevangenisstraf van vijf jaar en anderzijds werd de verzoekende partij veroordeeld tot een gevangenisstraf van 30 maanden. Ook werd er telkens een geldboete opgelegd.

Waar de verzoekende partij argumenteert dat de **maximumstraf niet werd opgelegd**, wordt erop gewezen dat de **strafmaat** weliswaar bijzonder belangrijk is bij de beoordeling of er sprake is van een ernstig misdrijf, maar dat de beoordeling van de ernst van het desbetreffende misdrijf niet uitsluitend mag zijn gestoeld op de straf die overeenkomstig het recht van die lidstaat op een specifiek misdrijf is gesteld (HvJ 13 september 2018, C-369/17, §§ 55 en 58). *A contrario* kan worden besloten dat het evenmin volstaat om naar de strafmaat te verwijzen om vervolgens te argumenteren dat een misdrijf niet ernstig is in de zin van artikel 55/4 van de Vreemdelingenwet. Het gegeven dat de verzoekende partij werd veroordeeld tot een gevangenisstraf van vijf jaar voor enerzijds (1) deelname aan de activiteiten van een terroristische groepering in de periode van 1 december 2014 tot 21 januari 2019 en dit zowel in Irak, Luik, en Brussel en (2) het voorbereiden van een terroristische aanslag in de periode van 1 januari 2017 tot 21 januari 2019, dit in zowel Brussel als Luik en dertig maanden voor de inbreuken op de wetgeving inzake stimulerende middelen en medicijnen alsook tot diverse geldboetes, neemt niet weg dat de **gepleegde feiten ernstig zijn** zoals omstandig en concreet door de verwerende partij gemotiveerd wordt. Daarenboven oordeelde Hof van Justitie reeds dat **terroristische daden**, die worden gekenmerkt door geweld tegen de burgerbevolking, ook al worden zij met een beweerd politiek oogmerk gesteld, **als ernstige, niet-politieke misdrijven** in de zin van artikel 12, tweede lid, b) van de Kwalificatierichtlijn **moeten worden aangemerkt** (HvJ 9 november 2010, gevoegde zaken C-57/09 en C-101/09, Bundesrepublik Deutschland tegen B, D, pt. 81). Uit het vonnis van 24 januari 2024 blijkt duidelijk dat de verzoekende partij zowel **voor haar aankomst in Europa, als tijdens** haar verblijf in België, toen ze reeds internationale bescherming verkregen had, **actief lid was van daesh en diverse activiteiten voor hen verricht heeft** waaronder de voorbereiding van een terroristische aanslag in de periode van 1 januari 2017 tot 21 januari 2019, dit in zowel Brussel

als Luik. (...) *In casu* achtte de rechtbank van eerste aanleg het bewezen dat de verzoekende partij op illegale wijze handelde in hormonen en steroïden. (...) In voormeld arrest verwijst de rechtbank van eerste aanleg ook naar de ernstige aantasting van de openbare orde, maar ook naar het gevaar voor de volksgezondheid die een dergelijke handel inhoudt.

(...)

In de mate dat de verzoekende partij nog zou verwijzen naar het **laag recidive risico** daar zij sinds haar veroordeling geen nieuwe feiten gepleegd heeft, wordt erop gewezen dat subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken omdat er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat de verzoekende partij een ernstig misdrijf heeft gepleegd zoals bedoeld artikel 55/4, § 1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet. **Noch uit de wet, noch uit de voorbereidende werken blijkt dat de toepassing van deze bepaling vereist dat een actueel of toekomstig gevaar voor de samenleving wordt aangetoond.** Daarenboven heeft de verwerende partij bij aanvullende nota een **analyse van OCAD bijgevoegd**, die dateert van 22 januari 2024. Hieruit blijkt dat op basis van de elementen waarover OCAD beschikt en rekening houdend met de methodologie en de criteria zoals vastgelegd in het koninklijk besluit betreffende de gemeenschappelijke gegevensbank Terrorist Fighters van 21 juli 2016, wordt verzoekende partij beschouwd als een 'Homegrown Terrorist Fighter' en bestaan er ernstige aanwijzingen dat zij de intentie heeft om geweld te gebruiken tegen personen of materiële belangen om ideologische of politieke redenen met het doel haar doelstellingen door middel van terreur, intimidatie of dreigingen te bereiken. Het **dreigingsniveau** van verzoekende partij wordt **actueel nog steeds** ingeschaald op **niveau 3 (ernstig)**, wat conform de bepalingen van het koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging van 28 november 2006 betekent dat de dreiging tegen de persoon, de groepering of de gebeurtenis die het voorwerp uitmaakt van de analyse mogelijk en waarschijnlijk is.

In de bestreden beslissing wordt daarnaast rekening gehouden met de door de verzoekende partij aangebrachte elementen voor het eventuele behoud van haar status. (ontkennen effectieve betrokkenheid bij IS, bijgevolg nog steeds geen (oprecht) schuldinzicht, vrees t.a.v. Irak doet geen afbreuk aan het feit dat verzoeker werd veroordeeld voor een ernstig misdrijf)

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, treedt de Raad de commissaris-generaal bij in het standpunt dat er *in casu* **ernstige redenen** zijn om aan te nemen dat de **verzoekende partij een ernstig misdrijf heeft gepleegd**.

Gelet op het voorgaande, heeft de commissaris-generaal overeenkomstig artikel 55/5/1, § 2, 1° *juncto* artikel 55/4, § 1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet terecht besloten tot de intrekking van de subsidiaire beschermingsstatus. De door de verzoekende partij aangehaalde argumenten en neergelegde documenten kunnen het behoud van haar subsidiaire beschermingsstatus niet wettigen. Aldus dient niet onderzocht te worden of de verzoekende partij op basis van artikel 55/4, § 2 van de Vreemdelingenwet dient uitgesloten te worden van de subsidiaire beschermingsstatus.

Artikel 57/6, eerste lid, 14° van de Vreemdelingenwet *juncto* artikel 55/5/1, § 3 van de Vreemdelingenwet: advies is geen aanvechtbare rechtshandeling.

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Ghana**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 48**

composition du siège

**1 juge**

**Annexe 48 – Décision de refus de séjour d'un permis unique – AA : PR « n'est pas encore admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours [conformément au titre I, chapitre 11], ou pour une période de plus de nonante jours [conformément au titre II, chapitres III et VI], au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume » car demande permis unique introduite en aout 2023 or, demande de séjour post-étude refusée en janvier 2023 + commune a indument délivré à la PR une annexe 15 en janvier 2023 – PR invoque être en possession d'une annexe 15 qui couvre son séjour tant qu'il n'y est pas mis fin art. 33 §1<sup>er</sup> al. 2 AR – Conseil relève que ces annexes mentionnent « la présente attestation couvre provisoirement le séjour de l'intéressé jusqu'au... » ainsi que la date de fin de validité de l'annexe – Conseil rappelle art. 33 §1<sup>er</sup> AR « L'attestation visée à l'alinéa 1er couvre provisoirement le séjour de l'étranger sur le territoire du Royaume. La durée de validité de cette attestation est de quarante-cinq jours et peut être prorogée à deux reprises pour une même durée » - Conseil considère par conséquent que si le séjour de la PR est couvert provisoirement pas cette annexe, un tel document ne peut suffire à fonder une autorisation de séjour en tant que elle car le doc. vise uniquement à préserver la situation du requérant en attendant qu'une décision soit prise quant à se demande, mais ne formalise nullement une admission ou une autorisation de séjour de plus de 3 mois - Rejet.**

« En ce qui concerne l'argumentation selon laquelle « La décision de refus de permis uniquement est d'autant moins bien motivée que le requérant était en possession d'une annexe 15 lorsqu'il a introduit sa demande de permis unique, et qu'une telle annexe 15 couvre le séjour du requérant tant qu'il n'y a pas été mis fin (art. 33 §1<sup>er</sup> al. 2 de l'arrêté royal du 8/10/1981) », indépendamment de la question de la légalité de la délivrance de ces annexes 15 par l'administration communale d'Evere, le Conseil observe que chacune de ces annexes 15 mentionne que « La présente attestation couvre provisoirement le séjour de l'intéressé(e) jusqu'au [...] » (le Conseil souligne) ainsi que la date de fin de validité de l'annexe en question.

En effet, il ressort de l'article 33, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 que « Lorsque l'étranger a introduit sa demande de renouvellement, conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup> et que le Ministre ou son délégué n'a pas été en mesure de prendre une décision concernant cette demande avant l'expiration du document de séjour dont il est titulaire, le Bourgmestre ou son délégué le met en possession d'une attestation conforme au modèle figurant à l'annexe 15. L'attestation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> couvre provisoirement le séjour de l'étranger sur le territoire du Royaume. La durée de validité de cette attestation est de quarante-cinq jours et peut être prorogée à deux reprises pour une même durée » (le Conseil souligne). CCE 305 744 - Page 6 prorogée à deux reprises pour une même durée » (le Conseil souligne). Ainsi, force est de constater, d'une part, que l'argumentation de la partie requérante manque tant en fait qu'en droit en ce qu'elle prétend qu'une annexe 15 « couvre le séjour du requérant tant qu'il n'y a pas été mis fin ». D'autre part, si le séjour du requérant est couvert provisoirement par cette annexe, force est toutefois d'observer qu'un tel document ne peut suffire à fonder une autorisation de séjour en tant que telle. En effet, le document susmentionné vise uniquement à préserver la situation du requérant en attendant qu'une décision soit prise quant à sa demande, mais ne formalise nullement une admission ou une autorisation de séjour de plus de trois mois. Partant, la partie défenderesse a valablement pu considérer, lors de l'adoption de la décision attaquée le 23 octobre 2023, que le requérant « n'est pas encore admis ou autorisé à séjourner dans le Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours [conformément au titre I, chapitre 11], ou pour une période de plus de nonante jours [conformément au titre II, chapitres III et VI], au moment de l'introduction de sa demande sur le territoire du Royaume ».



procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Maroc**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**ANNEXE 20**  
composition du siège  
**1 juge**

**Annexe 20 – Descendant à charge d’un belge – question de la preuve de l’absence / l’insuffisance des ressources au PO et de la nécessité d’une prise en charge – AA : les attestations de revenu global produites par la PR « ne sont pas prises en considération en raison de vices de forme dans leur rédaction » (= absence de données officielles tels que l’identifiant fiscal et/ou le code de vérification ne permettant pas à l’OE de vérifier leur authenticité sur les sites officiels) – CCE : la PD ne fournit aucune information quant à « l’identifiant fiscale » et au « code de vérification » que devrait revêtir ce document pour prouver son authenticité - Conseil rappelle art. 3 de la Convention supprimant l’exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961 « La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l’acte a agi et, le cas échéant, l’identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l’apposition de l’apostille définie à l’article 4, délivrée par l’autorité compétente de l’Etat d’où émane le document » + art. 5 prévoit que l’apostille « atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l’acte a agi et, le cas échéant, l’identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu » - Or ces documents sont accompagnés d’une apostille donc Conseil estime que PD malvenue de contester leur authenticité et devait prendre en considération les éléments contenus dans ces documents – Violation motivation formelle – Annulation.**

" 3.2.3. S’agissant des attestations de revenu global datées du 8 octobre 2018 et du 13 septembre 2021, la partie défenderesse considère que celles-ci « ne sont pas prises en considération en raison de vices de forme dans leur rédaction. En effet, l’absence de données officielles devant figurer sur pareil document tels que l’identifiant fiscal et/ou le code de vérification place l’administration de l’Office des étrangers dans l’impossibilité de vérifier leur authenticité sur les sites officiels <https://attestation.tax.gov.ma/attestations/verifAttest.htm> et <https://www.tax.gov.ma/wps/portal/DGI/Accueil>. Par conséquent, l’inobservation de telles formalités requises pour la rédaction de ce type de document constitue un vice de forme qui les frappent de nullité ». Or, le Conseil constate que la partie défenderesse ne fournit aucune information quant à cet « identifiant fiscal » et ce « code de vérification » que devrait revêtir le document fiscal produit, ni dans la décision attaquée, ni dans le dossier administratif. Cette motivation ne permet dès lors pas de comprendre en quoi l’absence d’un tel identifiant fiscal ou code de vérification serait de nature à remettre en question l’authenticité du document produit.

Par ailleurs, le Conseil rappelle, à la suite de la partie requérante, que la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961 prévoit, en son article 3, que « La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'article 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document. [...] ». L'article 5 de cette Convention prévoit que l’apostille « atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu ». Les attestations de revenu produites par le requérant étant chacune accompagnée d’une apostille, le Conseil estime que la partie défenderesse est malvenue de contester leur authenticité. Il lui incombait, à tout le moins, de prendre en considération les éléments contenus dans ces documents.

Dans sa note d’observations, la partie défenderesse soutient qu’« il convient de relever que la partie adverse ne conteste pas l’authenticité desdits documents mais indique bien, en termes de décision attaquée en quoi elle estime que ces documents ne sauraient être pris en considération à savoir le fait pour les attestations de revenu global, qu’en l’absence de certaines mentions, il lui est impossible d’en vérifier le contenu et, pour le certificat administratif de résidence, que celui-ci ne démontre pas son indigence et est uniquement établi afin d’établir la résidence d’un administré au Maroc. La partie requérante ne peut donc reprocher à la partie adverse de ne pas s’être inscrite en faux contre ces documents. Rappelons que le fait qu’ils soient apostillés ne saurait contrevenir au constat qui précède dès lors que l’apostille, conformément à l’article 5 de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961, ne fait qu’attester de la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu ». Cette argumentation est sans pertinence dès lors qu’elle se contente de réitérer le motif litigieux.

Pour le surplus, ces développements doivent être considérés comme une motivation a posteriori de la décision attaquée qui ne peut être admise dans le cadre du contrôle de légalité qu'est amené à exercer le Conseil."

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Cameroun**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 17**

composition du siège

**1 juge**

**Annexe 17 – Refus demande d’acquisition du statut de résidence de longue durée – AA : autorisation de séjour accordée par l’art. 61/1/12 (séjour post-études) de la loi est limitée à une période de 12 mois => autorisation de séjour non renouvelable accordée exclusivement pour des motifs à caractère temporaire – Conseil rappelle : art. 15bis, §1<sup>er</sup> de la Loi qui est une transposition en droit belge de l’art. 3 de la directive 2003/109/CE et l’arrêt CJUE *Staatssecretaris* – Conseil souligne que le nouvel art. 15bis prévoit dorénavant que les étrangers bénéficiant d’un droit de séjour temporaire puissent également obtenir le statut de résident de longue durée à l’issue d’un séjour légal et ininterrompu de 5 ans, sans préjudice des catégories exclues + TP « *les étrangers dont le permis de séjour est formellement limité mais qui se sont établis de manière durable dans l’état membre, ne peuvent être exclus du champ d’application de la directive* » – Le motif que cette autorisation de séjour soit temporaire et non renouvelable ne suffit pas pour déterminer que la PR résiderait sur le territoire « exclusivement pour des motifs à caractère temporaire » au sens de l’art. 15 bis, manque de motivation à cet égard – Surabondamment, PR s’est vu délivrer une carte A sur la base de l’art. 61/1/9 pour la recherche d’un emploi ou la création d’une entreprise, lesquels peuvent se trouver sur le territoire belge => pas raisonnable de considérer que les motifs de séjour sont exclusivement temporaires – Violation motivation formelle – Annulation.**

"4.1.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que, s’agissant d’une demande d’acquisition du statut de longue durée, l’article 15bis, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit : « Sauf si des raisons d’ordre public ou de sécurité nationale s’y opposent, le statut de résident de longue durée doit être accordé à l’étranger non citoyen de l’Union européenne qui répond aux conditions fixées au § 3 et qui justifie d’un séjour légal et ininterrompu dans le Royaume au cours des cinq ans qui précèdent immédiatement la demande d’acquisition du statut de résident de longue durée. L’alinéa 1er ne s’applique pas à l’étranger qui : [...] 5° séjourne dans le Royaume exclusivement pour des motifs à caractère temporaire; ».

Cette disposition assure la transposition, dans le droit belge, de l’article 3 de la directive 2003/109/CE, selon lequel : « 1. La présente directive s’applique aux ressortissants de pays tiers qui résident légalement sur le territoire d’un État membre. 2. La présente directive ne s’applique pas aux ressortissants de pays tiers qui: [...] e) séjournent exclusivement pour des motifs à caractère temporaire, par exemple en tant que personnes au pair ou travailleurs saisonniers, ou en tant que travailleurs salariés détachés par un prestataire de services afin de fournir des services transfrontaliers, ou en tant que prestataires de services transfrontaliers, ou lorsque leur permis de séjour a été formellement limité; [...] ».

L’article 15bis de la loi du 15 décembre 1980 a été modifié à la suite, notamment, d’un arrêt de la Cour de Justice de l’Union européenne (ci-après : la CJUE), qui porte sur le champ d’application du statut de « résident de longue durée » (CJUE, 18 octobre 2012, *Staatssecretaris van Justitie contre Mangat Singh*, 18 octobre 2012). La Cour a estimé à cet égard que « l’article 3, paragraphe 2, de ladite directive exclut de son champ d’application des séjours de ressortissants de pays tiers qui, tout en étant légaux et d’une durée éventuellement ininterrompue, ne reflètent pas a priori chez ceux-ci une vocation à s’installer durablement sur le territoire des États membres. Ainsi, l’article 3, paragraphe 2, sous e), de la directive 2003/109 exclut du champ d’application de celle-ci les séjours «pour des motifs à caractère temporaire». De tels motifs impliquent, en effet, une installation non durable du ressortissant d’un pays tiers dans l’État membre concerné. Cette directive donne à cet effet quelques exemples de séjours liés à l’exercice d’une activité par nature temporaire, tels que le travail au pair, le travail saisonnier ou la prestation de services transfrontaliers. Par ailleurs, ladite disposition exclut également du champ d’application de la directive 2003/109 les ressortissants de pays tiers qui séjournent dans un État membre sur le fondement d’un permis de séjour formellement limité. Contrairement au cas de figure des ressortissants de pays tiers dont le séjour est dû exclusivement à des motifs à caractère temporaire, dans lequel il est constant que ce caractère temporaire ne permet pas l’installation durable du ressortissant concerné, le fait qu’un permis de séjour comporte une restriction formelle ne saurait permettre, à lui seul, de savoir si ce ressortissant d’un pays tiers est susceptible de s’installer durablement dans l’État membre, nonobstant l’existence d’une telle restriction. Ainsi, un permis de séjour formellement limité au sens du droit national, mais dont la limitation formelle n’empêche pas l’installation durable du ressortissant de pays tiers concerné, ne saurait être qualifié de permis de séjour formellement limité au sens de l’article 3, paragraphe 2, sous e), de la directive 2003/109, sous peine de mettre en péril la réalisation des objectifs poursuivis par cette dernière et, partant, de priver celle-ci de son effet utile (voir, en ce sens,

arrêt Commission/Pays-Bas, précité, point 65 et jurisprudence citée). Il appartient donc à la juridiction nationale de vérifier si la limitation formelle d'un permis de séjour au sens du droit national permet ou non l'installation durable du titulaire de ce permis dans l'État membre concerné » (§§46-52).

Le nouvel article 15bis, inséré par l'article 9 de la loi du 19 mars 2014, prévoit dorénavant que les étrangers bénéficiant d'un droit de séjour temporaire puissent également obtenir le statut de résident de longue durée à l'issue d'un séjour légal et ininterrompu de cinq ans, sans préjudice des catégories exclues du champ d'application.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 mars 2014 ayant modifié l'alinéa 2 de l'article 15bis dans la loi du 15 décembre 1980, que « D'une part, le statut de résident de longue durée est aligné sur la jurisprudence de la Cour de Justice. Ainsi, à l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article 15bis, le renvoi vers l'article 14, alinéa 2 est supprimé étant donné qu'à la lumière de l'arrêt Singh (C- 502/10), la condition de disposer d'un droit de séjour d'une durée illimitée pour demander le statut de résident de longue durée ne pouvait être maintenue. La Cour a en effet conclu que les étrangers dont le permis de séjour est formellement limité mais qui se sont établis de manière durable dans l'état membre, ne peuvent être exclus du champ d'application de la directive. (Conclusion de l'arrêt C-502/10). D'autre part, l'article 3.2 de la directive 2003/109 énumère plusieurs catégories d'étrangers qui sont exclues du champ d'application. Le point commun de ces étrangers est qu'ils ne semblent a priori pas avoir l'intention de s'établir durablement dans le Royaume. L'article 13, § 1er, alinéa 1er de la loi prévoit que l'autorisation ou l'admission pour un séjour de plus de trois mois est accordée pour une durée limitée, que l'étranger ait ou non l'intention de séjourner durablement en Belgique. Par conséquent, il a été décidé d'une part de supprimer la condition de disposer d'un droit de séjour permanent et d'autre part d'intégrer l'énumération des étrangers exclus dans le nouvel alinéa 2 de l'article 15, § 1er, de la loi. Désormais, les étrangers disposant d'un droit de séjour temporaire pourront également demander le statut de résident de longue durée après cinq ans, sauf s'ils appartiennent à l'une des catégories exclues. [...] » (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2010-2014, n° 3239, pp 5, 6, et 12 à 14) (le Conseil souligne).

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par la partie requérante. L'obligation de motivation formelle n'implique que l'obligation d'informer les parties requérantes des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite, mais certaine, aux arguments essentiels des intéressées (C.E., 29 nov.2001, n°101.283 ; C.E., 13 juil. 2001, n° 97.866).

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil souligne en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens : C.E., 6 juil. 2005, n°147.344).

4.1.2. En l'espèce, le Conseil observe que la décision attaquée est fondée sur le constat selon lequel « l'autorisation de séjour accordée conformément à l'article 61/1/12 de la loi précitée est limitée à une période de douze mois à compter de la date de délivrance. Il s'agit donc d'une autorisation de séjour non renouvelable accordée exclusivement pour des motifs à caractère temporaire ».

Or, le raisonnement au terme duquel la partie défenderesse est parvenue à cette conclusion et les éléments sur lesquelles elle s'est fondée à cette fin ne ressortent ni de l'acte attaqué, ni du dossier administratif du requérant. La partie défenderesse n'explique en effet nullement en quoi le fait que le requérant ait détenu une « autorisation de séjour accordée conformément à l'article 61/1/12 de la loi [...] limitée à une période de douze mois » impliquerait nécessairement qu'il séjournerait en Belgique « exclusivement pour des motifs à caractère temporaire », au sens de l'article 15bis de la loi du 15 décembre 1980. Ce faisant, elle laisse le requérant et le Conseil dans l'ignorance des raisons qui l'ont conduite à exclure sa situation du champ d'application de l'article 15bis, §1er, al. 1er, de la loi du 15 décembre 1980, tel que rappelé au point 4.1.1.

Le Conseil estime par conséquent que la motivation de l'acte attaqué ne permet pas de comprendre suffisamment sur quels éléments la partie défenderesse se fonde pour décider que l'autorisation de séjour accordée à la fin des études pour la recherche d'un emploi constituerait « une autorisation de séjour non renouvelable accordée exclusivement pour des motifs à caractère temporaire ». En effet, la circonstance selon laquelle cette autorisation de séjour est temporaire et non renouvelable ne suffit pas pour déterminer que le requérant résiderait sur le territoire « exclusivement pour des motifs à caractère temporaire ». S'il ne revient certes pas à la partie défenderesse d'exposer les motifs des motifs de la décision, la partie défenderesse n'en reste pas moins tenue de motiver sa décision de manière à permettre au requérant de comprendre les raisons de son refus pour pouvoir les critiquer utilement.

Surabondamment, le Conseil observe que, depuis son arrivée en Belgique en 2013, sous couvert d'un visa pour études, le requérant a notamment introduit une demande d'autorisation de séjour post-études sur la base de l'article 61/1/9 de la loi du 15 décembre 1980. Il a été autorisé au séjour sur cette base par la partie défenderesse le 4 avril 2023 et s'est vu délivrer une carte A à ce titre. Comme le relève la partie requérante dans son mémoire de synthèse, ce type d'autorisation de séjour est accordée pour la recherche d'un emploi ou la création d'une entreprise, lesquels peuvent se trouver sur le territoire belge. Dès lors, le Conseil estime qu'il n'est pas raisonnable de considérer que ce dernier séjourne sur le territoire « exclusivement pour des motifs à caractère temporaire » au sens de l'article 15bis, §1er, alinéa 2, 5°, de la loi du 15 décembre 1980, en telle sorte que le Conseil s'interroge sur la possibilité, en toute hypothèse, d'appliquer au requérant l'exception prévue par cette dernière disposition."



procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Afghanistan**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Demande ultérieure**  
composition du siège  
**1 juge**

**Tweede verzoek** om internationale bescherming. Verzoeker haalt, naast het herhalen van zijn vluchtrelaas, nieuwe elementen aan.

M.n. zijn deelname in Afghanistan aan diefstallen als lid van een jongerenbende. Het gaat dus om **nieuwe verklaringen** en **documenten** in de zin dat verzoeker deze nooit eerder aanhaalde of voorlegde en dus ook **nog niet eerder** door de commissaris-generaal zijn **beoordeeld**. Dat het om een nieuw element gaat dat hij heeft toegevoegd aan zijn dossier en dat hij geen afstand doet van zijn overige verklaringen afgelegd in het kader van zijn eerste verzoek neemt uiteraard niet weg dat wel degelijk om volstrekt nieuwe verklaringen en nieuwe documenten gaat die overeenkomstig de hierboven uiteengezette rechtspraak van het Hof van Justitie dienen beoordeeld te worden. Zoals terecht opgemerkt door verzoeker werd de bestreden beslissing genomen **zonder dat hij door het CGVS werd uitgenodigd** voor een persoonlijk onderhoud en worden de door hem aangehaalde feiten ongeloofwaardig geacht louter op basis van de inhoud van de verklaring volgend verzoek die door de Dienst Vreemdelingenzaken werd opgetekend enkele dagen nadat hij meerderjarig is geworden en de foto's en filmpjes. Op een aantal van deze filmpjes en foto's figureert verzoeker zelf.

De door verzoeker aangehaalde nieuwe elementen **hebben betrekking op criminele feiten die hij zou hebben gepleegd voor zijn definitieve vertrek uit Afghanistan**. Verzoeker zet daarbij uiteen dat het zou gaan om diefstal van GSM's waarbij ook fysiek geweld werd gebruikt en personen zouden zijn bedreigd met een wapen of zelfs zijn neergestoken door verzoeker (Verklaring volgend verzoek, vraag 17). Volgens zijn verklaringen zouden deze criminele feiten zijn gepleegd in een periode van zeven tot acht maanden. Verzoeker verklaart dat hij **15 jaar oud was toen hij deze feiten pleegde** en dat hij deze feiten pleegde om zijn familie te helpen.

Verzoeker diende zowel zijn eerste verzoek om internationale bescherming als zijn huidig volgend verzoek in als **niet-begeleide minderjarige**. Verzoeker wijst in het verzoekschrift op zijn **ernstige psychologische problemen tijdens zijn eerste** verzoek om internationale bescherming en zijn kwetsbaarheid als niet-begeleide minderjarige. Gelet op de aard van de door verzoeker aangehaalde criminele feiten waaraan hij zich schuldig zou hebben gemaakt en verzoekers minderjarigheid bij binnenkomst kan, indien hij daadwerkelijk dergelijke feiten zou hebben gepleegd, worden aangenomen dat verzoeker terughoudend was om deze aan te halen in het kader van zijn eerste verzoek om internationale bescherming. Het indienen van een verzoek om internationale bescherming **veronderstelt weliswaar vertrouwen** in de asielinstanties **maar in casu** dient rekening te worden gehouden met de **specifieke situatie** en individuele omstandigheden van de verzoeker, die blijkens het administratief dossier tijdens de behandeling van zijn eerste verzoek om internationale bescherming als niet-begeleide minderjarige met ernstige psychologische problemen kampte die zich onder meer uitten in zelfverminking en waarvoor een spoedopname in een psychiatrische instelling noodzakelijk was.

Dat hij dit asielmotief **nooit eerder** naar voren bracht kan *in casu* dan ook **niet** weerhouden worden als een **determinerend element** om tot de **ongeloofwaardigheid** van zijn verklaringen hierover te besluiten. Verder legt verzoeker een aantal foto's en filmpjes neer die, zoals terecht aangestipt in de bestreden beslissing een onsamenhangend geheel vormen en die hij niet verder kadert en waarvan ook niet kan worden vastgesteld waar, wanneer en in welke context zij zijn gemaakt. In zoverre hij daarmee zijn verklaringen tracht te staven kan evenwel niet zonder meer besloten worden dat hieraan geen enkele bewijswaarde kan worden gehecht zonder verzoeker verder te horen over de door hem aangehaalde feiten en de filmpjes en foto, in het bijzonder diegene waarop hij zelf figureert. Voorts blijkt uit de verklaring volgend verzoek dat hij de feiten situeert in een periode van zeven tot acht maanden en dat hij stelt dat hij hiermee begon op vijftienjarige leeftijd, maar bij gebrek aan verdere vragen hierover tijdens het interview bij de DVZ blijkt het onduidelijk of deze feiten al dan niet ook plaatsvonden onder het huidige talibanregime. Verzoeker verklaart dat hij werd gearresteerd wegens diefstal en bezit van een mes en een handgeweer maar stelt op 2 februari 2024 dat dit drie à drie en een half jaar geleden plaatsvond, dus voor de machtsovername door de taliban zodat de conclusie in de bestreden beslissing dat hij zijn criminele activiteiten kon verderzetten onder het nieuwe talibanregime in elk geval geen steun lijkt te vinden in zijn verklaringen. Verder dient te worden vastgesteld dat waar verzoeker geen melding maakt van problemen die zijn familie hierdoor gehad zou hebben, hem hierover evenmin vragen werden gesteld tijdens het interview bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

Uit dit alles blijkt dat verzoeker een verleden heeft als **psychiatrisch patiënt**, dat hij als **niet-begeleide minderjarige** verzoeker zowel zijn eerste als tweede verzoek om internationale bescherming indiende en dat **geen persoonlijk onderhoud** door het CGVS werd georganiseerd in het kader van zijn **huidig volgend verzoek**.

Gelet op voorgaande vaststellingen dient *in casu* te worden vastgesteld dat de motieven in de bestreden beslissing **niet** kunnen **volstaan** om de conclusie dat verzoekers verklaringen over zijn deelname aan diefstallen voor zijn vertrek uit Afghanistan **ongeloofwaardig** zijn te ondersteunen en dat een **verder onderzoek naar verzoekers verklaringen zich opdringt**. Verzoeker verwijst naar de disproportionele en onmenselijke bestraffing die hem te beurt zou kunnen vallen. Uit de hierboven reeds geciteerde landeninformatie blijkt inderdaad dat na de machtsovername de taliban een zeer strenge interpretatie van de sharia voorstaat en dat lijfstraffen ('hudud'- en 'qisas'-straffen) frequent worden bevolen door rechtbanken in Afghanistan en uitgevoerd, onder meer voor diefstallen. Indien geloofwaardig dient het risico dat hij hierdoor loopt om aan **disproportionele bestraffing** te worden onderworpen in geval van terugkeer naar Afghanistan te worden onderzocht maar **ook in welke mate** bij verzoeker sprake is van **uitsluitbare handelingen** in de zin van artikelen de 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet en hij hiervoor **individuele verantwoordelijkheid** draagt.

Voorts verklaart verzoeker bij de DVZ dat de taliban zijn **tattoo** (vier sterren in zijn hals) niet zal aanvaarden en dat hij daarom vervolging vreest en dat hij een **vriendin** heeft in **Zweden** waarmee hij twee of drie maanden samen zou zijn en legt hij ter terechtzitting door middel van een aanvullende nota een verklaring neer van zijn huidige vriendin vergezeld van een kopie van haar verblijfsvergunning in België. Verzoeker verklaart ter terechtzitting geen contact meer te hebben met de vriendin in Zweden en dat hij zijn huidige vriendin, die ook op de terechtzitting aanwezig is, heeft leren kennen in het opvangcentrum waar hij verbleef. Hij licht toe dat verzoekster en haar familie een verblijfsvergunning hebben in België en dat haar ouders hun relatie niet goedkeuren.

De Raad meent dat dit allen elementen zijn die verder onderzoek behoeven en vernietigt de bestreden beslissing.

# CCE arrêt 309585 du 11/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Somalie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**

composition du siège

**1 juge**

**Verzoekster** komt met haar drie minderjarige kinderen naar België. Hier blijkt dat verzoekster en haar minderjarige zoon **internationale bescherming** genieten in **Roemenië**. Zij bemerkt evenwel dat er geen Eurodac-Hit resultaten voor haar andere minderjarige dochters beschikbaar zijn zodat het niet vast staat dat zij ook internationale bescherming in Roemenië genieten.

De Raad herinnert eraan dat de **bewijslast** met betrekking tot de eerder verleende internationale bescherming(ssatus) in toepassing van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3°, van de Vreemdelingenwet bij het **CGVS** berust. (...)

Daarnaast wijst de Raad op het **belang van het kind**. Dus ook wanneer kinderen geen eigen beschermingsverzoek hebben ingediend, moet rekening gehouden worden met het belang van het kind. (...) Een meer **nauwgezette zorgvuldigheidsplicht** is hier van tel.

Alles in acht genomen, met name de **bewijslast** die op de verwerende partij rust met betrekking tot de eerder verleende internationale bescherming(ssatus) in toepassing van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet, alsook de verplichting om rekening te houden het belang van de betrokken kinderen, ook al hebben deze geen eigen beschermingsverzoek hebben ingediend, **kwam het de verwerende partij aldus toe om te verifiëren of verzoeksters minderjarige dochters eveneens over een beschermingsstatus in Roemenië beschikken**.

(...)

Uit **geen enkel stuk** aanwezig in het administratief dossier of, bij uitbreiding, het rechtsplegingsdossier **kan** echter **blijken** dat de **minderjarige dochters** van verzoekster een asielverzoek hebben ingediend in Roemenië of dat namens hen een asielverzoek werd ingediend. Uit dit artikel van de Roemeense Vreemdelingenwet kan verder nog steeds niet onomstotelijk blijken dat de minderjarige dochters van verzoekster ook een beschermingsstatus genieten in Roemenië. Tevens kan in het rechtsplegings-dossier niet worden gelezen dat het verzoek om internationale bescherming dat door verzoekster in Roemenië werd ingediend ook namens haar minderjarige dochters als begeleide minderjarige werd ingediend, noch dat de daaropvolgende beslissing tot toekenning van internationale bescherming aan verzoekster werd uitgebreid naar haar minderjarige dochters. Dit kan althans niet zonder meer worden afgeleid uit het artikel van de Roemeense wet waarnaar de verwerende partij in haar aanvullende nota verwijst, nog daargelaten de vaststelling dat geen voor eensluidend verklaarde vertaling van het relevante wetsartikel wordt gevoegd en de vermelde weblinken niet consulteerbaar zijn. Ook de beschikbare landeninformatie, met name het voormelde AIDA-rapport, biedt op dit punt geen verheldering.

Deze vaststelling klemmt des te meer nu het **CGVS voor de kinderen van haar zus, waar verzoekster zich heeft over ontfermd sedert hun vertrek uit Somalië in 2018, een beslissing heeft genomen tot erkenning van de vluchtelingenstatus**. Hierbij werd hun vrees beoordeeld ten aanzien van Somalië en niet Roemenië, hetgeen dat de verwerende partij er voor deze kinderen is vanuit gegaan dat zij geen beschermingsstatus hebben in Roemenië.

Het betoog van verwerende partij kan aldus niet volstaan om aan te nemen dat haar minderjarige dochters in Roemenië eveneens internationale bescherming kregen. De verwerende partij komt bijgevolg nog steeds niet tegemoet aan de bewijslast die op haar rust met betrekking tot de eerder verleende internationale bescherming(ssatus) in toepassing van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 3°, van de Vreemdelingwet.

In de huidige stand van zaken blijkt verder dat de Roemeense **verblijfsvergunningen** van verzoekster en haar minderjarige zoon sinds 13 februari 2023 **niet langer geldig zijn**.

Hoewel in de aangebrachte landeninformatie geen melding wordt gemaakt van noemenswaardige problemen bij het tijdig verlengen of vernieuwen van de verblijfsvergunning (AIDA, "Country Report Romania, Update 2022", mei 2023, p. 137; AP, Renewal of Residence Permit), kan hetzelfde niet met zekerheid worden gesteld in de gevallen waarbij een verlenging gevraagd wordt van een verblijfsvergunning die reeds is verlopen. De heden beschikbare landeninformatie spreekt zich hierover immers niet uit. De hoger besproken problemen voor begunstigden van internationale bescherming om een bankrekening te openen omdat sommige banken dit soms om veiligheidsredenen weigeren, heeft verder ook implicaties op het hernieuwen van de verblijfsvergunning (AIDA, "Country Report Romania, Update 2022", mei 2023, p. 139). Aldus kan niet worden uitgesloten dat verzoekster en haar zoon geen moeilijkheden zullen

ondervinden bij het hernieuwen van hun verblijfsvergunningen, die evenwel nodig zijn om toegang te krijgen tot de sociale bijstand, huisvesting, gezondheidszorg en de arbeidsmarkt.

In de bestreden beslissing wordt voorts aangenomen dat verzoekster, omwille van haar **fysieke gezondheidstoestand**, de aanwezigheid van haar **minderjarige** kinderen en als alleenstaande ouder die zorg draagt voor haar drie kinderen alsook voor de twee kinderen van haar zus, een **verhoogde kwetsbaarheid** kent. De verwerende partij meent evenwel dat verzoekster er niet in slaagt aan te tonen dat deze bijzondere kwetsbaarheid het haar dermate moeilijk maakt om zich staande te houden en zelfstandig haar rechten uit te oefenen. Door hierbij te bemerken dat verzoekster erin is geslaagd om met haar kinderen en de kinderen van haar zus een reis te ondernemen vanuit Somalië naar Roemenië waar zij zich enige tijd zou hebben gevestigd en te wijzen op de middelen om haar vertrek en verdere reis doorheen Europa te bewerkstelligen alsook haar werkzaamheden in België hetgeen getuigt van zelfredzaamheid en keuzemogelijkheden, minimaliseert de verwerende partij evenwel de ernst van verzoeksters situatie, te meer uit verzoeksters verklaringen en de stukken uit het rechtsplegingsdossier blijkt dat zij kampt met een chronische pijn aan haar knie ten gevolge van een explosie in Somalië waarvoor zij in België in behandeling is (injecties en pijnstilling) en haar oudste dochter S. zowel psychisch als fysiek lijdt onder de besnijdenis type 3 die zij in het verleden heeft ondergaan.

Hoewel de bestreden beslissing terecht vaststelt dat verzoekster geen waarachtig beeld schept van haar verblijf in Roemenië omwille van de veelvuldige tegenstrijdigheden in haar verklaringen, kan hier **hoogstens** worden vastgesteld dat verzoekster eraan verzaakt om mee te werken, wat slechts een **indicatie is dat zij haar verblijfsstatus en -omstandigheden in Roemenië verborgen wenst te houden**.

Deze vaststelling **neemt verder niet weg dat verzoekster administratieve moeilijkheden kan ondervinden in Roemenië bij het hernieuwen van haar verblijfsvergunning, met als gevolg dat de toegang tot de benodigde medische en psychologische zorgen voor verzoekster en haar dochter bij terugkeer naar Roemenië ernstig kan worden bemoeilijkt indien zij niet over de vereiste documenten beschikt**. Dit klemmt te meer nu ook niet duidelijk is of haar minderjarige dochter ook internationale bescherming geniet in Roemenië (supra). Verzoekster blijkt verder evenmin een netwerk te hebben in Roemenië om het hoofd te kunnen bieden aan de moeilijkheden waarmee zij na haar terugkeer naar dat land te maken kan krijgen wat betreft de toegang tot de gezondheidszorg, de arbeidsmarkt, sociale bijstand en huisvesting. De Raad herinnert eraan dat het recht op sociale huisvesting en sociale bijstand wordt verleend op voorwaarde dat men binnen de drie maanden na toekenning van internationale programma wordt ingeschreven in het integratieprogramma. In deze moet ook in het bijzonder rekening worden gehouden met het beginsel van het hoger belang van de betrokken minderjarige kinderen en de kwetsbaarheid die voortvloeit uit hun minderjarigheid, alsook de impact van verzoeksters verhoogde kwetsbaarheid als alleenstaande ouder met chronische pijn op haar mogelijkheid om in de basisbehoeften van haar minderjarige kinderen te voorzien.

De Raad meent dat de specifieke situatie van verzoekster en haar minderjarige kinderen in geval van terugkeer naar Roemenië nader en naar behoren dient te worden geanalyseerd en vernietigt de bestreden beslissing.

# CCE arrêt 309626 du 11/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Indéfini**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"En l'espèce, le requérant invoque en substance une crainte d'être persécuté en raison, d'une part, d'un conflit foncier avec certains membres de sa famille proches des talibans et, d'autre part, de son éloignement de la religion durant son séjour en Europe ainsi que sur la manière dont il va être perçu par les talibans en cas de retour en Afghanistan.

(...) il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte notamment sur le risque pour le requérant d'être perçu comme une personne occidentalisée en cas de retour en Afghanistan.

(...) A titre liminaire, le Conseil estime, à la lecture des informations produites par les deux parties quant à la situation qui prévaut en Afghanistan, que l'analyse suivante peut être faite.

(...) Au vu des informations en sa possession au stade actuel de la procédure, le Conseil est d'avis que si de telles informations doivent pousser les instances d'asile à apprécier avec une grande prudence l'analyse des craintes invoquées par un ressortissant afghan de retour d'Occident, notamment dans la mesure où des imprécisions subsistent quant à la perception et au traitement potentiel réservé aux personnes qui ont quitté l'Afghanistan, il ne peut toutefois pas être affirmé de manière générale qu'une crainte fondée de persécution peut être présumée pour chaque Afghan revenant d'Europe uniquement en raison de son séjour dans cette région.

Toutefois, les profils à risque suivants peuvent être identifiés :

(i) les personnes "qui ont transgressé les normes religieuses, morales et/ou sociales", ou qui sont perçues comme telles, que ces actes ou comportements aient eu lieu en Afghanistan ou à l'étranger ; et

(ii) les personnes "occidentalisées" ou perçues comme telles en raison, par exemple, de leurs activités, de leur comportement, de leur apparence et des opinions qu'elles expriment, qui peuvent être perçues comme non afghanes ou non musulmanes, ce qui s'applique également aux personnes qui rentrent en Afghanistan après avoir séjourné dans des pays occidentaux.

Tous les Afghans qui reviennent d'Europe ne se seront pas nécessairement approprié les valeurs et les normes occidentales ou ne seront pas considérés comme « occidentalisés » à leur retour en Afghanistan. Il doit exister des caractéristiques ou des convictions si fondamentales pour l'identité ou l'intégrité morale d'un demandeur qu'on ne saurait lui demander d'y renoncer (CJUE 5 septembre 2012, dans les affaires jointes C-71/11 et C-99/11, République fédérale d'Allemagne c. Y et Z, paragraphes 70-71), ou le demandeur doit démontrer qu'il témoigne de caractéristiques personnelles ou de comportements qu'il est extrêmement difficile ou pratiquement impossible de modifier ou de dissimuler. Il incombe au demandeur d'établir concrètement qu'il est réellement occidentalisé ou qu'il sera considéré comme tel.

Les deux profils de risque peuvent également se chevaucher dans une certaine mesure.

Dans le cadre d'une analyse de risque de la probabilité raisonnable pour un demandeur d'être exposé à la persécution lors de son retour en Afghanistan, une évaluation individuelle oblige à prendre en compte des facteurs de risque tels que, entre autres, le sexe, l'âge, la région d'origine et l'environnement conservateur, la durée du séjour en Occident, la nature de l'emploi du demandeur, le comportement du demandeur, la visibilité de celui-ci et la visibilité des violations de normes (y compris pour les violations de normes à l'étranger).

(...) Le Conseil estime que le requérant présente un profil à risque, en ce sens qu'il a déjà été la cible de violences et de pressions de la part de membres de sa famille en lien avec les talibans et que ces problèmes pourraient attirer l'attention des talibans sur lui dès son retour. Ces données doivent inciter les instances d'asile à la prudence dans l'appréciation du bien-fondé de la crainte du requérant d'être perçu de manière négative par les talibans en cas de retour dans sa région d'origine.



(...) le Conseil estime que le risque personnel pour le requérant d'être considéré comme occidentalisé est rendu plausible en termes concrets. Le Conseil estime que dans les circonstances particulières de la cause, au vu de l'ensemble de ces facteurs cumulés - la durée du séjour en Europe, son intégration dans ce pays, son éloignement de la religion, sa cohabitation avec sa petite amie hors mariage – fait connu de sa famille –, ses activités de coaching pour des équipes mixtes en volleyball et les problèmes qu'il a déjà rencontrés avec des membres de famille proches des talibans -, il ne peut être exclu que le requérant, de par son mode de vie occidentalisé, subisse des persécutions en cas de retour en Afghanistan.

En outre, le Conseil relève que le motif expéditif par lequel la partie défenderesse soutient que M. et sa famille, ayant pris possession de facto du terrain restant, n'ont plus de raison de harceler le requérant et que celui-ci, ayant été résilient à deux reprises dans sa vie, pourrait s'installer dans une autre région d'Afghanistan, ne tient pas compte des informations disponibles sur ce point. En effet, le Conseil relève qu'il ressort du « Country Guidance Afghanistan » de janvier 2023 (pp.148 et 149) qu'il n'existe pas de protection raisonnable ni d'alternative de réinstallation interne dans son pays d'origine puisque, en l'espèce, les talibans sont l'acteur de la persécution et qu'ils contrôlent de facto l'ensemble du territoire afghan.

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que le requérant nourrit avec raison une crainte d'être persécuté en cas de retour en Afghanistan.

Il ressort de ces développements que les exactions qu'il fuit et qu'il dit craindre en cas de retour sont la conséquence du fait que les talibans estiment que le requérant contrevient aux normes sociétales mises en place par ces derniers de par son comportement. Sa crainte peut, dès lors, être analysée comme une crainte d'être persécuté du fait de ses opinions politiques (imputées) au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE  
Plein contentieux  
nationalité  
Géorgie  
dictum arrêt  
Annulation

acte attaqué  
CG Demande manifestement infondée  
composition du siège  
1 juge

Vrees voor vervolging op basis van **seksuele geaardheid** en **genderidentiteit**.  
Ter terechtzitting, na VTH:  
Eerste verzoekende partij geeft uitdrukkelijk te kennen dat zij niet wenst te worden aangesproken als “mevrouw” en licht, hiernaar gevraagd, toe dat zij zichzelf noch als vrouw noch als man identificeert, maar volop zoekende is naar haar (gender)identiteit.  
Hoewel op basis van de beschikbare informatie en de informatie bijgebracht door de partijen niet a priori kan worden aangenomen dat iedere homo- en/of transseksueel in Georgië een vrees voor vervolging in vluchtelingenrechtelijke zin koestert, dan wel een reëel risico op het lijden van ernstige schade loopt, kan wel blijken dat de LGBTI+-gemeenschap een zeer kwetsbare, zo niet dé **kwetsbaarste, groep** vormt binnen de Georgische samenleving. Uit de beschikbare informatie blijkt dat zij in het dagelijkse leven op veel verschillende gebieden worden geconfronteerd met discriminatie, intimidatie, geweld en pesterijen. Transgenderpersonen, zoals transvrouwen, en personen die gender non-conform gedrag stellen en die zichtbaar afwijken van gendernormen, zoals opgelegd door de invloedrijke patriarchale Georgisch Orthodoxe Kerk, lopen meer kans om slachtoffer te worden van haatmisdrijven en discriminatie. Het feit dat hun genderidentiteit zichtbaarder is en zij buiten de gendernormen vallen, is hiervoor een verklaring.  
(...)  
Gelet op de verklaring van de verzoekende partij dat zij zich als **noch als vrouw noch als man identificeert en volop zoekende is naar haar (gender)identiteit**, alsook de vaststelling ter terechtzitting dat de verzoekende partij met haar **houding en uiterlijk manifest afwijkt van de heersende gendernormen en -stereotypen**, dringt de vraag naar de eventuele moeilijkheden voor de verzoekende partij bij terugkeer naar Georgië zich op. Met een mogelijke psychologische kwetsbaarheid in hoofde van de verzoekende partij moet eveneens rekening worden gehouden in het kader van een globale beoordeling van de nood aan internationale bescherming, alsook de verklaring dat de verzoekende partij en haar partner niet meer kunnen rekenen op een ondersteunend familiaal netwerk bij terugkeer. Gelet op de doorleefde verklaringen van de verzoekende partij en haar partner ter terechtzitting over de zoektocht naar hun genderidentiteit en seksuele geaardheid, de verklaarde zelfverminking en bijzondere fragiliteit en derhalve de concrete omstandigheden in samenhang met de voorgelegde COI Focus waaruit blijkt dat de LGBTI+-gemeenschap één van de kwetsbaarste groepen in Georgië is, acht de Raad een nader en gedegen onderzoek in het licht van de actuele situatie in Georgië noodzakelijk.  
De beoordeling van verzoeken om internationale bescherming moet grondig en met grote voorzichtigheid gebeuren. Dit is ook en des te meer het geval bij de behandeling van verzoeken van Georgische onderdanen die zijn gebaseerd op hun seksuele geaardheid en genderidentiteit, gelet op de zeer kwetsbare positie van deze groep in de Georgische samenleving. De Raad hecht hierbij bijzondere betekenis aan het gegeven dat Georgië niet langer als een veilig land van herkomst wordt aangemerkt

# CCE arrêt 309531 du 11/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Maroc**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**REFUS DE VISA**

composition du siège

**1 juge**

**Refus visa RF (conjointe de belge) – AA : défaut moyen subsistance stables / suffisants / réguliers – montant insuffisant – analyse des besoins (art. 42 L1980) – documents relatifs aux besoins réclamés par l’OE + attestation de l’Office des Pensions stipulant qu’aucun des conjoints ne remplirait les conditions pour prétendre à l’octroi de la GRAPA – éléments déposés par la PR ne sont pas de nature à établir avec certitude qu’ils ne tomberont pas à charge des pouvoirs publics – OE considère que si le regroupant ne perçoit pas à l’heure actuelle la GRAPA, il ne peut être exclu que postérieurement à l’arrivée de son épouse en Belgique il puisse en bénéficier – courrier de l’Office des Pensions : " Lors de l'examen du droit à la GRAPA, nous ne prenons pas en compte les dépenses du demandeur et celles du conjoint ou le cohabitant légal avec qui il partage la même résidence principale" à le fait que le regroupant vive dans le logement dont son fils est propriétaire (+ dépenses extrêmement faibles) n’est pas de nature à prouver qu’il ne va pas rentrer dans les cdt pour bénéficier d’une aide sociale – la PR n’apporte pas d’attestation de l’Office des Pensions stipulant qu’aucun des conjoints ne remplirait les conditions pour prétendre à l’octroi de la GRAPA à la PR n’apporte pas de preuve qu’elle ne tombera pas à charge des pouvoirs publics – CCE : la PD n’a pas déterminé, conformément à l’article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 L1980, les moyens de subsistance nécessaires au regroupant pour permettre de subvenir aux besoins propres du ménage sans devenir une charge pour les pouvoirs publics – la PD ajoute à la loi en se fondant sur le fait qu’il n’est pas exclu que le regroupant bénéficiera de la GRAPA postérieurement à l’arrivée de la requérante – élément hypothétique et futur – violation art. 42 L1980 et obligation de motivation – Annulation**

## « 1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le 12 mai 2023, la requérante a introduit, auprès de l’ambassade belge à Rabat, une demande de visa en vue d’un regroupement familial afin de rejoindre son époux, Monsieur [M.J.], de nationalité belge.

1.2. En date du 6 novembre 2023, la partie défenderesse a pris à son égard une décision de refus de visa. Cette décision, qui constitue l’acte attaqué, est motivée comme suit :

*« En date du 12/05/2023, une demande de visa de regroupement familial a été introduite sur base de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980 concernant l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, au nom de [E.A.K.] née le [...], de nationalité marocaine, en vue de rejoindre en Belgique son époux, [J.M.], né le [...], de nationalité belge.*

*L'article 40ter de la loi du 15/12/1980 prévoit que les membres de la famille visés à l'alinéa 1er, 1 °, doivent apporter la preuve que le Belge :*

*1° dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3', de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et tel qu'indexé selon l'article 15 de ladite loi. Pour l'évaluation des moyens de subsistance, il est tenu compte de leur nature et de leur régularité. Par contre, il n'est pas tenu compte des moyens provenant du revenu d'intégration sociale, de l'aide sociale financière, des allocations familiales de base et suppléments, des allocations d'insertion professionnelle et de l'allocation de transition. Il n'est tenu compte de l'allocation de chômage que si le Belge prouve qu'il cherche activement du travail.*

Monsieur [J.M.] a produit une attestation de l'Office des Pensions datée du 15/09/2023. Elle laisse apparaître que Monsieur perçoit une pension de retraite de salarié de 1440,59 € ainsi qu'un pécule de vacances dont le montant équivaut à 91,53 €/mois. Cela fait un total de 1.532,12 € par mois (l'équivalent de 91% du montant du RIS).

Notons qu'il ne peut pas être tenu compte des éventuels revenus issus du capital placé sur le compte bancaire de Monsieur. Monsieur déclare qu'il possède un montant de près de 150.000 € au 31 mars 2023 sur son compte bancaire de la banque marocaine " Attijariwafa Il joint à sa demande des extraits de compte bancaires. Toutefois, un capital placé sur un compte bancaire ne constitue pas un moyen de subsistance régulier. Par ailleurs, les intérêts générés par la capital placé ne constituent pas des revenus stables dès lors que le montant des intérêts annuels dépend des taux d'intérêts qui sont fluctuants.

Un montant de [...] 1.532,12 € ne constitue pas un revenu suffisant au sens de l'article de loi précité. En effet, ce montant est inférieur à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, par.1er, 3° de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (2.048,53 €/mois depuis le 1er novembre 2023 ).

L'article 42 § 1er al 2 de la loi précitée stipule qu'en cas de non-respect de la condition relative aux moyens de subsistance stables et réguliers visée à l'article 40ter, alinéa 2, le ministre ou son délégué doit déterminer, en fonction des besoins propres du citoyen de l'Union rejoint et des membres de sa famille, les moyens de subsistance nécessaires pour permettre de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics.

Afin de pouvoir réaliser une analyse de ses besoins, l'Office des Étrangers a pris contact avec Monsieur [J.M.] et a réclamé les documents suivants :

- o Un tableau reprenant l'ensemble de vos dépenses mensuelles de votre famille (exemple : loyer, alimentation...) et indiquant le montant qui vous reste après avoir payé les différents frais (exemple : après avoir payé le loyer 600 €, l'eau 25 €, le chauffage 80 €, l'électricité (25 €), l'alimentation (250 €), remboursé un crédit à la consommation (50 €)..., il me reste x euros à la fin du mois).

- o Des documents relatifs à vos dépenses mensuelles ;

[...]

Nous vous demandons également de nous faire parvenir les documents suivants :

- o Les pages 1 et 2 de l'attestation de la Centrale des Crédits aux Particuliers mentionnant les montants de vos éventuels crédits (<https://www.nbb.be/fr/centrales-des-credits/credits-aux-particuliers/consultation>)

- o Une attestation de l'Office des Pensions stipulant que, dans le cas où votre épouse viendrait vous rejoindre, ni vous ni elle ne remplirait les conditions pour prétendre à l'octroi d'une garantie de revenus aux personnes âgées.

Monsieur [J.] a produit une déclaration de son fils [N.] selon laquelle il peut habiter gratuitement dans un logement dont il ([N.]) est propriétaire. Il joint une copie du titre de propriété du bien immobilier.

Il a produit un extrait de compte bancaire mentionnant un versement de 503,14 € à De Watergroep.

*Il a produit des factures d'acompte d'Eneco et des extraits de compte bancaire mentionnant des versements à Eneco. Les factures sont adressées à l'entreprise Used Trucks.*

*Il a produit un avertissement-extrait-de-rôle relatif à la taxe communale et qui mentionne que Monsieur a payé un montant de 55 €.*

*Il a produit une facture de VAB relatif à une assurance voyage.*

*Il a produit un document de Solidaris daté du 06/01/2023 mentionnant qu'il paie 8,1 € par mois pour la mutuelle.*

*Il a produit une attestation de la centrale des crédits aux particuliers mentionnant qu'il ne rembourse pas de crédit.*

*L'Office des Etrangers a par ailleurs bien pris connaissance des informations suivantes :*

*" Mr [J.] vit à titre gratuit chez son fils, Mr [N.J.], qui est propriétaire de sa maison, située à [...] (voyez l'acte authentique en copie ainsi que l'extrait de registre national de Mr [M.J.]). Il fait par conséquent l'économie d'un loyer. Du reste, c'est le fils de Mr [J.] qui règle les charges d'énergie pour l'habitation.*

*Mr [J.] n'est par ailleurs astreint au remboursement d'aucun crédit (voyez l'attestation de la BNB en copie). Il n'a pas de véhicule ni de loisirs spécifiques onéreux. Ses dépenses mensuelles fixes sont par conséquent très limitées, de sorte qu'il lui reste, après paiement de ces charges, environ 1535,86 EUR pour subvenir à ses autres besoins. "*

*Cependant, ces éléments ne sont pas de nature à établir avec certitude que Monsieur [J.] et son épouse ne tomberont pas à la charge des pouvoirs publics.*

*Dans le cas de personnes âgées de plus de 65 ans, la dépendance à l'égard des pouvoirs publics prend la forme de l'octroi d'une garantie des revenus aux personnes âgées.*

*Si à l'heure actuelle, Monsieur [J.M.] ne perçoit pas de garantie aux personnes âgées, il ne peut être exclu que postérieurement à l'arrivée de son épouse en Belgique, il puisse en bénéficier.*

*Considérant qu'en date du 12/10/2017, L'Office des Étrangers a pris contact avec l'Office des Pensions afin d'[obtenir] des informations d'ordre général concernant les conditions d'octroi de la grapa. Le 12/12/2017, l'Office des Pensions a répondu :*

*-*

*" Lors de l'examen du droit à la GRAPA, nous ne prenons pas en compte les dépenses du demandeur et celles du conjoint ou le cohabitant légal avec qui il partage la même résidence principale".*

*L'Office des Étrangers tient à la disposition de la requérante une copie du courrier de l'Office des Pensions.*

*Dès lors que l'administration susceptible d'accorder ou non l'aide sociale que constitue la grapa ne tient pas compte des dépenses du demandeur et celles du conjoint ou le cohabitant légal avec qui il partage la même résidence principale, le fait que Monsieur [J.M.] vit gratuitement dans le logement dont son fils est propriétaire, tout comme le fait que ses*



dépenses seraient extrêmement faibles, n'est pas de nature à prouver qu'il ne va pas rentrer dans les conditions pour [bénéficier] d'une aide sociale.

Considérant que l'article 42 de la loi précitée prévoit que : " Le ministre ou son délégué peut, à cette fin, se faire communiquer par l'étranger et par toute autorité belge tous les documents et renseignements utiles pour la détermination de ce montant.

" Pour cette raison, l'Office des Étrangers a invité l'époux de la requérante à produire : " Une attestation de l'Office des Pensions stipulant que, dans le cas où votre épouse viendrait vous rejoindre, ni vous ni elle ne remplirait les conditions pour prétendre à l'octroi d'une garantie de revenus aux personnes âgées. "

Considérant qu'à ce jour, le document demandé n'a pas été produit.

Que l'administration doit prendre une décision dans un délai de six mois. Que la requérante n'apporte donc pas la preuve qu'elle ne va pas tomber à la charge des pouvoirs publics.

La demande de visa est rejetée ».

[...]

### **3. Discussion**

[...]

3.2. En l'occurrence, le Conseil se réfère à la motivation de la décision querellée reproduite intégralement au point 1.2. du présent arrêt.

3.3. Comme argumenté par la partie requérante en termes de recours, le Conseil observe que la partie défenderesse n'a pas déterminé, conformément à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la Loi, les moyens de subsistance nécessaires au regroupant pour permettre de subvenir aux besoins propres du ménage sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. De plus, la partie défenderesse a ajouté à la Loi en se fondant sur le fait qu'il n'est pas exclu que le regroupant bénéficiera de la Grapa postérieurement à l'arrivée de la requérante en Belgique et il s'agit en outre d'un élément hypothétique et futur.

3.4. En conséquence, la partie défenderesse a violé l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la Loi et a manqué à son obligation de motivation.

3.5. Partant, les troisième et quatrième branches du moyen unique, ainsi circonscrites, sont fondées et justifient l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner le reste du moyen unique qui, à le supposer fondé, ne pourrait entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

# CCE arrêt 309656 du 11/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Irak**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

Verzoeker legde bij de indiening van zijn verzoek om internationale bescherming onder meer een kopie van zijn nationaliteitsbewijs neer. In de bestreden beslissing wordt verzoekers identiteit en Iraakse nationaliteit niet betwist. Evenmin wordt betwist dat hij afkomstig is uit Bagdad.

In de bestreden beslissing wordt geen geloof gehecht aan de door verzoeker aangehaalde vervolgingsfeiten voor zijn vertrek uit Irak omwille van een aantal tegenstrijdigheden tussen zijn verklaringen afgelegd voor de Oostenrijks asielinstanties en de Belgische asielinstanties. In zijn vernietigingsarrest van 30 mei 2023 oordeelde de Raad dat niet kan worden voorbijgegaan aan de **post-traumatische stressstoornis** die bij verzoeker werd vastgesteld en dat bijgevolg de nodige voorzichtigheid aan de dag moet worden gelegd bij de beoordeling van zijn verklaringen. Ook werd gewezen op het gegeven dat in het medisch attest van 25 februari 2022 wordt gesteld dat vanwege de posttraumatische stress stoornis die bij verzoeker werd vastgesteld besloten werd hem niet te bevragen over het volledige achtergrond verhaal omdat nog niet voldoende stabiliteit en veiligheid werd geïnstalleerd waardoor het risico op hertraumatisering te groot was. **Verzoeker legde na het vernietigingsarrest van de Raad geen verdere psychologische attesten voor bij het CGVS maar legt door middel van zijn aanvullende nota in de huidige beroepsprocedure een attest neer** van het Centrum Geestelijke Gezondheidszorg Noord-West Vlaanderen van 17 januari 2024 met een overzicht van de consultaties die verzoeker er heeft gehad tussen 23 januari 2023 en 15 januari 2024. Het medisch psychiatrisch/psychologisch attest van 29 januari 2024 vermeldt als diagnose post traumatische stressstoornis, bevat een beschrijving van de door verzoeker gerapporteerde symptomen en een psychiatrische/psychologische beoordeling op basis van de therapeutische consultaties en is opgesteld door de klinisch psycholoog en de arts/psychiater van verzoeker. In dit attest wordt gesteld dat verzoeker aangaf in Irak opgepakt te zijn geweest en een aantal maanden in de gevangenis werd opgesloten en daar is gefolterd onder meer met behulp van elektriciteit. Zo de behandelende psycholoog en psychiater ook in het attest van 29 januari 2024 hun diagnose baseren op verzoekers verklaringen wordt in de beoordeling verwezen naar het feit dat verzoeker verklaarde dat hij werd gefolterd met behulp van elektriciteit en wordt geconcludeerd: *"De patiënt vertoont een psychologische reactie **compatibel** met zijn verklaringen"*.

De Raad oordeelde in zijn arrest van 30 mei 2023 dat uit de loutere vaststelling dat verzoeker zijn arrestatie en de arrestatie van zijn broer niet vermeldde bij de Oostenrijkse autoriteiten gelet op de gestelde diagnose **geen sluitende conclusies** konden worden getrokken met betrekking tot de **waarachtigheid** van zijn verklaringen in België over zijn **arrestatie** en de **ondergane foltering**. Door louter in de bestreden beslissing te stellen dat het feit dat in een psychologisch attest een link is weergegeven tussen verzoekers psychologische problemen en de feiten die hij in Irak zou hebben meegemaakt het voorgaande geenszins kan omvormen aangezien de psycholoog zich duidelijk louter baseerde op wat hij verklaarde, hanteert de commissaris-generaal **in wezen dezelfde motivering als diegene die ten grondslag lag aan de beslissing die door de Raad onder meer op dit punt werd vernietigd**. Uit het administratief dossier blijkt dat verzoeker **niet opnieuw werd gehoord na het vernietigingsarrest** van de Raad en dat de commissaris-generaal voor het overige de motieven van de eerder vernietigde beslissing herneemt wat betreft de ongeloofwaardigheid van de door hem ondergane foltering.

De Raad wijst op het belang van een **ex nunc toetsing** en merkt op dat de commissaris-generaal ertoe gehouden is een nauwkeurig en grondig onderzoek te voeren van alle elementen van het beschermingsverzoek. Zo een verkeerde vertaling door de tolk in Oostenrijk de ongerijmdheden en verschillen tussen zijn verklaringen bij de Oostenrijkse asielinstanties en het CGVS niet kunnen verklaren, ligt met het recente medisch-psychiatrisch rapport wel een document voor waaruit blijkt dat bij verzoeker de diagnose posttraumatische stress stoornis werd weerhouden en waarin een verband wordt gemaakt met verzoekers verklaringen over in Irak ondergane foltering. Uit de lezing van de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt verder dat verzoeker amper werd bevraagd over de omstandigheden van zijn arrestatie en gevangenschap en de folteringen die hij daarbij zou hebben ondergaan. Uit het recente medisch-psychiatrisch attest blijkt dat verzoeker in staat was over zijn ervaringen in Irak te spreken zodat behoudens verder medisch advies dienaangaande, heden geen psychische of medische redenen zich lijken te verzetten tegen een verdere bevraging van verzoeker hierover door de commissaris-generaal met in acht neming van de door een arts/psychiater gestelde diagnose posttraumatische stressstoornis. De loutere omstandigheid dat **twijfels** rijzen **over de geloofwaardigheid van een deel** van verzoekers verklaringen onder meer over de dood van zijn vader en zus, **ontslaat de commissaris-**

**generaal niet van haar verplichting een volledig en grondig onderzoek te voeren van alle elementen** van het beschermingsverzoek. Daarbij moet ook in acht genomen worden dat indien verzoeker daadwerkelijk werd onderworpen aan foltering in het verleden in Irak, hij onder het toepassingsgebied van **artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet** valt.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

# CCE arrêt 309496 du 10/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Géorgie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Demande manifestement infondée**

composition du siège

**1 juge**

Vooreerst dient te worden vastgesteld dat noch de commissaris-generaal, noch de Raad betwisten dat verzoeker **werkzaam was als journalist, politiek actief was (onder meer in samenwerking met D. T.) en opdrachten uitvoerde voor de ngo Rondeli.**

De Raad stelt verder vast dat de commissaris-generaal, wat betreft verzoekers' vrees voor de Georgische autoriteiten en de organisaties Raad van Abchazië en "Lazare" omwille van verzoekers werkzaamheden, de geloofwaardigheid van dit relaas in vraag stelt. Tevens oordeelt de commissaris-generaal dat verzoekers in het kader van deze problemen beroep kunnen doen op bescherming geboden door de Georgische autoriteiten.

De Raad wijst echter op volgende vaststellingen in verband met het onderzoek dat de commissaris-generaal voerde om tot de volgende besluiten te komen.

- Vooreerst blijkt uit de notities van de persoonlijke onderhouden van verzoekers bij het commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (hierna: het commissariaat-generaal) dat zij **onvoldoende bevraagd** zijn geweest naar de verschillende **professionele** en **politieke activiteiten** van verzoeker in Georgië doorheen de jaren.
- De commissaris-generaal ondervroeg verzoeker onvoldoende over het feit dat hij verklaart zeven uur ondervraagd te zijn geweest, geïntimideerd werd en meerdere malen kortstondig werd opgesloten. Uit de door de commissaris-generaal neergelegde COI Focus, "Georgië algemene situatie", van 11 december 2023 blijkt dat journalisten niet enkel te maken krijgen met rechtszaken, doch ook op andere manieren belemmerd worden en met geweld te maken krijgen (COI Focus, "Georgië algemene situatie", 11 december 2023, p. 73-78). Ook dit noopt tot een gedegen onderzoek.
- Verzoekers kunnen gevolgd worden in de verzoekschriften dat het **weinig zorgvuldig** is dat de commissaris-generaal zich hier **slechts op één enkele bron beroept** – waarvan de eigen betrouwbaarheid ook niet vaststaat daar het gaat om een factchecker – om te bepalen dat D. T. geen betrouwbaar persoon is. Bovendien, zelfs indien D. T. desinformatie zou verspreid hebben over onderwerpen als dat G. S. de grootste satanist en getuige van jehova ter wereld is, dat 9/11 georkestreerd werd door de Verenigde Staten en dat in 2023-2024 coronapatiënten en -gevaccineerden naar concentratiekampen verhuisd zullen worden, dan nog betekent dat niet dat zijn brief over de problemen van verzoeker, met wie hij in het verleden nauw samenwerkte op politiek vlak, geen bewijswaarde kan hebben. Te dezen kan, zonder uitspraak te doen over de authenticiteit van deze documenten, ook dienstig gewezen worden op de bij verzoekers aanvullende nota d.d. 3 juni 2024 gevoegde documenten van zijn advocaten in Georgië, waarin verzoekers problemen worden omschreven.
- Wat betreft het voorhanden zijn van **nationale bescherming** in hoofde van verzoekers voor de vermeende problemen, merkt de Raad op dat, hoewel Georgië ten tijde van de bestreden beslissingen, die dateren van 24 mei 2023, nog een veilig land van herkomst was, dit land op heden niet meer is opgenomen in de lijst van veilige landen. De Raad benadrukt de nood aan een **ex nunc beoordeling**. Uit de notities van de persoonlijke onderhouden bij het commissariaat-generaal blijkt echter duidelijk dat de commissaris-generaal zich beroepen heeft op voormeld vermoeden in het onderzoek naar het voorhanden zijn van nationale bescherming voor verzoekers.
- Voorts werd ter terechtzitting gewezen op de **recente ontwikkelingen** in **Georgië**, waarbij een groeiende Russische invloed centraal staat onder meer gelet op de pro-Russische wetten die recent zijn aangenomen.
- De **mogelijke psychische problematiek van verzoeker werd door de verwerende partij niet in rekening gebracht bij de beoordeling van verzoekers verklaringen**. Mede gelet op de vraagstelling tijdens de persoonlijke onderhouden, die niet afdoende was, zou dit ook bepaalde elementen uit verzoekers relaas kunnen verklaren.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE  
**Annulation**  
acte attaqué  
**ANNEXE 13**  
nationalité  
**Arménie**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**9ter CIRE**  
nationalité  
**Indéfini**  
composition du siège  
**1 juge**

**Weigering van de verlenging van de machtiging van voorlopig verblijf (9ter) en niet-verlenging van het BIVR + bijlage 13 – vernietiging**

**Exceptie van onontvankelijkheid – vwp: “minderjarige kinderen enkel vertegenwoordigd door de moeder, niet door de respectievelijke vaders” – mandaat van de advocaat om op te treden namens de respectievelijke vaders van de twee kinderen wordt in vraag gesteld – echtscheidingsprocedure – klacht kinderonvoering – vermoeden van het bestaan en de regelmatigheid van het mandaat wordt niet weerlegd**

**Niet-verlenging 9ter – familieleden van de persoon met de medische problematiek wonen niet langer met deze persoon samen – criterium “wijziging van de omstandigheden voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand”- vwp beroept zich op twee wijzigingen in de omstandigheden:**

- **1: verblijf van één van de kinderen in Armenië – de onvolledigheid van het AD laat de Raad niet toe vast te stellen of vwp op zorgvuldige wijze heeft onderzocht of de verandering een voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand karakter heeft**
- **2: einde samenwoning - vwp was reeds bij de vorige verlengingsbeslissing op de hoogte van de echtscheiding, zodat dit thans niet als de determinerende wijziging van omstandigheden kan worden aangemerkt**

3. Over de ontvankelijkheid

3.1. In haar nota’s met opmerkingen werpt de verwerende partij de volgende exceptie op :

*“Er kan alleen maar vastgesteld worden dat de minderjarige kinderen in onderhavige procedure enkel en alleen worden vertegenwoordigd door de moeder en niet door hun vader. In het verzoekschrift wordt weliswaar vermeld wie de wettelijke vertegenwoordigers zijn van de minderjarige kinderen, maar er wordt zeer zeker niet vermeld dat de raadsman in kwestie optreedt voor de resp. vader in hoedanigheid van wettelijke vertegenwoordiger van het kind in kwestie, wel integendeel (!)*

*In het verzoekschrift wordt vermeld “ik heb de eer u te contacteren als raadsman van V.G.” Zij is dus enkel de raadsman van verzoekster en niet de raadsman van de vaders van de minderjarige kinderen. Het tegendeel zou ook verbazen, aangezien de vader van S.H., die als raadsman Mr. B. S. zou hebben volgens het door verzoekster gevoegd vonnis van de Familierechtbank, een tegenpartij is in de echtscheidingsprocedure en aangezien die persoon volgens verzoekster een klacht zou hebben neergelegd lastens haar wegens kind-ontvoering. Alleszins, in toepassing van artikel 376 van het BW en artikel 35 van het WIPR kan een beroepsprocedure namens een minderjarige slechts op ontvankelijk wijze worden ingeleid door beide ouders indien beide ouders het ouderlijk gezag uitoefenen. Er wordt niet aangetoond dat de moeder op exclusieve wijze het ouderlijk gezag uitoefent. De vordering ingesteld namens de minderjarige kinderen is dan ook niet ontvankelijk.” [...]*

3.3. [...] Het wordt niet betwist dat verzoekster en haar respectievelijke partners gezamenlijk moeten optreden als wettelijke vertegenwoordigers van hun minderjarige kinderen.

In de hoofding van het verzoekschrift worden in verband met de vordering ingesteld voor de kinderen duidelijk de wettelijke vertegenwoordigers vermeld, met name V.G. en H.Y. respectievelijk V.G. en S.S., wat impliceert dat zij optreden qualitate qua voor hun minderjarige kinderen, in tegenstelling tot wat de vwp betoogt. De advocaat dient aldus over een mandaat te beschikken voor zowel mevrouw V.G. als de heer H.Y. en de heer S.S.

In dit verband dient er gewezen te worden op artikel 440 van het gerechtelijk wetboek, dat luidt als volgt: “Voor alle gerechten, behoudens de uitzonderingen bij de wet bepaald, hebben alleen de advocaten het recht te pleiten. De advocaat verschijnt als gevolmachtigde van de partij zonder dat hij van enige volmacht moet doen blijken, behalve indien de wet een bijzondere lastgeving eist.”



Uit deze bepaling volgt dat de advocaat wordt geacht gemachtigd te zijn door de partij waarvoor hij optreedt, zonder daarvan het bewijs te moeten leveren. Het vermoeden van een regelmatig mandaat is weerlegbaar, maar de bewijslast berust bij degene die zulks betwist en niet bij de betrokken advocaat. [...]

In de mate dat de vwp het mandaat van de advocaat betwist wat betreft de vaders, zijnde H.Y. en S.S., wijzende op het feit dat in het verzoekschrift enkel wordt vermeld *“ik heb de eer u te contacteren als raadsman van V.G.”*, dat de vader van H.S., H.Y., een tegenpartij is in de echtscheidingsprocedure en daarbij wordt vertegenwoordigd door een andere advocaat en dat H.Y. volgens verzoekster een klacht zou hebben neergelegd lastens haar wegens kinderontvoering, weerlegt zij het vermoeden van het regelmatig mandaat voor de vaders nog niet.

Wat betreft H.S., stelt de Raad vast dat uit het administratief dossier en de stukken gevoegd bij het verzoekschrift blijkt dat verzoekster en H.Y. in een procedure zijn verwikkeld bij de familierechtbank inzake de verblijfsregeling van hun zoon H.S. en dat het verblijfsrecht van H.Y. wel werd verlengd en hij dus legaal in België verblijft. De vwp gaat eraan voorbij dat waar zij wijst op de “echtscheidingsprocedure” en de klacht wegens kinderontvoering die door H.Y. zou zijn ingediend, dit er net op wijst dat H.Y. niet wil dat zijn zoon definitief met verzoekster, zijn moeder, naar het buitenland zou vertrekken. Eén en ander vormt dus niet het bewijs dat de vader niet zou instemmen met het thans ingediende beroep tegen de beslissing om het verblijfsrecht van zijn zoon in België niet te verlengen, wel in tegendeel. Het loutere feit dat H.Y. in de procedure voor de familierechtbank door een andere advocaat wordt vertegenwoordigd, doet daaraan geen afbreuk. Het is immers logisch dat hij zich in een procedure tegen verzoekster laat bijstaan door een andere advocaat dan deze van verzoekster, maar dit zegt nog niks over de regelmatigheid van het mandaat in een procedure betreffende hun zoon tegen een beslissing van de vwp. De loutere verwijzing naar een vermelding in het verzoekschrift, kan, gelet op al het voorgaande, niet volstaan om het niet-bestaan van een regelmatig mandaat aan te tonen.

Wat betreft S.R. wijst de vwp enkel op de vermelding in het verzoekschrift. Dit kan ook hier, gelet op de hoofding die uitdrukkelijk verwijst naar de wettelijke vertegenwoordiging, niet volstaan om het vermoeden van het bestaan en de regelmatigheid van het mandaat te weerleggen.

Er blijkt dus voldoende dat het onderhavig beroep voor de twee kinderen daadwerkelijk werd ingesteld door beide ouders die het gezamenlijk ouderlijk gezag uitoefenen in naam van hun respectievelijke kinderen. De exceptie wordt verworpen.

#### 4. Onderzoek van het beroep gericht tegen de eerste bestreden beslissing

In de bestreden beslissing wordt toepassing gemaakt van artikel 9 van het KB van 17 mei 2007 [...]. Deze bepaling luidt als volgt:

*“De vreemdeling die gemachtigd werd tot beperkt verblijf op grond van artikel 9ter van de wet, wordt geacht niet meer te voldoen aan de aan zijn verblijf gestelde voorwaarden in de zin van artikel 13, § 3, 2°, van de wet, indien de omstandigheden op grond waarvan de machtiging werd verleend, niet langer bestaan, of zodanig zijn gewijzigd dat deze machtiging niet langer nodig is. Er dient hierbij te worden nagegaan of de verandering van deze omstandigheden een voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand karakter hebben.”*

De vwp stelt enerzijds vast dat verzoekster en haar kinderen niet meer samenwonen met hun echtgenoot/vader, H.Y., en dat de A-kaart werd toegekend op basis van de medische elementen van deze laatste. Anderzijds wijst zij erop dat hun gemeenschappelijke zoon, H.S., op dit moment niet meer in België maar in Armenië verblijft bij zijn grootmoeder. Zij concludeert dat de omstandigheden op grond waarvan de machtiging oorspronkelijk werd toegestaan niet langer bestaan, of dat deze zodanig zijn gewijzigd dat de machtiging niet langer nodig is. Zij stelt dat daarbij werd nagegaan of de verandering van deze omstandigheden een voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand karakter heeft.

#### TWEEDE MOTIEF: VERBLIJF ZOON IN ARMENIË

Vzp stelt dat bij het bepalen of er een verandering in omstandigheden is die een voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand karakter heeft geen rekening werd gehouden met alle elementen van de zaak. Zij betwist niet dat het kind S. in Armenië verblijft, maar wijst erop dat dit een tijdelijke regeling was die door de familierechtbank werd toegestaan, in essentie om verzoekster te ontlasten en een adequate opvang voor het kind te organiseren tot op het moment dat hij kon worden ingeschreven in een Vlaamse school van het type II en dat het kind door een onterechte seining nog niet is kunnen terugkomen.

[UITGEBREIDE BESPREKING VAN DE STUKKEN DIE ZICH IN HET ADMINISTRATIEF DOSSIER BEVINDEN, VAN DE STUKKEN DIE DAARIN ONTBREKEN, EN VAN DE STUKKEN DIE BIJ HET VERZOEKSCHRIFT WORDEN GEVOEGD]

[...]

Ook op dit punt moet worden vastgesteld dat het administratief dossier onvolledig is. Immers, niet alle bijlagen die luidens de hoofding van de voormelde e-mail van 9 augustus 2023 werden bijgevoegd zijn terug te vinden in het administratief dossier. Er kan dus niet worden nagegaan of vzp kan worden gevolgd waar zij [...] verduidelijkt dat het

het vonnis van 3 juli 2023 was dat verzoekster bij haar aanvraag tot verlenging voegde. Nochtans is dit essentieel. Immers, in dit vonnis wordt het volgende gesteld:

*“De partijen waren destijds akkoord om een traject binnen een multidisciplinair team te volgen in Armenië. Op heden lijkt de verderzetting van dit traject in Armenië de enige mogelijkheid om S. de nodige structuur, opvolging en begeleiding te geven. [...] De rechtbank wijzigt derhalve de maatregel aangaande het ouderlijk gezag en het recht op persoonlijk contact waarbij de verweerder op hoofdeis voor 2023 de toelating krijgt om met het kind naar Armenië te reizen en aldaar het kind het traject te laten volgen zolang er geen plaats is in een type-II school in Vlaanderen.”*

In het dictum wordt verzoekster gemachtigd om *“zonder toelating van de eiser op hoofdeis naar Armenië te reizen en laat voorlopig het kind toe in Armenië te verblijven tot wanneer er een plaats vrij is in een Type II-school in Vlaanderen.”*

Hieruit blijkt onmiskenbaar dat het vertrek van zoon S. naar Armenië slechts tot doel had om hem tijdelijk een adequate opvang te bieden tot op het moment dat hij in België zou kunnen worden ingeschreven in een type II-school. Verzoekster maakt in haar aanvraag tot verlenging ook melding van een stuk waaruit blijkt dat het kind inmiddels daadwerkelijk werd ingeschreven.

De Raad kan dus niet anders dan vaststellen dat **de onvolledigheid van het administratief dossier hem niet toelaat na te gaan of de verwerende partij in het licht van de aan haar voorgelegde stukken de vereiste zorgvuldigheid aan de dag heeft gelegd toen inzake het verblijf van zoon S. in Armenië**, zoals dat in de eerste bestreden beslissing wordt gesteld, **“werd nagegaan of de verandering van deze omstandigheden een voldoende ingrijpend en niet-voorbijgaand karakter heeft”**, temeer nu hierover niet verder wordt gemotiveerd. Waar de vwp in haar nota betoogt dat verzoekster beweert dat haar oudste zoon buiten haar wil om niet in België zou verblijven, omdat er een strafklacht wegens kind-ontvoering ingediend werd, maar dat het slechts een bewering betreft zonder dat ze wordt gedocumenteerd met enig stuk, en dat het niet is omdat er een klacht zou neergelegd zijn door de vader wegens kind-ontvoering ten laste van verzoekster, dat die zoon daardoor niet naar België kan terugkeren, is dit een a posteriori-motivering waarmee geen rekening kan worden gehouden. Ten overvloede kan er nog op worden gewezen dat het rechtsplegingsdossier wel degelijk correspondentie bevat met het parket waaruit kan worden afgeleid dat er een seining was die inmiddels werd opgeheven.

Uit het voorgaande blijkt dat niet kan worden nagegaan of het tweede motief in de bestreden beslissing al dan niet het resultaat is van een zorgvuldige besluitvorming. Deze vaststelling noopt tot de conclusie dat de beslissing moet worden vernietigd.

#### EERSTE MOTIEF: EINDE SAMENWOONST MET ECHTGENOOT/VADER

Immers, het eerste motief -de vaststelling dat verzoekster en haar kinderen niet meer samenwonen met hun echtgenoot/vader op grond van wiens medische situatie de verblijfsmachtiging werd bekomen- kan niet als determinerend worden beschouwd om de volgende redenen:

Vzp wijst erop dat uit het administratief dossier blijkt dat de voorgaande verlenging van de A-kaart aan verzoekster en de kinderen wél werd toegestaan, ondanks het feit dat zij toen reeds niet meer samenwoonde met haar echtgenoot. Zij betoogt dat er geen verandering is ten opzichte van de situatie van vorig jaar, aangezien verzoekster nog steeds gescheiden is van haar gewelddadige ex-partner en er nog steeds een verblijfsregeling is voor het gemeenschappelijk kind S. met zijn vader hier in België.

De Raad stelt vast dat in de vorige beslissing tot verlenging van de tijdelijke verblijfsmachtiging van 7 oktober 2022 reeds vermeld werd dat verzoekster de “ex-vrouw” is van H.Y. en dat zij met het kind S. op een ander adres woont. [...]

In de interne nota van 3 oktober 2023 staat het volgende:

*“Info: Vorig jaar een voorstel DG gedaan omdat de ex-man blijkbaar geweld had gepleegd tegen zijn echtgenote. Vorig jaar woonden betrokkenen ook niet meer samen. Hebben dan gewoon beide betrokkenen een verlenging van hun A-kaart gegeven omdat ze samen hun aanvraag hadden gedaan. [...]”*

Uit de synthesesnota van 16 september 2022 blijkt tevens dat verzoekster en H.Y. bij hun vorige verlengingsaanvraag reeds hun echtscheidingspapieren hadden voorgelegd.

Uit al het voorgaande blijkt duidelijk dat de vwp bij het nemen van de vorige verlengingsbeslissing reeds op de hoogte was van de echtscheiding en het niet meer samenwonen van verzoekster en haar ex-echtgenoot, H.Y. Desalniettemin ging zij over tot een verlenging van de verblijfsmachtiging voor een nieuwe duur van 1 jaar voor verzoekster en haar kinderen. Het feit dat er geen samenwoonst meer is met H.Y. kan dus niet als determinerend worden beschouwd. [...]

4.5. Uit het voorgaande volgt dat de vastgestelde schending van het zorgvuldigheidsbeginsel leidt tot de vernietiging van de eerste bestreden beslissing.



# CCE arrêt 309494 du 10/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Afghanistan**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

Verzoeker verklaart zijn land van herkomst, Afghanistan, te hebben verlaten uit vrees voor de taliban, die in een dreigbrief, gericht aan zijn familie, verzoekers **broer**, die **arbaki** was, onder druk zetten om zijn werk voor de lokale politie stop te zetten, zo niet zou zijn familie het ontgelden.

Blijkens de bestreden beslissing kan geen geloof gehecht worden aan de beweerde tewerkstelling van verzoekers broer bij de lokale politie en de vervolgingsfeiten die eruit voortvloeien.

De Raad merkt vooreerst op dat verzoeker ter staving van dit profiel van zijn broer meerdere **originele documenten** heeft voorgelegd en bespreekt deze documenten. (...) De Raad merkt verder op dat de documenten niet als geïsoleerde elementen mogen worden beschouwd, maar dat zij deel uitmaken van een **integrale geloofwaardigheidsbeoordeling** waarbij de Raad alle elementen die beschikbaar zijn in het rechtsplegingsdossier betreft, zoals de verklaringen en de feitelijke informatie die verzoeker voorlegt over voormelde elementen. Deze moeten worden gezien in hun onderlinge samenhang, maar ook in het licht van verzoekers individuele situatie en persoonlijke omstandigheden.

Waar in de bestreden beslissing gewezen wordt op het **gebrek aan kennis** in verzoekers hoofde over de werkzaamheden van zijn broer, **kan de Raad ook hier de commissaris-generaal niet geheel bijtreden**. (...)

Niettegenstaande het gegeven dat er aldus nog heel wat onduidelijkheden zijn over de precieze invulling van het werk van verzoekers broer gedurende een jaar bij de ALP, is de Raad van oordeel dat verzoeker, het geheel van al zijn verklaringen, alsook zijn individuele omstandigheden in acht genomen, **voldoet aan de voorwaarden** die krachtens artikel 48/6 van de Vreemdelingenwet zijn vereist **opdat hem het voordeel van de twijfel** kan worden gegund **betreffende het profiel van zijn broer en diens tewerkstelling bij de ALP** in een regio waar de taliban reeds op het moment van verzoekers vertrek de volledige controle hadden. Gewezen wordt hierbij ook op de **jonge leeftijd van verzoeker**, te weten vijftien jaar, ten tijde van de tewerkstelling van zijn broer bij de ALP, de **afwezigheid** van diens **broer** gedurende dat jaar en de **Afghaanse context en cultuur** waarin kan aangenomen worden dat zijn vader niet ten gronde over de tewerkstelling, die risico's met zich meebracht, zou hebben gepraat met zijn minderjarige zoon. Dat verzoeker bij zijn vlucht uit Afghanistan vergezeld was van zijn broer, waardoor er "ruim genoeg tijd" was om zich in zijn werk, tevens de oorzaak van de vlucht, te verdiepen, neemt niet weg dat **verzoeker zijn broer kwijt raakte in Iran** en dat een vlucht uit het land van herkomst risico's en stress met zich meebrengt, zodat kan worden aangenomen dat verzoeker er niet aan dacht om zijn broer diepgaand te gaan bevragen over diens werkzaamheden of dat de situatie zich daar ook niet geheel toe leende. Verzoeker zou overigens pas voor het eerst tijdens die vlucht van zijn broer vernomen hebben dat de taliban dreigbrieven hadden gestuurd naar hun vader en dat dit de reden was dat zij halsoverkop waren moeten vluchten. **Gelet op het feit dat hun wegen scheidden in Iran, wat verzoeker niet op voorhand had kunnen inschatten, kan redelijkerwijze worden aangenomen dat hij nog niet op de tewerkstelling bij de ALP was ingegaan.**

De Raad stelt verder vast dat uit de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt dat op bepaalde punten **niet werd doorgevraagd**, zoals op de problemen die verzoekers broer door zijn tewerkstelling zou hebben gekend, andere dan de aan de familie toegezonden dreigbrieven, doch dat hoofdzakelijk geconcentreerd werd op vragen waarmee kon worden uitgemaakt of de tewerkstelling van verzoekers broer bij het Afghaanse leger op waarheid berust.

De Raad is, gelet op het geheel van wat voorafgaat, van oordeel dat de door de commissaris-generaal weerhouden overwegingen **niet volstaan** om zonder meer te besluiten dat er geen geloof kan worden gehecht aan verzoekers bewering dat hij een broer heeft die bij de ALP werkte. (...) Het geheel aan verzoekers verklaringen en documenten in acht genomen, bezien in hun onderlinge samenhang alsook in het licht van de algemene situatie in Afghanistan, wordt besloten dat verzoeker een **oprechte inspanning** heeft geleverd om de tewerkstelling van zijn broer te staven, dat zijn verklaringen in deze **samenhangend** en **aannemelijk** zijn en dat de voorgelegde **documenten** wel degelijk zijn verklaringen over de tewerkstelling van zijn broer op voldoende wijze ondersteunen. Er zijn, gelet op wat *supra* is aangetoond, geen argumenten voorhanden die het tegendeel doen besluiten. Verzoeker heeft zijn verzoek om internationale bescherming zo spoedig mogelijk ingediend, zijn verklaringen zijn niet in strijd bevonden met beschikbare algemene informatie en het is vast komen te staan dat zijn verklaringen in grote lijnen als geloofwaardig

worden beschouwd. Het geheel van voorgaande in acht genomen, voldoet verzoeker aan de voorwaarden die krachtens artikel 48/6 van de Vreemdelingenwet zijn vereist opdat hem **het voordeel van de twijfel kan worden gegund betreffende het profiel van zijn broer en diens tewerkstelling bij de ALP**.

Verder wordt in de bestreden beslissing ook aangegeven dat in de mate dat er geen geloof kan worden gehecht aan de tewerkstelling van verzoekers broer, er evenmin geloof kan worden gehecht aan de vervolgingsfeiten die eruit zouden voortgevloeid zijn. De Raad herhaalt in deze vooreerst dat tijdens het persoonlijk onderhoud niet nader werd ingegaan op de specifieke problemen die verzoekers broer kende ingevolge zijn tewerkstelling en waardoor verzoeker dan ook zelf problemen kreeg hetgeen de aanleiding uitmaakte van hun vlucht uit Afghanistan. [Analyse BB en verklaringen verzoeker]

Bijgevolg kan niet worden uitgesloten dat waar verzoeker niet aannemelijk maakt in het verleden te zijn vervolgd door de taliban, er heden in het licht van de nieuwe situatie in Afghanistan wel een gegronde vrees voor vervolging in zijn hoofde kan worden aangenomen.

[Analyse BB en verklaringen verzoeker]

Aangezien niet zonder meer kan worden besloten dat verzoekers broer geen arbaki was bij de ALP, zoals hoger beschreven, en dat zijn familie naderhand geen problemen ondervond, dringt zich hiertoe, vanuit een **toekomstgerichte beoordeling** van de nood aan internationale bescherming, verder onderzoek op.

De Raad merkt voorts op dat verzoekers persoonlijk onderhoud plaatsvond **voor de machtsovername** door de taliban en wijst op een reeks elementen in hoofde van verzoeker (familiale omstandigheden, leeftijd waarop hij uit Afghanistan vertrok, duur verblijf België, ...). De Raad benadrukt de nood aan een *ex nunc*-onderzoek en meent dat er *in casu* geen afdoend en zorgvuldig onderzoek en beoordeling gebeurde door de verwerende partij.

De Raad oordeelt dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.



procédure CCE  
**Plein contentieux**

nationalité  
**Irak**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**CG Exclusion Genève et exclusion protection  
subsidaire**  
composition du siège  
**3 juges**

Le requérant est de nationalité irakienne, d'origine ethnique kurde et de confession musulman sunnite.  
Il résidait dans la province du Dohuk au Kurdistan irakien.  
Il a été policier au Kurdistan, a travaillé au SWAT et a ensuite été l'un des gardes du corps du Liwa [T.].

La partie défenderesse exclut le requérant de la protection internationale au motif qu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'il s'est rendu coupable d'actes relevant de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et de l'article 55/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a, de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil rappelle que l'application d'une clause d'exclusion en matière de protection internationale nécessite de déterminer :

- d'une part, qu'un acte susceptible d'exclusion a été commis et,
- d'autre part, qu'il existe des raisons sérieuses de penser que la responsabilité individuelle du requérant est engagée à cet égard.

**I. L'existence d'un acte susceptible d'entraîner l'exclusion**

Les faits reprochés au requérant le sont au titre de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a de la Convention de Genève, soit le crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

Cette qualification nécessite de déterminer s'il est question d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile et si des actes susceptibles d'exclusion ont été commis.

**(1) L'existence d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile**

Les « Éléments des crimes » du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la jurisprudence de ladite Cour définissent cette notion.

Au vu des informations mises à sa disposition, le Conseil estime que les actes commis par les autorités policières kurdes irakiennes, relèvent d'une telle définition. Il constate qu'il ressort de ces informations que les services de police irakiens, en ce compris dans la région autonome du Kurdistan, recourent de manière répandue aux arrestations arbitraires ainsi qu'à l'usage de la torture contre divers profils, parmi lesquels des opposants politiques, des journalistes et des présumés terroristes. Les confessions abusives et forcées sont décrites comme des méthodes d'investigation ; les tortures et mauvais traitements recouvrent un éventail de pratiques et ont lieu de l'arrestation à la détention.

Il relève aussi la qualité de civils de certaines victimes.

Par conséquent, le Conseil estime qu'il peut être raisonnablement établi que les autorités policières irakiennes, y compris dans la région autonome du Kurdistan, se sont rendues coupables de crimes contre l'humanité.

**(2) L'existence d'un acte susceptible d'entraîner l'exclusion, en l'espèce, un crime contre l'humanité.**

a. Les éléments matériels – l'existence d'un acte susceptible d'être qualifié de crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

L'article 7.1. f, du Statut de Rome vise spécifiquement la torture comme élément constitutif de crime contre l'humanité. Les éléments des crimes dudit Statut précisent notamment à ce sujet qu'il s'agit d'infliger une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, alors que la victime se trouve sous la garde ou le contrôle de l'auteur.

Le Conseil estime qu'il ressort à suffisances des informations contenues dans le dossier administratif et dans le dossier de procédure que les forces de polices kurdes irakiennes ont pratiqué des actes de torture sur des détenus.

Dès lors, il peut être raisonnablement considéré comme établi que des actes de tortures étaient pratiqués de manière

généralisée par les forces de polices kurdes irakiennes à l'époque où le requérant en était membre. Le Conseil estime que la qualification de torture peut être retenue. Néanmoins, à supposer que les actes auxquels le requérant a participé relèvent davantage du traitement inhumain que de la torture, il relève que de telles pratiques demeurent couvertes et incriminées en tant que crime contre l'humanité.

b. L'élément contextuel – le lien avec l'attaque généralisée ou systématique.

Le Conseil estime que le caractère lui-même généralisé et systématique des tortures reflète à suffisance le lien avec l'attaque généralisée ou systématique contre une population civile. Il constate qu'il ressort des informations présentes au dossier administratif et des déclarations du requérant, que les mauvais traitements infligés aux détenus l'étaient dans le contexte de la tentative des autorités du Kurdistan irakien de soumettre les opposants au pouvoir et les journalistes ainsi que de lutter contre le terrorisme.

## **II. La détermination de la responsabilité individuelle du requérant.**

### **(1) Les éléments matériels**

Les éléments matériels du crime contre l'humanité recouvrent :

- d'une part, l'acte en tant que tel et,
- d'autre part, l'implication concrète du requérant dans celui-ci, à savoir son mode de commission ou de participation.

En l'espèce, le Conseil estime qu'il peut être tenu pour établi que des actes susceptibles d'exclusion ont été commis, à savoir des tortures en tant que crimes contre l'humanité, par les forces de police kurdes irakiennes à l'époque où le requérant en faisait partie.

Il n'est pas reproché au requérant d'être l'auteur direct d'actes de torture, mais bien d'y avoir participé sous la forme d'un concours ou participation. Le Conseil estime qu'il existe des raisons sérieuses de penser que les actions du requérant ont constitué une forme de contribution aux actes de tortures, au sens de l'article 25.3. c, du Statut de Rome. En effet, le Conseil estime qu'il ressort clairement et sans ambiguïté des déclarations du requérant que, dans le cadre de son travail au sein de l'unité SWAT de Dohuk, il a participé à l'arrestation d'individus qu'il livrait ensuite à d'autres membres des forces de l'ordre pour interrogatoire tout en sachant qu'elles pouvaient ensuite être torturées. En particulier, le requérant a déclaré avoir participé à l'arrestation de journalistes et politiciens ainsi que de membres de Daesh.

### **(2) L'élément moral**

Au vu des éléments du dossier, le Conseil estime qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant avait l'intention d'arrêter des individus et qu'il était conscient que ses actions résulteraient, probablement voire sûrement, à des tortures de ces mêmes individus.

### **(3) Les éventuelles causes d'exonération**

Le Conseil considère qu'il peut être conclu qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a contribué à un crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome par le biais de ses arrestations, en tant que membre de l'unité SWAT de Dohuk, d'individus ensuite soumis à des tortures par d'autres policiers.

Le Conseil estime que l'âge du requérant, le contexte de la société kurde et la courte période retenue quant aux faits ne permettent aucunement de nier sa responsabilité individuelle.

En outre, il constate qu'il ne ressort d'aucune des déclarations du requérant concernant la période infractionnelle retenue qu'il a subi une contrainte au sens de l'article 31. 1. d, du Statut de Rome, pas plus qu'il n'en ressort que son inaction résulte d'une crainte de subir une telle contrainte. Il estime en particulier que l'invocation, a posteriori, de la situation des lanceurs d'alerte ne peut pas être retenue en l'espèce.

Ensuite, il considère que la fragilité psychologique du requérant ne permet nullement de modifier les constats qu'il a posé quant aux raisons sérieuses de penser qu'il a commis un acte de nature à l'exclure de la protection internationale.

Par conséquent, le Conseil constate que le requérant ne fait valoir de manière utile aucun motif d'exonération de sa responsabilité individuelle quant aux raisons sérieuses de penser qu'il a participé aux crimes contre l'humanité susmentionnés.

Le Conseil conclut qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a contribué à des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a, de la Convention de Genève et qu'il convient de l'exclure de la qualité de réfugié sur la base de la même disposition ainsi que de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'exclure du bénéfice de la protection subsidiaire sur la base de l'article 55/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980.



procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Guinée**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**REFUS DE VISA**

composition du siège

**1 juge**

**Refus de visa court séjour – AA : engagement de prise en charge datant de plus de 6 mois au jour de l’intro de la demande – rappel art 17/4 AR : délai de production EPC doit être compté en tenant compte de la présentation au poste consulaire et non de l’intro de la demande - PR a tenté de prendre RDV pour se présenter au poste consulaire en vue de produire l’EPC mais impossible => motivation inadéquate en ce qu’elle se réfère à la date de la demande de visa et non à celle à laquelle la requérante aurait pu produire l’engagement de prise en charge, si elle avait pu se présenter auprès du poste belge compétent + motivation insuffisante : absence de prise en compte du fait que le dépassement du délai est dû à l’organisation du poste belge – annulation.**

“a) Selon l’article 17/4 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981,

« § 1<sup>er</sup> Lorsqu’il légalise l’engagement de prise en charge souscrit à l’égard d’un étranger soumis à l’obligation du visa, le bourgmestre ou son délégué indique la date de la légalisation sur l’engagement de prise en charge et le remet immédiatement au garant.

[...]

§ 2 Lorsque l’engagement de prise en charge a été légalisé, l’étranger à l’égard duquel il est souscrit doit se présenter, dans un délai de six mois à partir de la date indiquée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l’étranger pour y produire l’engagement de prise en charge légalisé et les documents suivants:

1° une fiche de salaire ou un document établi par une autorité publique, attestant les revenus nets ou bruts, mensuels ou annuels, du garant ou, à défaut de pouvoir produire une de ces pièces, tout document mentionnant le montant de ses ressources;

2° un document attestant que le garant possède la nationalité belge ou qu’il est autorisé ou admis à séjourner en Belgique pour une durée illimitée.

Si ces documents n’ont pas été fournis dans le délai requis, le poste diplomatique ou consulaire déclare l’engagement de prise en charge irrecevable. [...] ».

La date à retenir dans le 2<sup>ème</sup> paragraphe de cette disposition n’est donc pas celle de l’introduction de la demande de visa, mais de celle de la présentation de l’étranger auprès du poste, pour y produire, notamment, l’engagement de prise en charge légalisé.

b) Il n’est pas contesté que la demande de visa a été introduite, le 5 janvier 2024, soit plus de 6 mois après la légalisation de l’engagement de prise en charge, laquelle a eu lieu, le 12 juin 2023.

Toutefois, le dossier administratif montre que la requérante et son conseil ont effectué un certain nombre de démarches auprès de l’Ambassade de Belgique au Sénégal (et son partenaire, TLS Contact Dakar), en vue de la fixation d’un rendez-vous pour introduire la demande de visa.

Cela ressort, notamment,

- d’un courriel du 9 octobre 2023, adressé à l’ambassade de Belgique au Sénégal,

- et d’un courrier recommandé du 11 octobre 2023, adressé à TLS contact Dakar,

qui figurent dans le dossier administratif.

A ces courriers, étaient joint un engagement de prise en charge légalisé.

c) Le dépassement du délai de 6 mois pour produire l’engagement de prise en charge, auprès du poste belge compétent, ne résulte donc pas d’une négligence de la requérante, mais de l’organisation de ce poste.

d) L'acte attaqué est fondé sur le motif suivant :

« L'engagement de prise en charge est non conforme : le document fourni est produit hors délai. En effet, il est daté de plus de 6 mois (à l'introduction de la demande).

Cette motivation n'est ni adéquate ni suffisante.

Elle n'est pas adéquate en ce qu'elle se réfère à la date de la demande de visa et non à celle à laquelle la requérante aurait pu produire l'engagement de prise en charge, si elle avait pu se présenter auprès du poste belge compétent.

Elle n'est pas suffisante en ce qu'elle ne montre pas que la partie défenderesse a pris en considération

- les démarches effectuées par la requérante et son conseil, matérialisées, notamment, par les courriers susmentionnés, en vue de produire l'engagement de prise en charge, dans le délai requis,
- ni l'impossibilité dans laquelle l'organisation du poste belge compétent l'a mise de le faire.

3.3.3. Dans la note d'observations, la partie défenderesse fait notamment valoir ce qui suit:

« la partie requérante reconnaît en termes de recours avoir introduit formellement sa demande de visa de court séjour et ainsi s'être présentée avec les documents requis pour introduire celle-ci à l'ambassade de Belgique que le 5 janvier 2024.

La circonstance qu'elle aurait eu des contacts préalablement à cette date avec l'ambassade de Belgique notamment en lui transmettant des documents n'est pas de nature à renverser le constat selon lequel la demande de visa n'a été introduite que le 5 janvier 2024, ce qu'elle reconnaît en termes de recours et également dans ses courriels des 5 et 10 janvier 2024.

Par ailleurs, observons que son courriel du 5 janvier 2024, la partie requérante indique expressément que « *En annexe vous trouvez encore une copie de ma lettre que je vous ai déjà adressée le 11 octobre 2023, mais qui n'a jamais été reçue par vous* ».

Cette argumentation ne peut être suivie, au vu de ce qui précède."



procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Burundi**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**REFUS DE VISA**  
composition du siège  
**1 juge**

**Refus Visa RF – Descendant handicapé de + de 18 ans avec réfugié - art. 10, §1er, 6° - AA : le rapport médical attestant d’un handicap intellectuel de sévérité moyen à grave n’émane pas d’un médecin agréé par le poste diplomatique ou consulaire belge – PR produit à l’appui de sa demande : le certificat médical attestant du handicap intellectuel du requérant – PR invoque à l’appui de son recours que c’est la maison médicale agréée de l’Ambassade elle-même qui l’a enjoint de se présenter devant un spécialiste + corroboré par une attestation de ladite maison médicale – Conseil constate qu’en n’interpellant pas la PR quant à la conformité des pièces et en ne sollicitant pas qu’elle produise un doc. complémentaire, la PD n’a pas agit avec prudence et minutie – Violation art. 10 Loi et motivation formelle – Annulation.**

"3.2.4. En l’espèce, le Conseil relève qu’il ressort de la motivation de la décision attaquée que la partie défenderesse a considéré que « Le requérant ne peut pas non plus se prévaloir des dispositions prévues à l’art 10,1,1,6 de la même loi: en effet un rapport médical a été produit, datant du 25/04/2023, pour indiquer que le requérant aurait "un handicap intellectuel de sévérité moyen à grave " ». Or il ne s’agit pas d’une attestation émanant d’un médecin agréé par le poste diplomatique ou consulaire belge indiquant qu’il se trouve, en raison de son handicap, dans l’incapacité de subvenir à ses propres besoins, comme prescrit la loi ».

Le Conseil observe par ailleurs qu’à l’appui de sa demande de visa, la partie requérante a déposé un certificat médical, daté du 25 avril 2023, lequel mentionne, notamment, ceci : « Je soussigné Docteur [K.], [...] atteste avoir reçu en consultation le 25 avril 2023 Monsieur [M.J.] [...].L’examen objective retrouve chez lui des capacités intellectuelles largement en deçà de la normale attendu son âge et cela était ainsi tout au long de son développement, le langage parlé est assez limité en terme de vocabulaire et de grammaire, les relations avec la famille sont une source de plaisir et d’aide. Il a en effet besoin de rappel et parfois d’aide pour les activités du quotidien telles que les repas, l’habillage, la toilette. La participation à des tâches ménagères, aux distractions et au travail requiert une aide et une assistance permanente. Au total, Monsieur ][M.J.] présente un handicap intellectuel de sévérité moyen à grave. Cette attestation est délivrée à la demande de son cousin, Monsieur [N.E.] et remis à des fins administratives ».

Il ressort, en outre, du recours de la partie requérante, plus spécifiquement de l’exposé des faits, que cette dernière « s’est adressé comme il se doit à la maison médicale agréé par l’Ambassade de Bujumbura et seule autorité manifestement pouvant attester d’une situation médicale dans le cadre d’un dossier de visa [...] Que toutefois cette maison médicale a orienté le requérant, vu les spécificités de son handicap, vers un psychiatre et donc vers un spécialiste car ils ont estimé ne pas être compétents pour attester de troubles mentaux manifestement ; Que c’est donc LA MAISON MEDICALE AGREE par l’Ambassade elle-même qui a enjoint au requérant de se présenter devant un spécialiste, un psychiatre plus précisément, et qui a assuré à la famille que le document du psychiatre serait adéquat et suffisant pour attester de son handicap dans le cadre de la demande de visa ; Que la demande de visa a donc été déposée avec le seul document du psychiatre attestant du handicap ». Ces informations sont corroborées par un rapport médical de la maison médicale de Bujumbura, daté du 2 novembre 2023 et déposé à l’appui du présent recours, lequel indique : « Je soussigné Dr [S.M.] Médecin à Maison médicale atteste par la présente avoir examiné Monsieur [M.J.] âgé de 36 ans et avoir constaté qu’ il présente un handicap mental et/ou intellectuel. J’ai alors adresse ce patient au psychiatre Dr [K.D.] qui lui-même a confirmé le diagnostic de déficit intellectuel chez [M.J.] comme notifié dans son rapport ».

Il s’en déduit que la partie défenderesse s’est contentée, pour le certificat médical du 25 avril 2023, de constater qu’« il ne s’agit pas d’une attestation émanant d’un médecin agréé par le poste diplomatique ou consulaire belge » et, dès lors, d’analyser la demande de la partie requérante à la lumière d’informations dont elle n’aurait pas dû ignorer le caractère potentiellement incomplet au vu de la situation spécifique de la partie requérante.

Or, en n’interpellant pas la partie requérante quant à la conformité des pièces produites, et en ne sollicitant pas de celle-ci qu’elle produise un document complémentaire en vue d’éclaircir la situation, la partie défenderesse n’a pas agi avec la prudence et la minutie à laquelle elle est tenue en vertu des principes rappelés ci-avant.

La motivation formulée au terme d'un examen ne répondant pas aux exigences de minutie et de prudence auxquelles est soumise la partie défenderesse ne peut dès lors être considérée comme adéquate. Il y a, par conséquent, lieu de conclure à la violation des articles 10, §1er, alinéa 1er, 6°, et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs."

procédure CCE  
**Plein contentieux**

nationalité  
**Congo (RDC)**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**CG Exclusion Genève et exclusion protection  
subsidaire**  
composition du siège  
**3 juges**

Le requérant est d'origine congolaise et résidait à Kinshasa.

Il a travaillé comme policier au sein de la Police d'intervention rapide et a obtenu successivement le grade d'adjudant première classe, d'adjudant-chef et de sous-lieutenant.

La partie défenderesse exclut le requérant de la protection internationale au motif qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il s'est rendu coupable de crimes contre l'humanité au sens de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a, de la Convention de Genève ainsi que des articles 55/2 et 55/4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980.

La partie défenderesse pointe la carrière professionnelle du requérant pour ensuite relever qu'il ressort des informations qu'elle a déposées au dossier administratif que la Police d'intervention rapide s'est rendue coupable de violations graves des droits humains durant les années où le requérant y était en fonction.

Ensuite, la partie défenderesse considère que la responsabilité individuelle du requérant est clairement établie.

Enfin, la partie défenderesse estime qu'il ne ressort pas du dossier administratif que des circonstances particulières pourraient exonérer le requérant de sa responsabilité dans les crimes commis grâce à sa contribution active.

En conclusion, la partie défenderesse estime que la gravité, la répétition et la constance des crimes commis par les services congolais auxquelles appartenait le requérant rentrent dans la définition de crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du statut de Rome de 1998. Au regard de ce contexte et des déclarations du requérant, la partie défenderesse considère qu'il y a de sérieuses raisons de penser que le requérant a participé à des crimes tels que ceux décrits à l'alinéa a, de la section F de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève. Pour les mêmes motifs, elle estime qu'il y a également lieu d'exclure le requérant du statut de protection subsidiaire, conformément à l'article 55/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a, de la loi du 15 décembre 1980.

Le Conseil rappelle que l'application d'une clause d'exclusion en matière de protection internationale nécessite de déterminer :

- d'une part, qu'un acte susceptible d'exclusion a été commis et,
- d'autre part, qu'il existe des raisons sérieuses de penser que la responsabilité individuelle du requérant est engagée à cet égard.

**Tout d'abord, il convient de déterminer si un acte susceptible d'entraîner l'exclusion a été commis.**

Les faits reprochés au requérant le sont au titre de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a de la Convention de Genève, soit le crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

Cette qualification nécessite de déterminer s'il est question d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d'un État et si des actes susceptibles d'exclusion ont été commis dans ce cadre.

(1) Est-il question d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d'un Etat ?

Les « Éléments des crimes » du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la jurisprudence de ladite Cour définissent cette notion.

Au vu des informations mises à sa disposition, le Conseil estime que les actes commis durant l'année 2008 dans la province du Bas-Congo par la Police nationale congolaise, dont fait partie la Police d'intervention rapide, entrent dans les définitions telles que précisées par la Cour pénale internationale.

Concernant spécifiquement le profil des victimes visées, le Conseil relève que leur qualité de « civils » ressort clairement des informations versées au dossier administratif. Le Conseil peut ainsi conclure que les exactions recensées ont visé tant des membres du mouvement *Bundu Dia Kongo* que des personnes suspectées de l'être ou même des civils n'ayant aucun lien avec ce mouvement politico-religieux.

Le Conseil conclut donc qu'il est raisonnablement établi que la Police nationale congolaise, dont la Police d'intervention rapide et le bataillon « cobra » auquel appartenait le requérant, se sont rendus coupables, dans la province du Bas-Congo et durant à tout le moins la période au cours de laquelle le requérant y était en fonction, d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile dans la poursuite de la politique d'un État, au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

(2) Un acte susceptible d'entraîner l'exclusion, en l'espèce un crime contre l'humanité, a-t-il été commis

a. Les éléments matériels – l'existence d'un acte susceptible d'être qualifié de crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome.

Le Conseil estime qu'il ressort à suffisance des informations contenues dans le dossier administratif qu'en février et mars 2008, la Police d'intervention rapide s'est rendue coupable d'exécutions arbitraires, de tortures, de traitements inhumains et dégradants, d'arrestations arbitraires, de détentions illégales, de pillages, de destructions de propriétés privées et de violences sexuelles.

Le Conseil souligne que les informations du dossier administratif indiquent que la plupart des violations sont attribuées à la Police d'intervention rapide, qui était le principal corps officiellement déployé dans le cadre des opérations visant à éradiquer le mouvement *Bundu Dia Kongo* ; ce corps de la Police nationale congolaise est celui auquel appartenait le requérant lorsqu'il a opéré en tant que policier en février et mars 2008 dans la province du Bas-Congo.

Le Conseil rappelle que l'article 7.1. f, du Statut de Rome vise spécifiquement le meurtre, l'emprisonnement, la torture, le viol, la persécution de groupe pour des motifs d'ordre politique ou religieux, les disparitions forcées de personne et les atteintes graves à l'intégrité physique comme élément constitutif de crime contre l'humanité.

Le Conseil considère dès lors comme raisonnablement établi que la Police nationale congolaise, et plus particulièrement la Police d'intervention rapide auquel appartenait le requérant, s'est rendue coupable de manière généralisée et systématique de meurtres, d'emprisonnements, de formes de torture, d'une persécution de groupe, de disparitions forcées et d'atteintes à l'intégrité physique.

b. L'élément contextuel – le lien avec l'attaque généralisée ou systématique.

Le Conseil estime que le caractère lui-même généralisé et systématique de ces exactions reflète à suffisance le lien avec l'attaque généralisée ou systématique contre une population civile évoquée *supra* dans le présent arrêt. Le Conseil considère en outre que les informations du dossier administratif indiquent que les exactions particulièrement violentes de la Police nationale congolaise servaient la politique sécuritaire et répressive des autorités congolaises et visaient à cibler une population civile qui devaient se soumettre aux institutions congolaises.

**Ensuite, il convient de déterminer la responsabilité individuelle du requérant.**

(1) Les éléments matériels

Les éléments matériels du crime contre l'humanité recouvrent :

- d'une part, l'acte en tant que tel et,
- d'autre part, l'implication concrète du requérant dans celui-ci, à savoir son mode de commission ou de participation.

En l'espèce, durant les opérations de la Police nationale congolaise et de la Police d'intervention rapide dans le Bas-Congo en février et mars 2008, il est principalement reproché au requérant d'être l'auteur direct de meurtres et d'exécutions arbitraires de nombreux civils. En tant que chef de section ayant exercé une fonction de commandement, il lui est également reproché d'avoir transmis des ordres à une dizaine d'hommes afin qu'ils tuent de nombreux civils et qu'ils incendient volontairement de nombreuses habitations. Ces ordres avaient également pour but de persécuter les membres du mouvement *Bundu Dia Kongo* et de procéder à des disparitions forcées.

Le requérant conteste cette analyse.

Le Conseil rejoint néanmoins la partie défenderesse lorsqu'elle considère, au regard des déclarations du requérant au cours de ses entretiens personnels, lesquelles doivent être mises en perspective avec les informations concrètes, fiables et concordantes qui font état des nombreuses exactions commises dans le Bas-Congo lors des opérations de répression du mouvement *Bundu Dia Kongo*, qu'il y a des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est personnellement

rendu coupable d'exactions dans la province du Bas-Congo durant l'année 2008, en tuant directement des civils armés ou non armés et en transmettent des ordres visant à tuer des civils, à incendier des bâtiments, à commettre des disparitions forcées et, au final, à persécuter un groupe bien identifié.

Le Conseil considère par conséquent qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a commis et participé à des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1er, section F, alinéa a, de la Convention de Genève.

## (2) L'élément moral

Le Conseil constate que l'élément moral requis est, le plus souvent, le dol général, c'est-à-dire la volonté consciente de commettre le crime en question ou encore l'intention criminelle.

Celui-ci se compose lui-même de deux éléments :

- la connaissance effective (sciens) et
- la volonté (volens) de la réalisation de l'acte en chacun de ses éléments constitutifs.

Le Conseil estime qu'il ressort des nombreuses informations déposées au dossier administratif et des déclarations du requérant qu'il existe bien des raisons sérieuses de penser que celui-ci a agi en pleine connaissance de cause. Ainsi, le Conseil note tout d'abord les propos constants du requérant, relatif à son engagement auprès de la Police d'intervention rapide qui s'est effectué sur une base volontaire. Il pointe en outre la participation active du requérant, en pleine connaissance de cause, aux exactions commises. Le Conseil relève enfin la fonction particulière du requérant, celui exerçant une fonction de commandement puisqu'il était le chef d'une section composée d'une dizaine d'homme. Il met également en exergue la durée des opérations auxquelles il a participé, soit « presque une année » selon les propos même du requérant.

La partie requérante n'apporte aucun argument substantiel de nature à contredire utilement les motifs pertinents de la décision entreprise à cet égard. Le Conseil rejoint donc la partie défenderesse lorsqu'elle considère que le requérant avait parfaitement conscience du caractère illégal des ordres qu'il suivait et qu'il est pleinement responsable des exactions susmentionnées, dès lors qu'il a participé activement, par ses actions et les ordres qu'il a transmis, à la commission des crimes qui lui sont imputés.

Dès lors, le Conseil estime qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a commis et participé, de manière volontaire et en connaissance de cause à la commission d'un crime contre l'humanité, visé à l'alinéa a, de la section F de l'article 1er de la Convention de Genève.

## (3) Les éventuelles causes d'exonération

Le Conseil constate que le requérant ne fait valoir aucun motif valable d'exonération de sa responsabilité individuelle quant aux raisons sérieuses de penser qu'il a participé au crime contre l'humanité susmentionné.

Le Conseil rejoint entièrement les développements de la décision qui pointe à juste titre de très nombreux éléments permettant de rejeter d'éventuelles causes d'exonération. Le Conseil met particulièrement en évidence l'engagement long et évolutif du requérant au sein de la Police d'Intervention rapide ainsi que le contexte particulier qu'il décrit qui ne permet nullement de croire qu'il lui était impossible de se soustraire à ses obligations ou aux ordres donnés. Il souligne en outre la fonction particulière du requérant au sein de la chaîne de commandement puisqu'il était non seulement chargé d'exécuter les ordres mais également de les transmettre. Les arguments de la requête, au demeurant évasifs, peu concrets et redondants, ne permettent pas une appréciation différente.

Le Conseil conclut qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant a commis et participé à des crimes contre l'humanité au sens de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a, de la Convention de Genève et qu'il convient de l'exclure du statut de réfugié sur la base de la même disposition ainsi que de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980 et de l'exclure du bénéfice de la protection subsidiaire sur la base de l'article 55/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a) de la loi du 15 décembre 1980.



# CCE arrêt 309431 du 09/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Érythrée**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**  
composition du siège  
**1 juge**

Verzoekster verklaart de Eritrese autoriteiten te vrezen omwille van haar **desertie** uit het Eritrese leger en haar **illegale vertrek uit Eritrea**.

De commissaris-generaal meent dat **uit** de aan het administratief dossier toegevoegde **informatie** blijkt dat heden, **na een legaal vertrek** uit Eritrea, **geen risico** bestaat op **bestraffing**. Er wordt gemotiveerd dat gezien haar verklaringen over haar beweerd illegaal vertrek uit Eritrea niet geloofwaardig zijn bevonden, dit impliceert dat verzoekster Eritrea op legale wijze heeft verlaten en aangezien het vrijgesteld zijn van de nationale dienstplicht in het algemeen een voorwaarde is om toestemming te verkrijgen om het land op legale wijze te verlaten, verzoekster geen vrees dient te koesteren voor verplichte rekrutering in de Eritrese nationale context. [citaat uit bestreden beslissing]

Verzoekster **betwist** de stelling van de commissaris-generaal en betoogt onder meer dat het risico voor haar ingeval van terugkeer onvoldoende zorgvuldig is onderzocht en verwijst daarbij naar landeninformatie (verzoekschrift, p. 12-14) waarin onder meer wordt gesteld dat Eritreeërs die gedwongen worden teruggestuurd naar Eritrea een ernstig risico lopen op vervolging of andere mensenrechtenschendingen.

De Raad analyseert de **COI Focus, “ERITREA. Mobilisatie in het kader van de oorlog in het noorden van Ethiopië”, 18 augustus 2023** (update).

Volgens de Raad volgt hieruit dat de beschikbare landeninformatie **onvoldoende duidelijkheid schept over het huidige beleid in Eritrea en het risico** dat personen, die in het verleden zouden zijn vrijgesteld van de nationale dienstplicht en het land legaal zouden hebben verlaten, in geval van terugkeer lopen om **opnieuw gedwongen** te worden **gerekruteerd**. Daarbij dient ook terdege rekening te worden gehouden met het gegeven dat uit de beschikbare landeninformatie verder blijkt dat personen die (opnieuw) gedwongen National Service dienen te verrichten in Eritrea onderworpen kunnen worden aan onmenselijke en vernederende behandeling en foltering.

De beschikbare landeninformatie laat de Raad niet toe het risico voor verzoekster om aan vervolgingsdaden te worden onderworpen in geval van terugkeer naar Eritrea op voldoende nauwkeurige wijze in te schatten en is van oordeel dat verder onderzoek noodzakelijk is. De Raad vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Rwanda**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**CG Retrait Genève**  
composition du siège  
**3 juges**

Le requérant est de nationalité rwandaises et d'origine ethnique hutue.  
Il a été membre actif du parti MDR, branche de Twagiramungu, et secrétaire de la JDR.  
Il a travaillé à Radio Rwanda en tant que journaliste.

La partie défenderesse retire « le statut » de réfugié au requérant au motif qu'il aurait dû être exclu en application de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980. La partie défenderesse considère, en substance, qu'il ressort des éléments du dossier administratif ,apparus après la reconnaissance comme réfugié, que le requérant a participé au génocide rwandais de 1994 en intervenant en tant que journaliste sur Radio Rwanda entre avril et juillet 1994 et en tenant des discours incitant au génocide. Elle estime que ses explications visant à minimiser son implication personnelle ne sont pas convaincantes, pas plus que ses déclarations quant à l'état de contrainte qu'il allègue.  
Par ailleurs, elle considère que, pour les mêmes motifs, il y a lieu de l'exclure du statut de réfugié et de celui de protection subsidiaire conformément aux articles 55/2 et 55/4 de la loi du 15 décembre 1980.  
En conclusion, la décision entreprise retire au requérant son statut de réfugié et l'exclut à la fois de la qualité de réfugié et du statut de protection subsidiaire.

Le Conseil rappelle que l'application d'une clause d'exclusion en matière de protection internationale nécessite de déterminer :  
- d'une part, qu'un acte susceptible d'exclusion a été commis et,  
- d'autre part, qu'il existe des raisons sérieuses de penser que la responsabilité individuelle du requérant est engagée à cet égard.

**I. L'existence d'un acte susceptible d'entraîner l'exclusion**

Les faits reprochés au requérant le sont au titre de l'article 1<sup>er</sup>, section F, a, de la Convention de Genève, en particulier, le génocide en tant que crime contre l'humanité au sens de l'article 6 du Statut de Rome.

Le Conseil estime qu'il ressort à suffisance de la décision entreprise, des éléments présents au dossier administratif et de la requête, qu'un génocide, qui a donné lieu aux meurtres de nombreuses personnes d'ethnie tutsi, a eu lieu au Rwanda entre avril et juillet 1994. Tant les faits que la qualification juridique de ceux-ci, outre qu'ils sont notoires, ne sont pas contestés et sont donc établis.

Par conséquent, il peut être tenu pour établi qu'un génocide, en tant que crime contre l'humanité, de nature à entraîner l'exclusion du requérant de la protection internationale a été commis.

**II. La détermination de la responsabilité individuelle du requérant**

**(1) Les éléments matériels**

Les éléments matériels du crime de génocide recouvrent :  
- d'une part, l'acte en tant que tel et,  
- d'autre part, l'implication concrète du requérant dans celui-ci, à savoir son mode de commission ou de participation.

Le Conseil estime qu'il peut être tenu pour établi qu'un génocide a été commis au Rwanda en 1994, de nombreux tutsi ayant été assassinés. Il s'agit incontestablement d'un acte susceptible d'exclusion. L'implication concrète du requérant dans les faits reprochés peut prendre diverses formes, de la commission directe à l'incitation.

En l'espèce, il est établi, à la lecture du dossier administratif et, notamment des transcriptions d'émissions qui s'y trouvent, que le requérant était journaliste pour Radio Rwanda pendant le génocide de 1994 et qu'il a participé, dans ce cadre, à de multiples émissions au cours desquelles il a tenu des propos incitant la population à commettre le génocide.

Ainsi, le Conseil estime qu'il existe, à tout le moins, des raisons sérieuses de penser que, par le biais de ses interventions radiophoniques durant le génocide de 1994, le requérant a incité la population à commettre le génocide et qu'il a, dès

lors, participé à la commission de celui-ci en y apportant son concours, au sens de l'article 25, 3, c) du Statut de Rome.

## (2) L'élément moral

Dans la mesure où le mode de commission retenu est celui de la participation ou du concours au sens de l'article 25, 3, c) du Statut de Rome, le Conseil se réfère à l'article 30 du même Statut, quant à l'élément moral ou psychologique.

Le Conseil se réfère également à la jurisprudence pertinente du TPIR. Le Conseil considère que les enseignements du TPIR sont d'une pertinence particulière en l'espèce puisqu'il s'agit du tribunal international qui a eu à connaître du génocide rwandais dont il est question en l'espèce et que l'affaire susmentionnée, surnommée « Media case », vise notamment les cas d'incitation au génocide commis à la radio.

Le Conseil estime qu'il ressort suffisamment des déclarations du requérant et des informations du dossier administratif qu'il existe bien des raisons sérieuses de penser qu'il avait l'intention et la connaissance d'inciter à la commission du génocide ou, à tout le moins, qu'il avait conscience de la réelle probabilité qu'un génocide soit commis au cours de l'exécution des actes qui ont été incités.

Le Conseil observe que le requérant tente de minimiser son implication personnelle, sa connaissance des événements qui se tramaient à l'époque et qui ont conduit au génocide et la réalité de faits pourtant indubitables et abondamment démontrés, à savoir les incitations à la haine – et leur teneur – commises sur les ondes radios au Rwanda pendant le génocide. Il ressort par ailleurs des informations présentes au dossier que ce contexte était suffisamment clair et connu des personnes concernées, à l'époque, pour que le requérant prenne la mesure des conséquences potentielles de ses interventions.

Le Conseil observe encore que le requérant a tenté de dissimuler son rôle et son implication réelle dans les faits qui lui sont reprochés lorsqu'il a introduit sa demande de protection internationale en Belgique en 1996.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'il ressort clairement de l'ensemble des déclarations du requérant qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il avait bien l'intention d'inciter à la commission du génocide ou qu'il avait à tout le moins la conscience de la réelle probabilité qu'un tel crime soit commis au cours de l'exécution des actes ou omissions qui ont été incités par ses interventions radiophoniques sur Radio Rwanda.

## (3) Les éventuelles causes d'exonération

Le Conseil examine si le requérant peut faire valoir l'existence, dans son chef, de motifs d'exonération de sa responsabilité individuelle.

Le requérant fait essentiellement valoir l'état de contrainte. Il affirme, en substance, qu'il a été retenu en otage à la radio, empêché de fuir à plusieurs reprises et contraint de lire les dépêches qui lui étaient imposées.

Le Conseil estime que les déclarations du requérant ne permettent nullement de conclure qu'il se trouvait dans un état de contrainte tel que défini à l'article 31, 1, d) du Statut de Rome, à savoir qu'il se trouvait sous une menace de mort imminente ou d'une atteinte grave, continue ou imminente à sa propre intégrité physique

Dans sa note complémentaire, la partie requérante développe un moyen nouveau par lequel elle reproche à la partie défenderesse d'avoir notamment méconnu les droits de la défense et l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 dans son rapport intitulé « COI-Focus : Radio Rwanda – liberté de mouvement des journalistes pendant le génocide ». L'article 39/60 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit qu'il ne peut être « invoqué d'autres moyens que ceux exposés dans la requête ou dans la note ». Le Conseil rappelle que l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit qu'une note complémentaire se limite à la production d'éléments nouveaux, sous peine d'écartement des débats pour le surplus. Il découle de la lecture de ces deux articles qu'une note complémentaire ne peut pas avoir pour effet de formuler des nouveaux moyens de droit mais a uniquement pour objet de présenter des éléments de preuve nouveaux. Cette partie de la note devrait donc être écartée des débats. Toutefois cette observation ne fait pas obstacle à la prise en compte par le Conseil d'un moyen d'ordre public. Or, le principe général du respect des droits de la défense, de valeur législative, revêt un caractère d'ordre public. Ce moyen est dès lors recevable.

Le Conseil estime que la partie défenderesse s'est conformée au principe général du respect des droits de la défense tel qu'il est rappelé par l'article 23 de la Directive 2013/32/UE et qu'elle a permis le débat contradictoire bien qu'elle n'ait pas fourni l'identité de l'une des sources sur laquelle elle se base pour conclure qu'il n'existe pas de cas documenté de journaliste retenu en otage dans une situation telle que décrite par le requérant (cf article 57/7 de la loi du 15 décembre 1980, dont le § 3, a été en partie annulé par la Cour constitutionnelle).

En outre, le Conseil estime que le document le « COI-Focus : Radio Rwanda – liberté de mouvement des journalistes pendant le génocide » du 28 septembre 2021 répond aux exigences de l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 dès lors qu'il contient à la fois les précisions requises quant aux sources, à l'exception justifiée de la source demeurée

confidentielle, ainsi qu'un compte rendu écrit contenant un aperçu des questions posées et des réponses pertinentes.

Le Conseil constate encore qu'il ressort dudit document que s'il ne peut pas être clairement exclu que certaines personnes ont pu être poussées à agir dans un souci de préservation, cela ne suffit pas, d'une part, à étayer un état de contrainte au sens du Statut de Rome susmentionné ni, d'autre part, à étayer la contrainte individuellement alléguée par le requérant.

Enfin, le Conseil considère que la seule circonstance que le requérant aurait été membre du MDR (Twagiramungu) n'est pas de nature à l'exempter de sa responsabilité dans les actes commis.

En définitive, quant à l'état de contrainte du requérant, le Conseil considère que, bien qu'il n'est pas question de nier qu'en 1994 certaines personnes ont suivi ou acquiescé à la politique génocidaire du gouvernement intérimaire par crainte pour leur propre vie, en l'espèce, les déclarations du requérant, empreintes de généralités et de dénégations, ne convainquent nullement que tel était le cas le concernant.

Le Conseil estime par ailleurs que l'excuse de l'ordre hiérarchique est inexistante en l'espèce.

En conséquence, le Conseil constate que le requérant ne fait valoir aucun motif valable d'exonération de sa responsabilité individuelle quant aux raisons sérieuses de penser qu'il a participé aux crimes graves susmentionnés.

Le Conseil estime que les autres arguments développés par la partie requérante dans son recours et sa note complémentaire ne justifient pas une autre conclusion.

Le Conseil conclut qu'il existe des raisons sérieuses de penser que le requérant s'est rendu coupable de crimes contre l'humanité au sens de l'article 1er, section F, a, de la Convention de Genève et qu'il convient de l'exclure de la qualité de réfugié et, par conséquent, de lui retirer la qualité de réfugié qui lui avait été reconnue et le statut de réfugié qui lui avait été octroyé, sur la base de la même disposition ainsi que des articles 55/3/1, §2, 1° et 55/2 de la loi du 15 décembre 1980. Pour les mêmes motifs, le Conseil estime que le requérant est exclu du bénéfice de la protection subsidiaire ainsi que le prévoit l'article 55/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980.

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Équateur**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Annexe 20 – conjoint de Belge – revenus insuffisants – motif AA : pas d’examen du lien de dépendance imposé par le 20 TFUE car la décision n’est pas accompagnée d’un OQT – CCE : JP CJUE ne prévoit pas une telle restriction à l’obligation de contrôle de la dépendance – Arg NO : comment l’épouse du requérant pourrait-elle être forcée de quitter l’UE sans OQT ? CCE : le requérant se trouve en séjour illégal en telle sorte qu’il peut à tout moment faire l’objet d’une mesure d’éloignement dont l’exécution aura pour conséquence d’obliger sa conjointe à l’accompagner – annulation.**

Motif AA : « La demande de séjour de plus de trois mois introduite le 08/11/2022 n’est pas examinée a l’aulne de l’article 20 TFUE et du lien de dépendance entre la personne concernée et son épouse des lors que la présente décision n’est pas assortie d’un ordre de quitter le territoire. »

« En termes de requête, le requérant ajoute que *« la partie adverse ne peut se libérer de son obligation d’examiner la demande [du requérant] à la lumière de l’article 20 du TFUE au seul motif que la décision n’est pas assortie d’un ordre de quitter le territoire »*. A cet égard, au vu des développements exposés *supra*, la circonstance que l’acte attaqué ne soit pas accompagné d’un ordre de quitter le territoire ne suffit pas à justifier le fait que l’article 20 du Traité fondateur de l’Union européenne ne puisse être invoqué et appliqué, une telle restriction à l’obligation de contrôle de la dépendance n’ayant pas été formulée dans les arrêts précités. Il en est d’autant plus ainsi au vu de l’absence d’examen d’une relation de dépendance entre le requérant et son épouse et de prise en compte des éléments que ce dernier a fait valoir dans un courrier du 2 septembre 2022 émanant de son conseil.

[...]

S’agissant des allégations développées dans sa note d’observations et selon lesquelles on ne peut pas suivre le requérant dans ses considérations quant à l’application de l’article 20 du Traité précité dans la mesure où *« il reste en défaut d’expliquer en quoi la décision de refus de séjour serait de nature à priver l’épouse belge du requérant de la jouissance de l’essentiel des droits conférés par son statut de citoyen de l’Union en ce qu’elle serait obligée de facto de quitter le territoire de l’Union européenne »*, le Conseil s’en réfère aux développements précédents. Par ailleurs, dans la mesure où le requérant ne dispose d’aucun autre droit ou autorisation au séjour, la prise de l’acte litigieux établit à suffisance que le requérant est en séjour illégal en telle sorte qu’il peut à tout moment faire l’objet d’une mesure d’éloignement dont l’exécution aura pour conséquence d’obliger sa conjointe à l’accompagner. »



# CCE arrêt 309474 du 09/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Indéfini**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Irrec.-Demande ultérieure**

composition du siège

**1 juge**

## **Les particularités de la présente procédure**

"Le Conseil observe qu'en l'espèce, il est saisi d'un recours qui vise à contester une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980.

Dans le cadre de sa première demande de protection internationale, la partie défenderesse avait fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980 pour déclarer la demande irrecevable au motif que le requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne et qu'il n'a pas démontré que la protection qui lui a été accordée dans ce pays ne serait plus effective ou qu'il serait exposé, en cas de retour dans ce pays, à des conditions de vie pouvant être considérées comme inhumaines et dégradantes au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...).

La particularité de la présente affaire réside donc dans le fait que la partie défenderesse a fait le choix de déclarer la quatrième demande de protection internationale du requérant irrecevable après avoir constaté l'absence « de nouveaux éléments ou faits [...] qui augmentent de manière significative la probabilité que [le requérant] puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 » alors que sa première l'avait déjà été sur la base d'un autre motif, en l'occurrence le fait que requérant bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

C'est également sur cette base juridique que des décisions d'irrecevabilité ont été prises dans le cadre des deuxième et troisième demandes de protection internationale introduites par le requérant.

(...)

Autrement dit, lorsqu'une demande de protection internationale antérieure a été rejetée en Belgique parce qu'un autre Etat membre de l'Union européenne a déjà accordé le statut de protection internationale au demandeur, les nouveaux éléments ou faits invoqués dans la cadre d'une demande ultérieure doivent se rapporter à la situation du demandeur dans cet Etat membre qui a déjà accordé la protection internationale ; dans ce cas, la question en débat consiste à examiner si de nouveaux éléments ou faits augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de la demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6, § 3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980 parce que le requérant bénéficie déjà d'un statut de protection internationale en Grèce, peut être levée.

Parmi ces nouveaux éléments, il peut par exemple se trouver des situations où l'Etat membre a retiré la protection internationale, y a mis fin ou a refusé de la renouveler par une décision définitive, ou encore des situations où le demandeur est confronté à des circonstances personnelles difficiles en raison de sa vulnérabilité particulière et/ou en raison de conditions de vie inadéquates pour les bénéficiaires d'une protection internationale qui s'apparentent à un traitement inhumain ou dégradant."

## **L'examen de la recevabilité de la demande ultérieure du requérant au regard de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980**

" Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'à l'appui de sa quatrième demande de protection internationale, le requérant fait valoir des éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que l'irrecevabilité de sa première demande de protection internationale, précédemment décidée en application de l'article 57/6 §3, premier alinéa, 3° de la loi du 15 décembre 1980, puisse être levée."

## **L'examen de la recevabilité de la demande de protection internationale du requérant au regard de l'article 57/6, §3 de la loi du 15 décembre 1980**

"Concernant la situation des bénéficiaires d'un statut de protection internationale en Grèce, le Conseil observe que les informations générales pertinentes les plus récentes en sa possession, au stade actuel de la procédure, sont identiques à celles dont il disposait au moment de rendre son arrêt n° 299 299 en chambres réunies le 21 décembre 2023 (...)

Dès lors, le Conseil se réfère aux conclusions de cet arrêt (...)

(...)

Ensuite, concernant l'examen de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime qu'il est nécessaire de rappeler (...) l'affaire C-163/17, Jawo contre Bundesrepublik Deutschland, du 19 mars 2019 (...)

(...)

En l'espèce, après une analyse du dossier administratif et des pièces de procédure, et après avoir entendu les parties lors de l'audience du 13 juin 2024, le Conseil considère le requérant peut désormais se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, il se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne (...).

En particulier, des débats qui se sont tenus lors de l'audience du 13 juin 2024 et des pièces déposées au dossier de la procédure, il en ressort que le requérant est en grande souffrance psychologique notamment en raison de la guerre qui sévit actuellement dans la bande de Gaza et de sa situation précaire en Belgique. Cette souffrance psychologique indéniable constitue un indicateur notable que le requérant présente une vulnérabilité particulière dont il convient de tenir compte.

A cette vulnérabilité psychologique s'ajoute le fait que le titre de séjour du requérant est expiré depuis à tout le moins le mois d'octobre 2021, ainsi que cela ressort des pièces du dossier administratif.

A cet égard, le Conseil estime qu'il convient de souligner la situation particulière des bénéficiaires d'un statut de protection internationale dont le titre de séjour (ADET) est périmé.

(...)

En conséquence, alors que le Conseil a pu constater, sur la base des informations générales mises à sa disposition, que la situation des bénéficiaires de la protection internationale en Grèce est particulièrement problématique et précaire, ce qui exige la plus grande prudence et le plus grand soin lors de l'examen des demandes émanant de bénéficiaires d'un statut de protection internationale accordé par la Grèce, il estime qu'en l'espèce, la vulnérabilité particulière du requérant liée à sa souffrance psychologique notable, conjuguée à l'expiration de son titre de séjour en Grèce, constituent des circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'en cas de retour en Grèce, il est raisonnable de penser qu'il se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte.

Au vu de ce qui précède, le requérant établit qu'il existe dans son cas des circonstances exceptionnelles telles que l'application de l'article 57/6, §3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980 pourrait entraîner une violation de l'article 4 de la Charte ou de l'article 3 de la CEDH.

Il apparaît en conséquence qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la quatrième demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre Etat membre, en l'occurrence la Grèce.

Partant, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de sa région d'origine, en l'occurrence la bande de Gaza, et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980."

#### **L'examen de la demande sous l'angle des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980**

"Le Conseil observe que la partie défenderesse a limité son examen au stade de la recevabilité de la demande de protection internationale du requérant. Elle n'a, par contre, pas instruit cette demande dans le cadre d'un examen au fond de celle-ci, en ayant égard aux craintes exprimées par le requérant par rapport à sa région d'origine, en l'occurrence la bande de Gaza, et aux articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En conséquence, le Conseil ne dispose pas, en l'état actuel de tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause : il convient effectivement d'instruire la demande du requérant au fond, fut-ce brièvement étant donnée la situation actuelle dans la bande de Gaza. Une telle instruction, même brève, échappe à la compétence du Conseil.

Le Conseil attire toutefois l'attention de la partie défenderesse sur la circonstance qu'il ressort des débats de l'audience du 13 juin 2024 qu'elle considère notoire qu'une certaine forme de persécution de groupe des gazaouis existe à l'heure

actuelle, bien qu'elle souligne qu'il demeure nécessaire d'effectuer un examen individuel de chaque dossier. Le Conseil rappelle par ailleurs la très grande vulnérabilité psychologique du requérant et la circonstance qu'il vit actuellement à la rue en Belgique, étant dépourvu d'un accueil digne. Dans de telles circonstances, le Conseil estime nécessaire d'inviter la partie défenderesse, aussi fermement qu'il lui est permis, à procéder à l'examen au fond de la présente demande de protection internationale dans les plus brefs délais dès lors que le délai légal de l'article 57/6, §1<sup>er</sup>, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 est déjà largement dépassé. En effet, le Conseil n'ignore pas, dès lors que cette information est notoire et qu'elle est notamment publiée par la partie défenderesse sur son site internet, que la partie défenderesse a décidé de ne pas respecter ledit délai dans le traitement des demandes d'asile de demandeurs d'origine palestinienne. Le Conseil insiste dès lors sur la nécessité, pour la partie défenderesse, de respecter le délai légal de traitement susmentionné, en particulier dans la mesure où, ainsi qu'il a été relevé *supra*, elle estime que les gazaouis ont, de manière générale, un besoin fondé de protection internationale et que, partant, les justifications qu'elle met en avant concernant les changements importants quant à la situation prévalant en Palestine, d'une part, et prétendument, d'autre part, quant à la jurisprudence du Conseil du Contentieux des Etrangers ne semblent plus pertinentes."

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée, afin que la Commissaire générale procède aux mesures d'instructions nécessaires afin d'examiner la présente demande de protection internationale au fond."

# CCE arrêt 309400 du 08/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Mali**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

" [I]l ressort du dossier administratif (...) que le requérant est de nationalité malienne et originaire de Dandougou, dans le cercle de Dioïla, dans la région de Koulikoro.

Le Conseil relève, ensuite, que tant dans la décision attaquée que dans sa note complémentaire qu'elle a fait parvenir au Conseil le 28 mai 2024, la partie défenderesse retient à la lueur des plus récentes informations en sa disposition que la situation au Mali peut être qualifiée de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. Elle relève également une dégradation de la situation au cours de l'année 2023 avec le retrait des milliers de forces françaises, européennes ainsi que des forces de la MINUSMA. Par ailleurs, elle estime que « *la situation prévalant actuellement dans la région de Koulikoro demeure problématique* », et reconnaît qu'une situation de « *violence aveugle* » sévit dans cette région.

Elle considère, toutefois, que la violence aveugle sévissant dans la région de Koulikoro, aussi préoccupante soit-elle, n'atteint pas une intensité suffisante pour considérer que tout civil originaire de cette région encourt un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée du seul fait de sa présence sur place.

(...)

Le Conseil estime qu'il ressort des informations fournies par les deux parties que le niveau de violence aveugle sévissant dans la région d'origine de l'intéressé - à savoir Koulikoro - située dans le sud du Mali n'est pas d'une intensité exceptionnelle et qu'il se distingue dès lors de celui sévissant dans le nord et dans le centre du pays. Il observe, notamment, à la lecture desdites informations, que le nombre d'incidents constatés dans cette région demeure moins élevé et font un nombre de victimes civiles plus limité. Aussi, il n'est pas permis de conclure que tout civil originaire de la région de Koulikoro encourt un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée du seul fait de sa présence dans cette région.

En l'occurrence, il convient dès lors de prendre en considération d'éventuels éléments propres à la situation personnelle du requérant aggravant dans son chef le risque lié à la violence aveugle sévissant dans sa région d'origine.

(...)

En l'espèce, le requérant ne fait état d'aucun élément propre à sa situation personnelle qui aurait pour effet d'accroître le risque d'être victime de la violence aveugle qui sévit dans sa région d'origine, se limitant, dans sa note complémentaire, à affirmer, sans aucune explication, que le requérant « *est dans une situation de vulnérabilité* ». Le Conseil n'aperçoit pas plus, dans le dossier administratif, ou dans le dossier de la procédure, d'indication de l'existence de tels éléments propres au requérant.

(...)

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder au requérant la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980."

# CCE arrêt 309388 du 08/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Iran**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

Verzoeker vreest bij een terugkeer naar Iran zijn vader en de Iraanse autoriteiten waarbij hij wijst op de problemen van zijn moeder, die ondertussen bekeerd en erkend is als vluchteling, met zijn vader waardoor ook hij zou geviséerd worden. Daarnaast verklaarde verzoeker dat zijn vader een drugsgebruiker en -dealer was en hij hem moest helpen drugs te verkopen en te transporteren.

Uit een lezing van de bestreden beslissing blijkt dat de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen geen geloof hecht aan verzoekers problemen.

De Raad stelt in de eerste plaats vast dat het in casu **onbetwist** is dat **verweerder de moeder van verzoeker heeft erkend als vluchteling**, zoals ook wordt aangegeven in de bestreden beslissing en tevens blijkt uit de stukken van het administratief dossier. Niettegenstaande de toekenning van de vluchtelingenstatus aan een familielid niet noodzakelijk tot gevolg heeft dat ook aan de familieleden een internationale beschermingsstatus moet worden verleend, herinnert de Raad aan het **arrest N. R. K. Ahmedbekova, en R. E. O. Ahmedbekov**. (...)

Er dient vastgesteld te worden dat de Raad **geen afdoende kennis heeft over de grondslag**, in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet, van de erkenningsbeslissing in hoofde van verzoekers moeder. Daarenboven wijst de Raad erop dat verweerder ter terechtzitting afwezig was en geen nadere toelichting kon geven hieromtrent. Dergelijke kennis van de grondslag van de erkenningsbeslissing is nochtans essentieel om een mogelijk verband of de implicaties van deze erkenning in te schatten op de persoonlijke situatie van verzoeker bij terugkeer naar Iran.

De Raad beschikt evenwel over het gehoorverslag van verzoekers moeder op het CGVS alsook over haar verklaring bij de Dienst Vreemdelingenzaken. (...) **Noch** uit het rechtsplegingsdossier noch uit de opmerkingen ter terechtzitting, **blijkt aldus dat verzoekers moeder een andere vrees heeft uiteengezet** zodat de Raad in deze stand van het geding dan ook geen kennis heeft van andere problemen van verzoekers moeder aangehaald in het kader van haar beschermingsverzoek.

Gelet op voorgaande vaststellingen inzake de verklaringen van verzoekers moeder, kan de Raad dan ook geenszins verweerders oordeel in de bestreden beslissing bijtreden dat het profiel van verzoekers vader ook volgens de moeder contacten blijkt te hebben binnen de politie hetgeen zou kunnen wijzen op de mogelijkheid de autoriteiten te kunnen manipuleren - als een gewelddadige drugsdealer/drugsgebruiker niet aannemelijk wordt gemaakt nu hierbij geen abstractie kan gemaakt worden van de verklaringen van verzoekers erkende moeder die zich in het administratief dossier bevinden.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.



# CCE arrêt 309328 du 05/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Brésil**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

Het beschermingsverzoek is gebaseerd op de vrees voor vervolging van verzoekende partij in Brazilië omwille van haar **seksuele geaardheid**. Verzoekende partij verklaart dat zij als kind opviel door haar hoge stem en vrouwelijke trekken en hierom gepest werd op school. Zij werd verbaal en fysiek aangevallen door een jongen uit haar klas. Verzoekende partij en haar moeder dienden een klacht in bij de politie, maar dit bleef zonder gevolg. Verzoekende partij ging vanaf het middelbaar onderwijs naar een andere school waar er geen vooroordelen waren en zij niet gepest werd. Verzoekende partij verklaart dat zij zich toen als hetero gedroeg maar zich uiteindelijk wel outte. Op straat en op de bus werd verzoekende partij volgens haar verklaringen wel nog regelmatig lastiggevallen omwille van haar seksuele geaardheid.

De **seksuele geaardheid** van verzoekende partij wordt **niet in twijfel** getrokken in de bestreden beslissing.

De Raad analyseert de door beide partijen bijgebrachte landeninformatie.

Hieruit blijkt dat discriminatie en geweld ten aanzien van personen van de LGBTQIA+-gemeenschap problematisch blijft in Brazilië en er tijdens het presidentschap van Bolsonaro sprake was van een toenemende intolerantie ten aanzien van deze gemeenschap. Uit de objectieve landeninformatie kan evenwel niet worden afgeleid dat het homofoob geweld en de discriminatie in Brazilië systematisch zijn, noch dat elke persoon die tot de LGBTQI+-gemeenschap behoort in dat land omwille van zijn of haar seksuele geaardheid vervolging riskeert.

Uit het voorgaande kan worden besloten dat een individuele beoordeling van het beschermingsverzoek noodzakelijk blijft. Een persoonlijk risico voor de verzoekende partij om in Brazilië te worden vervolgd omwille van haar seksuele geaardheid, moet concreet aannemelijk worden gemaakt. Bij de beoordeling van de redelijke mate van waarschijnlijkheid voor de verzoekende partij om bij terugkeer naar Brazilië te worden blootgesteld aan vervolging of ernstige schade omwille van haar seksuele geaardheid, moeten haar individuele en concrete omstandigheden worden beoordeeld en afgewogen in het licht van de algemene omstandigheden voor personen van de LGBTQI+-gemeenschap in Brazilië en de algemene veiligheidssituatie aldaar, zoals beschreven in objectieve bronnen.

De Raad is, in navolging van de commissaris-generaal, van oordeel dat verzoekende partij er niet in slaagt een persoonlijke vrees voor vervolging in de zin van de Vluchtelingenconventie of een reëel risico op ernstige schade aannemelijk te maken omdat de door haar aangehaalde problemen met G. **niet langer actueel** zijn en de overige aangehaalde feiten **niet zwaarwichtig genoeg** zijn.

De Raad weigert de vluchtelingenstatus en de subsidiaire beschermingsstatus.

# CCE arrêt 309251 du 04/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Moldavie**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

## **Nationalité des enfants de la requérante**

"Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse expose pour quelles raisons elle considère que les enfants de la requérante sont de nationalité moldave, ce qui n'est pas contesté par cette dernière. Le Conseil tient par conséquent pour acquis que les enfants de la requérante ont la nationalité moldave.

Dans la mesure où ce constat ne permet pas d'exclure que ces enfants possèdent également une autre nationalité, par exemple la nationalité ukrainienne de leur père, le Conseil estime utile de rappeler les recommandations suivantes du H. C. R. (Guide des procédures à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, §§ 106 et 107) :

« 7) *Nationalité double ou multiple*

*La section A 2°, deuxième alinéa, de l'article premier de la Convention de 1951 prévoit ce qui suit:*

« Dans le cas d'une personne qui a plus d'une nationalité, l'expression « du pays dont elle a la nationalité » vise chacun des pays dont cette personne a la nationalité. Ne sera pas considérée comme privée de la protection du pays dont elle a la nationalité toute personne qui, sans raison valable fondée sur une crainte justifiée, ne s'est pas réclamée de la protection de l'un des pays dont elle a la nationalité ».

106. Cette disposition, qui n'appelle pas d'explications particulières, a pour but d'exclure du statut de réfugié toutes les personnes ayant plusieurs nationalités qui peuvent se réclamer de la protection d'au moins un des pays dont elles ont la nationalité. Chaque fois qu'elle peut être réclamée, la protection nationale l'emporte sur la protection internationale. [...] ».

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que la partie défenderesse a légitimement examiné la crainte de la requérante à l'égard de la Moldavie, dont il n'est pas contesté qu'elle et ses enfants sont ressortissants."

## **Respect de la vie familiale**

"Dans son recours, la requérante fait également valoir qu'elle forme une famille avec Monsieur O. L., de nationalité ukrainienne, qui est le père de ses enfants. Elle estime que l'acte attaqué constitue une atteinte à sa vie familiale pourtant protégée par l'article 8 de la C. E. D. H. Le Conseil ne peut pas faire sienne cette argumentation. Il observe que la requérante ne fait pas valoir qu'elle nourrirait une crainte en Moldavie en raison de sa liaison avec un ressortissant ukrainien et il rappelle que la partie défenderesse n'est pas compétente pour octroyer un droit de séjour afin de préserver des liens familiaux. D'autres procédures sont prévues pour répondre à cet objectif. Il rappelle également qu'il a déjà constaté à de nombreuses reprises qu'aucune norme juridiquement contraignante n'impose à l'Etat belge d'accorder une protection internationale à une personne au seul motif qu'elle appartient à la famille d'un bénéficiaire d'une telle protection (voir notamment arrêt prononcé en assemblée générale n°230 068 du 11 décembre 2019, dans le même sens CJUE, 23 novembre 2023, 374/22 et 614/22)."

# CCE arrêt 309299 du 04/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Congo (RDC)**

dictum arrêt

**Reconnaissance**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

"La requérante, qui déclare être de nationalité congolaise, a introduit, en date du 3 décembre 2021, une demande de protection internationale à l'appui de laquelle elle a invoqué une crainte à l'égard de sa belle-famille et des habitants de son village qui l'accusaient de sorcellerie. Elle a expliqué, à cet égard, que son compagnon a été tué par sa belle-famille qui l'accusait d'avoir procédé à des pratiques occultes ayant entraîné la mort de ses deux enfants et d'une cousine. Elle a déclaré, par ailleurs, craindre la police après avoir été agressée sexuellement par deux policiers qui l'accusaient de sorcellerie. De surcroît, la requérante a invoqué la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (ci-après : R.D.C.).

Le 30 novembre 2022, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après : le Commissaire général) a pris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire.

Le 22 juin 2023, dans son arrêt n° 290 824, le Conseil a annulé la décision du Commissaire général, considérant qu'il lui manquait des éléments essentiels pour se prononcer et estimant, en l'occurrence, nécessaire d'obtenir davantage d'informations sur la procédure de protection internationale de la requérante en Grèce et sur le type de protection qui lui avait été octroyé dans ce pays.

(...)

L'acte attaqué est fondé sur le constat que la requérante n'est pas parvenue à donner à son récit, par le biais des informations qu'elle communique, une consistance et une cohérence telles que ses déclarations permettent de croire à la réalité des faits qu'elle invoque. La partie défenderesse expose, en outre, pour quelles raisons les documents produits ne permettent pas de rétablir la crédibilité défaillante du récit de la requérante. Elle ajoute que « En ce qui concerne l'annulation de la précédente décision du Commissariat général et les devoirs d'investigation demandés par le Conseil du contentieux des étrangers relatifs à votre procédure de DPI en Grèce, qui était manquant, le Commissariat général a fait la demande de votre dossier de DPI auprès des autorités grecques, ces dernières ont uniquement confirmé que vous avez obtenu le statut de réfugiée en Grèce (voir fardes informations sur le pays – Répon[s]e pays tiers 2022 [...] du 16/11/22). Vous avez été entendue suite à cette annulation et soulignons que vous avez déclaré maintenir l'intégralité de vos précédentes déclarations (voir EP du 17/01/24 p.3). Ensuite, l'Officier de protection et votre conseil vous ont expliqué en détails les démarches que vous deviez entamer afin d'obtenir votre dossier de DPI en Grèce (idem p.5 et 6). Vous avez déposé ces documents et, il ressort de ces derniers : que vous avez bel et bien été reconnue réfugiée sur base du critère de rattachement « Groupe social particulier » (voir farde documents - n°2 + traduction). Par conséquent, les deux parties ont répondu aux demandes d'informations complémentaires demandées par le Conseil du contentieux des étrangers. Quand bien même, les motifs avancés comme crainte par rapport [au] pays d'origine [de la requérante] sont identiques, [son] analyse démontre que [celle-ci] n'[établit] pas le fondement d'une crainte dans [son] chef en cas de retour en RDC ».

(...) force est de constater, à la lecture des pièces du dossier, que la requérante a obtenu le statut de réfugié en Grèce. Le Conseil estime que le fait que la crainte de la requérante de subir des persécutions ait déjà été considérée comme étant fondée par une instance compétente, en l'occurrence les instances d'asile grecques, constitue un élément tout à fait significatif dont il convient de tenir compte dans le cadre de la présente demande de protection internationale.

A cet égard, le Conseil précise que la Cour de Justice de l'Union européenne a dit pour droit que :

« L'article 3, paragraphe 1, du règlement (UE) no 604/2013 du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, l'article 4, paragraphe 1, et l'article 13 de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection, ainsi que l'article 10, paragraphes 2 et 3, et

*l'article 33, paragraphe 1, et paragraphe 2, sous a), de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale,*

*doivent être interprétés en ce sens que :*

*lorsque l'autorité compétente d'un État membre ne peut exercer la faculté offerte par cette dernière disposition de rejeter comme étant irrecevable une demande de protection internationale émanant d'un demandeur, auquel un autre État membre a déjà accordé une telle protection, en raison d'un risque sérieux pour ce demandeur d'être soumis, dans cet autre État membre, à un traitement inhumain ou dégradant, au sens de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, cette autorité doit procéder à un nouvel examen individuel, complet et actualisé de cette demande à l'occasion d'une nouvelle procédure de protection internationale conduite conformément aux directives 2011/95 et 2013/32.*

*Dans le cadre de cet examen, ladite autorité doit néanmoins tenir pleinement compte de la décision dudit autre État membre d'octroyer une protection internationale audit demandeur et des éléments qui soutiennent cette décision » (arrêt du 18 juin 2024, affaire C-753/22, QY c. Bundesrepublik Deutschland).*

Au vu de ce qui précède, le Conseil considère que, même s'il subsiste des zones d'ombre dans le récit de la requérante, il n'en reste pas moins que son profil particulier, de même que ses déclarations prises dans leur ensemble et les documents qu'elle produit, établissent à suffisance les principaux faits qu'elle invoque et le bien-fondé de la crainte ou du risque de cette dernière en cas de retour dans son pays d'origine.

(...)

Au vu de ce qui précède, la requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte de persécutions en raison de son appartenance au groupe social des femmes, au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève."

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Canada**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Annexe 20 – Conjoint d’un Belge – Moyen de subsistance – AA : contrat de travail plus d’actualité + DA ne contient pas d’autres éléments relatifs à la capacité financière actuelle du regroupant – Conseil constate que la condition relative aux moyens de subsistance au sens de l’art. 40ter n’était pas étayé au jour de l’AA – 1) PR fait grief à la PD de ne pas avoir précisé si les ressources étaient insuffisantes, instables ou irrégulières : Conseil souligne que PD refuse de prendre en considération à défaut d’actualité de ces revenus – La seule considération que le caractère actuel des revenus ne serait pas expressément requis ne permet pas de conclure à une violation de 40ter – Ecartement des fiches de paie est donc sans rapport avec le caractère temporaire du contrat à durée déterminée du regroupant – 2) PR critique la PD pour ne pas avoir investigué : Conseil rappelle que 40ter indique clairement que la charge de la preuve repose sur la PR + tout le loisir de faire valoir lors de sa demande ses arguments et de les actualiser – 3) PR estime que l’analyse imposée par l’art. 42 aurait dû être effectuée : Conseil rappelle que la PD n’est pas tenue de vérifier concrètement les moyens de subsistances en fonction des besoins propres lorsque lesdits moyens sont inexistant – Rejet.**

"3.2. En l’espèce, l’acte attaqué repose sur la considération selon laquelle la condition de moyens de subsistance, telle que requise par l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, n’a pas été valablement étayée, dès lors que, d’une part, le contrat de travail du regroupant, tel que transmis à la partie défenderesse à l’appui de la demande, n’est plus d’actualité car celui-ci était conclu pour la période du 5 juin au 5 septembre 2023 (en sorte que les fiches de paie afférentes à cette activité ne sont pas prises en considération), et d’autre part, que le dossier administratif ne contient pas d’autres éléments relatifs à la capacité financière actuelle du regroupant.

3.3. Le Conseil constate d’emblée que le motif factuel de l’acte attaqué, selon lequel le contrat de travail déposé à l’appui de la demande avait pris fin au mois de septembre 2023 n’est pas contesté par la partie requérante.

Ensuite, le Conseil constate qu’une simple lecture de l’acte attaqué permet à suffisance d’en comprendre les motifs, lesquels indiquent que les revenus produits à l’appui de la demande ne peuvent être pris en compte car ils proviennent d’un contrat de travail qui a pris fin au jour de l’acte attaqué et que le dossier administratif ne contient aucun autre document relatif à l’exercice d’une activité génératrice de revenus dans le chef du regroupant, en sorte que la condition relative aux moyens de subsistance au sens de l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 n’était pas étayée au jour de l’acte attaqué.

Il s’en suit également que la partie requérante ne peut être suivie en ce qu’elle fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir précisé si les ressources du regroupant étaient insuffisantes, instables ou irrégulières, puisque la partie défenderesse refuse de prendre en considération les moyens produits sur la base d’une autre considération, à savoir un défaut d’actualité de ces revenus.

La seule considération selon laquelle le caractère actuel des moyens de subsistance ne serait pas expressément requis ne permet pas de conclure à une violation de l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

Pour ces mêmes raisons, le Conseil ne peut que constater que le grief, par lequel la partie requérante argue que la partie défenderesse aurait écarté automatiquement les fiches de paie du regroupant en raison du caractère temporaire du contrat à durée déterminée de ce dernier, manque en fait, dès lors que, ainsi qu’il a déjà été relevé, la partie défenderesse a écarté les revenus tirés dudit contrat de travail en raison de la fin du contrat dont ils sont issus, et non pas en raison du caractère temporaire de ce contrat.

S’agissant de l’argumentation par laquelle la partie requérante fait grief à la partie défenderesse d’avoir considéré que « le dossier ne contient pas d’autres éléments relatifs à la capacité financière actuelle du regroupant belge » sans avoir « investigué », ce qui lui aurait permis d’indiquer que le regroupant est devenu dirigeant d’entreprise en date du 1er octobre 2023 et qu’il percevait des revenus d’un montant mensuel de 2.651,81 euros, le Conseil rappelle à cet égard, d’une part, que l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 indique clairement qu’il appartient au membre de la famille demandeur d’apporter la preuve que le Belge indique clairement qu’il appartient au membre de la famille demandeur



d'apporter la preuve que le Belge dispose des moyens de subsistance requis et constate, d'autre part, que la partie requérante, dans sa demande de séjour, a eu tout le loisir de faire valoir ses arguments à l'appui de celle-ci, et, au besoin, de les actualiser, de sorte qu'elle ne peut prétendre ne pas avoir eu l'occasion de faire valoir ses arguments au cours de la procédure administrative.

S'agissant de l'aspect de l'argumentation de la partie requérante fondé sur l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980, il convient de rappeler que la partie défenderesse n'est pas tenue de vérifier concrètement les moyens de subsistance de la famille en fonction de ses besoins propres, sur la base de l'article 42, §1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, lorsque lesdits moyens sont inexistants (voir à cet égard : projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'asile et de migration et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2015-2016, n° 1696/001, p. 24).

L'argumentation de la partie requérante n'est, dès lors, pas de nature à justifier l'annulation de la décision attaquée, la partie défenderesse ayant considéré – sans que ce motif ne soit valablement contesté au vu de ce qui précède – que l'existence des revenus de l'époux belge de la requérante n'était pas établie."

procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Rwanda**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**ANNEXE 20**  
composition du siège  
**1 juge**

**Annexe 20 sur deux demandes successives de RF – Père d’un belge mineur d’âge (née le 10 aout 2004) – Faits : 1<sup>ère</sup> demande introduite le 14 octobre 2019 et 2<sup>ème</sup> demande le 10 aout 2022– AA : la regroupante étant majeure, la PR n’est pas le père d’un enfant mineur belge art. 40ter, §2, alinéa 2, 2° de la Loi – PR reproche à la PD d’avoir évalué la question de la condition de l’âge de la regroupante au moment de la prise de l’acte attaqué et non au moment de l’introduction des demandes –**

**1<sup>ère</sup> demande (encore mineure) : Conseil constate que le législateur ne s’est pas prononcé sur cette question - Si minorité au moment de la prise de AA, Conseil estime que cela revient à faire dépendre le sort de la demande de RF à des circonstances étrangère à la volonté de la PD et à la célérité de l’action administrative – Créer des inégalités entre les PR quant au succès de leur demande alors qu’elles se trouvent dans des situations identiques au moment de l’introduction de la demande, en ce qui concerne leur minorité – Par conséquent, Conseil lit la disposition comme n’exigeant pas que la condition de minorité, présente lors de l’introduction de la demande, perdure jusqu’au moment où l’autorité statue – D’autant plus que la regroupante était mineure tant au jour de l’introduction de sa demande qu’à l’expiration du délai initial de 6 mois imparti en vertu de l’art. 42 de la Loi – Procédure administrative pour cette demande à duré 4 ans (annulations successives devant le Conseil) – Violation art. 40ter, §2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° de la Loi – Annulation.**

**2<sup>ème</sup> demande (le jour de ses 18 ans) : Conseil constate que l’argumentation de la PR manque en fait car la regroupante était majeure lors de l’introduction de la demande – Recours irrecevable pour la 2<sup>ème</sup> demande.**

"4.2. En l’espèce, la partie défenderesse a refusé les deux demandes de carte de séjour de plus de trois mois, introduites par la partie requérante en dates des 14 octobre 2019 et 10 août 2022, au motif que la regroupante étant majeure, la partie requérante n’est pas le père d’un enfant belge mineur, qualité requise pour bénéficier du séjour sollicité.

Le Conseil constate que la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse d’avoir évalué la question de la condition de l’âge de la regroupante au moment de la prise de l’acte attaqué, et non au moment de l’introduction des demandes.

Le Conseil constate d’emblée qu’il n’est pas contesté en termes de recours que la regroupante est née le 10 août 2004. Elle a donc atteint la majorité en date du 10 août 2022.

Il s’ensuit que la regroupante était mineure au moment de l’introduction de la première demande susvisée, mais qu’elle a introduit la seconde demande le jour de sa majorité.

4.3. S’agissant de la décision statuant sur la première demande de séjour, le Conseil observe que le Législateur ne s’est pas prononcé sur la question de savoir si, dans l’hypothèse où la condition de minorité d’âge, nécessaire pour bénéficier de la dispense prévue à l’article 40ter, § 2, alinéa 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, est remplie au moment de l’introduction de la demande de regroupement familial, cette condition doit l’être également au moment où l’autorité statue sur cette demande.

La solution adoptée par la partie défenderesse dans la décision attaquée et défendue par elle en termes de note d’observations, revient à faire dépendre le sort d’une telle demande de regroupement familial de circonstances étrangères à la volonté du demandeur et, en particulier, de la célérité de l’action administrative.

Cette solution reviendrait en outre à créer, en fonction des circonstances susvisées, des inégalités entre parties requérantes, quant au succès de leur demande, alors qu’elles se trouvent dans des situations identiques au moment de l’introduction de la demande, en ce qui concerne leur minorité. Ces considérations amènent le Conseil à lire la disposition en cause comme n’exigeant pas que la condition de minorité, présente lors de l’introduction de la demande, perdure jusqu’au moment où l’autorité statue.

Cette solution s’impose d’autant plus en l’espèce que la regroupante était mineure tant au jour de l’introduction de sa demande qu’à l’expiration du délai initial de six mois imparti à la partie défenderesse pour statuer en vertu de l’article 42 de la loi du 15 décembre 1980, et que l’objection de cette dernière au sujet de l’âge de la partie requérante n’est

apparue qu'ensuite des procédures entamées avec succès par la partie requérante, consécutivement aux refus successifs qui lui ont été opposés par la partie défenderesse. En l'occurrence, la durée actuelle de l'ensemble des procédures administratives et juridictionnelles relatives à la demande de séjour introduite en 2019 est supérieure à quatre ans.

Le Conseil observe ensuite que la partie défenderesse se contente dans sa note d'observations d'affirmer que la condition de la minorité de la regroupante devait perdurer jusqu'à ce que la partie défenderesse statue, sans toutefois indiquer les fondements juridiques de cette position.

Il résulte de ce qui précède que le Conseil, pour les raisons indiquées ci-dessus, adopte une même lecture de l'article 40ter, §2, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 que la partie requérante, en ce que la condition de minorité de l'enfant belge regroupant doit s'apprécier au jour de l'introduction de la demande, et non pas au jour où la partie défenderesse statue.

Il résulte de ce qui précède que la partie défenderesse, en appréciant cette condition du séjour au jour où elle a statué, a violé l'article 40ter, §2, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980, ce qui doit conduire à l'annulation de la décision statuant sur la demande de 2019.

Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

4.4. S'agissant en revanche de la décision statuant sur la seconde demande de séjour introduite, le Conseil ne peut suivre la partie requérante lorsqu'elle soutient que la regroupante était encore mineure au jour de l'introduction de cette demande, en manière telle que l'articulation du moyen qui tend à la violation de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 en soutenant que la regroupante était mineure au moment de l'introduction de la demande manque essentiellement en fait.

En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit pas l'intérêt que pourrait procurer à la partie requérante l'annulation de la décision statuant sur cette seconde demande, à la suite de l'annulation de la décision statuant sur la première demande.

Le recours est dès lors irrecevable quant à ce."

# CCE arrêt 309220 du 03/07/2024

procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Viêt Nam**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**CG Refus Genève + exclusion protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

Verzoeker verklaart zijn land van herkomst, de Socialistische Republiek Vietnam, te hebben verlaten omwille van zijn penibele economische situatie. Hij stelt niet te kunnen terugkeren naar Vietnam uit vrees vermoord te worden door de maffia van wie hij geld zou hebben geleend. De Raad oordeelt, in navolging van de commissaris-generaal, dat in hoofde van verzoeker geen vrees voor vervolging in de zin van artikel 1, A (2) van het Verdrag van Genève en artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet in aanmerking worden genomen.

Vervolgens wordt ingegaan op artikel 55/4, § 1, c), van de Vreemdelingenwet.

*In casu* blijkt uit een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen, afdeling Brugge, van 19 januari 2022 dat verzoeker als mededader schuldig werd bevonden aan **mensensmokkel** met **verzwarende omstandigheden** en **deelname aan de voorbereiding of uitvoering van geoorloofde activiteiten van een criminele organisatie**, terwijl hij wist dat zijn deelneming bijdroeg tot de oogmerken van de criminele organisatie.

(...)

Gelet op de aard van de daden, de daardoor veroorzaakte schade, de wijze waarop de misdrijven werden gesteld en de strafmaat, acht de Raad het loutere gegeven dat ten aanzien van verzoeker, die in België nog over een blanco strafregister beschikte, de **gunstmaatregel** werd verleend dat de strafuitvoering deels werd uitgesteld **onvoldoende om** het **misdrijf** waarvoor verzoeker definitief veroordeeld is **niet als ‘ernstig’ te kwalificeren**.

Door verder nog louter te benadrukken dat hij toen in een slechte periode van zijn leven zat en dat hij schuldinzicht heeft getoond, werpt verzoeker geen ander licht op de motieven van de bestreden beslissing. Integendeel, merkt de Raad nog op dat verzoekers verklaring dat hij hier “gewoon” in een slechte periode terecht is gekomen (adm. doss., stuk 4, map met ‘Bijkomende informatie’, notities van het persoonlijk onderhoud, p. 18) eerder wijst op het vergoelijken van zijn deelname aan de gepleegde feiten dan dat dit schuldinzicht zou tonen.

De Raad benadrukt dat verzoekers handelingen niet te verzoenen zijn met de humanitaire inslag van het subsidiaire beschermingsstatuut en de daaruit voortvloeiende internationale bescherming.

Gelet op het voorgaande treedt de Raad de commissaris-generaal bij waar deze oordeelt dat het door verzoeker gepleegde misdrijf als ernstig misdrijf in de zin van artikel 55/4 van de Vreemdelingenwet dient te worden gekwalificeerd en dat verzoeker bijgevolg dient te worden **uitgesloten** van de **subsidiaire beschermingsstatus**.

procédure CCE  
**Annulation**  
acte attaqué  
**9bis irrecevable**  
composition du siège  
**1 juge**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**ANNEXE 13**  
nationalité  
**Mauritanie**  
dictum arrêt  
**Annulation**

**9bis irr. – Document d’identité – AA : pas de doc. ID produits et pas d’élément valable permettant de dispenser la PR de cette obligation – PR avait fait valoir l’impossibilité de se procurer un tel document auprès des ambassades de Mauritanie en Belgique et en France car elle n’a jamais reçu de réponse (courriels) + produits des articles de presse sur la situation des mauritaniens – Conseil constate que PD a estimé à juste titre que : 1) les courriels aux ambassades constituent un commencement de preuve d’une tentative d’obtenir des docs. ID mais pas la preuve d’une impossibilité de les obtenir, à défaut de démontrer un refus – 2) n’apporte pas la preuve qu’elle est personnellement confrontée à cette situation générale + ne prouve pas via des actualisations de sa demande qu’elle aurait envoyé des rappels ou qu’elle s’est efforcée par tous moyens d’obtenir une réponse - Rejet.**

"4.1.3. En l’espèce, la partie défenderesse a déclaré la demande irrecevable au motif qu’aucun document d’identité n’a été produit, alors que ceci est exigé par l’article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, et que la demande ne contenait pas de motivation valable permettant d’en dispenser la partie requérante.

4.1.4. Le Conseil constate qu’il n’est pas contesté qu’à l’appui de la demande d’autorisation de séjour qu’elle a introduite, la partie requérante n’a pas joint un document d’identité. Elle fait en revanche valoir qu’elle a indiqué les circonstances justifiant selon elle le fait qu’il lui est impossible de se procurer un tel document et qui la placent dans la situation de « l’étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d’identité requis », au sens de l’article 9bis susvisé.

Le Conseil observe à la lecture du dossier administratif que, sous la rubrique « Document d’identité » de sa demande d’autorisation de séjour, la partie requérante avait exposé qu’elle avait vainement tenté d’obtenir des documents d’identité auprès des ambassades de Mauritanie en Belgique et en France, mais qu’elle n’avait jamais reçu de réponse, et en précisant que les obstacles rencontrés étaient corroborés par de nombreuses sources générales et objectives mettant en lumière les difficultés auxquelles sont confrontés les Mauritaniens « afin de se faire recenser, d’obtenir ainsi une carte d’identité biométrique et de pouvoir jouir de tous les droits qui découlent de l’octroi de la nationalité », obstacles découlant des conditions de l’enrôlement biométrique. La partie requérante avait produit des courriels adressés à l’ambassade de Mauritanie à Bruxelles et Paris, ainsi que plusieurs articles relatifs aux difficultés rencontrées par les Mauritaniens pour obtenir des documents d’identité.

En l’occurrence, le Conseil constate que la partie défenderesse y a bien eu égard, mais a constaté que la partie requérante n’avait pas suffisamment apporté la preuve de cette impossibilité de produire un document d’identité, dès lors que :

- les courriels adressés aux ambassades constituent un commencement de preuve d’une tentative, par la partie requérante, d’obtenir un document d’identité, mais non la preuve d’une impossibilité d’obtenir ledit document, à défaut d’avoir démontré le refus des autorités consulaires mauritaniennes d’octroyer le document sollicité ;
- il est exact que les ressortissants mauritaniens peuvent rencontrer des difficultés à obtenir un tel document, mais que la partie requérante n’a pas apporté qu’elle était personnellement confrontée à une impossibilité d’obtenir un document d’identité, dès lors que, pendant la durée d’un an qui s’est écoulée entre la demande et la prise de la décision entreprise, elle n’a nullement actualisé sa demande en démontrant qu’elle a adressé des rappels aux ambassades ou qu’elle s’est efforcée par tous les moyens d’obtenir une réponse de ces dernières.

Cette motivation, qui se vérifie à la lecture du dossier administratif, est suffisante et adéquate.

Contrairement à ce que prétend la partie requérante, la partie défenderesse a bien tenu compte des éléments et arguments invoqués à l’appui de sa demande et a admis qu’il est exact que les Mauritaniens pouvaient être confrontés à de telles difficultés, mais a valablement pu considérer que ces éléments ne permettaient pas à suffisance de démontrer que la partie requérante était personnellement confrontée à l’impossibilité alléguée d’obtenir un document



d'identité, notamment en raison du caractère peu suffisant de ses démarches pour obtenir celui-ci, ou à tout le moins du défaut d'actualisation de la demande à ce sujet. La partie requérante se borne à réitérer qu'elle a essayé à plusieurs reprises d'obtenir des rendez-vous auprès d'ambassades de Mauritanie, et qu'elle a fait valoir des informations générales et objectives prouvant l'impossibilité d'obtenir des documents d'identité, sans utilement contester le raisonnement de la partie défenderesse à cet égard.

Il peut être précisé que la partie défenderesse n'était nullement tenue de motiver plus précisément sa décision au sujet des raisons pour lesquelles de nombreux Mauritaniens éprouvent des difficultés à obtenir des documents d'identité, dès lors que ces difficultés invoquées par la partie requérante ont été expressément admises par la partie défenderesse et qu'elles ne sont pas de nature à invalider le raisonnement adopté par la partie défenderesse qui reproche un défaut de preuve sur le plan individuel.

L'argumentation de la partie requérante au sujet du commencement de preuve d'une impossibilité, n'est, de même, pas de nature à invalider ce raisonnement, puisque la loi exige la preuve d'une impossibilité."

**CCE arrêt 309234** du 03/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Kirghizstan**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Mineur**  
composition du siège  
**1 juge**

De commissaris-generaal steunt zijn beslissing op **artikel 57/6, § 3, eerste lid, 6° van de Vreemdelingenwet** (minderjarige die geen feiten aanbrengt die een apart verzoek rechtvaardigen). Uit het administratief dossier blijkt evenwel dat **verzoeker meerderjarig was ten tijde van de bestreden beslissing**.

Bijgevolg vermocht verweerder op dat ogenblik niet (langer) te besluiten tot de niet-ontvankelijkheid van het verzoek om internationale bescherming van verzoeker op grond van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 6° van de Vreemdelingenwet en had verweerder het verzoek om internationale bescherming van verzoeker moeten behandelen en onderzoeken in de grond van de zaak.

Desalniettemin werd het verzoek om internationale bescherming van verzoeker niet-ontvankelijk verklaard en heeft verweerder verzoekers verzoek om internationale bescherming aldus klaarblijkelijk niet ten gronde onderzocht.

Derhalve kleeft aan de bestreden beslissing een **substantiële onregelmatigheid** die door de Raad niet kan worden hersteld en dient deze beslissing overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2° van de Vreemdelingenwet te worden **vernietigd**.

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Maroc**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**AUTRE**

composition du siège

**1 juge**

**Décision de refus de renouvellement de l'autorisation temporaire étudiant – AA : engagement de prise en charge pas conforme au modèle annexe 32, pas de preuve de solvabilité récente et suffisante de son garant, le garant a annulé la prise en charge en déclarant ne pas le connaître – Conseil souligne que si la PD estimait que la PR ne répondait plus aux conditions financières requises, il lui appartenait à tout le moins de l'interroger précisément à ce sujet et de lui offrir de les prouver à nouveau – Surtout que : le dernier engagement produit a été établi le 12 octobre 2021 et qu'il était conforme au modèle annexe 32 ; que cet engagement a été pris, selon les termes même de ce modèle « *pour toute la durée des études en Belgique* » ; la loi impose la preuve de moyens de subsistances suffisants « *pour la durée de son séjour* » ; rien n'indique que le garant pourrait annuler son engagement ; rien n'indique que la PR a été informée par la PD de son souhait d'être en possession d'un nouvel engagement conforme au nouveau modèle 32 – PR ne pouvait raisonnablement s'attendre à ce que son engagement souscrit précédemment ne soit plus accepté par la PD dans le cadre d'un renouvellement -**  
**Annulation.**

"3.1. Sur le moyen unique, en ses cinq premières branches réunies, le Conseil observe que par la décision attaquée, la partie défenderesse refuse de renouveler l'autorisation de séjour étudiant de la partie requérante pour deux motifs.

Le premier se fonde sur l'article 61/1/4, §1er, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que la partie requérante ne remplirait plus les conditions requises, en particulier celle relative aux garanties financières.

Le second se fonde sur l'article 61/1/4, §2, 6° de la même loi et sur l'article 104, §1er, 8° de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce que la partie requérante prolongerait de manière excessive la durée des études.

3.2. S'agissant du premier motif, le Conseil rappelle que l'article 61/1/4, §1er, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980, prévoit que « [l]e ministre ou son délégué met fin à l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuse une demande de renouvellement d'une telle autorisation, introduite conformément à l'article 61/1/2, dans les cas suivants : 1° l'étudiant ne remplit plus les conditions requises, à l'exception de l'article 60, § 3, alinéa 1er, 7° et 8° ».

La partie défenderesse ayant visé à cet égard l'engagement de prise en charge, il s'avère que la disposition en cause est l'article 60, §3, alinéa 1er, 5° de la loi du 15 décembre 1980, qui est libellé comme suit : « Le ressortissant d'un pays tiers joint à sa demande les documents suivants : [...] 5° la preuve, conformément à l'article 61, qu'il disposera de moyens de subsistance suffisants pour la durée de son séjour, afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de son séjour ».

L'article 61, §1er, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la « preuve de moyens de subsistance suffisants tels que prévus à l'article 60, § 3, alinéa 1er, 5°, est apportée en produisant un ou plusieurs des documents suivant(s) :

1° une attestation émanant soit d'une organisation internationale ou d'une autorité nationale, soit d'une communauté, d'une région, d'une province ou d'une commune, soit d'un établissement d'enseignement supérieur, précisant que le ressortissant d'un pays tiers bénéficie ou bénéficiera prochainement d'une bourse ou d'un prêt;

2° un engagement de prise en charge souscrit par une personne physique, qui a la nationalité belge ou qui est un citoyen de l'Union bénéficiant d'un droit de séjour de plus de trois mois sur le territoire du Royaume ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou qui est un ressortissant d'un pays tiers admis ou autorisé à séjourner sur le territoire du Royaume ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne pour une durée illimitée ou qui est un membre de la famille jusqu'au troisième degré inclus, par lequel elle s'engage, vis-à-vis du ressortissant d'un pays tiers, de l'Etat belge et de tout centre public d'aide sociale, pour la durée du séjour projeté, prolongée de douze mois, à supporter les frais des soins de santé, d'hébergement, des études et de rapatriement du ressortissant du pays tiers à charge;

3° tout autre moyen de preuve de moyens de subsistance suffisants. Le Roi fixe les conditions auxquelles doivent répondre l'attestation visée à l'alinéa 1er, 1°, l'engagement visé à l'alinéa 1er, 2°, et la personne qui souscrit cet engagement ».

Si la partie défenderesse estimait que la partie requérante ne répondait plus aux conditions financières requises, il lui appartenait à tout le moins d'interroger précisément la partie requérante à ce sujet et lui offrir de les prouver à nouveau.

Le Conseil observe qu'il en va d'autant plus ainsi que :

- le dernier engagement de prise en charge produit par la partie requérante a été établi le 12 octobre 2021, et qu'il était conforme au modèle de l'annexe 32 ;
- cet engagement a été pris, selon les termes même de ce modèle, « pour toute la durée des études en Belgique » ;
- la loi du 15 décembre 1980 exige la preuve que l'étudiant « disposera de moyens de subsistance suffisants pour la durée de son séjour » ;
- rien n'indique que le garant pourrait, par la suite, annuler son engagement comme semble le soutenir par la partie défenderesse dans l'acte attaqué ;
- rien n'indique que la partie requérante ait été, d'une quelconque manière, informée par la partie défenderesse du souhait de cette dernière d'être en possession d'un nouvel engagement de prise en charge conforme au nouveau modèle de l'annexe 32.

La partie requérante ne pouvait dès lors raisonnablement s'attendre à ce que l'engagement de prise en charge souscrit précédemment, ne soit plus accepté par la partie défenderesse dans le cadre d'un renouvellement de son autorisation de séjour."

procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Guinée**  
dictum arrêt  
**Rejet**

acte attaqué  
**ANNEXE 20**  
composition du siège  
**1 juge**

**Annexe 20 – Père d’enfant belge – Faits : la mère de l’enfant s’est vue reconnaître le statut de réfugiée en 2012 et est devenue belge en 2022, de sorte que l’enfant est devenu belge la même année - AA : la PR n’a pas prouvé son lien de parenté avec l’enfant art. 44 AR, la production d’un certificat du CGRA n’est pas suffisant – Conseil rappelle art. 44 AR : si le MF ne peut apporter la preuve du lien de parenté ou d’alliance ou de partenariat par docs officiels, la PD peut tenir compte d’autres preuves valables produits au sujet de ce lien. A défaut, la PD peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec le MF et le citoyen UE ou à toute autre enquête jugée nécessaire, et proposer une analyse complémentaire+ CE 252.041 – Conseil souligne que le système mis en place par art. 44 AR ne contrevient pas à l’art. 41, §2, al. 4 Loi car ce dernier art. impose des démarches particulières à la PD lorsque la PR ne dispose pas des docs. requis avant de procéder à son refoulement. Or ici, AA n’est pas une mesure de refoulement – Conseil rappelle qu’il appartient à la PR de prouver l’impossibilité de fournir des docs. officiels – Conseil estime que la PD a pu considérer qu’il appartenait à la PR de prouver le lien de filiation par docs. officiels car : l’enfant est né à l’étranger + ni la PR, ni l’enfant n’ont le statut de réfugié – Il n’est pas établi que l’enfant ait eu le statut de réfugié antérieurement + cela ne se déduit pas du certificat du CGRA (certificat délivré à la demande de la mère réfugiée qui ne pouvait pas contacter ses autorités nationales) – PR reproche à la PD de ne pas avoir procédé à des entretiens et enquêtes supplémentaires : Conseil insiste sur le système en cascade de l’art. 44 AR auquel le devoir de minutie ne peut déroger – Rejet.**

"3.1. Sur le moyen unique, le Conseil observe que l’acte attaqué est fondé sur le motif selon lequel la partie requérante, qui est un ressortissant d’un pays tiers, n’a pas prouvé le lien de parenté qui l’unit à son enfant, de nationalité belge. La partie défenderesse se fonde à cet égard sur l’article 44 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers.

L’article 40ter, § 2,alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, prévoit que « [l]es membres de la famille suivants d'un Belge qui n'a pas fait usage de son droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, conformément au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, sont soumis aux dispositions du présent chapitre : [...] 2° les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 4°, pour autant qu'il s'agit des père et mère d'un Belge mineur d'âge et qu'ils établissent leur identité au moyen d'un document d'identité en cours de validité et qu'ils accompagnent ou qu'ils rejoignent le Belge ouvrant le droit au regroupement familial. ».

L’article 41, §2, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé comme suit : « § 2. Le droit d'entrée est reconnu aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, § 2, qui ne sont pas citoyens de l'Union sur présentation d'un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité, conformément au règlement (UE) 2018/1806 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des Etats membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation. Le Roi détermine les modalités de délivrance du visa. La possession d'une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ou d'une carte de séjour permanent de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, délivrée sur la base de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, dispense le membre de la famille de l'obligation d'obtenir le visa d'entrée visé à l'alinéa 1er. Lorsque le membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne dispose pas des documents requis, le ministre ou son délégué lui accorde tous les moyens raisonnables afin de lui permettre d'obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder à son refoulement ». 4 de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder à son refoulement »

L’article 44 de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers est libellé comme suit : « Les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, de la loi, qui ne sont pas des citoyens de l'Union, peuvent bénéficier des dispositions du présent chapitre que s'ils prouvent leur lien de parenté, leur lien d'alliance ou leur partenariat avec le citoyen de l'Union qu'ils accompagnent ou rejoignent. Lorsqu'il est constaté

que le membre de la famille ne peut apporter la preuve du lien de parenté ou d'alliance ou du partenariat invoqué par des documents officiels conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, le ministre ou son délégué peut tenir compte d'autres preuves valables produites au sujet de ce lien. A défaut, le ministre ou son délégué peut procéder ou faire procéder à des entretiens avec le membre de la famille et le citoyen de l'Union qu'il rejoint, ou à toute autre enquête jugée nécessaire et proposer, le cas échéant, une analyse complémentaire.»

3.2. Ainsi que l'a relevé le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 252.041 du 4 novembre 2021, l'article 44 précité a été modifié par un arrêté royal du 8 juin 2009 afin d'aligner la charge de la preuve du lien sur celle prévue par l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980, pour lequel les travaux parlementaires expliquent qu'il s'agit d'un système en cascade et qu'ainsi « l'étranger peut par exemple produire "d'autres documents valables" s'il est dans l'impossibilité de produire des documents officiels » (Doc. Parl. Chambre, session 2008-2009, n°1695/002, p. 5). La modification de l'article 12bis, § 6, de la loi du 15 décembre 1980 avait pour objectif de répondre « aux préoccupations qu'un certain nombre de sénateurs ont exprimées quant à la situation des étrangers qui sont dans l'impossibilité de produire des documents officiels attestant de leur lien de parenté ou d'alliance dans le cadre du regroupement familial » et ce par l'organisation d'un système transparent qui doit « débloquent définitivement la situation des personnes qui ne sont pas en mesure de fournir des documents officiels ». Les travaux parlementaires établissent sans le moindre doute possible cette volonté de trouver une solution pour l'étranger qui demande un regroupement familial « pour autant que celui-ci puisse prouver qu'il est dans l'impossibilité de démontrer, à l'aide de documents officiels, le lien qui l'unit à l'étranger qui séjourne dans notre pays » (Doc. Parl. Chambre, session 2008-2009, n°1695/002, pp. 4-7).

Ce système mis en place par l'article 44 de l'arrêté royal précité ne contrevient pas à l'article 41, §2, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980, contrairement à ce que la partie requérante soutient, car cette dernière disposition oblige la partie défenderesse à des démarches particulières lorsque l'intéressé ne dispose pas des documents requis « avant de procéder à son refoulement ».

Il convient effet de préciser que l'acte attaqué ne consiste pas en une mesure de refoulement.

3.3. Ainsi qu'il a été précisé au point précédent, il revient au demandeur de prouver qu'il est dans l'impossibilité d'établir le lien de parenté au moyen de documents officiels, pour pouvoir se prévaloir d'autres preuves.

En l'espèce, la partie défenderesse a pu, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation, ni violer les dispositions et principes visés au moyen, considérer qu'il appartenait à la partie requérante d'établir son lien de parenté avec son enfant belge au moyen d'un document officiel étranger conforme à l'article 30 du Codip, au vu de la naissance de l'enfant à l'étranger et des précisions fournies en termes de motivation selon lesquelles, ni la partie requérante, ni l'enfant regroupant, n'ont le statut de réfugié.

Ensuite, il n'est pas contesté que la partie requérante n'a pas produit ce type de document et la partie défenderesse a pris soin d'indiquer qu'elle n'a pas prouvé se trouver dans l'impossibilité de produire un document officiel étranger.

Il s'ensuit que la partie défenderesse ne pouvait tenir compte d'autres preuves valables.

3.4. Ce motif n'est pas utilement contesté par la partie requérante, qui se limite à affirmer que son enfant a eu le statut de réfugié, qu'il l'a perdu par la seule acquisition de la nationalité belge, en sorte que ses craintes de persécutions n'ont pas disparu.

Il n'est en effet pas établi que l'enfant ait eu le statut de réfugié antérieurement et le Conseil ne peut suivre la partie requérante lorsqu'elle soutient que cela se déduirait du certificat de naissance produit. Ce dernier a en effet été délivré à la demande de la mère, qui avait obtenu le statut de réfugié et ne pouvait dès lors se tourner vers ses autorités nationales pour obtenir l'acte de naissance de son enfant. La partie requérante ne s'est pas davantage vu octroyer le statut de réfugié et ne le prétend au demeurant pas.

Par ailleurs, la partie requérante reproche à la partie défenderesse un manquement à son devoir de collaboration procédurale en ne procédant pas à des entretiens et enquêtes supplémentaires.

Cet argument ne peut cependant être admis en raison du système en cascade prévu à l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, auquel le devoir de minutie ne permet pas de déroger.

3.5. Dès lors que le motif tenant au défaut de preuve d'une impossibilité à établir le lien de parenté par un acte de naissance étranger suffit à justifier la décision au regard de l'article 44 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la partie requérante ne justifie pas d'un intérêt à ses griefs émis à l'encontre du motif selon lequel la déclaration de la mère de l'enfant ne pourrait suffire car elle n'est pas corroborée par une autre pièce.

3.6. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique n'est pas fondé."



# CCE arrêt 309176 du 02/07/2024

procédure CCE  
**Plein contentieux**  
nationalité  
**Maroc**  
dictum arrêt  
**Reconnaissance**

acte attaqué  
**CG Irrec.-Demande ultérieure**  
composition du siège  
**1 juge**

" Le Conseil rappelle que dans son arrêt n°197554 du 8 janvier 2018 il ne s'était pas prononcé sur la réalité de l'orientation sexuelle alléguée par le requérant, estimant en substance qu'indépendamment de cette question, la situation des personnes LGBT+ au Maroc ne pouvaient pas être considérée, selon les informations disponibles à l'époque, comme des persécutions au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

Partant, dans la présente affaire, les arguments des parties portent essentiellement sur l'établissement de l'orientation sexuelle du requérant et la situation actuelle des personnes LGBT+ au Maroc.

(...)

Le Conseil estime dès lors que les divers éléments relevés *supra* constituent un faisceau d'éléments convergents permettant de considérer comme établie à la fois la relation du requérant avec J. G. B. et son orientation sexuelle. Les quelques contradictions relevées par la décision entreprise ne suffisent pas à énerver ce constat : elles se révèlent en effet minimales en comparaison avec l'ensemble des déclarations du requérant, en particulier en tenant compte de l'évolution de la prégnance des souvenirs avec le temps.

Quant à la situation des personnes LGBT+ au Maroc, le Conseil constate, à la lecture du rapport du CEDOCA « COI FOCUS – MAROC – Minorités sexuelles » du 19 janvier 2024 déposé au dossier administratif, que celle-ci doit inciter à la plus grande prudence. Il en ressort en effet que l'homosexualité est illégale et pénalement réprimée au Maroc ; que des poursuites pénales ont effectivement lieu et que les personnes LGBT+ peuvent être victimes de violence homophobes, de la part de la population ou des autorités. Ces informations rendent illusoire toute protection effective des autorités marocaines. Pour les mêmes raisons, il n'est pas raisonnable d'attendre que le requérant aille vivre dans une autre région du Maroc pour pouvoir échapper aux persécutions.

En définitive, après un analyse *ex nunc* de la présente affaire, le Conseil estime que les nouveaux éléments présentés à l'appui de la seconde demande de protection internationale du requérant, non seulement augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse se voir reconnaître la qualité de réfugié mais sont en outre d'une nature telle qu'ils permettent de rendre à la crainte du requérant le caractère fondé que le Conseil a estimé lui faire défaut dans le cadre de l'examen de sa première demande de protection internationale et de renverser l'autorité de la chose jugée qui s'attache à l'arrêt clôturant cette précédente demande.

(...)

En conséquence, la partie requérante établit qu'elle reste éloignée de son pays d'origine par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution en raison de son appartenance au groupe social des personnes LGBT+."

# CCE arrêt 309170 du 02/07/2024

procédure CCE

**Annulation**

nationalité

**Suriname**

dictum arrêt

**Rejet**

acte attaqué

**ANNEXE 20**

composition du siège

**1 juge**

**Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - burgemeester weigert aanvraag gezinshereniging omdat de gevraagde documenten niet werden voorgelegd - bijlage 19ter van 13 juli 2023 vermeldt allerlei documenten - er wordt gevraagd om deze documenten voor 13 oktober 2023 over te maken via post of via een specifieke website - verzoeker heeft de gevraagde documenten op 13 oktober 2023 overgemaakt via mail - geen schending van artikel 52, §2 van het Vreemdelingenbesluit - geen specificatie van hoe documenten moeten worden overgemaakt in wet of KB - derdelander is dan ook vrij om gevraagde documenten aan de hand van eender welke rechtsgeldige wijze aan het gemeentebestuur te bezorgen - het staat de administratieve overheid echter ook vrij om de voorkeur te geven aan één of meerder specifieke bezorgingskanalen - verzoeker was op de hoogte van de bezorgingskanalen en betwist niet dat hij enkel de stukken via mail heeft overgemaakt**

Aldus dient te worden opgemerkt dat een derdelander die om gezinshereniging verzoekt, krachtens artikel 52, §2 van het Vreemdelingenbesluit is verplicht bij zijn aanvraag of ten laatste binnen een termijn van drie maanden de documenten waarmee op geldige wijze kan worden vastgesteld dat hij aan de voorwaarden voor het recht op gezinshereniging voldoet, "over te maken". Zoals verzoeker terecht opmerkt, wordt in deze bepaling – en bij uitbreiding elke bepaling in het Vreemdelingenbesluit of zelfs de Vreemdelingenwet – niet nader gespecificeerd op welke wijze de gevraagde documenten moeten worden overgemaakt. In beginsel staat het de derdelander dan ook vrij om de gevraagde documenten aan de hand van eender welke rechtsgeldige wijze aan het gemeentebestuur te bezorgen. Dit betekent echter ook dat het de administratieve overheid vrij staat om de voorkeur te geven aan één of meerdere specifieke bezorgingskanalen, quod in casu. Verzoeker ontkent niet dat hij op 13 juli 2023 een brief heeft ontvangen van de gemachtigde van de burgemeester van de stad Antwerpen waarin hem uitdrukkelijk wordt verzocht de gevraagde documenten over te maken ofwel per post ofwel via het daartoe voorziene online platform. Door verweerder wordt niet betwist dat verzoeker op 13 oktober 2023 de gevraagde documenten aan hem heeft toegezonden via e-mail. Van een redelijke en zorgvuldige burger mag echter worden verwacht dat hij terdege gevolg geeft aan het schrijven van 13 juli 2023 waarin hem wordt verzocht de documenten via de daartoe voorziene kanalen over te maken. Er dient immers te worden benadrukt dat de zorgvuldigheidsverplichting die rust op de bestuursoverheid evenzeer geldt ten aanzien van de rechtsonderhorige of, in het kader van een wederkerig bestuursrecht, de burger. De verplichting die in casu rust op de vreemdeling, kadert bijgevolg in de wederkerige zorgvuldigheidsverplichting. Verzoeker toont niet aan dat verweerder artikel 52 van het Vreemdelingenbesluit schendt door hem te verzoeken de gevraagde documenten aan de hand van bepaalde daartoe voorziene kanalen over te maken. Evenmin toont verzoeker aan dat hij omwille van een specifieke reden niet in de mogelijkheid was om de gevraagde documenten per post of via het online platform over te maken. Verweerder kan dan ook weldegelijk toepassing maken van artikel 52, §3 van het Vreemdelingenbesluit om te motiveren dat verzoeker de gevraagde documenten niet binnen de gestelde termijn heeft voorgelegd, aangezien niet wordt betwist dat verzoeker de gevraagde documenten niet binnen de gestelde termijn heeft overgemaakt aan de hand van de specifiek daartoe voorziene kanalen.

procédure CCE  
**Annulation**  
nationalité  
**Maroc**  
dictum arrêt  
**Annulation**

acte attaqué  
**ANNEXE 20**  
composition du siège  
**1 juge**  
dictum arrêt  
**Rejet**

**Annexe 20 avec OQT – art 47/1 – Faits : demande en 2018, PD prend l’AA et demande la notification à la commune qui, à la place, délivre une carte F au requérant ; 5 ans plus tard, le requérant introduit une demande de séjour permanent, l’OE refuse cette demande et demande à la commune de notifier les AA – CCE : 1) sur la carte F, rappel de la théorie du retrait : seul l’OE est compétent pour reconnaître le droit de séjour au MF d’un citoyen de l’Union => la délivrance de la carte F n’est pas un acte créateur de droit mais un acte reconnaissant de droit qui, s’il est irrégulier, peut être retiré à tout moment – le principe de légitime confiance et l’effet déclaratif d’un titre de séjour n’y changent rien à défaut d’acte créateur de droit - Arg PR : les AA ont eu pour effet direct de retirer la carte F, cette décision de retrait devait être motivée et respecter le droit d’être entendu du requérant : CCE : La JP CE sur laquelle se fonde la PR vise le retrait d’une reconnaissance d’un droit de séjour et non le retrait d’une carte ; la décision de retrait n’est pas celle qui fait grief. En l’espèce aucune décision de retrait de la carte de séjour ne semble être intervenue à ce jour ; même si c’était le cas, la carte F n’est pas un acte créateur de droit mais un acte reconnaissant de droit irrégulier qui est susceptible d’être retiré à tout moment + la décision de retrait ne serait pas un acte attaquant – 2) A) sur la notification + de 5 ans après : JP Diallo – B : sur la décision de refus de séjour : Le reproche fait à la PD de ne pas avoir tenu compte, de l’évolution de la situation personnelle du requérant qui a été sous carte F pendant 5 ans et de ne pas l’avoir entendu est irrelevante : la PR ne démontre pas sur quelle base la PD aurait dû le faire – sur l’OQT : situation particulière, le requérant n’est pas responsable de la notification tardive, dans sa requête, il fait valoir la vie privée constituée depuis 5 ans, son intégration professionnelle et joint différents contrats de travail conclus entre 2019 et 2024 (éléments de nature à entraîner une conclusion différente, quant au maintien d’un OQT, pris 5 ans plus tôt) => dans les circonstances particulières de la cause, la PD aurait dû entendre le requérant quant à une mesure d’éloignement pour pouvoir réévaluer la situation au regard de l’article 8 de la CEDH, dans le cadre d’une appréciation ou administration raisonnable d’un dossier très particulier – rejet et annulation OQT.**

« 3.2. Sur les 1ère et 3ème branches du moyen

a) Le Conseil d’Etat a jugé ce qui suit :

- « L’acte créateur de droit est celui par lequel l’autorité confère, en vertu d’une compétence discrétionnaire qu’une norme lui attribue, un droit qu’elle a le pouvoir de créer et qui ne préexiste pas à sa décision »,
- « En l’espèce, en octroyant une carte de séjour au requérant en vertu de l’article 52, § 4, alinéa 2, de l’arrêté royal du 8 octobre 1981 [...], l’autorité communale n’a pas accordé, en vertu d’une compétence discrétionnaire qu’une norme lui attribue, un droit qu’elle avait le pouvoir de créer et qui ne préexistait pas à sa décision »,
- « En effet, cette disposition subordonne le bénéfice du droit au séjour, consacré par la loi du 15 décembre 1980, à l’adoption de deux actes reconnaissant de droit. D’une part, il faut que le Ministre ou son délégué constate que les conditions de reconnaissance du droit au séjour sont remplies et reconnaisse ce droit, soit explicitement, soit implicitement lorsqu’aucune décision n’est prise dans le délai prévu à l’article 42 de la loi du 15 décembre 1980. D’autre part, le bourgmestre ou son délégué doit constater que la condition d’une reconnaissance explicite ou implicite du droit au séjour par le Ministre ou son délégué est satisfaite et délivrer en conséquence la carte de séjour à l’étranger. L’adoption de ces deux actes reconnaissant de droit est nécessaire pour que le titulaire du droit au séjour puisse l’exercer »,
- « L’octroi du titre de séjour au requérant par l’autorité communale est donc un acte reconnaissant de droit mais non un acte créateur de droit. [...] Le principe général du droit du retrait des actes administratifs ne s’oppose pas à ce qu’un acte reconnaissant de droit irrégulier soit retiré à tout moment. [...] »[1].

Il résulte de ce qui précède que, dans l’hypothèse visée,

- seul le ministre ou son délégué est compétent pour reconnaître le droit de séjour au membre de la famille d’un citoyen de l’Union,
- le bourgmestre auprès duquel la demande de carte de séjour a été introduite, n’a aucun pouvoir d’appréciation à cet égard,

- et il appartient uniquement au bourgmestre de délivrer le titre qui atteste de ce droit de séjour, si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai prévu.

b) Or, en l'espèce, le dossier administratif montre ce qui suit :

- le 20 septembre 2018, soit avant l'expiration du délai de 6 mois lui imparti, la partie défenderesse a pris la décision de refus de séjour de plus de 3 mois avec ordre de quitter le territoire, visés au point 1.3.

- le même jour, elle a adressé des instructions à l'administration communale d'Anderlecht, en vue de la notification de ces décisions.

- nonobstant ces circonstances, l'administration communale d'Anderlecht a négligé de notifier ces décisions au requérant, et lui a délivré une « carte F », le 16 octobre 2018.

c) Toutefois, au vu de ce qui a été exposé au point b), la simple délivrance d'une « carte F », postérieurement au refus de séjour, n'a créé aucun droit de séjour dans le chef du requérant.

La circonstance selon laquelle l'administration communale a commis une erreur en délivrant une « carte F », le 16 octobre 2018, malgré la décision et les instructions de la partie défenderesse, n'est pas de nature à énerver le constat qui précède.

En effet, la répartition des compétences prévues à l'article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, n'implique pas qu'une erreur de l'administration communale lie la partie défenderesse, dans sa compétence de reconnaissance ou non d'un droit de séjour.

Les développements de la partie requérante à cet égard résultent d'une prémisse erronée, à savoir, l'existence d'un acte créateur de droits, ce qui n'est pas le cas.

En termes de requête, la partie requérante invoque, notamment, à cet égard,

- le principe de légitime confiance,
- et l'effet déclaratif d'un titre de séjour.

Néanmoins, ce principe et cette théorie ne sont nullement de nature à énerver les considérations qui précèdent, à défaut d'acte créateur de droit.

Le dossier administratif ne montre d'ailleurs pas que la partie défenderesse a donné le moindre élément qui puisse être considéré comme une « *assurance précise fournie par la partie défenderesse au requérant susceptible de faire naître dans son chef des espérances fondées* ».[2]

En particulier, la partie requérante tire une conclusion erronée de l'arrêt du Conseil d'Etat[3], auquel elle se réfère.

En effet, elle en tire une conclusion sur le retrait de carte, alors que le Conseil d'Etat vise le retrait d'une reconnaissance d'un droit de séjour. La jurisprudence citée par la partie requérante n'est dès lors pas comparable au cas d'espèce, dès lors qu'ici, il n'y a eu que la délivrance d'un titre de séjour et non la reconnaissance d'un droit de séjour, comme c'était le cas dans cette affaire.

d) La partie requérante développe également une argumentation relative au retrait de la carte de séjour du requérant.

Cette argumentation n'est toutefois pas pertinente, dès lors que, dans l'hypothèse d'un retrait de « carte F », l'acte qui cause grief à l'étranger et qui est, partant, attaquable, est la décision prise par la partie défenderesse de retirer le droit de séjour, laquelle se matérialise par le retrait de sa « carte F », en conséquence.

En l'espèce, aucune décision de retrait de la carte de séjour ne semble être intervenue à ce jour.

A supposer même que l'administration communale compétente a retiré la carte de séjour du requérant, – ce que le dossier administratif ne montre pas –, cet acte

- n'est pas créateur de droit,
- ne répond pas à la définition d'un acte administratif attaquable devant le Conseil,
- et en tant qu'acte reconnaissant de droit irrégulier, est susceptible d'être retiré à tout moment

Partant, au vu de ce qui précède,

- contrairement à ce que prétend la partie requérante, le requérant ne dispose pas d'un droit de séjour sur le territoire belge,
- les actes attaqués n'ont pas eu pour effet direct de retirer la carte de séjour du requérant,

- et la partie requérante reste en défaut de démontrer en quoi la partie défenderesse, qui avait pris le premier acte attaqué dans le délai prescrit, et sur la base des éléments dont elle avait connaissance, aurait manqué sur ce point, à son devoir d'appréciation raisonnable, les erreurs de l'administration communale d'Anderlecht ne lui étant nullement imputables.

3.3.1. Sur le reste de la 1ère branche et la 2ème branche du moyen, le premier acte attaqué est fondé sur les constats suivants :

- d'une part, « *[le requérant] n'a pas prouvé qu'il faisait partie du ménage rejoint dans son pays de provenance* »,
- et d'autre part, les documents produits, « *ne permettent pas d'établir la qualité de membre de famille à charge [du requérant] dans son pays de provenance* ».

Ces motifs ne sont nullement contestés par la partie requérante, qui se borne à reprocher à la partie défenderesse

- d'avoir notifié le premier acte attaqué plus de 5 ans après qu'il a été pris,
- d'avoir fait fi de tout le contexte factuel entourant le séjour du requérant en Belgique, depuis l'introduction de sa demande visée au point 1.2.,
- et de ne pas avoir correctement analysé les éléments de vie privée et familiale du requérant, violant ainsi l'article 8 de la CEDH.

3.3.2. S'agissant du grief tiré de la notification du premier acte attaqué plus de 5 ans après qu'il a été pris, dans l'arrêt Diallo[4], la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) a indiqué que

- l'article 10, § 1er, de la directive 2004/38/CE « *doit être interprété en ce sens que la décision relative à la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union doit être adoptée et notifiée dans le délai de six mois prévu à cette disposition* »[5].

- mais également que « *la directive 2004/38 doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, qui impose aux autorités nationales compétentes de délivrer d'office une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union à l'intéressé, lorsque le délai de six mois, visé à l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2004/38, est dépassé, sans constater, préalablement, que l'intéressé remplit effectivement les conditions pour séjourner dans l'État membre d'accueil conformément au droit de l'Union* »[6].

Or, en l'espèce, la partie défenderesse a considéré que le requérant ne remplissait pas les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de 3 mois, en qualité d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union. Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante (point 3.3.1.).

Partant, à la lumière de l'arrêt *Diallo* de la CJUE, susmentionné, la partie requérante n'a pas intérêt à son argumentation relative à la notification tardive du premier acte attaqué.

3.3.3. Le reproche fait à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte, de l'évolution de la situation personnelle du requérant, dans le premier acte attaqué, est irrelevante.

En effet, la partie défenderesse a pris, dans le délai imparti, une décision sur la base des faits, dont elle avait connaissance, et pour des motifs qui ne sont pas contestés par la partie requérante.

La partie requérante ne démontre pas sur quelle base il devrait en être autrement. Il est renvoyé au point 3.2. pour le surplus.

[8 CEDH quant au 1er acte attaqué: mise en balance réalisée par le législateur : CE, arrêt n° 231.772 du 26 juin 2015]

3.4.1. Sur le reste de la 1ère et la 3ème branche du moyen, la partie requérante invoque notamment la violation du droit d'être entendu[7].

3.4.2. La CJUE a indiqué ce qui suit : « Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts [...]. Afin d'assurer une protection effective de la personne concernée, [il] a notamment pour objet que cette dernière puisse corriger une erreur ou faire valoir tels éléments relatifs à sa situation personnelle qui militent dans le sens que la décision soit prise, ne soit pas prise ou qu'elle ait tel ou tel contenu [...]. Il résulte de ce qui précède que le droit d'être entendu avant l'adoption d'une décision de retour doit permettre à l'administration nationale compétente d'instruire le dossier de manière à prendre une décision en pleine connaissance de cause et de motiver cette dernière de manière appropriée, afin que, le cas échéant, l'intéressé puisse valablement exercer son droit de recours »[8].

Elle a précisé ce qui suit :



« selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent [...]. Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] »[9].

Partant, eu égard à la finalité du droit à être entendu, l'administration a l'obligation de rechercher les informations lui permettant de statuer en connaissance de cause.

Il lui appartient en effet d'instruire le dossier et donc d'inviter l'étranger à être entendu au sujet des raisons qui s'opposeraient à ce que l'administration l'éloigne du territoire.

3.4.3. En l'espèce, la partie requérante fait valoir ce qui suit :

- le requérant « ne se trouve pas dans une situation telle qu'il a pu faire valoir les éléments s'opposant à sa mesure d'éloignement »,
- au vu « des circonstances chronologiques et factuelles ayant conduit à la notification de la décision attaquée, il ne pourrait être considéré que celle-ci constitue uniquement la réponse à la demande initiale de regroupement familial du requérant, introduite il y a plus de cinq ans »,
- « [l]ors d'une audition, le requérant aurait pu expliquer qu'une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire perturberait sa vie privée et familiale développée pendant plus de cinq années passées sous couvert d'une carte de séjour F en Belgique et aurait pour conséquence de détruire toute son intégration professionnelle en Belgique »,
- et « [v]u ces éléments, l'évaluation de la conformité de la décision d'éloignement avec l'article 74/13 de la Loi du 15 décembre 1980 aurait pu aboutir à une conclusion différente ».

3.4.4. S'agissant du premier acte attaqué, force est de constater que

- la partie défenderesse a examiné la demande de carte de séjour, introduite par le requérant, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980, au regard des éléments produits à l'appui de cette demande,
- dans le cadre de cette demande, le requérant a ainsi eu la possibilité de faire valoir les éléments démontrant, selon lui, qu'il remplissait les conditions fixées pour la reconnaissance du droit au séjour, revendiquée.
- la charge de la preuve incombe à la partie requérante,
- et la partie requérante, ne démontre pas sur quelle base la partie défenderesse aurait dû entendre le requérant de manière supplémentaire, même dans les circonstances très spécifiques du cas d'espèce.

3.4.5. S'agissant du second acte attaqué, certes,

- la jurisprudence de la CJUE, citée au point 3.4.2., concerne des situations où la question du droit d'être entendu se posait avant la prise d'une décision,
- et la notification n'influe en principe pas sur la légalité d'une décision administrative.

Toutefois, le Conseil estime qu'afin de vérifier si la partie défenderesse a fait preuve d'une appréciation ou administration raisonnable en l'espèce, il convient de tenir compte des circonstances très particulières suivantes :

- le requérant a pu faire valoir sa vie privée et familiale, pour la dernière fois, lors de l'introduction de sa demande de carte de séjour, le 6 avril 2018,
- l'administration communale lui a délivré une « carte F »,
- l'ordre de quitter le territoire, attaqué, lui a été notifié plus de 5 ans plus tard,
- le requérant n'est pas la cause de cette notification tardive.

Or, dans sa requête, le requérant fait notamment valoir, la vie privée constituée depuis 5 ans, et en particulier son intégration professionnelle. En vue d'appuyer son argumentation, il a joint à sa requête, différents contrats de travail conclus entre 2019 et 2024.

Sans se prononcer sur ces éléments, le Conseil estime que, dans les circonstances particulières de la cause, la partie défenderesse aurait dû permettre au requérant de faire valoir les éléments qu'il juge utiles à l'encontre d'une mesure d'éloignement.

Elle aurait ainsi pu réévaluer la situation au regard de l'article 8 de la CEDH, dans le cadre d'une appréciation ou administration raisonnable d'un dossier très particulier.

Il en est d'autant plus ainsi que les éléments de sa vie privée, invoqués, peuvent entraîner une conclusion différente, quant au maintien d'un ordre de quitter le territoire, pris 5 ans plus tôt, à l'encontre du requérant.

A cet égard, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit, dans sa note d'observations :

- « Le droit à être entendu n'est pas applicable lorsqu'un administré introduit une demande qui vise l'octroi d'un avantage, d'une autorisation ou d'une faveur. Dans ce cas, il appartient à l'administré d'informer de manière complète l'autorité administrative amenée à statuer »,

- « En effet, si le principe *audi alteram partem* impose à l'administration, qui envisage de prendre une mesure défavorable en raison, notamment, du comportement de son destinataire, d'informer celui-ci de ses intentions afin qu'il puisse faire valoir utilement et effectivement ses arguments, il y a lieu de distinguer les décisions qui mettent fin au séjour, des décisions de refus d'une demande de séjour dès lors que dans le second cas, d'une part le demandeur n'est pas privé d'un droit ou d'un avantage dont il bénéficiait antérieurement et d'autre part, il a pu formuler ses arguments et observations à l'appui de sa demande. Dans le premier cas au contraire, la partie défenderesse prive d'initiative l'étranger d'un droit qu'elle lui a antérieurement reconnu de sorte que ces décisions lui causent nécessairement grief. En outre, l'étranger peut ne pas être informé des démarches entreprises par l'autorité »,

- « Ainsi, de manière générale, lorsque l'autorité adopte une décision après avoir été saisie de la demande d'un administré visant à la reconnaissance d'un droit dont le demandeur connaît à l'avance les conditions d'octroi, l'administré n'ignore pas qu'une décision va être adoptée puisqu'il la sollicite. Il est informé, lorsqu'il formule sa demande, des exigences légales au regard desquelles l'autorité va statuer et il a la possibilité de faire connaître son point de vue, avant l'adoption de la décision, dans la demande qu'il soumet à l'administration. Excepté si l'autorité envisage de se fonder sur des éléments que l'administré ne pouvait pas connaître lorsqu'il a formé sa demande, l'administration n'est pas tenue, avant de statuer, de lui offrir une seconde possibilité d'exprimer son point de vue, en plus de celle dont il a disposé en rédigeant la demande adressée à l'autorité. Dans une telle situation, le droit à être entendu est garanti suffisamment par la possibilité qu'a l'administré de faire connaître ses arguments dans la demande qu'il soumet à l'administration »,

- « En l'espèce, s'agissant d'une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, on se trouve dans la seconde hypothèse envisagée et cette décision ne peut être considérée comme violant le principe *audi alteram partem* dès lors que la partie défenderesse n'était aucunement tenue d'entendre la partie requérante avant la prise de l'acte attaqué »,

- « En outre, la partie défenderesse entend rappeler que la partie requérante a eu tout le loisir de faire valoir les arguments qu'elle souhaitait à l'appui de sa demande de séjour .

A cet égard, la partie défenderesse rappelle l'enseignement de la jurisprudence administrative constante, dont il résulte que c'est au demandeur qu'il incombe d'aviser l'autorité compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'examen ou l'issue de sa demande, tandis que les obligations de l'administration en la matière doivent, pour leur part, s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de placer cette dernière dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie.

C'est donc à l'étranger qui prétend satisfaire aux conditions justifiant l'octroi d'un séjour en Belgique à en apporter lui-même la preuve; l'administration n'étant, quant à elle, pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci se prévaut sous peine d'être placée dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie »,

- « Il n'y a donc aucune violation du droit à être entendu et la partie requérante ne peut sérieusement reprocher à la partie défenderesse de ne pas l'avoir invitée à compléter son dossier ».

Le Conseil peut suivre l'argumentation de la partie défenderesse, en ce qui concerne le premier acte attaqué.

En l'espèce, la partie défenderesse a refusé la demande de carte de séjour du requérant, dans le délai prescrit. Les circonstances selon lesquelles cette décision n'a pas été notifiée au requérant, qui a, au contraire, erronément été mis en possession d'une carte de séjour, ne sont pas de nature à entraîner un nouvel examen de la demande (voir *supra*).

Toutefois, à l'égard du second acte attaqué et des conséquences d'une mesure d'éloignement, le Conseil estime que les circonstances très spécifiques du cas d'espèce nécessitant de s'écarter du cadre général, dans un souci d'appréciation ou d'administration raisonnable.

En effet, étant donné les circonstances susmentionnées, le requérant a développé une vie privée en Belgique, dont la partie défenderesse aurait dû raisonnablement tenir compte, pour décider s'il convenait ou non de maintenir un ordre de quitter le territoire, pris plus de 5 ans auparavant. »

[1] C.E, arrêt n° 254 712 du 10 octobre 2022.

[2] CE, arrêt n°99.052 du 24 septembre 2001.

[3] CE, arrêt n° 245.829 du 21 octobre 2019.

[4] CJUE, 27 juin 2018, *Ibrahima Diallo contre Etat Belge*, affaire C- 246/17.

[5] *Ibidem*, point 43.

[6] *Ibidem*, point 56.

[7] La violation de ce droit étant invoquée uniquement dans le cadre de la décision de retrait de la carte de séjour, et à l'égard du second acte attaqué.

[8] CJUE, 11 décembre 2014, *Boudjlida*, C-249/13, § 36 et suiv..

[9] CJUE, 10 septembre 2013, *M.G. et N.R.*, C-383/13, § 38 et 40.

procédure CCE  
Annulation  
nationalité  
Kenya  
dictum arrêt  
Annulation

acte attaqué  
REFUS DE VISA  
composition du siège  
1 juge

Refus de visa RF - mère de mineur belge – Faits : Mme a déjà tenté le RF via le père de cet enfant belge, présenté comme son époux – elle a également un enfant au PO pour lequel elle a également introduit une demande de RF (vis-à-vis du beau-père) puis un recours séparé - 1) AA quasi non motivé par l’OE, en se référant à une exception à l’obligation de motivation formelle prévue par l’art. 4, 3° et 4° de la loi du 29 juillet 1991 : « *lorsque l’indication des motifs [...] peut violer [...] 3° le droit au respect à la vie privée ; 4° constituer une violation des dispositions en matière de secret professionnel* » -> refus sur base d’informations concernant la vie privée du père du mineur – CCE : OE a communiqué un DA + des pièces confidentielles au Conseil – ces pièces confidentielles se retrouvent également dans le DA de sorte que la PR peut y accéder => PD ne s’est pas valablement exonérée de son obligation de motivation – 2) AA fait référence à l’art 19 de la CIDE contenant l’engagement de « *protéger l’enfant contre toute forme de violence (...), y compris la violence sexuelle, pendant qu’il est sous la garde de ses parents ou de l’un d’eux* » => ne suffit pas à motiver la décision puisqu’on ne sait pas de quel mineur l’OE examine l’intérêt (selon les infos au DA, les inquiétudes portent sur l’enfant de la requérante présent avec elle au PO. Or, la décision concerne le RF avec un autre enfant présent en Belgique) – annulation.

« L’article 4 de la loi du 29 juillet 1991 dispose ce qui suit :

« *L’obligation de motiver imposée par la présente loi ne s’impose pas lorsque l’indication des motifs de l’acte peut :*

*[...]*

*3° violer le droit au respect de la vie privée ;*

*4° constituer une violation des dispositions de matière de secret professionnel ».*

Ces dispositions prescrivent ainsi des exceptions légales à l’obligation de motivation formelle des actes administratifs.

4.2. En l’espèce, la partie défenderesse fait référence à l’article 4, 3°, et 4°, de la loi du 29 juillet 1991, pour s’exonérer de son devoir de motivation.

4.3. Le 10 janvier 2024, la partie défenderesse a déposé le dossier administratif relatif à la requérante.

Le même jour, des pièces confidentielles ont été portées à la connaissance du Conseil.

4.4. Le dossier administratif, auquel la partie requérante a accès, contient un courrier daté du 25 novembre 2022,

- adressé par la partie défenderesse à l’administration communale d’Anvers (et plus particulièrement à la cellule en charge des mariages de complaisance et des mariages forcés),

- et dans lequel elle communique un certain nombre d’informations relatives à la requérante et à celui qu’elle présente comme son époux.

Or, ce courrier contient, notamment, un résumé d’éléments, relatifs à la vie privée de celui que la requérante présente comme son époux, qui correspondent aux éléments figurant dans les pièces confidentielles communiquées au Conseil.

4.5. Au vu de ces constats, le Conseil s’interroge sur la pertinence des motifs aux termes desquels la partie défenderesse a considéré que

- « *le point 3° de cette loi trouve son application dans le cas présent car la motivation du rejet de la demande de visa, pour être correctement rédigée, doit se référer à des éléments liés à la vie privée de monsieur [X.X.] [...], père de [la fille mineure de la requérante], chez lequel les intéressées désirent s’établir en Belgique* », et

- « *le point 4° trouve également à s’appliquer en ce sens que les agents de l’Office des Etrangers sont soumis à des obligations d’ordre déontologique tel que le secret professionnel* ».

Dans la mesure où la partie requérante peut accéder aux informations contenues dans les pièces dites confidentielles, en consultant simplement le dossier administratif, la partie défenderesse ne s'est pas valablement exonérée de son obligation de motivation, sur la base de l'article 4, 3° et 4°, de la loi du 29 juillet 1991.

Par conséquent, la conclusion selon laquelle « *la décision rejetant la demande de visa ne peut être motivée* », n'est pas adéquate.

4.6. Enfin, la partie défenderesse motive également l'acte attaqué en considérant ce qui suit :

*« cette décision doit prendre en considération tous les éléments relatifs à la future situation familiale des intéressés de même que l'intérêt supérieur de l'enfant tel qu'il est stipulé dans la Convention internationale des droits de l'enfant ; considérant que l'article 19 de ladite convention stipule que " Les Etats prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence (...), y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux" ».*

Toutefois, ce motif ne pourrait être considéré comme suffisant puisqu'il ne permet pas de comprendre de la protection de quel enfant il s'agit :

- en effet, selon les informations figurant dans le dossier administratif, la partie défenderesse vise la protection de l'enfant mineur de la requérante, qui se trouve avec elle dans leur pays d'origine,
- or, la demande de visa concerne uniquement un regroupement familial de la requérante avec un autre enfant mineur, qui vit déjà en Belgique avec celui qu'elle présente comme son époux."



procédure CCE

**Plein contentieux**

nationalité

**Somalie**

dictum arrêt

**Annulation**

acte attaqué

**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**

composition du siège

**1 juge**

In haar verzoekschrift voert de verzoekende partij onder meer een vrees voor vervolging aan, omwille van het **risico** op een **herhaalde vervolging**, met name het risico op het opnieuw ondergaan van een **infibulatie (VGV type III)**. Zij legt een medisch attest van 5 april 2024, ter attestatie van de door haar ondergane infibulatie voor.

*In casu* kan de VGV, waarvan verzoekster het slachtoffer is, dus als **vervolging** worden gekwalificeerd.

De Raad verwijst vervolgens naar artikel 48/7 van de Vreemdelingenwet.

Aangezien verzoekster aldus reeds het slachtoffer was van -wat kan worden gekwalificeerd als een daad van vervolging- dient te worden aangenomen dat deze omstandigheid een duidelijke aanwijzing vormt dat de vrees voor vervolging gegrond is, tenzij er goede redenen zijn om aan te nemen dat die vervolging zich niet opnieuw zal voordoen. In deze past het dan ook om de beschikbare landeninformatie aangaande infibulatie en het risico op herinfibulatie, van naderbij te bestuderen.

De Raad analyseert de beschikbare landeninformatie, met name **EUAA Country Guidance: Somalia van augustus 2023**.

Er staat in casu niet ter betwisting dat verzoekster een infibulatie (VGV type III) heeft ondergaan. Verzoekster stelt zowel in het verzoekschrift als ter terechtzitting dat ze tweemaal besneden werd. Ter terechtzitting geeft ze aan dat ze besneden werden als kind, en een tweede keer nadat ze haar miskraam gehad heeft. Hoewel deze uiteenzetting in het verzoekschrift slechts uiterst summier is, kan de Raad niet voorbijgaan aan de vaststelling dat verzoekster een medisch attest, waaruit een type III VGV blijkt, bijbrengt. Dit **attest** opgesteld door de arts van het gesloten opvangcentrum waar ze verblijft, werd **nog niet eerder aan de verwerende partij meegedeeld. Tijdens het persoonlijk onderhoud heeft verzoekster evenmin uit eigen initiatief verdere verklaringen afgelegd omtrent haar VGV**, doch dienaangaande wijst de Raad erop dat – zoals verzoekster in haar verzoekschrift ook aangeeft – VGV bij Somalische vrouwen een **wijdverspreide traditie** is. Ook uit de landeninformatie, zoals deze zich in het rechtsplegingsdossier bevindt, blijkt dat 98 % van de Somalische vrouwen een vorm van VGV hebben ondergaan. Rekening houdend met de zeer hoge prevalentiegraad van VGV in Somalië en de omstandigheid dat dergelijke praktijken dermate cultureel zijn ingeburgerd, is de Raad van oordeel dat het **verzoekster niet ten kwade** kan worden geduid dat zij – ondanks dat wel de nodige stukken inzake de door haar ondergane VGV waren opgesteld – **niet op eigen initiatief** verdere verklaringen hierover heeft afgelegd. Ter terechtzitting haalt verzoekster echter aan dat Somalië het land is waar ze geslagen werd en verminkt geraakt is, nadat ze uiteengezet heeft dat ze er een VGV type III ondergaan heeft. Voorts heeft de verzoekende partij haar verzoek om internationale bescherming ingediend aan de grens, toen ze met een passagiersvliegtuig uit Addis Ababa Bole (Ethiopië) kwam en uit Somalië gevlucht was.

Het komt de **verwerende partij toe om de verzoekende partij te horen over haar infibulatie VGV type III, wat haar opvattingen hierover zijn en of zij een desinfibulatie wenst te laten uitvoeren** daar zij uitdrukkelijk aanhaalt dat infibulatie een vorm van verminking is en indien ze een desinfibulatie wenst te ondergaan wat de impact hiervan op het risico op een herhaalde vervolging bij een terugkeer naar Somalië is. Vervolgens komt het aan de **verwerende partij** om verzoeksters verklaringen te beoordelen in het licht van de beschikbare landeninformatie, tezamen bekeken met de objectieve medische gegevens die in huidige zaak voorliggen, evenals de persoonlijke omstandigheden van verzoeksters zaak om na te gaan **of er in casu goede redenen zijn om aan te nemen dat verzoekster niet opnieuw zal worden onderworpen aan de reeds ondergane daad van vervolging bij een terugkeer naar Somalië**. Dat verzoekster **reeds** werd **onderworpen** aan de **zwaarste vorm** van besnijdenis, zodat zij niet opnieuw kan worden besneden, **gaat** volstrekt **voorbij** aan de hierboven besproken landeninformatie, waaruit blijkt dat **re-infibulatie vaak voorkomt**. Voorts kunnen volgens de EUAA Country Guidance Somalia de **familiale omstandigheden** een relevante risicobepalende omstandigheid uitmaken, doch blijkt uit de Country Guidance – dat slechts een exemplatieve opsomming van elementen verschaft – geenszins dat het onontbeerlijk is om hierover duidelijkheid te hebben. Uit de beschikbare landeninformatie blijkt immers dat VGV in Somalië een universeel en wijdverspreid gegeven is, waarbij noch de geografie, noch de sociaaleconomische omstandigheden, noch de clanaffiliatie een doorslaggevende invloed hebben. Uit de beschikbare landeninformatie blijkt verder dat een verzoekster zich niet kan beroepen op de Somalische

overheid, de religieuze leiders, de clanauthoriteiten of ngo's voor bescherming.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

fav	procédure CCE
Mes favoris	Plein contentieux
acte attaqué	nationalité
CG Irrec.-Ressortissant UE	Espagne
composition du siège	dictum arrêt
3 juges	Annulation

2 verzoekende partijen: moeder (eerste verzoekster), minderjarige dochter (tweede verzoekster). Elk eigen VIB. Eerste verzoekster stelt in Spanje te vrezen te zullen worden aangehouden en vervolgd wegens de ontvoering van haar dochter, alsook dat haar dochter terug bij haar vader zal moeten verblijven, waar ze het risico loopt opnieuw te worden misbruikt.

Bestreden beslissing **moeder**: VIB niet-ontvankelijk - onderdaan EU-lidstaat (Spanje) - artikel 57/6, §3, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet.

Bestreden beslissing **dochter**: volgbeslissing; geen persoonlijk onderhoud gelet op psychisch-medische situatie en erg jonge leeftijd.

De Raad stelt vast dat in hoofde van de dochter geen individuele beoordeling werd gemaakt, maar slechts een **volgbeslissing** werd genomen, hoewel de mogelijke risico's voor de minderjarige dochter bij terugkeer naar Spanje in wezen de essentie uitmaken van de 2 beschermingsverzoeken. Enige concrete en geïndividualiseerde beoordeling vanuit het beginsel van het **hoger belang van het kind** blijkt niet.

Uit de bestreden beslissingen komt naar voor dat de verwerende partij zich heeft beperkt tot een verwijzing naar de verschillende procedures die door de moeder werden gevoerd inzake het vermoedelijk seksueel misbruik van de dochter, om vervolgens te stellen dat de zaak grondig is onderzocht door de verschillende Spaanse gerechtelijke instanties. Dit is voor de verwerende partij voldoende om te besluiten dat verzoeksters hebben gefaald om, aan de hand van concrete elementen, aan te tonen dat hun grondrechten in Spanje niet zouden worden gerespecteerd. (...)

Evenwel, gelet op de **ernstige indicaties van structurele tekortkomingen en problemen in de aanpak van gendergerelateerd geweld en voogdijzaken door de Spaanse overheden**, waarover aan verwerende partij verschillende stukken werden voorgelegd en die in de bestreden beslissingen ook worden erkend, had de verwerende partij zich, in het kader van het wederzijds vertrouwensbeginsel, *in casu* niet mogen beperken tot een té eenzijdig steunen op het arrest van het Spaanse Hooggerechtshof en de gevoerde procedures.

Dit geldt te meer nu verzoeksters ook een heel aantal **stukken** hebben voorgelegd die betrekking hebben op hun individuele omstandigheden en die niet dan wel onvoldoende het voorwerp hebben uitgemaakt van een eigen onderzoek door de verwerende partij (hangende strafrechtelijke procedure vermoedelijk huiselijk geweld tav moeder; socio-psychologische en medische stukken mbt vermoedelijk seksueel misbruik dochter; klachten van derden zoals school en pediater; stukken ivm indicaties gebrekkig gerechtelijk strafonderzoek; bezorgheiden Spaanse federale ombudsman).

Omwille van de minderjarigheid van de dochter, haar bijzondere kwetsbaarheid die voortvloeit uit de specifieke omstandigheden van deze zaak en omdat er fundamentele rechten van het kind aan de orde zijn die mogelijk kunnen worden aangetast, een meer nauwgezette **zorgvuldigheidsplicht** van tel

Er kan aldus niet blijken dat naar behoren werd onderzocht of de grondrechten van de dochter bij terugkeer naar Spanje *in casu* effectief zullen worden gerespecteerd. Hoewel verzoeksters een inspanning hebben gedaan om hun beschermingsverzoeken te onderbouwen aan de hand van talrijke bewijselementen, wordt vastgesteld dat de verwerende partij is tekortgeschoten in haar **samenwerkingsplicht**, met name haar taak om al de relevante elementen van de verzoeken om internationale bescherming in samenwerking met verzoeksters te beoordelen.

Er kan in deze ook niet blijken dat in het kader van een individuele beoordeling van het verzoek om internationale bescherming op afdoende en concrete wijze rekening werd gehouden met het **hoger belang van het kind**.

Naast het VIB in België, zijn er nog een reeks andere juridische procedures in verschillende rechtsdomeinen en op verschillende rechtsniveau's, die elkaar doorkruisen:

In Spanje:

- strafrechtelijke procedures in Spanje inzake vermoedelijk huiselijk geweld ten aanzien van moeder en vermoedelijk seksueel misbruik ten aanzien van dochter/
- procedures inzake echtscheiding en verblijfsregeling dochter

In België:

- procedure familierechtbank
- procedure Belgische Centrale Autoriteit - terugkeerverzoek inzake minderjarige dochter, uitgaande van paternale

tante aan wie het exclusief verblijf van de dochter werd toevertrouwd, op grond van het Haags Kinderontvoeringsverdrag

- Europees aanhoudingsbevel ten aanzien van de moeder

Na analyse van de doelstellingen van het **Haags Kinderontvoeringsverdrag**, de mogelijke redenen om een **terugkeerverzoek** af te wijzen, de bepalingen van Verordening 2019/1111 EU en het vaststellen van de verhouding tussen bovenstaand verdrag en de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet, merkt de Raad op dat het gegeven dat de Spaanse autoriteiten het exclusief verblijf van de dochter tijdelijk aan de paternale tante hebben toegewezen en dat aan de Belgische Centrale Autoriteit een terugkeerverzoek uitgaande van deze tante werd overgemaakt, niet tot gevolg heeft dat er automatisch wordt overgegaan tot een inwilliging van het terugkeerverzoek.

Het gegeven dat een **Europees aanhoudingsbevel** is uitgevaardigd tegen de moeder, impliceert bovendien niet dat de moeder *ipso facto* zal worden uitgeleverd aan de Spaanse overheden. De moeder, met name wanneer zij in kennis wordt gesteld van het Europees aanhoudingsbevel en een verzoek tot uitlevering, quod in casu, kan vervolgens een beroep bij de raadkamer indienen en een eventuele schending van haar grondrechten bij een terugkeer naar Spanje opwerpen.

Uit wat voorafgaat volgt dat er een **samenloop** is van **verschillende lopende procedures**, zowel burgerrechtelijk als strafrechtelijk, waarbij in casu het beginsel van het hoger belang van het kind een overweging zal vormen, elk vanuit een eigen invalshoek. Er zijn in casu geen wettelijke bepalingen voorhanden die de samenloop van deze verschillende strafrechtelijke en burgerrechtelijke procedures met een procedure om internationale bescherming regelen of verzoenen. Het is hierbij van belang op te merken dat deze strafrechtelijke, burgerrechtelijke en asielprocedures elk een eigen, specifieke bewijslastverdeling kennen en dat de deelname van belanghebbende partijen verschillend is naargelang de procedure accusatoir dan wel inquisitoir van aard is.

De Raad is zich verder ervan bewust dat snelle procedures en spoedige uitkomsten in het hoger belang van het betrokken kind zijn. Dit geldt evenzeer voor de asielprocedure van de minderjarige dochter. Verzoeksters verblijven evenwel al sinds mei 2022 in België en dienden op 6 september 2022 hun beschermingsverzoeken in waarbij de bestreden beslissingen op 5 januari 2024 werden genomen. Verder blijkt dat minstens in november 2023 de Belgische Centrale Autoriteit reeds was gevat door een terugkeerverzoek.

Tot slot kan evenmin worden ontkend dat de voormelde burgerrechtelijke en strafrechtelijke procedures een weerslag kunnen hebben zowel op de ontvankelijkheid als op de gegrondheid van de onderliggende beschermingsverzoeken in het kader van artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet.

Zeker wat betreft het beginsel van het hoger belang van het kind, is het in deze zaak relevant om de **mogelijke uitkomst van de andere nog lopende Spaanse en Belgische procedures af te wachten** aangezien in deze procedures het hoger belang van het kind in functie van de daarin voorliggende vorderingen zal worden beoordeeld. Dit kan een beter inzicht geven in de concrete bepaling en beoordeling van het hoger belang van de minderjarige dochter in het kader van haar verzoek om internationale bescherming daar dit beginsel de doorslaggevende overweging vormt die de asielinstanties moet leiden tijdens het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, tenzij hierover reeds een standpunt kan worden ingenomen na een volledig en zorgvuldig onderzoek van het beschermingsverzoek van de dochter.

Dit is hier niet het geval.

De bestreden beslissingen werden onzorgvuldig en voorbarig genomen. Verder onderzoek dringt zich op. Essentiële elementen ontbreken.